

Séance plénière

du

JEUDI 6 JUILLET 2023

Après-midi

Plenumvergadering

van

DONDERDAG 6 JULI 2023

Namiddag

La séance est ouverte à 14 h 18 et présidée par Mme Eliane Tillieux, présidente.

De vergadering wordt geopend om 14.18 uur en voorgezeten door mevrouw Eliane Tillieux, voorzitter.

La **présidente**: La séance est ouverte.

De vergadering is geopend.

Une série de communications et de décisions doivent être portées à la connaissance de la Chambre. Elles seront reprises sur le site web de la Chambre et insérées dans le compte rendu intégral de cette séance ou son annexe.

Een reeks mededelingen en besluiten moeten ter kennis gebracht worden van de Kamer. U kan deze terugvinden op de webstek van de Kamer en in het integraal verslag van deze vergadering of in de bijlage ervan.

Ministre du gouvernement fédéral présent lors de l'ouverture de la séance:

Aanwezig bij de opening van de vergadering is de minister van de federale regering:

Alexander De Croo.

01 Ordre du jour

01 Agenda

Conformément à l'avis de la Conférence des présidents du 5 juillet 2023, vous avez reçu un ordre du jour modifié pour la séance d'aujourd'hui.

Overeenkomstig het advies van de Conferentie van voorzitters van 5 juli 2023 heeft u een gewijzigde agenda voor de vergadering van vandaag ontvangen.

Y a-t-il une observation à ce sujet? (*Non*)

Zijn er dienaangaande opmerkingen? (*Nee*)

En conséquence, l'ordre du jour est adopté.

Bijgevolg is de agenda aangenomen.

Scrutin secret

Geheime stemming

02 Autorité de protection des données – Centre de connaissances – Nomination d'un membre francophone

02 Gegevensbeschermingsautoriteit – Kenniscentrum – Benoeming van een Franstalig lid

L'ordre du jour appelle le scrutin secret pour la nomination d'un membre francophone du Centre de connaissances de l'Autorité de protection des données, en remplacement de Mme Marie-Hélène Descamps.

Aan de orde is de geheime stemming voor de benoeming van een Franstalig lid van het Kenniscentrum van de Gegevensbeschermingsautoriteit, ter vervanging van mevrouw Marie-Hélène Descamps.

Les candidatures ont été annoncées au cours de la séance plénière du 1^{er} juin 2023.

De kandidaturen werden aangekondigd tijdens de plenaire vergadering van 1 juni 2023.

La commission de la Justice a entendu les candidats le 27 juin 2023.
De commissie voor Justitie heeft de kandidaten gehoord op 27 juni 2023.

Le rapporteur a fait rapport de ces auditions en Conférence des présidents le 28 juin 2023.
De rapporteur heeft verslag uitgebracht over deze hoorzittingen in de Conferentie van voorzitters op 28 juni 2023.

Le document portant le nom des candidats qui entrent en ligne de compte pour la fonction vous a été distribué.
(3462/1)
Het stuk met de namen van de kandidaten die in aanmerking komen voor de functie werd rondgedeeld.
(3462/1)

Les bulletins de vote seront distribués en salle 3, où vous pouvez émettre votre vote à partir de maintenant jusqu'à 18 h 00.
De stembiljetten zullen worden uitgedeeld in zaal 3, waar u uw stem kan uitbrengen vanaf nu tot 18.00 uur.

Le scrutin étant secret, les bulletins ne peuvent être signés.
Daar de stemming geheim is, mogen de stembiljetten niet worden ondertekend.

Pour un vote valable, il convient de tracer une croix dans la case figurant en regard du nom du candidat choisi pour chaque mandat.
Om geldig te stemmen, dient men het vakje naast de naam van de gekozen kandidaat aan te kruisen voor elk mandaat.

Sont nuls, les suffrages exprimés en faveur de plus d'un candidat.
Zijn ongeldig de stemmen uitgebracht op meer dan één kandidaat.

Je rappelle que seuls les membres peuvent recevoir les bulletins de vote, ceux-ci doivent être remplis sur place et déposés dans l'urne.
Ik herinner eraan dat enkel de leden de stembiljetten in ontvangst kunnen nemen, ze ter plaatse dienen in te vullen en in de stembus deponeren.

Dès que le scrutin secret est clos, je vous propose de procéder au dépouillement dans la salle 3, en présence des scrutateurs.
Zodra de geheime stemming gesloten is, stel ik u voor dat de stembiljetten geteld worden in zaal 3, in aanwezigheid van de stemopnemers.

Je vous propose de désigner les deux membres les plus jeunes, Mathieu Bihet et Louis Mariage, pour dépouiller les scrutins.
Ik stel u voor om voor de stemopneming de jongste twee leden, Mathieu Bihet en Louis Mariage, aan te wijzen.

Pas d'observation? (*Non*)
Il en sera ainsi.

Geen bezwaar? (*Nee*)
Aldus zal geschieden.

Questions

Vragen

03 Questions jointes de

- **Maxime Prévot à Alexander De Croo (premier ministre) sur "La réforme fiscale" (55003687P)**
- **Marco Van Hees à Alexander De Croo (premier ministre) sur "Le conclave sur la réforme fiscale" (55003705P)**
- **Peter De Roover à Alexander De Croo (premier ministre) sur "L'état d'avancement de la réforme fiscale" (55003704P)**
- **Dieter Vanbesien à Alexander De Croo (premier ministre) sur "La réforme fiscale" (55003702P)**
- **Wouter Vermeersch à Alexander De Croo (premier ministre) sur "La réunion du gouvernement concernant la réforme fiscale" (55003701P)**

03 Samengevoegde vragen van

- **Maxime Prévot aan Alexander De Croo (eerste minister) over "De fiscale hervorming" (55003687P)**
- **Marco Van Hees aan Alexander De Croo (eerste minister) over "Het conclaaf over de fiscale hervorming" (55003705P)**
- **Peter De Roover aan Alexander De Croo (eerste minister) over "De stand van zaken met betrekking tot de fiscale hervorming" (55003704P)**
- **Dieter Vanbesien aan Alexander De Croo (eerste minister) over "De fiscale hervorming" (55003702P)**
- **Wouter Vermeersch aan Alexander De Croo (eerste minister) over "De vergadering van de regering over de fiscale hervorming" (55003701P)**

03.01 Maxime Prévot (Les Engagés): Monsieur le premier ministre, cette réforme fiscale dont on parle tant peine à voir le jour. Elle semble déjà connaître un double problème: un problème de timing, d'abord, un problème de taille, ensuite. De timing, souvenons-nous: l'accord de gouvernement prévoit que cette réforme sera préparée durant cette législature. Ce qui fait dire à certains de vos partenaires qu'il est prévu de la préparer, pas de l'adopter. Soit.

En 2021, le ministre des Finances lui-même annonce une série de pistes, prétendant que la réforme sera pour 2022. On titre alors "Big bang en vue!". Le Conseil supérieur des Finances rend un rapport aussitôt éventé, aussitôt critiqué par vos propres partenaires. Nous arrivons donc en 2022, et on nous annonce la réforme pour décembre. Ensuite, on nous dit que ce sera le premier train, le second arrivera en septembre 2023. Finalement, c'est reporté. Egbert Lachaert évoque même à l'époque le fait qu'il n'y aura pas de réforme fiscale. On ne parle plus de big bang mais de nœud insoluble.

Aujourd'hui, on titre "Pourquoi la vaste réforme fiscale n'aura pas lieu". Problème de timing? Non, problème de taille. On évoquait, par le biais du ministre Van Peteghem, une réforme portant sur six milliards d'euros. M. Rousseau a annoncé tout au plus deux milliards d'euros de réformes. Dès lors, on sent bien que la montagne est sur le point d'accoucher d'une souris, alors que nous avons besoin, notre population a besoin d'une vaste réforme pour redonner du sens à l'impôt et redonner du pouvoir d'achat aux citoyens.

Alors est-on enfin, du côté du gouvernement, capable d'annoncer une issue favorable pour ce vaste chantier?

03.02 Marco Van Hees (PVDA-PTB): Monsieur le premier ministre, j'ai lu dans la presse que vous rêviez de faire aujourd'hui, ici, en séance plénière, une déclaration qui annoncerait un accord sur une grande réforme fiscale. C'est paru dans le journal *Le Soir*. Mais vous n'avez pas l'air d'être au courant de vos propres rêves!

Une réforme fiscale en Belgique est en effet indispensable parce que ce pays est un enfer fiscal pour les travailleurs mais aussi un paradis fiscal pour les grandes fortunes et les multinationales. Depuis 2021, le ministre des Finances propose des pistes. En juillet 2022, il y a un an, il est venu avec sa première épure. Aujourd'hui, soit un an plus tard, on ne voit toujours rien – sauf annonce surprise de votre part, monsieur le premier ministre.

Ce qui est fou, c'est qu'il faille tant de temps pour une réforme fiscale mais lorsqu'il s'agit de faire payer les travailleurs, sur les accises, par exemple, alors tout va hyper vite. Les accises, regardez! Le 25 janvier de cette année, le ministre des Finances présente son épure. Levée de boucliers de la part de la gauche Vivaldi: "Ah non, pas question de reprendre d'une main ce que l'on donne de l'autre."

Le 6 février, le gouvernement avalise l'épure Van Peteghem et, trois jours plus tard, soit le 9 février, le texte est déjà déposé à la Chambre. Quand il s'agit de faire payer les travailleurs cela va très, très vite. Mais quand il s'agit de parler de justice fiscale, cela va très, très lentement.

Toujours dans *Le Soir* – qui ne fait manifestement pas partie de vos lectures – je lis que les libéraux freinent. Ils freinent sur quoi? Sur le doublement d'une taxe comptes-titres et sur les RDT, énorme cadeau aux grandes entreprises qui représente 14 milliards d'euros par an. Je lis: "Les libéraux freinent relayant notamment les préoccupations de la Fédération des entreprises de Belgique." Ça, on en a l'habitude!

Il y a aussi, hors réforme fiscale, la taxe GAFAM promise pour 2023. C'est clair, elle ne sera pas là.

Monsieur le premier ministre, ma question est simple: arrêtez-vous un jour de toujours chouchouter les grandes fortunes et les multinationales et de faire porter tous les efforts sur le monde du travail?

03.03 Peter De Roover (N-VA): Mijnheer de eerste minister, wij hebben een vergissing begaan, wij hebben uw timing beloofd. Wij dachten dat er vandaag nieuws ging komen en ik wilde u vragen naar de details, zoals wie het feest gaat betalen. Maar waar is Wally? Waar is de fiscale hervorming? Wij hebben een grote tekening met allerlei figuurtjes, maar geen fiscale hervorming. Ze is niet te vinden. Er is alweer geen nieuws. U zal dus ook niets kunnen vertellen.

Dat is zonde, want er moet natuurlijk een serieuze fiscale hervorming komen. Wij zijn wereldkampioen hoge belastingen, na 25 jaar liberale deelname aan de regering. Men zou kunnen zeggen dat dit een mooi parcours is, maar niet het parcours dat men verwacht.

Heel veel verwachtingen moeten wij hoe dan ook niet meer hebben, want terwijl u tot nog toe in uw beleid absoluut geen aandacht hebt besteed aan de budgettaire orthodoxie, zal u dat nu wel moeten doen. De fiscale hervorming zal budgetneutraal moeten zijn wegens de verschrikkelijke rode cijfers van uw begroting. Dat wil zeggen dat elke euro die aan belastingvermindering zou kunnen worden verleend, gecompenseerd zal worden met een euro belastingverhoging ergens anders. Dat maakt de oefening bijzonder moeilijk. Er zal geen belastingkorting komen, er zal een verschuiving komen, zo zegt men. Wij wachten echter nog steeds, wij wachten op Godot.

Wij weten wel dat de oefening almaar milder wordt, van 6 miljard naar 2 miljard. De belastingkorting van Johan Van Overtveldt bedroeg 8 miljard. Dat was andere koek. Men noemt dat aan de linkerkant niet betaald, wij noemen dat een belastingvermindering.

Mijnheer de eerste minister, mijn vraag (...)

03.04 Dieter Vanbesien (Ecolo-Groen): Mijnheer de eerste minister, ons land werd de voorbije tijd geprezen voor de inspanningen die Vivaldi gedaan heeft om de koopkracht van de mensen te beschermen. Wij hebben veel gedaan tijdens de coronacrisis en tijdens de energiecrisis, maar de belangrijkste maatregel voor het behoud van de koopkracht is de automatische indexering. Die heeft ervoor gezorgd dat onze economie beter op peil blijft dan in de buurlanden. Het buitenland heeft dat mechanisme zien werken bij ons en het zal daar tot inspiratie dienen.

De ambitie van Groen ligt echter hoger. Wij willen niet gewoon de koopkracht behouden, wij willen de koopkracht van de gewone burger verhogen. Al onze burgers moeten mee kunnen delen in de stijgende welvaart. Hoe kunnen we ervoor zorgen dat de koopkracht verhoogt voor de gewone werkende mens? Door wie werkt, minder te belasten. Mensen die werken moeten een flinke belastingverlaging krijgen en op het einde van de maand netto meer overhouden. Meer netto is meer koopkracht. Door werken lonender te maken, zeker voor de lagere lonen, wordt werken tegelijk ook aantrekkelijker. Meer mensen zullen aan de slag gaan, waardoor de welvaart blijft groeien en ons sociaal model betaalbaar blijft.

Mijnheer de premier, u weet dat ik nog steeds heel sterk geloof in deze fiscale hervorming. Ik zie nog altijd een vol glas staan, of toch een driekwart vol glas. Maar ik ben niet alleen, de christendemocraten hebben dag en nacht gewerkt aan dit dossier. De socialistische familie staat regelmatig op deze Bühne om haar voluntarisme te tonen. Dan hebt u nog uw groene vrienden, die als geen ander deze kar trekken.

Ik zeg persoonlijk aan al mijn vrienden: wacht maar af, het komt er. Wacht tot 21 juli, het zal er zijn. Dat is wat ik zeg aan mijn vrienden. Mijnheer de premier, wat zegt u hierover aan uw vrienden?

03.05 Wouter Vermeersch (VB): Mijnheer De Croo, ik weet niet hoe ik u moet aanspreken, als kapitein van het zinkend schip van de federale regering of als kapitein van het zinkend schip van Open Vld. Hoe zit het echter met de fiscale hervorming van uw regering? Vorige week hebt u gebarbecued met uw regering, maar het beloofde conclaaf over de belastinghervorming is er niet gekomen. Hopelijk hebt u er meer van gebakken op uw barbecue dan binnen uw regering. Hopelijk hebben uw ministers genoten van een stevig stukje geroosterd vlees, want uw fiscale hervorming lijkt maar een mager beestje te zullen worden.

Toen minister Van Peteghem vorige zomer zijn fiscale plannen voorstelde, zouden wij netto tot 5.400 euro per jaar overhouden. Dat voorstel is ondertussen al flink afgeslankt. Voor Bouchez, de zelfverklaarde laatste liberaal van dit land, moet de fiscale hervorming leiden tot een belastingverlaging en dus gekoppeld worden aan arbeidsmarkthervormingen. Bovendien wijst de MR erop dat de uitvoering van de fiscale hervorming niet in het regeerakkoord staat. De PS noemde de gekoppelde voorstellen inzake de arbeidsmarkt recent nog een open oorlogsverklaring, pure provocatie en liberale profileringsdrang na het ontslag van Lachaert. Ecolo-Groen staat erbij en kijkt ernaar en cd&v bergt haar ambities ondertussen verder op. De voorzitter van de Vlaamse socialisten liet optekenen dat gezien de sfeer binnen uw regering het een utopie is om te geloven dat een fiscale hervorming van 6 miljard nog mogelijk is. Hij opperde voor het eerst ook de mogelijke val van uw regering.

Volgens de media was een fel conflict tussen u en Egbert Lachaert over die fiscale hervorming de directe aanleiding voor zijn ontslag. Lachaert slikte uw plannen niet, trok zijn conclusies en vertrok. Wij worden er alvast niet wijzer van.

Mijnheer de premier, kunt u het Parlement duidelijkheid verschaffen?

03.06 Alexander De Croo, premier ministre: Madame la présidente, monsieur Prévot, je m'adresse d'abord à vous parce que votre question est la seule question d'actualité. Les autres questions proviennent en fait des commissions.

Monsieur Prévot, vous savez très bien qu'une des grandes priorités de ce gouvernement est, depuis le début, de récompenser les travailleurs, de protéger ceux qui font fonctionner ce pays. On l'a fait tout au long de ce gouvernement.

Pendant la période covid, on a tout fait pour protéger les travailleurs, notamment en assouplissant les conditions du chômage technique pour éviter qu'ils ne soient licenciés. On a également tout fait pour aider les entreprises. Quand on a vu que les factures augmentaient à cause de la hausse des prix de l'énergie, on a tout fait pour les aider. Et, monsieur Van Hees, on l'a fait rapidement, beaucoup plus vite que dans d'autres pays. On a baissé le montant des factures car on a estimé que les travailleurs devaient être protégés.

Ensuite, il y a aussi le mécanisme d'indexation.

Inderdaad, mijnheer Vanbesien, dankzij het systeem van indexatie is de koopkracht in ons land beter beschermd dan in welk ander land ook in Europa. Dat zijn de prioriteiten van de regering. Dat we daarop inzetten, hoeven wij niet meer te bewijzen, getuige ons beleid de voorbije tweeënhalf jaar.

Er zijn vragen gesteld over de timing. Ik ben daar steeds zeer duidelijk over geweest. De regering zal op het gebied van fiscale hervorming verder gaan dan wat in het regeerakkoord staat. De heer Van Peteghem is daarvan overtuigd; ik ben daarvan overtuigd; iedereen in de regering is daarvan overtuigd. Het regeerakkoord had het over de voorbereiding van een fiscale hervorming. Het is zeer duidelijk: voor 21 juli willen wij met een akkoord komen, waarbij die eerste stap een effect heeft op het nettoloon van onze burgers in 2024. *(Applaus van een lid)*

Uit uw applaus leid ik af dat u dat graag ziet komen. Ik begrijp dat. Geef ons de komende twee weken de kans om te tonen dat wij er opnieuw in slagen tot akkoorden te komen.

Wat de inhoud betreft, de heer Van Peteghem is daar steeds zeer duidelijk over geweest en ik ben daar ook steeds zeer duidelijk over geweest. De bedoeling van de hervorming is dat de mensen die werken, daar netto meer aan overhouden. De bedoeling is dat onze bedrijven competitief kunnen blijven en dat zij jobs kunnen blijven creëren. De bedoeling is dat de activiteitsgraad omhoog gaat. En dus moet het een akkoord zijn dat

breed genoeg is, dat spreekt over de fiscaliteit, dat spreekt over de competitiviteit en dat een antwoord biedt op wat nodig is voor onze arbeidsmarkt, zodat de activiteitsgraad toeneemt.

U vraagt ook of de zeven regeringspartijen erin kunnen slagen om hierover tot een akkoord te komen. Laat ik daarover zeer duidelijk zijn: wij hebben al heel veel akkoorden gesloten en ik ben ervan overtuigd dat een akkoord dat ervoor zorgt dat de mensen die werken meer overhouden, een akkoord is waarin de socialisten, de groene partijen en de christendemocraten met de minister die het dossier trekt, zich absoluut kunnen vinden. Als u kijkt naar de geschiedenis van ons land, ziet u bovendien dat er nooit een hervorming tot verlaging van de belastingen was, waardoor de werkende mensen meer overhouden, zonder de liberalen aan boord.

03.07 Maxime Prévot (Les Engagés): Monsieur le premier ministre, si j'en crois l'intensité des applaudissements pendant et même après votre intervention, nous n'avons pas lieu d'être rassurés sur l'ampleur de la réforme. En tout cas, nous avons reçu confirmation de la date, mais pas de l'étendue du projet. Il est fort à craindre que, comme ce fut le cas avant le 21 juillet de l'année dernière avec les pensions, nous nous retrouvions avec une "réformeke" constituée de quelques petits éléments.

Plus personne parmi nos concitoyens ne se rappelle, hormis les communes qui ont payé la douloureuse, le *tax shift* du gouvernement Michel, tant son effet fut très relatif. En réalité, on n'a jamais osé s'attaquer aux fondamentaux de l'injustice fiscale.

Par conséquent, je crains que vous n'essayiez à nouveau de panser la plaie au moyen de quelques rustines prises à gauche et à droite, sans fondamentalement remettre au cause le mécanisme. Sans une telle remise en question, il ne produira pas de résultats structurels à hauteur des attentes.

03.08 Marco Van Hees (PVDA-PTB): Monsieur le premier ministre, j'avais cru comprendre que votre annonce sur la réforme fiscale était pour aujourd'hui, mais *Le Soir* s'est trompé. À présent, vous nous annoncez l'échéance du 21 juillet.

Nous avons l'impression que cette réforme fiscale est un peu comme l'horizon: plus on avance, plus il s'éloigne. Nous ne voyons rien venir. Chaque pas en avant consiste à dire ce qui n'est pas retenu de l'épure du ministre des Finances. À chaque fois qu'il y a un pas en avant, c'est en fait un pas en arrière.

Nous nous rendons compte qu'il s'agit de moins en moins de justice fiscale. Nous savons que ce gouvernement a commencé en annonçant, comme première étape, comme mini-réforme fiscale, la suppression de la cotisation spéciale de sécurité sociale. Aujourd'hui, ce n'est toujours pas fait. Cette grande réforme fiscale se résumerait finalement à la petite réforme fiscale qui était prévue au début de ce gouvernement et qui n'a pas été réalisée.

Le bilan n'est pas vraiment positif, monsieur le premier ministre.

03.09 Peter De Roover (N-VA): Mijnheer de premier, u zegt dat een van de successen van uw regering is dat u de koopkracht ondersteund hebt, maar diezelfde Alexander De Croo heeft ooit gezegd dat de tekorten van vandaag de negatieve koopkracht van morgen vormen. In die zin bent u successen aan het verkopen op de kap van de volgende generatie.

In principe hebben we vandaag nieuws gehoord, namelijk voor 21 juli komt er een fiscale hervorming. Spijtig genoeg denk ik dat we weinig geloof moeten hechten aan de datum die u naar voren schuift. Het hele beleid van deze regering is een optelsom van data die niet gehaald zijn.

Wanneer u deze datum niet haalt, wat er wellicht opnieuw inzit, zelfs met een gigantisch gereduceerd *hervormingske*, dan komt u serieus in de problemen op Europees niveau want die financiële steun is ook gekoppeld aan de pensioenhervorming en de arbeidsmarkthervorming. De heer Dermine heeft van alles beloofd. Dat zal in de soep draaien als u uw deadline opnieuw niet haalt, en dat is bijzonder erg.

03.10 Dieter Vanbesien (Ecolo-Groen): Mijnheer de premier, ik ben blij dat u mijn optimisme deelt. Reeds 20 jaar probeert men de lasten op arbeid te verlagen, maar men is daarin nog nooit geslaagd. We hebben er nooit zo dichtbij gestaan als vandaag, dus we mogen het momentum niet voorbij laten gaan. We zijn het aan

de mensen verplicht om dit voor hen te doen. De burgers van dit land rekenen op ons.

Mijnheer de premier, vandaag staan we hier in dit vragen uur over dit onderwerp omsingeld door oppositiepartijen. Het enige wat zij echter proberen te doen, is u van uw pad te laten afwijken en u van slag te brengen. Mijnheer de premier, het is echter niet met hen, maar met ons dat u resultaten zult boeken.

Mijnheer de premier, verder reken ik erop dat ik binnen enkele weken geen gezichtsverlies lijdt bij mijn vrienden en dat we dus met een resultaat kunnen komen.

03.11 Wouter Vermeersch (VB): Mijnheer de premier, het is juli en er is nog steeds geen zicht op de broodnodige hervormingen. De afgelopen weken heeft uw regering zich bezig gehouden met barbecueën, maar ook met de postjes en mevrouw Lahbib, en vochten de heer Vandenbroucke en de heer Van Quickenborne een robbertje uit in de Wetstraat 16. Als zelfs de heer Calvo deze regering een kinderkabinet noemt, weet u hoe erg het gesteld is met uw regering.

Neem nu die fiscale hervorming. Zij werd beloofd voor de winter, verschoven naar de lente en ondertussen is het al hoogzomer. Van uitstel komt natuurlijk het zoveelste afstel. Wij vrezen dan ook dat de olifant een muis zal baren.

Dit paars-groene samenraapsel van partijen startte ambitieus. Er zouden grote hervormingen komen. Deze regering zou anders aan politiek doen, met meer respect voor elkaar en tonen dat België wel nog werkt. Niets blijkt ondertussen minder waar. Zeker met 11 juli voor de deur: laat deze Belgische komedie eindelijk stoppen.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

04 Samengevoegde vragen van

- **Jef Van den Bergh aan Georges Gilkinet (VEM Mobiliteit) over "Leeftijdscriminatie en het voorstel voor een verplichte rijgeschiktheidstest voor 70-plussers" (55003691P)**

- **Marianne Verhaert aan Georges Gilkinet (VEM Mobiliteit) over "Het rijbewijs voor 70-plussers" (55003698P)**

04 Questions jointes de

- **Jef Van den Bergh à Georges Gilkinet (VPM Mobilité) sur "La discrimination concernant la preuve d'aptitude à la conduite demandée aux plus de 70 ans" (55003691P)**

- **Marianne Verhaert à Georges Gilkinet (VPM Mobilité) sur "Le permis de conduire pour les plus de 70 ans" (55003698P)**

04.01 Jef Van den Bergh (cd&v): Mevrouw de voorzitter, collega's, mijnheer de minister, als alles goed is, hebt u een brief gekregen van Okra, net als uw collega van Binnenlandse Zaken, mevrouw Verlinden. In dat schrijven wijst Okra op een dreigende leeftijdscriminatie, gelet op de plannen die circuleren op Europees niveau. Iedereen die 70 is geworden, zou periodiek via een medische test moeten bewijzen dat hij of zij nog in staat is om te autorijden en zou mogelijk cursussen ter opfrissing moeten gaan volgen. Dat gebeurt louter op basis van een getal, een leeftijd, 70.

Zeventig jaar is de leeftijd waar sommige collega's hier in het halfroond naartoe gaan of misschien zelfs al gepasseerd zijn. Het is ook de leeftijd van mijn moeder. Zowel bij die collega's als bij mijn moeder zie ik geen enkele reden om hen als actieve zeventigers, nog erg actief in onze samenleving, extra hindernissen op te leggen om zich te begeven in ons verkeer.

Niet alleen ik, ook verkeersveiligheidsinstanties als Vias zeggen dat. Uit de ongevallencijfers blijken er eveneens geen redenen te zijn om louter op basis van leeftijd mensen te beperken in hun mobiliteit. Ja, er zijn natuurlijk mensen, oudere mensen ook, die kampen met een ziekte of een aandoening die het moeilijk of onmogelijk maakt om nog veilig met een auto rond te rijden. Maar net zoals er mensen van 50, 30 of zelfs 20 kampen met een aandoening, denk ik dat wij betrokkenen eventueel moeten beperken in hun mobiliteit op basis van medische diagnoses, niet louter op basis van leeftijd.

Mijnheer de minister, ik denk dat het erg belangrijk is om het signaal te geven dat ook 70-plussers nog ten volle meetellen in onze samenleving. Ik ben dan ook erg benieuwd naar uw standpunt op Europees niveau

over het voorstel dat momenteel circuleert. Alvast dank.

04.02 Marianne Verhaert (Open Vld): Mijnheer de minister, collega Van den Bergh haalde zijn moeder al aan en ik wil het graag hebben over mijn vader. Mijn vader is bijna 70 jaar en werkt nog steeds meer dan fulltime als zelfstandige. Ik heb ook een vriendin die 73 jaar is en elke dag aan vrijwilligerswerk doet. Zij, en haar leeftijdsgenoten, zorgen ervoor dat de Minder Mobielen Centrale in onze gemeente blijft draaien.

Zij zijn dus 70-plussers met heel veel energie en vormen een enorme meerwaarde voor onze maatschappij. Als bedanking moeten zij van de Europese Commissie echter testen afleggen om aan te tonen dat ze nog met de wagen kunnen rijden. Een hele bevolkingsgroep wantrouwen en opzadelen met proeven zouden wij niet doen. Onze maatschappij veroudert immers en het is bijzonder waardevol dat mensen actief blijven in onze samenleving. We moeten dat koesteren.

Mijnheer de minister, het openbaar vervoer is voor velen geen alternatief. Ik ondervroeg u gisteren nog over het station van Herentals. Dat is namelijk een station waar men bergschoenen moet aantrekken om in de trein te kunnen klimmen. Ik herhaal dat hier graag nog eens. Voor velen is het alternatief dus de wagen.

Ik vind het voorstel van de Europese Commissie dan ook onbegrijpelijk. Het is duidelijk dat iedereen die plaats neemt achter het stuur van zijn of haar wagen in staat moet zijn om zijn voertuig te besturen. De verantwoordelijkheid ligt dus in de eerste plaats bij hen. Daarnaast is er een belangrijke rol weggelegd voor artsen en politiemensen.

Mijnheer de minister, wat vindt u van het voorstel van de Europese Commissie? Zult u dit bespreken met uw collega-ministers van Mobiliteit?

04.03 Minister Georges Gilkinet: Mevrouw Verhaert, mijnheer Van den Bergh, ik heb het geluk dat mijn mama van 81 jaar een rijbewijs heeft en nog de auto kan gebruiken om zelf boodschappen te doen en haar vrienden te bezoeken. Ik ben ervan overtuigd dat zij zeer aandachtig naar mijn antwoord zal luisteren.

Op de Europese agenda staat inderdaad een voorstel tot herziening van de richtlijn inzake het rijbewijs. De Europese Commissie stelt voor om de administratieve geldigheidsduur van het rijbewijs voor 70-plussers tot vijf jaar te beperken. Voor hen komt er dan een verplichte medische keuring of andere maatregelen zoals opfriscursussen van de verkeersregels. Dat is echter nog maar een voorstel voor een nieuwe richtlijn. De besprekingen in de Raad moeten nog plaatsvinden onder het Spaanse voorzitterschap, dat net is begonnen. Er moet dus nog over de maatregel worden gedebatteerd, stevig gedebatteerd, als u het mij vraagt.

Ik ben alvast absoluut niet overtuigd van de relevantie van de maatregel. Medische geschiktheid is niet noodzakelijk gekoppeld aan leeftijd. Uit de statistieken van Vias institute blijkt dat senioren vooral als voetganger en fietser het verkeersslachtoffer zijn. Ook als ze de auto nemen en betrokken zijn bij een ongeluk, lopen ze vooral zelf risico, blijkt ook uit de studie.

Mijnheer Gilkinet, senioren verliezen met de leeftijd toch bepaalde vaardigheden en reflexen? Onderzoek wijst uit dat zij dat risico compenseren. Ze rijden niet 's nachts. Ze respecteren de snelheidslimieten en rijden dus langzamer. Ze rijden alleen op de wegen die ze goed kennen. Ze respecteren vaker de veiligheidsafstand. Kortom, als iedereen rijdt zoals onze senioren, zouden de cijfers van onze verkeersveiligheid veel beter zijn.

Mobiliteit is – ik zeg dit niet voor de eerste keer – vrijheid, ook voor senioren die vaker een wagen nodig hebben om van die vrijheid te genieten. Ik wil niet zomaar een hele leeftijdsgroep discrimineren, beperken in hun sociale leven en de toegang tot medische zorg ontzeggen. Als wij mensen zomaar beperken in hun mobiliteit en in het isolement duwen, lopen wij het risico dat wij meer mensenlevens verliezen dan wij er redden.

Een verplichting via de wet krijgt voor mij dus een duidelijke nee. Veel mensen laten zich spontaan testen in een rijgeschiktheidscentrum. De beste oplossing is bewustmaking door de huisarts, op maat van de persoonlijke situatie. Het is niet omdat men ouder is, dat men ook out is. Ik zal dus een ander standpunt verdedigen dan het voorstel in de richtlijn, ook tegenover mijn Spaanse collega, die ons de fakkel zal doorgeven voor het Belgisch voorzitterschap op 1 januari 2024.

Comme ce que je dis est important, je vais le répéter en français, pour ma maman. Ce n'est pas une bonne

idée de limiter la possibilité pour nos aînés de circuler en voiture et d'avoir accès à leur permis de conduire. L'évaluation de leurs compétences peut se faire en dialogue avec le médecin généraliste. Ils sont, en général, beaucoup plus prudents que les plus jeunes conducteurs. Les statistiques le montrent. Cette liberté est fondamentale pour eux, pour leur santé mentale, et générera très certainement des économies en matière de santé publique.

04.04 Jef Van den Bergh (cd&v): Bedankt voor uw antwoord en uw heel duidelijke stellingname.

We zijn het niet altijd volledig eens, maar in dezen kunnen we uw stelling helemaal onderschrijven. Senioren, ouderen vormen een steeds grotere groep in onze samenleving. Mobiliteit is een cruciale voorwaarde om actief te kunnen zijn in die samenleving. Met maatregelen die de mobiliteit beperken zoals treinreizen pas na 9.00 u 's morgens of extra drempels om het rijbewijs te behouden, geven we een compleet fout signaal.

Het is wraakroepend dat de mobiliteit van ouderen ingeperkt zou worden. We moeten net veel meer inspanningen doen om hen alle kansen te geven en te bieden om mobiel actief te blijven, met obstakelvrije voetpaden, met veilige fietspaden, met toegankelijk openbaar vervoer op elk moment van de dag en zonder drempels op het rijbewijs als daar geen gegronde medische redenen voor zijn.

Ik dank u voor het ten volle delen van dat standpunt.

04.05 Marianne Verhaert (Open Vld): Mijnheer de minister, bedankt voor uw zeer duidelijk antwoord.

We mogen mensen inderdaad niet isoleren op basis van hun leeftijd bijvoorbeeld. Je kan immers blijven doorgaan. Mannen veroorzaken zwaardere ongevallen dan vrouwen, maar we gaan hen het stuur niet onttrekken. Verkeersveiligheid is uiteraard zeer belangrijk, maar blind verbieden of iets opleggen enkel op basis van leeftijd is geen goed idee. Ik ben blij dat we op dat vlak op dezelfde lijn zitten en niet zullen discrimineren op basis van leeftijd.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

05 Questions jointes de

- Marie-Christine Marghem à Vincent Van Peteghem (VPM Finances, Coordination lutte contre la fraude et Loterie Nationale) sur "La valorisation de l'épargne, les bons d'État et les taux d'intérêt" (55003697P)
- Hugues Bayet à Vincent Van Peteghem (VPM Finances, Coordination lutte contre la fraude et Loterie Nationale) sur "Les exemples européens de valorisation de l'épargne et les bons d'État" (55003700P)

05 Samengevoegde vragen van

- Marie-Christine Marghem aan Vincent Van Peteghem (VEM Financiën, Coördinatie fraudebestrijding en Nationale Loterij) over "De opwaardering van het spaarboekje, de staatsbons en de rentevoeten" (55003697P)
- Hugues Bayet aan Vincent Van Peteghem (VEM Financiën, Coördinatie fraudebestrijding en Nationale Loterij) over "De Europese voorbeelden op het gebied van staatsbons en de opwaardering van het spaarboekje" (55003700P)

05.01 Marie-Christine Marghem (MR): Monsieur le ministre des Finances, au cours des débats animés de cette semaine en commission des Finances sur la hausse des taux d'intérêt, nous avons pu observer deux tendances. Certains, Ecolo et Vooruit, ont fait des propositions pour contraindre toutes les banques à augmenter mécaniquement les taux d'intérêt. Ces propositions se sont vues sèchement accueillies par la Banque nationale et par la Banque centrale européenne au motif que celles-ci impliqueraient de trop gros risques en matière de stabilité financière. D'autres ont constaté qu'à ce jour, le taux moyen est quasi de 2 % et qu'un mouvement se met en place même si "ce n'est pas tout à fait suffisant".

Une intervention législative n'est qu'une arme ultime en ces matières, au cas où il n'y a pas de mouvement, pas de concurrence. Et si une intervention législative doit exister, il faut intervenir de manière calibrée pour ne pas déstabiliser le secteur dans son ensemble, parce que chaque banque a son *business model* particulier.

À cette occasion, monsieur le ministre des Finances, je ne vous connaissais pas ce talent, mais vous avez dégagé une proposition de bon d'État à un an assorti d'un taux d'intérêt généreux, quoique pas encore fixé,

et d'un précompte mobilier réduit pour doper la concurrence sur le marché de l'épargne. Le bon d'État est une recette bien connue. La nouveauté est cette fois le court terme d'un an, pour offrir un produit qui joue dans la même catégorie que le compte d'épargne, ou qui veut en tout cas atteindre cet objectif.

Mes questions sont les suivantes: quel agenda vous êtes-vous fixé? Que répondez-vous à certaines critiques qui qualifient la mesure de dangereuse pour les banques ou de coûteuse pour le contribuable? Je vous remercie pour votre réponse.

05.02 **Hugues Bayet (PS):** Monsieur le ministre, il y a un peu plus d'un mois, je vous interpellais sur la nécessité de tirer les oreilles des grandes banques car il est franchement insupportable de les voir assises sur plus de 300 milliards d'épargne des Belges et de proposer des taux d'intérêts proches de zéro sur les comptes d'épargne.

Il est encore plus insupportable de voir nos quatre plus grandes banques belges engranger un bénéfice de plus de 7 milliards d'euros en 2022 et proposer des prêts hypothécaires à 4,5 % aux jeunes qui veulent acheter un foyer.

Je vous disais qu'il fallait plus que leur tirer les oreilles, il fallait les obliger à relever leurs taux d'intérêts. C'est d'ailleurs l'objet de la proposition que nous avons déposée avec les collègues de Vooruit.

Il faut reconnaître qu'aujourd'hui, les banques ont un peu relevé les taux. C'est Belfius, banque publique – heureusement! –, qui a lancé le mouvement, suivie par d'autres. Les choses bougent doucement.

Cette semaine, le gouvernement propose un bon d'État à un an avec un rendement garanti raisonnable. C'est la preuve que vous avez compris qu'il fallait bouger, contrairement à ce que vous disiez il y a un mois.

Franchement, il faut saluer toutes ces initiatives. Il faut constater que cela bouge et que cela va dans le bon sens.

Mais il faut aussi être attentif au fait que cela ne profite pas qu'aux Belges les plus aisés. Qui va profiter de ce bon d'État? Ceux qui peuvent laisser leurs économies pendant un an sans faire face à des imprévus, par exemple acheter une nouvelle machine à laver, changer des pneus, offrir des soins orthodontiques à leurs enfants.

Pour répondre à cette nécessaire exigence de justice sociale et fiscale – je sais que vous êtes attentif à la justice fiscale –, il faut que cette petite épargne puisse aussi avoir un rendement garanti favorable.

Monsieur le ministre, comment peut-on faire pour que cette petite épargne – que j'ai envie d'appeler "petite épargne populaire" – puisse être rémunérée correctement? Ne pourrait-on créer un compte spécifique avec un montant limité et un taux garanti pour la plus petite épargne de tous nos concitoyens?

05.03 **Vincent Van Peteghem,** ministre: Madame Marghem, monsieur Bayet, les taux d'épargne évoluent mais, comme je l'ai toujours dit, pas suffisamment. Ce n'est pas encore suffisant. Il importe de maintenir la pression sur le secteur bancaire et de lui faire comprendre que les taux d'épargne peuvent et doivent augmenter dans les limites des marges économiques et financières croissantes.

C'est précisément pour cette raison que nous passons à la vitesse supérieure. Comme annoncé lors de l'échange de vues en commission des Finances mardi dernier, j'ai mis sur la table la proposition, en collaboration avec l'Agence Fédérale de la Dette, d'émettre un bon d'État à un an. Il s'agit d'une alternative attrayante et fiable au livret d'épargne réglementé.

Une durée unique d'un an est choisie car elle correspond au maximum à la pratique courante des banques pour pouvoir bénéficier de la prime de fidélité. Cela permettra d'accroître la concurrence dans le secteur. Le taux d'intérêt ne serait fixé qu'en septembre mais il est d'ores et déjà certain qu'il s'agira d'un taux compétitif supérieur à celui des livrets d'épargne les mieux rémunérés aujourd'hui.

Chers collègues, chacun pourra souscrire au bon d'État dès le début du mois de septembre à partir d'un dépôt de 100 euros. Ce sera un produit démocratique accessible à tous, pour Jef et Mieke et pour Pierre et Mariette.

Ce sera accessible à tout le monde. J'espère pouvoir compter sur le soutien de chacun d'entre vous pour que cette initiative soit un succès.

05.04 Marie-Christine Marghem (MR): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse.

Mon parti se soucie beaucoup de ce que l'épargne de nos concitoyens, quels qu'ils soient, soit correctement rémunérée, mais surtout de voir les banques au service de ceux qui se voient offrir – et c'est ce que nous souhaiterions – plus facilement du crédit.

Cela ne passe pas, selon nous, par des mesures rigides qui troublent la stabilité financière d'un secteur, mais par des mesures calibrées et réfléchies. L'initiative d'un bon d'État à un an peut utilement générer, selon nous, une concurrence au compte d'épargne. Nous l'étudierons attentivement. Remarquons que le bon d'État que vous proposez est ce que l'on appelle parfois de manière négative une niche fiscale, mais certaines niches créent des effets vertueux, et l'existence de votre proposition démontre que l'on peut rechercher des effets bénéfiques en recourant à une diminution de la fiscalité.

Je pense que nous devrions plus fondamentalement promouvoir l'éducation financière dans notre pays. Il n'y a pas que le compte d'épargne. Il existe des plateformes – telles que Wikifin –, et nous savons que ce n'est pas encore suffisant. Sur cette base, nous pourrions aussi proposer des stimulants pour l'investissement un peu plus à risque, histoire de créer de la valeur ajoutée (...)

05.05 Hugues Bayet (PS): Monsieur le ministre, nous sommes au moins d'accord sur le fait que la rémunération de notre épargne n'est pas assez élevée, que l'on peut encore faire mieux. Heureusement! Heureusement que l'État et l'Agence fédérale de la Dette sont là pour faire le job du privé car c'est bien de cela dont on parle. Si l'on propose ce bon d'État, c'est pour combler le déficit du secteur privé.

Nous devrions, en plus de ce bon d'État, proposer un produit d'épargne attractif pour ceux qui ne sont pas assis sur des comptes aux montants astronomiques. C'est la raison pour laquelle le groupe socialiste a déposé une proposition de loi visant à encourager l'épargne populaire, la petite épargne, celle qui permet de faire face aux coups durs.

C'est très simple, il s'agirait d'un compte d'épargne spécifique proposé par chaque banque avec un montant maximum fixé par épargnant – 22 000 euros, par exemple, comme le livret A en France –, à un taux égal à celui de la Banque centrale européenne, soit 3,25 % actuellement, et à un taux inférieur garanti à 1,5 % pour continuer à stimuler l'épargne. En effet, en Belgique, les comptes d'épargne sont chers à tous les Belges et il en faut qui stimulent, encouragent la petite épargne et pas uniquement (...)

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

06 Samengevoegde vragen van

- Kris Verduyckt aan Frank Vandenbroucke (VEM Sociale Zaken en Volksgezondheid) over "De gevolgen voor Limburg van de versterking van de huisartsenwachtposten" (55003682P)
- Nawal Farih aan Frank Vandenbroucke (VEM Sociale Zaken en Volksgezondheid) over "Het nieuwe financieringsmodel voor de huisartsenwachtposten" (55003689P)
- Frieda Gijbels aan Frank Vandenbroucke (VEM Sociale Zaken en Volksgezondheid) over "De wachtdiensten in dunner bevolkte gebieden" (55003703P)

06 Questions jointes de

- Kris Verduyckt à Frank Vandenbroucke (VPM Affaires sociales et Santé publique) sur "Les conséquences du renforcement des postes de garde des généralistes pour le Limbourg" (55003682P)
- Nawal Farih à Frank Vandenbroucke (VPM Affaires sociales et Santé publique) sur "Le nouveau modèle de financement des postes de garde des généralistes" (55003689P)
- Frieda Gijbels à Frank Vandenbroucke (VPM Affaires sociales et Santé publique) sur "Les services de garde dans les régions moins densément peuplées" (55003703P)

06.01 Kris Verduyckt (Vooruit): Mijnheer de minister, weten waar je moet zijn op een moment waarop je ziek bent, is geen overbodige luxe. Het systeem van de wachtposten waar wij huisartsen vinden, werkt al goed in de weekends en op feestdagen, maar die dienstverlening is uiteraard ook 's avonds laat belangrijk, of in de

vroege ochtend. Een schaalvergroting die beslist is door de vorige regering maakt dit echter niet evident. Er zijn zelfs politici die in de vorige regering mee beslist hebben over deze schaalvergroting en die vandaag zeggen dat er wachtposten zouden moeten sluiten. Dat zou natuurlijk een impact hebben, zeker in een regio als Limburg, die minder bevolkt is en waar het gebied dat onder een wachtpost valt veel groter is.

Mijnheer de minister, u bent vandaag verantwoordelijk voor die wachtposten. U hervormt ze en u investeert bijvoorbeeld in bemande balies die zorgen voor meer veiligheid 's nachts. U investeert in chauffeurs die de dokters naar de patiënten kunnen voeren. Dat is goed.

Maar toch, in mijn provincie, Limburg, kijkt men met de nodige belangstelling maar ook bezorgdheid naar uw hervorming. Wij weten dat die nachtelijke dienstverlening ondertussen haar nut bewezen heeft, maar wij weten ook dat de vorige regering daarvoor in onvoldoende middelen voorzag en dat sommigen nu beweren dat er een sluiting van wachtposten zou komen. Wel, dat begrijp ik niet. Socialisten, zeker de socialisten in de regering, moeten immers de gezondheidszorg en de koopkracht van de mensen beschermen. Die wachtposten hebben ondertussen hun belang voor de dienstverlening en voor de bescherming van de gezondheid van de mensen bewezen.

Mijnheer de ministers, Limburgers spreken mij hier bezorgd over aan. Ik zou hen graag geruststellen. Mijn enige vraag vandaag is of uw hervorming een garantie op goede zorg biedt, ook 's nachts en 's avonds laat, voor de vele Limburgers?

06.02 Nawal Farih (cd&v): Mijnheer de minister, een samenwerking waarbij de huisartsenwachtposten zich dienen te organiseren met minimum 225.000 inwoners is geen cadeau voor de uitgestrekte provincie Limburg. Bovendien is het ook onaanvaardbaar dat in West-Limburg maar liefst dertien gemeenten op maar één huisartsenwachtpost kunnen rekenen in de nachtelijke uren. Sommige patiënten moeten een uur lang rijden om basiszorg te verkrijgen.

In het gezondheidszorgbeleid kan niet elke beslissing gemaakt worden op maat van het aantal inwoners, zeker niet in uitgestrekte gebieden. Als u dat wel doet, dan straft u de dunbevolkte regio's. Mensen zijn meer dan cijfers. Limburgers verwachten dan ook dat er rekening wordt gehouden met de toegankelijkheid van de zorg. Het is onaanvaardbaar dat patiënten in de nachtelijke uren een uur lang moeten rijden om een huisarts te kunnen raadplegen.

Collega's, voor cd&v is het recht op een sterke, nabije gezondheidszorg een recht van iedereen. Al maanden benadrukt cd&v dat gezondheidszorgdiensten niet enkel betaalbaar, maar ook nabij dienen te zijn.

Mijnheer de minister, u voorziet in 22 miljoen euro extra voor de huisartsenwachtposten. Ik hoop dat daarin ook een oplossing voor Limburg zit. Een tijdje geleden hebt u aangegeven dat er een evaluatie zou komen voor de regio Limburg. Wat is daar precies uitgekomen?

06.03 Frieda Gijbels (N-VA): Mijnheer de minister, als je 's nachts geconfronteerd wordt met een medische noodsituatie, dan geeft dat stress. Dat geldt des te meer als je woont in een dunbevolkt gebied, zoals in Limburg. Door uw plan om enkel nog een volledig pakket aan subsidies uit te trekken voor de hele grote huisartsenwachtposten zullen er toch wel wat moeten sluiten. Anders lopen ze centen mis.

Het resultaat daarvan is dat burgers in best wat streken tot een uur zullen moeten rijden om een dokter te kunnen zien. Er zullen drie of vier wachtposten open kunnen blijven in Limburg, voor bijna 900.000 mensen. Ik weet niet of u zich daar comfortabel bij voelt, maar ik in elk geval niet helemaal. Als iemand 's nachts met een ziek kind op zoek moet naar een arts en moet kiezen tussen een uur rijden naar de eerste dokter van wacht of de dichtstbijzijnde spoeddienst, dan kunnen we niet verbaasd zijn als ze voor dat laatste zullen kiezen. Daardoor krijgt u wat u net niet wil, namelijk volle wachtkamers op de spoedgevallendienst.

Het wachtnummer 1733 is daarbij ook een belangrijke factor, met vriendelijke, maar vooral deskundige stemmen die onze burgers 's nachts te woord staan en die aangeven of ze naar de huisarts of naar de spoedgevallendienst moeten gaan. In heel wat regio's, bijvoorbeeld in Limburg, is dat nummer echter nog niet actief, laat staan dat er al een bindende triage is.

Het minimum dat bepaalt of een wachtpost recht heeft op de volledige subsidie bedraagt 225.000 tot

300.000 mensen. Vindt u dat er voldoende onderbouwing is om vast te houden aan dat aantal?

Wat zal u doen om ervoor te zorgen dat mensen 's nachts snel een huisarts van wacht kunnen raadplegen?

Is het volledig operationeel zijn van het wachtnummer 1733, met bindende triage, een voorwaarde om de nieuwe wachtorganisatie uit te rollen?

06.04 Minister **Frank Vandenbroucke**: Mevrouw de voorzitter, geachte leden, huisartsenwachtposten betekent dat huisartsen kunnen samenwerken om de wacht te organiseren. Dat betekent dat elke huisarts zelf minder wacht moet doen en dat hij die in een veilige omgeving kan organiseren. Dat betekent ook dat patiënten weten waar ze terechtkunnen. Goed georganiseerde huisartsenwachtposten vormen dus een essentiële schakel.

We bouwen voort op principes die vastgelegd zijn in de vorige regering. Mevrouw Farih, het criterium van de 225.000 mensen is een beslissing die door de vorige regering werd genomen. Ik zit daar voor niets tussen. Als dat onaanvaardbaar is, dan had u dat in de vorige regering moeten zeggen. Het verschil is wel dat wij daar nu massaal geld in investeren. Wij investeren op dit ogenblik reeds twee keer zoveel in de ondersteuning van huisartsenwachtposten als in de vorige legislatuur. Het gaat nu om 48 miljoen euro en dat zal snel stijgen tot meer dan 70 miljoen euro. We zullen dus drie keer zoveel investeren in huisartsenwachtposten als was voorzien in de vorige legislatuur.

Over de wijze waarop dat gebeurt, is er heel breed overleg gepleegd. Dit model is in de medicomut goedgekeurd door de huisartsen, de artsen-specialisten en de ziekenfondsen die daar deel van uitmaken. We hebben heel veel overlegd met de huisartsen, ook met de Limburgse.

Dat geld gaat naar een goede verloning van de medewerkers van de wachtposten, naar een veilige werkomgeving, naar wagens met chauffeur voor de nachtelijke huisbezoeken en naar een goede infrastructuur. We geven ook veel zelfstandigheid aan de samenwerkingsverbanden van de wachtposten. We geven vertrouwen aan de huisartsen om dat zelf zo goed mogelijk te organiseren. Ze kunnen daarbij ook keuzes maken. We houden inderdaad ook rekening met de lokale context; Luxemburg is Brussel niet, Gent is Limburg niet, leper is Hasselt niet.

De huisartsen zullen tijdens de diepe nacht hun wacht zelf kunnen inrichten, rekening houdend met de lokale situatie en de behoeften van de patiënten. Als zij tijdens de diepe nacht alle wachtposten willen openhouden, kan dat perfect. Ik weet niet waar u blijft halen dat dit verboden zou zijn. Dit kan perfect! Als ze tijdens de diepe nacht meer willen inzetten op huisbezoeken en niet alle wachtposten willen openhouden, dan kan dat ook perfect. Moeten er wachtposten sluiten? Neen, absoluut niet. Alle wachtposten kunnen openblijven.

Overigens, tijdens de dag en de avonden verandert er niets. Tijdens de diepe nacht, als er minder patiëntencontacten zijn, is het aan de huisartsen om te beslissen, rekening houdend met de bevolking die bediend wordt, wat het beste scenario is. Het kan zijn dat men in een dunbevolkt gebied eerder kiest voor meer huisbezoeken tijdens de diepe nacht en in een dichtbevolkt gebied voor meer wachtposten tijdens de diepe nacht. Dat zijn echter keuzes die de artsen moeten maken.

Wij willen ervoor zorgen, met die 70 miljoen euro aan investeringen, drie keer meer dan in de vorige legislatuur, met ook meer geld voor Limburg, dat huisartsen zo weinig mogelijk diepe nachten moeten doen. Wij willen ervoor zorgen dat patiënten ook tijdens de diepe nacht de garantie krijgen dat ze terechtkunnen bij een huisarts, op een toegankelijke manier. Zij zullen dus niet lang moeten rijden om bij de huisarts terecht te komen, ook niet in Limburg.

Alle huisartsenwachtposten moeten samen nadenken over hoe ze willen samenwerken, vanuit een logica van investeren, versterken en hervormen, met als doelstelling werkbaar werk voor de huisartsen en goede zorg voor de patiënten.

Mevrouw Gijbels, het is inderdaad ook heel belangrijk dat het nummer 1733 over heel Vlaanderen wordt uitgerold, als contactcentrum, als triagecentrum. Ik investeer ook daarin, samen met mijn collega Annelies Verlinden. Wij gaan miljoenen euro extra investeren, boven op de bedragen die ik nu heb gegeven, om het nummer 1733 volledig uit te rollen. Dat is immers inderdaad essentieel om ervoor te zorgen dat patiënten op

een goede manier georiënteerd worden, ofwel naar de spoeddienst van een ziekenhuis ofwel naar de wacht van een huisarts of eventueel de boodschap krijgen dat ze kunnen wachten tot de volgende dag, omdat het niet zo ernstig is om onmiddellijk iemand te zien.

Wij investeren daar dus in. Huisartsen hebben keuzes. Er moeten geen wachtposten sluiten. Mensen zullen niet een uur moeten rijden.

06.05 Kris Verduyckt (Vooruit): Mijnheer de minister, ik ben het met u eens. Ik zie hier echter twee leden van voormalige regeringspartijen met een bijzonder kort geheugen.

Mevrouw Gijbels, waar waren de zorgen van de N-VA toen de vorige regering besliste een opschaling te doen zonder in extra middelen te voorzien? Dat is natuurlijk zeer gemakkelijk.

Wij moeten stoppen met het verspreiden van de bezorgdheid dat er wachtposten zullen verdwijnen. Mevrouw Farih, ik denk niet dat dat de rol van politici is. Zij moeten de gezondheidszorg beschermen. Ik ben dan ook heel blij dat er extra investeringen in de wachtposten komen en dat er geen wachtposten zullen verdwijnen.

06.06 Nawal Farih (cd&v): Mijnheer Verduyckt, de enige rol die ik vandaag heb, is het volk vertegenwoordigen. Dat probeer ik zo goed mogelijk te doen.

Mijnheer de minister, in uw discours verwijst u veel te vaak naar de deelstaten en de vorige regering. Elke keer dat ik een antwoord van u krijg, is het iemand anders zijn schuld. Als u zegt dat de huisartsenwachtposten open zullen blijven, dan kan dat niet zonder financiering. Dat is hetzelfde als zeggen dat mensen kunnen overwerken zonder dat zij daarvoor betaald zullen worden. Ik zou daar dus toch even duidelijkheid over willen scheppen. De wachtpost van Beringen heeft aangegeven dat hij wilde openblijven, maar dat hij bang was om financiering mis te lopen.

Ik dank u voor de antwoorden, maar het moet beter.

06.07 Frieda Gijbels (N-VA): Mijnheer de minister, u kan geen goede dienstverlening forceren, door er een extra hoop geld over uit te gieten. Ik hoor dat het voorstel niet wordt gedragen door de sector. Ze hoeven misschien minder wachten te draaien door de nieuwe organisatie, maar huisartsen willen gewoon nabije zorg verlenen. Zij willen goed zorg dragen voor de mensen uit de buurt. Dat getal van 225.000 lijkt mij op weinig gebaseerd. Ik vraag dus om een en ander bij te sturen en werkbaar te maken.

Mijnheer de minister, wij mogen de zorg niet ontmenselijken. Wij moeten ervoor zorgen dat de huisarts ook huisarts kan blijven en dat zorg op een correcte manier wordt gebruikt, zodat mensen niet worden geforceerd naar de spoeddiensten. Hoewel u immers aangeeft dat u dat niet zal doen en dat artsen ter zake een keuze kunnen maken, moet ik vaststellen dat zij die keuze eigenlijk niet hebben. U dwingt hen zich te organiseren in hele grote samenwerkingsverbanden, omdat zij anders centen mislopen. Dat kan u niet ontkennen.

Dat is de foute incentive. De patiënt zal daarvan de dupe worden.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

07 Vraag van Tania De Jonge aan Frank Vandenbroucke (VEM Sociale Zaken en Volksgezondheid) over "De aanhoudende personeelstekorten in de zorg" (55003684P)

07 Question de Tania De Jonge à Frank Vandenbroucke (VPM Affaires sociales et Santé publique) sur "Les pénuries persistantes de personnel dans le secteur des soins" (55003684P)

07.01 Tania De Jonge (Open Vld): Mijnheer de minister, ik sta hier opnieuw omdat het probleem zich nog steeds stelt en enkel erger wordt. Het personeelstekort in de zorg blijft namelijk nijpend. Het is de grootse uitdaging voor de sector, aldus Zorgnet-Icuro. Ook Vlozo heeft vorige week aan de alarmbel getrokken. Het gebrek aan zorgpersoneel zorgt niet alleen voor gigantische druk op de mensen die er wel nog zijn, ook de kwaliteit van de zorg dreigt op de helling te komen staan. Er zijn gewoonweg te weinig handen aan het bed.

Mijnheer de minister, voor zorgbehoevenden en patiënten is de situatie vandaag misschien nog niet zo

dramatisch. Het zorgkorps vangt de tekorten immers zo goed en zo kwaad mogelijk op. Dat is echter niet houdbaar op korte termijn. Door het aan te kaarten beseft men pas goed hoe hoog de nood aan het bed is. Ik ben ervan overtuigd dat u ook deze noodkreten te horen krijgt.

We kunnen ons niet veroorloven dat we in situaties terechtkomen waarin de kinderen van rusthuisbewoners of patiënten ingeschakeld worden om hun moeder of vader te wassen of eten te geven. Er moet ingegrepen worden in het belang van ons allemaal. Ieder van ons doet immers ooit wel eens een beroep op ons schitterende zorgsysteem. Dat systeem draait op alle mensen die vandaag het beste van zichzelf geven.

Het structureel tekort laat zich des te meer tijdens de zomermaanden voelen. Ook zorgpersoneel heeft immers recht op vakantie en neemt dat ook waar mogelijk meer dan terecht op. Dat zorgt er natuurlijk voor dat de problemen op de werkvloer en aan het bed des te groter worden.

Mijnheer de minister, ik heb dan ook maar een vraag voor u. U hebt enkele weken geleden aangegeven maatregelen te zullen nemen. Zijn daarvoor al stappen gezet?

07.02 Minister **Frank Vandenbroucke**: Dank u wel, mevrouw De Jonge.

Ik ben het helemaal met u eens, we staan nog steeds voor die enorme uitdaging. We nemen ook maatregelen. U weet dat natuurlijk, we doen dat ook samen. We hebben de voorbije jaren miljarden geïnvesteerd in de zorg. We hebben ook veel geïnvesteerd in zorgpersoneel. We vullen dat ook aan. Bij de laatste begrotingscontrole voor Pasen hebben we beslist om nog eens extra geld ter beschikking te stellen aan de ziekenhuizen voor ondersteunend personeel en voor investeringen in technieken die moeten toelaten om het personeel beter in te zetten.

We hebben hier vorige week het belangrijke debat gehad over de zorgladder, waarbij we voor het zorgkundig en verplegend personeel willen werken aan een hervorming die het beroep interessanter en veelzijdiger maakt en doorstroomperspectieven creëert. Daar is nog zeer veel werk aan. Morgen krijgt de ministerraad een belangrijk besluit voorgeschoteld, dat hier verder uitvoering aan geeft. We zullen volop moeten inzetten op samenwerking, op het kunnen doorgeven van taken, op betere ondersteuning.

We zullen ook wat *out of the box* moeten denken, wat we bijvoorbeeld doen in de *new deal* voor huisartsen. Daarin is opgenomen dat er samenwerkingsverbanden moeten komen, waarbij de huisarts ook wordt ondersteund door mensen die niet zelf in een zorgberoep staan, maar die de praktijk van de huisarts kunnen ondersteunen. Ik hoop dat we snel opleidingen krijgen voor dat soort praktijkassistenten. Ik overleg daar ook over met de Vlaamse Gemeenschap en met de Franse Gemeenschap.

Dit is inderdaad een zeer brede agenda, waarbij we moeten investeren en hervormen. We denken ook na met de regering of we op korte termijn bijkomende initiatieven kunnen nemen, u weet dat. U hebt er niet rechtstreeks naar verwezen, maar er liggen bij de regering nog andere voorstellen op tafel. Ik sta open voor alles wat het personeel in de zorg en de patiënten kan helpen, om het in moeilijke omstandigheden beter te doen, om te investeren en te hervormen.

07.03 **Tania De Jonge** (Open Vld): Mijnheer de minister, ik dank u voor het antwoord.

De kritieken die we in de kranten zien en de bezorgdheden die we horen zijn heel ernstig. Het personeelstekort in de zorg wordt steeds erger. We moeten echt wel alle zeilen bijzetten.

Wij appreciëren de initiatieven die de regering neemt enorm. U weet ook dat wij als liberalen vinden dat alle opties ernstig moeten worden genomen. Daar hoort ook het inschakelen van flexi-jobs voor zorgtaken bij.

Ik heb gisteren ons wetsvoorstel in de commissie voor Sociale Zaken ingediend en ingeleid. Ik blijf herhalen, voor sommigen tot vervelens toe, dat het een en-enverhaal is. Flexi-jobs zijn maar een deel van de oplossing, als we geen oplossingen vinden zullen er echt drama's in de zorg gebeuren.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

08 Vraag van Kathleen Pisman aan Frank Vandenbroucke (VEM Sociale Zaken en Volksgezondheid) over "De maatregelen tegen vaperen bij minderjarigen" (55003686P)

08 Question de Kathleen Pisman à Frank Vandenbroucke (VPM Affaires sociales et Santé publique) sur "Les mesures de lutte contre le vapotage chez les mineurs" (55003686P)

08.01 Kathleen Pisman (Ecolo-Groen): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, de tabaksindustrie en de tabakslobby zijn schaamteloos. Zij hebben geld geroken, dikke cash op kap van de gezondheid van één specifieke groep in onze samenleving: onze minderjarigen. Nochtans mogen sigaretten en vapes niet verkocht worden aan minderjarigen. Wat doet de tabaksindustrie echter? Zij doet wat zij altijd doet, namelijk de geest van de wet negeren en toch inzetten op kinderen en jongeren. Wegwerp vapes in kauwgomkleurtjes of met smaken als bubblegum en suikerspin lokken minderjarigen. Twaalf-, dertien-, veertienjarigen, ze geraken er perfect aan. De tabaksindustrie mikt op een volledig nieuwe generatie verslaafden en dat begint bij onze minderjarigen.

Experts waarschuwen, want vapes bevatten niet alleen kunstmatige smaakstoffen, maar ook een gehalte aan nicotine. Door het inhaleren van die stoffen worden kinderen en jongeren afhankelijk gemaakt, compleet verslaafd, en dat is goed nieuws voor de verkoop, maar rampzalig nieuws voor de hersenen van die jongeren en voor hun fragiele longen. Ter illustratie toon ik u een foto van een vape, een kindvape, die nog maar eens bewijst hoe de industrie inspeelt op wat kinderen en jongeren graag zien en willen.

Mijnheer de minister, de wet moet worden uitgevoerd. Het is tijd dat u strenger optreedt tegen de verkoop van vapes aan minderjarigen, dat u wegwerpsigaretten en e-sigaretten aanpakt en dat u een verbod instelt op de onlineverkoop.

Wat zult u op korte termijn doen om zulke praktijken te beëindigen? Hoe denkt u de marketing van dergelijke producten te stoppen? Zal uw tabaksplan zo vlug mogelijk uitgerold worden?

08.02 Minister Frank Vandenbroucke: Mevrouw Pisman, we hebben een gemeenschappelijke droom en delen de ambitie om een rookvrije generatie te laten opstaan. Daar moeten we werk van maken. Het tabaksplan, dat in december vorig jaar is goedgekeurd, past daar ook in. Ook het koninklijk besluit dat aan de e-sigaret verder strenge voorwaarden oplegt en dat volgende week in werking treedt, past daarin.

Voor alle duidelijkheid, ik volg het advies van de Hoge Gezondheidsraad om de e-sigaret wel een plaats te geven als een rookstopmiddel. Tegelijkertijd moeten we de e-sigaret minder aantrekkelijk maken voor jongeren. We moeten elke verleiding proberen in te perken.

Ik heb de besluiten van het Instituut Gezond Leven goed ontvangen. Dat besluit dat paniekvoetbal niet nodig is, aangezien de grote meerderheid van de jongeren niet vapt of tabak rookt. Dat is wel juist, maar we mogen niet blind zijn voor de stijging die we zien in het vaperen bij jongeren. Ik wil het dus onmogelijk maken om bijvoorbeeld lichtjes aan te brengen om de e-sigaret op te vrolijken of zeer enthousiaste omschrijvingen te gebruiken voor aroma's die in die e-sigaretten zitten. Op verpakking komt ook een gezondheidswaarschuwing. De FOD heeft de voorbije zomermaanden ook al mysteryshoppers ingezet voor een nog betere controle op de verkoop. We willen echt een rookvrije generatie.

08.03 Kathleen Pisman (Ecolo-Groen): Mijnheer de minister, u zegt dat de meeste jongeren nog niet vaperen. Uit goede bron is mij ter ore gekomen dat het eigenlijk een hype aan het worden is. Jongeren zien vaperen niet als roken. Ze zien het bijna als snoepen. Vandaar komt onze bezorgdheid.

Ik ben blij met uw aanpassingen. Hopelijk kunt u het tabaksplan zo vlug mogelijk uitrollen. U vindt in de Ecolo-Groenfractie een medestander om de gezondheid van onze kinderen te beschermen tegen de schaamteloze marketingpraktijken van de tabaksindustrie.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

09 **Samengevoegde vragen van**

- Dominiek Snelpe aan Frank Vandenbroucke (VEM Sociale Zaken en Volksgezondheid) over "De weigering om transparantie te verschaffen over het mailverkeer m.b.t. de coronacrisis" (55003688P)
- Kathleen Depoorter aan Frank Vandenbroucke (VEM Sociale Zaken en Volksgezondheid) over "Het gebrek aan transparantie over de corona-informatie" (55003690P)
- Sofie Merckx aan Frank Vandenbroucke (VEM Sociale Zaken en Volksgezondheid) over "Het gebrek aan transparantie over de coronamails" (55003692P)
- Catherine Fonck aan Frank Vandenbroucke (VEM Sociale Zaken en Volksgezondheid) over "De weigering om inzage te geven van de bestuursdocumenten over de beheersing van de coronacrisis" (55003694P)

09 **Questions jointes de**

- Dominiek Snelpe à Frank Vandenbroucke (VPM Affaires sociales et Santé publique) sur "Le refus de transparence concernant les échanges de mails relatifs à la crise du coronavirus" (55003688P)
- Kathleen Depoorter à Frank Vandenbroucke (VPM Affaires sociales et Santé publique) sur "Le manque de transparence concernant les informations relatives à la pandémie de coronavirus" (55003690P)
- Sofie Merckx à Frank Vandenbroucke (VPM Affaires sociales et Santé publique) sur "Le manque de transparence concernant les mails relatifs à la crise du coronavirus" (55003692P)
- Catherine Fonck à Frank Vandenbroucke (VPM Affaires sociales et Santé publique) sur "Le refus de donner accès aux documents administratifs de gestion de la crise Covid" (55003694P)

09.01 **Dominiek Snelpe** (VB): Mijnheer de minister, linkse partijen, zoals de uwe, zijn naar eigen zeggen voor openbaarheid van bestuur. Maar toch, als het over de eigen bestuursdocumenten gaat, dan ligt dat toch wat moeilijker en is men liever niet transparant.

Hoewel de openbaarheidscommissie u ongelijk gaf en adviseerde om de covidmails vrij te geven, blijft u hardnekkig weigeren. De commissie vond uw argumenten niet pertinent genoeg, en terecht. Een van uw zwakke argumenten was trouwens dat het te veel werk zou zijn. Mijnheer de minister, democratie is werken, democratie is elke dag de burger, die wij allemaal vertegenwoordigen, op de eerste plaats zetten. Dat is niet altijd even gemakkelijk, maar het is onze job.

Er liep heel wat fout in de aanpak van de coronacrisis. Over de blunders van uw voorganger heeft mijn fractieleidster Barbara Pas een boek geschreven en het is onbegonnen werk om over uw blunders en uw onregelmatigheden te schrijven. Het zou immers een verzameld werk van ettelijke boekdelen worden.

Uw weigering tot transparantie is niet alleen onaanvaardbaar, u overtreedt daarmee zelfs artikel 32 van de Grondwet: "Ieder heeft het recht elk bestuursdocument te raadplegen en er een afschrift van te krijgen." Betekent het dus dat de Grondwet voor Vooruit maar een vodge papier is? Wetgeving rond openbaarheid van bestuur met alle geweld tegenhouden, omdat het niet in uw kraam past, is dat de nieuwe politieke cultuur van Vooruit en de vivaldiregering? Mijnheer de minister, wanneer zult u artikel 32 van de Grondwet respecteren en alle documenten die nodig zijn voor een grondige evaluatie van uw coronabeleid, ter beschikking stellen van het Parlement?

09.02 **Kathleen Depoorter** (N-VA): Mijnheer de minister, het woord 'transparantie' staat 20 keer in het verkiezingsprogramma van Vooruit. Het is een beetje cynisch dat transparantie voor u, mijnheer de minister, een probleem blijkt te zijn, transparantie voor de burger, transparantie voor het Parlement, transparantie voor de journalisten.

Al meer dan een jaar spuit u mist over vragen die ik stel over de beslissingen die u en uw administratie genomen hebben tijdens de covidcrisis. Ik heb het daar echt mee gehad. Ik pik het niet meer. En met mij de bevolking.

Dinsdag heb ik u voor de zoveelste keer gevraagd mij alle info te geven over het beheer van de strategische stock en over de distributie van de covidvaccins, maar u hebt dat geweigerd.

Een journalist van *Het Laatste Nieuws* vroeg u om een inkijk in de mails met de GEMS-voorzitter en met de Coronacommissaris, maar u weigerde opnieuw. Meer nog, u speelt eigenlijk een kat- en muisspel om het covidkastje dicht te houden. Dat is wat u doet, mijnheer de minister.

Wat hebt u eigenlijk te verbergen? Of zult u vandaag de kans grijpen eindelijk duidelijkheid te geven?

Wat is het meest frappante voor alle collega's van de vivaldicoalitie? Dat is dat u, minister Vandenbroucke, heel graag achter de schermen werkt en ervoor zorgt dat de hervorming van de wet op de openbaarheid van bestuur geblokkeerd wordt. Precies dat deeltje dat u zou verplichten eindelijk de informatie vrij te geven waar wij al zolang naar vragen.

Collega's, hoelang zult u dit nog pikken? En wat is de prijs die u zult betalen om het covidpotje dicht te blijven houden, mijnheer de minister?

09.03 Sofie Merckx (PVDA-PTB): Mijnheer Vandenbroucke, wat hebt u te verbergen met betrekking tot de covidcrisis? Dat is wat de mensen zich afvragen, want er is een journalist die uw mailverkeer met de verschillende experts uit de covidperiode heeft opgevraagd, maar u weigert om die mails te geven. Dat is toch een normale vraag. De covidcrisis heeft een enorme invloed gehad op ons leven en onze gezondheid. Er werden ook vele miljoenen euro's geïnvesteerd, er werden contracten gesloten, dus ik denk dat het normaal is dat onderzoeksjournalisten dat willen onderzoeken.

Een van de argumenten die u aanhaalt om de documenten niet te geven, is dat het te veel werk is. Te veel werk om e-mails door te sturen? Mijnheer de minister, is dat nu serieus? Collega's, neemt u dat nu aan als excuus? De vivaldiregering zou toch werk maken van meer transparantie en een nieuwe politieke cultuur. Komaan!

De journalist is echter niet bij de pakken blijven zitten en is naar de Commissie voor de toegang tot bestuursdocumenten (CTB) gestapt, waar hij gelijk heeft gekregen. De commissie heeft heel uw argumentatie onderuitgehaald, maar u hebt dat document gewoon naast u neergelegd.

Toen de journalist daarop naar de Raad van State is gestapt, hadden uw kabinetsmedewerkers ineens wel tijd en trokken zij de trukendoos open om die procedure te blokkeren. U hebt eigenlijk wel geluk, want het advies van de commissie is niet bindend. Nochtans bestaan er ook op andere bestuursniveaus zulke commissies en een gelijkaardige wetgeving. Als die commissies in Wallonië, Brussel of Vlaanderen een advies geven, dan is dat bindend. Er zijn trouwens verschillende gevallen bekend van vragen aan ministers of administraties die in eerste instantie bepaalde documenten niet wilden vrijgeven, maar daarna toch duizenden documenten hebben moeten overhandigen. Op federaal niveau is het advies echter niet bindend.

Bovendien ligt er vandaag een wetsontwerp op tafel over de transparantie van het bestuur. Daarmee zouden wij het advies bindend kunnen maken, maar blijkbaar blokkeert u het amendement om dat te veranderen.

Dus, mijnheer de minister, zult u uw mails vrijgeven? En zult u (...)

De **voorzitter**: Mevrouw Merckx, uw tijd zit erop.

09.04 Catherine Fonck (Les Engagés): Monsieur le ministre, votre refus de mettre à la disposition d'un journaliste de *Het Laatste Nieuws*, vos échanges de mails en tant que ministre de la Santé publique durant l'épidémie du covid 19 est totalement incompréhensible.

Cela dure maintenant depuis avril 2022 avec, rappelons-le, toute une série d'épisodes. Depuis un an, vous persistez à refuser de communiquer ces mails, malgré l'avis de la Commission d'accès aux documents administratifs, la fameuse CADA, qui a réfuté point par point vos arguments. Vous restez sur votre position, malgré le recours introduit auprès du Conseil d'État, et alors que son auditeur propose clairement d'annuler votre décision. Et vous allez encore un cran plus loin, en tirant en longueur les procédures pour éviter de devoir faire preuve de transparence. En effet, comme vous vous doutez que le Conseil d'État va suivre l'avis de son auditeur, vous retirez votre décision. Ce faisant, vous relancez le carrousel.

En fait, vous vous asseyez royalement sur la liberté de la presse, mais aussi sur la publicité de l'administration qui sont pourtant toutes les deux consacrées dans notre Constitution. Vous ne respectez clairement ni la loi, ni l'esprit de la loi.

Votre attitude, qui est également celle de tous les partis de la Vivaldi, ne peut que susciter la méfiance. Elle

ne peut que jeter le trouble sur des décisions qui étaient pourtant importantes en matière de santé publique. Votre obstination est incompréhensible!

Monsieur le ministre, qu'avez-vous à cacher? De quoi avez-vous peur?

09.05 Minister **Frank Vandenbroucke**: Collega's, *Het Laatste Nieuws* publiceert een artikel dat kadert in een procedure bij de Raad van State met twee partijen, enerzijds de journalist van het artikel en zijn krant en anderzijds ikzelf als minister. Dit artikel bevat beweringen die een link trachten te leggen tussen enerzijds een concrete procedure inzake de openbaarheid van bestuur, aangespannen door de journalist, en anderzijds besprekingen binnen de regering met betrekking tot een voorontwerp tot wijziging van de wet op de openbaarheid van bestuur.

Ik probeer kort toe te lichten waarom die beweringen ongefundeerd zijn. Ten eerste, zowel in de contacten met de journalist als in de weigeringsbeslissing is altijd gemotiveerd waarom niet wordt ingegaan op de vraag tot openbaarheid. Daarbij is gewezen op verschillende uitzonderingsgronden die in de wet op de openbaarheid van bestuur zijn voorzien en ook op het kennelijk onredelijk karakter van een aanvraag die slaat op duizenden mails en documenten over een periode van meer dan anderhalf jaar.

Een belangrijk deel van de mails zou hoe dan ook niet of slechts gedeeltelijk mogen worden vrijgegeven om redenen opgenomen in de wet op de openbaarheid van bestuur: het geheim van beraadslaging van de federale regering, de bescherming van de persoonlijke levenssfeer van personen betrokken of gemeld in de mails, het beroepsgeheim van advocaten die deelnamen aan het mailverkeer, de federale internationale betrekkingen van België, het vertrouwelijk karakter van bedrijfsgeheimen en intellectuele eigendommen en het onvolledig karakter van heel wat werkdocumenten.

Ik wil ook zeggen dat heel veel communicatie tijdens de covidcrisis plaatsvond op schriftelijke wijze waar dat anders mondeling zou zijn geweest, omwille van het verbod op fysiek contact en de enorme complexiteit van het beheer van de crisis. Het gaat om meerdere duizenden mails die ik niet zomaar kan doorgeven. Ik heb daarin niet de vrije keuze. Ik moet rekening houden met die uitzonderingen. Om de gerechtvaardigde belangen van heel wat andere partijen te beschermen, ben ik verplicht om elke individuele mail door te lezen en te verifiëren op heel wat criteria.

De pers, maar ook de betrokken journalist en uzelf, heeft daarentegen wel voortdurend kunnen genieten van de actieve publicatie van alle afgewerkte documenten in verschillende fases. Dat is zo.

De verdediging in de procedure werd overigens ook afgetoetst bij mijn collega van Binnenlandse Zaken en bij de eerste minister, omdat zij ook betrokken waren bij de besluitvormingsprocessen en dus ook bij dat e-mailverkeer dat werd opgevraagd. Ik kom er straks misschien nog even op terug, maar dat betekent meteen ook dat de eerste minister en de minister van Binnenlandse Zaken perfect op de hoogte waren van de zaak. In tegenstelling tot wat in het bewuste artikel wordt beweerd, klopt het dus niet dat mijn collega's niet op de hoogte waren. Het tegendeel is waar.

Ik kom nu bij het tweede punt, namelijk de totstandkoming van een voorontwerp tot wijziging van de wet openbaarheid van bestuur. Een wijziging van die wet in de toekomst heeft geen enkele maar dan ook geen enkele impact op de lopende procedure tussen deze journalist, de krant en mijzelf. De regering besliste ook unaniem om in het voorontwerp dat voorlag geen bindende beslissingsbevoegdheid toe te kennen aan de commissie, niet omdat zij dat per se niet wil, maar wel omdat dit een bredere hervorming zou vragen die niet kadert in het opzet van het voorontwerp, dat snel een aantal quick wins zonder budgettaire impact wou realiseren.

De bewering in het artikel, namelijk dat meer macht voor de CTB nergens op veel tegenstand botste behalve bij Vandenbroucke, is feitelijk incorrect. Ik wil nog meegeven dat alle regeringsleden dezelfde belangen hebben bij de beslissing tot het al dan niet invoeren van een bindende beslissingsbevoegdheid voor toekomstige aanvragen inzake openbaarheid.

Dit wetsontwerp wordt op dit moment besproken in de commissie voor Binnenlandse Zaken. Het werd goedgekeurd door de ministerraad als collegiaal orgaan. Nogmaals, de regering opteerde van in den beginne in deze discussie voor een aantal snelle stappen en niet voor een grondige hervorming. Van in den beginne

werd er ook gezegd door de bevoegde minister dat een bindende bevoegdheid voor de commissie niet in de quick wins paste die we toen voorstelden.

De overweging werd dus van bij het begin niet weerhouden, om budgettaire redenen maar ook omdat men dan andere elementen moest binnenbrengen. Men moet dan eigenlijk de opsplitsing in verschillende wetten inzake openbaarheid van bestuur ongedaan maken. Men moet dus tot een geïntegreerde benadering komen en het helemaal herbekijken. Ik ben daar niet tegen – ik heb dat ook altijd gezegd en iedereen weet dat – als men dat kadert in een grondige hervorming van de Commissie voor de toegang tot bestuursdocumenten.

Zoals reeds gezegd, is heel deze procedure van in den beginne kenbaar gemaakt aan mijn collega van Binnenlandse Zaken en aan de eerste minister. Zij zijn daar perfect van op de hoogte. Ik zou meer kunnen zeggen, maar mijn tijd is om.

Ik wil wel nog kort iets zeggen over het Vlaams reglement. Moet ik het voorlezen? Het is goedgekeurd op 18 juli 2021. Vlaanderen zegt: "Tenzij het belang van de openbaarheid primeert, mogen de overheidsinstanties een aanvraag afwijzen als de aanvraag kennelijk onredelijk blijft of op algemene wijze geformuleerd is, als de aanvraag betrekking heeft op bestuursdocumenten die niet af of onvolledig zijn of als de aanvraag betrekking heeft op interne communicatie." Dat zegt Vlaanderen en ik kan mij daar perfect in vinden.

Ik wil nog eens zeggen, collega's, dat een wijziging van deze wet, die nu dus voorligt, geen enkele invloed heeft op lopende procedures. Dat gaat immers over de toekomst. Sommige dingen die in dit artikel gezegd werden, zijn dus eigenlijk niet juist.

09.06 Dominiek Sneye (VB): Mijnheer de minister, de coronacrisis was belangrijk genoeg om uw mails nog eens door te nemen en om die mails ook publiek te maken. Die kunnen publiek gemaakt worden. Een Vlaams spreekwoord luidt: waar rook is, is vuur. Ik heb de indruk dat er tegenwoordig heel wat rook is rond Vooruit. Ik vraag u nogmaals, als de rook om uw hoofd is verdwenen, om die e-mails en sms'jes vrij te geven, zodat het Parlement zijn werk kan doen.

Weet u, e-mails verbranden is nagenoeg onmogelijk. Ze staan altijd wel ergens op een server. Als u toch niets te verbergen hebt, geef ze dan vrij. Een grondige evaluatie van uw coronabeleid kan pas als alle – en ik benadruk alle – documenten beschikbaar gesteld worden. Maar blijkbaar wilt u uw stinkende potjes liever bedekt houden. Dat is onaanvaardbaar in een democratie.

Politici die problemen hebben met transparantie, zijn alibidemocraten, heb ik gelezen. Daarom eist het Vlaams Belang volledige transparantie. Alle potjes moeten open, of ze nu stinken of niet. Dat is het grondwettelijke recht van het Parlement en van onze mensen.

09.07 Kathleen Depoorter (N-VA): Mijnheer de minister, als Vlaanderen dan toch zo het voorbeeld is, en ik ben het met u eens, dan mag u mij gerust ook een keer een nachtje opsluiten met een stapel dossiers. Dan zal ik op zijn minst inzage hebben in wat ik reeds een jaar lang aan u vraag. Dan zal ik weten waarover u het hebt en waarover u wilt zwijgen. Een politicus die iets verzwijgt, is een politicus die iets te verbergen heeft, mijnheer de minister.

Collega's, blijkbaar, en dit is toch frappant, staat minister Vandenbroucke boven de wet, boven het Parlement en boven de deontologische code van de regering, die zopas goedgekeurd werd. Hij lapt die immers gewoon aan zijn laars. Mijnheer de minister, u hebt hier een klacht voor belangenvermenging. Dat is toch wel serieus.

Mijnheer de minister, laten wij heel duidelijk zijn, het is absoluut *not done* wat u hier doet met het Parlement, met de burgers, die transparantie verdienen, met de politici en met de journalisten. Covid was geen lachertje. De gevolgen van covid ook niet. De beslissingen die u genomen hebt – ik heb het u al vaker gezegd –, daar komt nog een staartje aan!

09.08 Sofie Merckx (PVDA-PTB): Monsieur le ministre, qu'avez-vous à cacher à propos de la crise du covid? Vous refusez de communiquer tous les mails que vous avez échangés et que les journalistes vous ont demandés. La Commission d'accès aux documents administratifs a jugé que vos arguments n'étaient pas fondés et ne vous a donc pas donné raison. Dans les Régions flamande, wallonne et bruxelloise, les recommandations sont contraignantes, mais ce n'est pas le cas au fédéral. Et vous vous croyez alors au-

dessus des lois et du devoir de transparence? Quand vous siégiez dans l'opposition, chers camarades de Vooruit, vous exigiez que Mme De Block fasse preuve de transparence. Et, aujourd'hui, ce n'est plus nécessaire? Ce deux poids deux mesures n'est pas normal. Oui, cela requiert beaucoup de travail, mais c'est logique. Les journalistes veulent livrer un travail fouillé – et ils en ont le droit.

En ce qui concerne la loi, vous indiquez souhaiter seulement quelques changements rapides. En ce cas, acceptez l'amendement. C'est précisément un petit changement rapide que de rendre l'avis de la CADA contraignant. Vous ne le voulez pas, parce que ce sont des experts indépendants qui y siègent. Vous souhaitez une réforme sur le long terme afin de modifier la composition de la CADA.

09.09 Catherine Fonck (Les Engagés): Monsieur le ministre, si vous me le permettez, votre réponse n'est pas du tout recevable. Elle ne l'est pas parce que les arguments auxquels vous recourez – vie privée, relations internationales, etc. – sont exactement ceux que la CADA a considérés comme étant inacceptables et non pertinents pour refuser de transmettre l'intégralité des mails.

La cerise sur le gâteau est apportée par l'argument de "l'excès de travail". Cela ne vous autorise pas à vous asseoir sur la Constitution ou sur la loi. Répétez-le aux citoyens! Ils pourraient alors refuser beaucoup de choses. Lorsque l'on dissimule sciemment des documents et que l'on fait tout pour repousser la transparence, on ne fait qu'alimenter la méfiance.

Ce dossier comporte trois enjeux centraux. Premièrement, le gouvernement et les partis ne sont pas au-dessus de la loi et de la Constitution. C'est donc cela, le respect de l'État de droit! Deuxièmement, il faut accorder à la CADA un pouvoir contraignant et décisionnel, puisque vous vous asseyez sur l'avis de cette Commission. Enfin, si vous voulez contribuer à la restauration de la confiance dans les politiques de santé publique (...)

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

10 Samengevoegde vragen van

- **Marijke Dillen** aan **Vincent Van Quickenborne** (VEM Justitie en Noordzee) over "De vroegtijdige invrijheidstelling van veroordeelde pedofielen" (55003679P)

- **Sophie Rohonyi** aan **Vincent Van Quickenborne** (VEM Justitie en Noordzee) over "De vrijlating van een van de zwaarst gestrafte pedofielen in België" (55003680P)

- **Sophie De Wit** aan **Vincent Van Quickenborne** (VEM Justitie en Noordzee) over "De vervroegde vrijlating van pedofielen" (55003695P)

10 Questions jointes de

- **Marijke Dillen** à **Vincent Van Quickenborne** (VPM Justice et Mer du Nord) sur "La libération anticipée de condamnés pour pédophilie" (55003679P)

- **Sophie Rohonyi** à **Vincent Van Quickenborne** (VPM Justice et Mer du Nord) sur "La libération d'un des pédophiles les plus sévèrement condamnés de Belgique" (55003680P)

- **Sophie De Wit** à **Vincent Van Quickenborne** (VPM Justice et Mer du Nord) sur "La libération anticipée de pédophiles" (55003695P)

10.01 Marijke Dillen (VB): Mijnheer de minister, de zwaarst veroordeelde pedofiel ooit in dit land, met een effectieve gevangenisstraf van 19 jaar – daarvoor moet men al wat op zijn kerfstok hebben – en 15 jaar terbeschikkingstelling, werd na zeven jaar vrijgelaten zonder begeleiding in de gevangenis. Dat moest allemaal in het geheim gebeuren, in alle discretie, het mocht niet geweten zijn. Straffer kan niet. Terecht beroert dat de gemoederen. Welk nut heeft het een straf uit te spreken, als die niet uitgezeten wordt!

Ook experts reageren vol onbegrip. Zo stelt gerechtspsychiater Dams: "We zien in wetenschappelijk onderzoek dat seksuele delinquenten een groter gevaar vormen als ze geen hulp krijgen in de cel en dan vrijkomen. We werken aan een systeem waar behandeling wordt opgelegd tijdens de straf, maar zover zijn we nog niet." Gerechtspsychiater Verbeeck vult aan: "Tot het zover is, kan ik mij niet vinden in de beslissing om zedendelinquenten eerder vrij te laten. Door één keer per week een uurtje met hen te praten, gaat er geen verandering komen. Misbruikers kunnen zeggen dat ze veranderd zijn, maar ze zeggen wat ze willen."

Mijnheer de minister, er is niet alleen het probleem van het vroegtijdig vrijlaten van veroordeelden, maar

bovendien ook een gebrek aan politieke wil om het Strafwetboek nu aan te passen, zodat verplichte behandelingen tijdens de celstraf kunnen worden uitgevoerd. Als uw nieuw Strafwetboek wordt goedgekeurd, treedt het in het beste geval in werking in 2026. De magistraten hebben al gezegd dat ze vijf jaar extra voorbereidingstijd nodig hebben. Die tijd hebben we voor dat soort dossiers niet.

Wanneer zal een straf eindelijk een echte straf zijn in dit land, zeker voor seksuele delinquenten?

10.02 Sophie Rohonyi (DéFI): Monsieur le ministre, lorsque l'affaire Dutroux a éclaté en 1996, j'avais neuf ans, soit exactement le même âge que Julie et Mélissa. Je fais donc partie de cette génération qui a été traumatisée par cette affaire, et qui attend de notre justice deux choses fondamentales: la prise en charge thérapeutique des pédophiles, mais aussi la protection des victimes. Or, la libération conditionnelle de ce pédophile en série après seulement sept ans de prison va totalement à contre-courant de ces deux exigences.

Je sais bien que le tribunal de l'application des peines peut libérer un criminel après seulement un tiers de sa peine. Sauf qu'en lisant les acteurs qui connaissent bien ce dossier, à savoir la Fondation Child Focus qui s'est constituée partie civile dans le procès en 2016, les psychiatres ou encore les policiers qui ont contribué à son arrestation, cette décision est extrêmement choquante.

Tout d'abord sur le fond, n'y avait-il vraiment aucun risque de récidive empêchant sa libération anticipée? L'auteur de ces crimes n'a jamais exprimé le moindre regret par rapport à ses méfaits, mais en plus de cela, le parquet d'Anvers se serait toujours prononcé contre sa libération.

Ensuite, j'aborderai la forme. Comment expliquez-vous que les parties civiles n'aient été informées de cette libération que trois mois plus tard, et ce, via la presse? Pardonnez-moi, monsieur le ministre, mais un an à peine après l'entrée en vigueur de votre Code pénal sexuel, cette décision fait tâche, d'autant plus que votre Code prévoit précisément que l'avis des services spécialisés dans la délinquance sexuelle n'est plus obligatoire, mais facultatif, ce qui a d'ailleurs été dénoncé vivement par mon parti DéFI, à l'époque.

Pouvez-vous nous dire si, dans le cadre de cette affaire, cet avis a été sollicité? Pouvez-vous nous dire de manière plus générale si vous allez enfin financer de manière pérenne les centres d'appui en charge du suivi thérapeutique des délinquants sexuels? Je vous remercie.

10.03 Sophie De Wit (N-VA): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, vierhonderdduizend kinderpornografische bestanden, gefilmd misbruik van kinderen, waaronder baby's, misbruik van eigen pleegkinderen, een weeshuis als dekmantel, samengevat, kinderen die herleid worden tot voorwerpen, daarvoor was het hof van beroep niet mals: het legde 19 jaar cel en 15 jaar terbeschikkingstelling op. De overweging van het hof van beroep luidde toen dat de samenleving maximaal beschermd moest worden tegen een dergelijk persoon. Dat is wel wat.

Iets meer dan zeven jaar later, nadat hij iets meer dan een derde van de straf heeft uitgezeten, wordt die man in alle discretie vrijgelaten onder voorwaarden. Is dat de maximale bescherming die het hof van beroep toen voor ogen had, denkt u? Achttien voorwaarden zijn opgelegd en gelet op de terbeschikkingstelling moet de man nog 15 jaar opgevolgd worden, maar hij is in Nederland! Dat is z gezegd onderhandeld met Nederland, maar in Amsterdam wist men nog niet eens van zijn aanwezigheid aldaar. Wie volgt die persoon op, mijnheer de minister? Wie controleert of die man inderdaad aan de voorwaarden blijft voldoen?

Zijn raadsman argumenteert dat de rechter alleen de wet heeft toegepast, namelijk de wet-Lejeune. Dat is juist, hij heeft gelijk. De wet-Lejeune, die stelt dat men na het uitzitten van een derde van de straf mag vrijkomen, is toegepast.

Collega's, de wetgevende macht komt het Parlement toe, wij samen zijn de wetgever. Welnu, wij hebben een wetsvoorstel om de wet-Lejeune te verstrengen en om in te grijpen, zeker in zulke gevallen.

Mijnheer de minister, bent u, samen met uw meerderheid, bereid om een dergelijk wetsvoorstel te steunen, opdat de samenleving inderdaad maximaal beschermd kan worden, wanneer dat nodig is?

10.04 Minister Vincent Van Quickenborne: Mevrouw de voorzitter, collega's, er is niets dat ons dieper raakt dan kinderen die het slachtoffer zijn van dergelijke gruwelijke feiten. U bent moeder, vader, ouder. Elk van ons

zou door een muur gaan om onze kinderen te beschermen en de daders te bestraffen. In een rechtsstaat laten wij dat oordeel over aan een onafhankelijke rechter.

Madame Rohonyi, il est vrai qu'après l'affaire Dutroux, l'exécution des peines a été retirée des mains du gouvernement et confiée aux juges. Depuis lors, ce sont eux qui se prononcent en toute indépendance. Ils écoutent l'avis des experts et rendent leur verdict sur la base des lois que nous avons adoptées au Parlement. Cela a été également le cas dans cette affaire.

Ik zal mij als minister van Justitie ook nu niet uitspreken over het oordeel van die rechter, want als ministers dat doen, dan komen we op een hellend vlak. Sta mij toe om een voorzitter te citeren, niet mijn partijvoorzitter, maar een andere: "Wat men als politicus niet moet doen, is in individuele zaken de beoordeling van de rechter in twijfel trekken. Het is het oordeel van de rechtsstaat en wij hebben ons daarbij neer te leggen en te zwijgen. Als het ons niet aanstaat, dan moeten we de wetten veranderen."

Hij heeft gelijk. Het is belangrijk dat wij ons daar bij elke rechterlijke uitspraak aan houden, dus geen commentaar geven op de rechter, maar kijken of we wetten kunnen wijzigen. Dat hebben we gedaan. We hebben in het nieuwe seksueel strafrecht, dat sinds juni 2022 van toepassing is, de straffen voor verkrachting verstrengd. Mevrouw Dillen, we zullen de discussie voeren over het nieuwe Strafwetboek dat hier ter bespreking ligt.

Mijn Vlaamse collega van Justitie zegt dat we de wet-Lejeune moeten durven aanpakken. Wel, het was de Zweedse regering, waarvan mijn Vlaamse collega toen deel uitmaakte, die die wet-Lejeune heeft bijgestuurd, niet meer dan drieënhalve jaar geleden. Toen werd een beveiligingsperiode ingevoerd, waarbij voor een aantal specifieke zware feiten de vervroegde vrijlating pas mogelijk is na twee derde van de straf. Mevrouw De Wit, er is toen ook beslist dat pedofilie en verkrachting hier enkel voor in aanmerking komen als ze hebben geleid tot de dood. De rechtbank heeft met andere woorden de wet toegepast.

Wil dat zeggen dat we hieruit geen lessen moeten trekken? Uiteraard wel. Ik denk dat er drie lessen te trekken zijn. Ten eerste, het verder uitbreiden van die beveiligingsperiode. Ik ben bereid om dat met open geest te bekijken. Ten tweede, de beoordeling door de strafuitvoeringsrechtbank. Vandaag mag een rechter geen rekening houden met de ernst van de feiten. Ik denk dat we ons daar vragen kunnen bij stellen. Ten derde, het informeren van slachtoffers. We hebben in deze legislatuur al een wet goedgekeurd om slachtoffers vroeger in de procedure te informeren. Laat ons ook de slachtofferorganisaties daarbij betrekken.

Geachte leden, ik denk inderdaad dat het Parlement het debat hierover met open vizier moet voeren, niet op basis van een specifieke zaak maar in overleg met experts en na een grondig debat met meerderheid en oppositie. Dat is onze taak, de taak van de politici en het is ook onze plicht tegenover alle slachtoffers van seksueel geweld.

10.05 Marijke Dillen (VB): Mijnheer de minister, uw antwoord ontgoochelt mij enigszins.

U zegt dat niets ons dieper raakt dan kinderen die het slachtoffer van dergelijke feiten worden. Dat klopt. Ik heb ook kinderen en kleinkinderen en ik hoop dat het hen nooit zal overkomen, evenmin als die van u.

Het hof is in dit dossier echter zeer duidelijk, mijnheer de minister. De maatschappij moet optimaal tegen dit monster worden beschermd, ook onze kinderen.

Mijnheer de minister, "we zullen de straffeloosheid uit de weg ruimen. Wie 15 dagen celstraf krijgt, zal die daadwerkelijk moeten uitzitten. Gedaan met het ontlopen van het echte vonnis". Dat zijn niet mijn woorden, maar uw woorden van juni 2021. U hebt die al talrijke keren herhaald.

Mijnheer de minister, het Vlaams Belang is al jarenlang pleitbezorger voor een verstrenging van de strafwet. Al decennia vragen wij de afschaffing van de wet die veroordeelden vroegtijdig zou kunnen laten voorkomen. Nogmaals, een straf is een straf. Vijftien dagen celstraf is effectief vijftien dagen celstraf.

Het wordt hoogdringend tijd dat u uw woorden in daden omzet, mijnheer de minister.

10.06 Sophie Rohonyi (DéFI): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse.

Il faut être de bon compte car il est vrai qu'on a fait du chemin durant cette législature. Les partis de l'opposition y ont d'ailleurs contribué, en criminalisant l'inceste, en mettant fin à la prescription pour ce qui concerne les crimes pédophiles, en simplifiant aussi la constitution de partie civile pour Child Focus.

Il fallait le faire parce qu'on doit vraiment s'attaquer à ces crimes pédophiles qui constituent – je me dois de le rappeler – la moitié des violences sexuelles commises aujourd'hui en Belgique. Le problème est de savoir ce que valent finalement ces mesures si, dans le même temps, on ne s'assure pas du suivi thérapeutique de ces délinquants sexuels en prison et à leur sortie, mais aussi si on n'informe pas correctement les victimes et les organisations qui les représentent, les parties civiles, lorsqu'il y a une libération anticipée.

En l'occurrence, cela n'a pas été le cas, monsieur le ministre. C'est déplorable car, ce faisant, on met à mal la bonne reconstruction de ces victimes qui, pourtant, le méritent.

10.07 Sophie De Wit (N-VA): Mijnheer de minister, we kennen dat antwoord, vaak voluntaristisch als u hier staat. U hebt mij nogal eens een verlengde terbeschikkingstelling beloofd naar aanleiding van het overlijden van de kleine Dean. Weet u dat nog? U krijgt dat echter niet door het Parlement. U krijgt dat niet door uw meerderheid. Het zal zowat verdwijnen met uw nieuwe Strafwetboek. Sta mij dus toe dat ik daar een beetje sceptisch tegenover sta.

Ik wil u echter op uw woord geloven. Laten we eraan werken. Het voorstel waarbij het slachtoffer meer rechten werd gegeven, was eentje van ons en is inderdaad goedgekeurd. We hebben er nog een. Laten we eraan sleutelen, laten we aan al die andere maatregelen sleutelen. Ik wil u steunen.

Gisteren in de commissie voor Justitie heeft de heer Geens u een heel belangrijke vraag gesteld. Welke erfenis wil u achterlaten? Wat wil u achterlaten voor uw opvolger, maar vooral, wat wil u achterlaten voor de samenleving? Laten we echt hopen dat het niet enkel bij een aankondiging van een straffere Justitie blijft.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

11 Question de Mathieu Bihet à Tinne Van der Straeten (Énergie) sur "Les projets de chantier des centrales à gaz" (55003699P)

11 Vraag van Mathieu Bihet aan Tinne Van der Straeten (Energie) over "De geplande bouw van gascentrales" (55003699P)

11.01 Mathieu Bihet (MR): Madame la ministre, les centrales à gaz dérangent. On apprend qu'une centaine de manifestants occupent depuis hier, fin de journée, un chantier de la centrale à gaz d'ENGIE à Flémalle. Ce site doit accueillir la centrale TGV. Elle fait partie des projets retenus dans le cadre de l'enchère de capacité CRM et vise à garantir la sécurité d'approvisionnement de notre pays. ENGIE a pour ambition de la mettre en service en novembre 2025.

Après avoir pris possession du site, les activistes se seraient enchaînés aux machines, auraient accroché des bannières aux grues et auraient planté leurs tentes en vue d'y passer au moins la nuit. Ces activistes ont l'intention de l'occuper pour empêcher la suite des travaux. Leur porte-parole a d'ailleurs expliqué qu'ils souhaitent bloquer le chantier jusqu'à ce que l'on retourne à la situation antérieure, que l'on arrête ce chantier. Ils considèrent inacceptable de construire encore des centrales à gaz étant donné leur impact écologique. Par mesure de précaution, la sécurité de la centrale nucléaire de Tihange, située juste à côté, a été renforcée.

Madame la ministre, quel regard portez-vous sur ces actions? Les activistes seront-ils évacués pour permettre la poursuite du chantier?

Pouvez-vous dresser un état des lieux de l'avancement des travaux sur les différents chantiers des centrales à gaz dans le cadre de l'enchère CRM? Dans ce contexte, comptez-vous en construire davantage pour combler les manquements identifiés dans l'étude *Adequacy and Flexibility* qu'Elia a présentée et dont nous discuterons mardi en commission?

11.02 Tinne Van der Straeten, ministre: Monsieur Bihet, la sécurité d'approvisionnement ne peut déranger

personne. Dès lors, comme vous le savez, ce gouvernement n'a jamais pris de risque avec la sécurité d'approvisionnement. C'est d'ailleurs pour cette raison que le mécanisme de soutien à l'investissement des CRM a été conçu ici au Parlement. Comme vous l'avez indiqué, c'est ce mécanisme qui nous a permis de contracter de nouvelles capacités – deux centrales à gaz – mais aussi des projets de batteries et des investissements dans la sécurité d'approvisionnement ici en Belgique.

Ce n'est pas la seule décision. Il y avait également la décision de tripler les éoliennes en mer du Nord et celle de prolonger deux gigawatts de nucléaire. Lorsque tous ces éléments sont pris en compte, la sécurité d'approvisionnement est garantie.

En ce qui concerne votre question sur l'éventuelle évacuation des manifestants, il ne m'appartient pas d'y répondre car je ne suis pas la ministre de l'Intérieur. J'ai bien compris que la manifestation est aujourd'hui pacifique. Quant à l'avancement des divers chantiers, ils se déroulent tous selon les jalons communiqués à Elia, de sorte qu'il ne fait aucun doute que les étapes seront respectées et que la réalisation des deux centrales se fera dans les temps.

Enfin, votre troisième question est sans objet, monsieur Bihet. Ce n'est pas la ministre qui construit une centrale à gaz. Une enchère est organisée par le biais du CRM pour les capacités qui sont, oui ou non, nécessaires. Aujourd'hui, nous savons que nous avons besoin avant tout de flexibilité et de projets en matière de stockage, de batteries et de maîtrise de la demande.

11.03 Mathieu Bihet (MR): Madame la ministre, même si le sujet ne relève pas toujours de votre sphère de compétence, je vous remercie pour vos réponses.

Les travaux des connexions des différentes centrales à gaz vers le poste de transformation d'Elia qui se situe à Neupré, commune que je connais un peu, sont terminés. Seront-ils inutiles? À ce stade, nous n'avons aucune certitude. En revanche, je suis inquiet que l'une des pistes évoquées pour sécuriser notre approvisionnement en électricité soit menacée, piste qui – je le rappelle – n'a pas nécessairement la cote, mais sur laquelle compte Elia.

En outre, il ressort de votre réponse que vous n'envisagez pas de centrales à gaz. Pour combler d'autres gaps, nous avons quelques pistes, que nous vous avons présentées hier et que nous vous présenterons encore, concernant la prolongation d'autres réacteurs nucléaires puisque les centrales à gaz seront combattues même par les militants écologistes – position que nous soutenons quelque peu.

Enfin, comme l'actualité le prouve, on assiste aux premiers signes de contestation. La suite, sans doute, au prochain épisode!

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

12 Samengevoegde vragen van

- Vicky Reynaert aan Caroline Gennez (Ontwikkelingssamenwerking en Grote Steden) over "De humanitaire hulp naar aanleiding van de situatie in Palestina" (55003683P)
- Raoul Hedebouw aan Caroline Gennez (Ontwikkelingssamenwerking en Grote Steden) over "De situatie in Palestina" (55003693P)
- Khalil Aouasti aan Caroline Gennez (Ontwikkelingssamenwerking en Grote Steden) over "De situatie in Palestina" (55003696P)

12 Questions jointes de

- Vicky Reynaert à Caroline Gennez (Coopération au développement et Grandes Villes) sur "L'aide humanitaire compte tenu de la situation en Palestine" (55003683P)
- Raoul Hedebouw à Caroline Gennez (Coopération au développement et Grandes Villes) sur "La situation en Palestine" (55003693P)
- Khalil Aouasti à Caroline Gennez (Coopération au développement et Grandes Villes) sur "La situation en Palestine" (55003696P)

12.01 Vicky Reynaert (Vooruit): Mevrouw de minister, Palestijnen één voor één verpletteren en het leven van de Palestijnen ondraaglijk maken, dat belooft de Israëlische minister van Nationale Veiligheid, Ben-Gvir,

aan zijn kiezers. Deze week zagen wij opnieuw wat dit in de praktijk betekent. Wakker worden met drones en helikopters boven je hoofd. Zo begon maandag de inval in Jenin. Een ziekenhuis werd bestormd. Niemand was veilig. Het gevolg: duizenden mensen op de vlucht. Meer dan honderd gewonden. Naar het exacte dodental blijft het gissen, maar één ding staat vast: gewone mensen zijn het slachtoffer. Eerder stierven al twee kinderen tijdens een inval van het Israëlische leger. Dat was geen wereldnieuws, dat is daar routine. De spiraal van geweld gaat door. Een mesaanval in Tel Aviv, nieuwe raketten vanuit Gaza, en vervolgens een militaire reactie. Geweld leidt tot geweld, leidt tot geweld.

Ondertussen is de Israëlische regering niet geïnteresseerd in een oplossing. Erger nog, escalatie lijkt wel het bestaansrecht van deze extreemrechtse regering. Het is een vreselijke situatie voor iedereen die in de Palestijnse gebieden woont. Het is een probleem voor alle projecten die België daar ondersteunt.

Voor Vooruit is het duidelijk: dit moet stoppen. Daarom investeren wij in projecten in de Palestijnse gebieden. Daarom staan wij voor een tweestatenoplossing. Daarom is onze bezorgdheid nu zo groot.

Mevrouw de minister, de situatie in Jenin is verschrikkelijk voor de mensen daar. Zij hebben niet om dit geweld gevraagd, maar zij zijn wel het slachtoffer. Hoe zult u hen vandaag van hulp voorzien? Hoe garandeert u op termijn het succes van onze projecten daar?

La **présidente**: Je demande à M. Delizée de me remplacer car je dois m'absenter.

Je rappelle également que les votes sont en cours en salle 3, pour ceux qui n'ont pas encore eu l'occasion d'aller voter.

Président: Jean-Marc Delizée, doyen d'âge.

Voorzitter: Jean-Marc Delizée, oudste lid in jaren.

12.02 Raoul Hedebouw (PVDA-PTB): Mevrouw de minister, het Palestijnse volk is weer slachtoffer van schandalige agressie van het Israëlische leger. Dat is binnengevallen in Jenin, waar 14.000 Palestijnen op een vierkante kilometer wonen. Het leger valt daar binnen, met 12 doden en 120 gekwetsten tot gevolg. Hoe lang kan die agressie nog doorgaan? Hoe lang?

Als er problemen zijn in de wereld, bijvoorbeeld in Rusland, dan volgt er doorgaans een veroordeling, terecht. Problemen in Iran worden ook veroordeeld, en terecht, maar als het over Palestina gaat, volgt er geen veroordeling van onze regering. Geen sancties. Twee maten, twee gewichten. Waarom is er zo'n hypocrisie in de Belgische politiek?

C'est quand même incroyable! Solidarité envers le peuple palestinien qui lutte aujourd'hui. L'armée israélienne est rentrée à Jénine, causant la mort de 18 personnes et des blessures pour 120 personnes. Combien de temps l'agression israélienne va-t-elle continuer? C'est une question que je pose ici depuis des semaines déjà. Quand il s'agit de la Russie, ce sont des sanctions immédiates. Quand il s'agit de l'Iran également. Mais quand il s'agit du peuple palestinien, il n'y a pas de sanction. Même pas une condamnation de ce gouvernement. Chers collègues, c'est pour cela que l'ensemble des peuples du Sud trouve le positionnement des pays européens et américains hypocrite, et ils ont raison. Les peuples africains, asiatiques nous regardent et demandent: pourquoi tant d'hypocrisie?

Ma question est simple, madame la ministre: pourquoi le gouvernement belge est-il aussi hypocrite et pourquoi ne condamne-t-il pas l'agression militaire israélienne contre le peuple palestinien? Là est la question.

12.03 Khalil Aouasti (PS): Madame la ministre, depuis dimanche, la ville de Jénine, au nord de la Palestine, est soumise à des attaques sans précédent d'une violence et d'une brutalité rarement atteintes par l'armée d'occupation israélienne. Le bilan de l'opération aérienne et terrestre de grande envergure dans le camp de réfugiés et ses environs est constitué de trop nombreux morts – un Israélien et douze Palestiniens, dont cinq enfants –, d'une centaine de blessés, d'énormes dégâts, d'un camp de réfugiés en ruine et de plus de trois mille personnes déplacées. L'objectif de cette nouvelle attaque, de cette punition collective, est clair: détruire et terroriser un bastion de la résistance palestinienne, au mépris complet du droit international humanitaire.

Hier a eu lieu un débat d'actualité en commission des Relations extérieures. Mme Lahbib continuait à

s'indigner au nom de la Belgique, argumentant que celle-ci travaillait sur le plan multilatéral et européen. Madame la ministre, j'espère que nos actions ne se limitent pas à ces indignations.

Nous demandons le respect de l'accord de gouvernement qui prévoit d'envisager des sanctions en cas d'annexion du territoire palestinien. Or cette dernière est désormais ancrée juridiquement par le nouveau gouvernement d'extrême droite en place en Israël. L'accord de gouvernement prévoit également que nous avançons seuls en cas d'inaction européenne. Nous ne pouvons être des observateurs passifs face à ce que deux expertes indépendantes des Nations unies qualifient aujourd'hui de "possible crime de guerre". Il est temps d'être précurseurs, d'imposer des sanctions et de montrer la voie à suivre aux autres États européens.

Madame la ministre, quelles actions la Coopération au développement a-t-elle entreprises pour assurer assistance, protection et justice au peuple palestinien? Quels sont les nouveaux pas envisagés dans la politique de différenciation? L'interdiction d'importation de produits des colonies est-elle envisagée? Quand allons-nous, enfin, comme le demande le groupe socialiste depuis des années, reconnaître l'État de Palestine?

12.04 Minister **Caroline Gennez**: Mevrouw de voorzitter, collega's, de vragen, waarvoor ik u dank, zijn terecht. We zijn verenigd in afschuw over het ergste geweld in de Palestijnse gebieden sinds de tweede intifada. Het is dan ook niet meer dan gepast om onze solidariteit aan de families en de vele slachtoffers in en rond Jenin te betuigen.

Ik moet, helaas, samen met u vaststellen dat de ultraconservatieve Israëlische regering extreem geweld gratis inzet, met alweer hoge aantallen gewonden, doden, waaronder ook kinderen, en de vernieling van meer dan 75 woningen door het Israëlische leger. Dat komt inderdaad boven op de dagelijkse, gerapporteerde schendingen van het internationaal recht door extremistische *settlers*. Als reactie op het geweld en het leed komen vandaag ook hier in Brussel mensen en middenveldorganisaties op straat. Ik begrijp hen.

België blijft de Palestijnse bevolking ten volle humanitair steunen. Maar ook het humanitaire werk op het terrein wordt bemoeilijkt door de belemmering van de toegang voor ambulances en zelfs door het afvuren van echte munitie op zorgpersoneel. UNRWA meet vandaag de mogelijks opgelopen schade op aan de infrastructuur die België direct of indirect mee financiert.

Collega's, het bemoeilijken van humanitair werk moet in de strengste termen worden veroordeeld.

Nous travaillons en étroite collaboration avec l'UNRWA et les ONG sur le terrain. Nous offrons un abri aux familles dont les maisons ont été détruites. Nos partenaires s'engagent à fournir un soutien mental psychosocial très important compte tenu de la violence en cours.

L'organisation mondiale de la Santé et Médecins Sans Frontières renforcent les services d'urgence des hôpitaux locaux à Jénine.

Ja, collega's, België blijft geëngageerd en België veroordeeld gratis geweld. Verschillende donoren hebben helaas hun bijdrage aan UNRWA op het terrein verlaagd. De Belgische regering deed dat niet. Wij investeren immers opnieuw 11,5 miljoen euro.

Collega's, naar aanleiding van het 75-jarige bestaan van de staat Israël spraken sommigen met lof over een levendige democratie. Vandaag kan ik enkel vaststellen dat de Israëlische regering verder blijft werken aan ondemocratische hervormingen waartegen ook vandaag tienduizenden Israëli's in de straten van Tel Aviv betogen. De Israëlische regering loopt ook niet hoog op met respect voor het humanitair en internationaal recht.

Onze regering zal en moet de strijd tegen straffeloosheid verder opvoeren. We doen dat conform ons regeerakkoord en door het middenveld in Palestina verder te ondersteunen. Daartoe hebben we in de schoot van de regering een nieuw Civic Space Fund opgericht.

Als het van mij afhangt, collega's, komt het dossier Israël-Palestina opnieuw hoog op de Europese agenda, ook op de Raad, die binnenkort hier in Brussel plaatsvindt. Het is voor onze regering hét moment, collega's, om alle elementen uit het regeerakkoord ten volle te benutten: een lijst met effectieve en proportionele tegenmaatregelen, een nieuw en concreet stappenplan voor een tweestatenoplossing. Daarvoor is natuurlijk

eerst een duurzaam staakt-het-vuren nodig en een volledige stop op de bouw van nieuwe nederzettingen. De Europese Unie moet hierin internationaal een voortrekkersrol opnemen. We kunnen ons geen dubbele standaarden op internationale fora veroorloven.

Collega's, helaas maakt de escalatie van het geweld in Israël en Palestina vandaag één ding alweer pijnlijk duidelijk: waar extremen aan de macht zijn, is de gewone burger altijd het weerloze slachtoffer. Het is dan ook belangrijk om hier te blijven herhalen, hopelijk eensgezind, dat de vreedzame Palestijnse en Israëlische bevolking op onze steun kan blijven rekenen.

12.05 Vicky Reynaert (Vooruit): Mevrouw de minister, wat moet er nog gebeuren vooraleer de wereld eindelijk actie onderneemt? Dat is de vraag die alweer overblijft na een week vol geweld. De regering die vandaag in Israël aan de macht is, vertegenwoordigt nauwelijks nog het democratische ideaal waarmee datzelfde Israël ooit werd opgericht. Extreemrechts is aan de macht en we mogen dat niet onderschatten. Het versterkt daar enkel de geweldscyclus. U zei het, waar extreemrechts aan de macht is zijn gewone mensen het slachtoffer. Het is dus ook terecht dat u oproept tot een bredere politieke aanpak. Dat geldt voor de wereld, dat geldt voor Europa, maar dat geldt zeker ook voor België. Het staat niet voor niets in het regeerakkoord. Vooruit wil dan ook een verbod op handel met de bezette gebieden. Zo doorbreken we de stilstand. We zullen dit daarom niet loslaten. Iedereen, de Israëli's en de Palestijnen, verdient een oplossing.

12.06 Raoul Hedebouw (PVDA-PTB): Mevrouw de minister, de hypocrisie van diplomatie! Wat staat er? Wat willen die woorden allemaal zeggen? *Belgium is deeply concerned by the Israeli military operation. Concerned, bezorgd. We also condemn the attack against Israeli civilians.* Die woorden willen veel zeggen.

Collega's, u hebt het vandaag ook gehoord in het antwoord van de minister: de veroordeling van Israël wordt hier niet uitgesproken. We hebben dat gedaan voor Rusland. We hebben altijd gezegd op welke manier we tot vrede zouden kunnen komen, maar hier is het hypocrisie. Al onze resoluties die oproepen tot sancties tegen Israël, worden weggestemd. Dat is niet voor niks. Dat noemt men 'geopolitiek'.

On s'en fout des droits de l'homme! On pense à la géopolitique! C'est du pur rapport de forces international. Il faut arrêter avec cette hypocrisie aujourd'hui!

Il est temps de dire aujourd'hui que le peuple palestinien a le droit à la liberté. Il faut condamner Israël!

12.07 Khalil Aouasti (PS): Madame la ministre, le nouveau gouvernement Netanyahu n'a jamais caché son ambition, reprise noir sur blanc dans son accord de coalition: "Le gouvernement encouragera et développera l'expansion de la présence juive dans toutes les parties de la terre d'Israël, en Galilée, dans le Néguev, dans le Golan et en Judée-Samarie".

La colonisation israélienne en Cisjordanie avance: 13 000 nouveaux logements vont ainsi être construits dans les colonies. C'est un record depuis 2002. Jour après jour, mètre carré après mètre carré, sans égard pour le droit international, Israël poursuit sa politique d'annexion et son occupation du territoire palestinien. À la colonisation s'ajoute en toute impunité la violence des colons.

Il est temps de contraindre Israël à mettre fin à l'occupation, aux violences, à l'oppression à l'encontre du peuple palestinien et à ce qui est qualifié aujourd'hui de régime d'apartheid. Il est temps pour la Belgique et l'Union européenne de faire preuve de cohérence. Il est temps de reconnaître l'État de Palestine.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

13 Question de Guillaume Defossé à Thomas Dermine (Relance, Investissements stratégiques et Politique scientifique) sur "Les problèmes de gestion de l'ASBL Horizon 50-200" (55003685P)

13 Vraag van Guillaume Defossé aan Thomas Dermine (Relance, Strategische Investerings en Wetenschapsbeleid) over "De managementproblemen bij de vzw Horizon 50-200" (55003685P)

13.01 Guillaume Defossé (Ecolo-Groen): Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'État, je suis content que vous arriviez juste à l'heure. Dans sept ans, nous fêterons les deux cents ans de la Belgique. Je ne dirai jamais que tout est parfait mais, malgré notre histoire parfois un peu agitée, nous avons toutes les raisons

d'être fiers de notre pays, de sa démocratie, de la diversité et de la liberté qui le caractérisent.

En 2030, ce sera pour la Belgique une fête qui se doit d'être une réussite. Vous annonciez, en avril dernier, l'ambitieux projet de moderniser le parc du Cinquantenaire et ses bâtiments historiques afin que celui-ci devienne un "phare socioculturel et scientifique", selon vos termes. Nous, écologistes, soutenons cet objectif.

Pour ce faire, l'ASBL Horizon 50-200 a été créée avec pour mission de piloter ce projet dans un cadre qui se veut participatif et collaboratif. M. Dujardin et Mme Amire ont été nommés président et directrice générale en 2022. Or, aujourd'hui, moins d'un an après, nous apprenons que le conseil d'administration de l'ASBL a décidé de licencier ces deux dirigeants à la suite d'une enquête interne révélant que "l'ASBL a vécu au-dessus de ses moyens, en dépensant de l'argent qu'elle n'avait pas et sans validation du conseil d'administration".

Le subside total annuel de 580 000 euros aurait déjà été dépensé dans son intégralité, ce qui pousserait l'ASBL à mettre ses activités sur pause pendant les six prochains mois. Voilà, monsieur le secrétaire d'État, qui pose évidemment de nombreuses questions. Dès lors, pouvez-vous nous expliquer le processus de recrutement de M. Dujardin au vu des éléments passés le concernant? N'y avait-il pas déjà là un avertissement du fait qu'il ait été démis de ses fonctions au BOZAR quelques mois auparavant? Qu'en est-il de Mme Amire? Qu'a révélé l'enquête interne de l'ASBL? Où est parti cet argent? Existe-t-il un soupçon d'enrichissement personnel? Quel contrôle est ou sera-t-il mis en place pour éviter de nouveaux problèmes de gestion? Finalement, existe-t-il un risque de perdre les subventions européennes liées à ce projet au vu de cette affaire? Je vous remercie déjà pour vos réponses.

13.02 Thomas Dermine, secrétaire d'État: Monsieur le député, l'ASBL Horizon 50-200 a entamé, il y a moins d'un an, le 5 septembre 2022, la mission qui lui a été confiée par le Conseil des ministres, à savoir coordonner la valorisation et le redéploiement du site du Cinquantenaire dans la perspective du bicentenaire de la Belgique.

Des difficultés ont effectivement été récemment identifiées dans le fonctionnement de l'ASBL. Suite à ces difficultés, le conseil d'administration a décidé de démettre les deux administrateurs délégués à la gestion journalière, Mme Amire et M. Dujardin. Je tiens à préciser que l'ASBL fonctionne de manière autonome et qu'elle reçoit une subvention annuelle du SPP Politique scientifique. Je suis informé des décisions du conseil d'administration qui contrôle la gestion quotidienne et qui rend des comptes à l'assemblée générale.

Très peu de temps s'est écoulé, moins de deux mois, entre la présomption de manquements dans la gestion, l'objectivation des faits et la décision de retrait de la gestion journalière. Le conseil d'administration a pris des décisions dont j'ai été, à chaque fois, informé. Il a toute ma confiance pour l'exécution de ce beau projet qui vise à profiter de la perspective du 200^e anniversaire pour moderniser des institutions importantes situées au cœur de Bruxelles.

Par ailleurs, j'ai pris la décision de modifier l'arrêté ministériel relatif au versement des subsides 2023. Cette modification visera à ce que la subvention soit débloquée par tranche, sur la base de lettres de créance et sous réserve de l'avis positif préalable de l'inspecteur général des finances.

En ce qui concerne le fond du projet, il importe que ce dernier continue d'avancer avec les instances de gouvernance mises en place. Il y a deux volets majeurs: un volet infrastructurel de remise à niveau du site pour lequel nous travaillons avec Beliris, la Régie des Bâtiments, mais aussi avec la Commission européenne qui s'est notamment engagée à faire un appel à projets – celui-ci n'est pas remis en cause – sur la couverture de la trémie, et un volet lié au développement d'une programmation culturelle avec des premières expositions qui auront lieu en 2024.

Aujourd'hui, je peux vous dire que l'équipe du conseil d'administration, présidée par Mme Sophie Le Clercq, a toute ma confiance pour l'exécution de ces missions. Nous visons à stabiliser le management dans les plus courts délais.

13.03 Guillaume Defossé (Ecolo-Groen): Monsieur le secrétaire d'État, je vous remercie pour vos réponses.

J'entends votre vigilance nouvelle sur la délivrance des subventions, et c'est une bonne chose. La construction et les travaux de modernisation du Cinquantenaire ont, depuis la fin du XIX^e siècle, été l'objet d'une gestion

financière hasardeuse et de polémiques sur l'origine des fonds gigantesques qui ont permis de terminer ce projet d'un roi qui se voulait pharaon.

Depuis, la Belgique a malheureusement connu de nombreux scandales de mauvaise gestion des deniers publics, entre malversations et incompétence, mais toutes ces vieilles pratiques honteuses, monsieur le secrétaire d'État, vous en conviendrez, ne sont plus acceptables, pas plus qu'elles ne l'étaient hier, et certainement pas dans le cadre du bicentenaire de la Belgique qui ne peut faire face à ce genre d'échec ou de problème.

Nous devons profiter de ces 200 ans de la Belgique pour donner une bonne image de la gouvernance de la Belgique. C'est ce que nous devons faire aujourd'hui et c'est votre responsabilité d'atteindre cela. Si nous voulons être fiers de la Belgique, nous ne devons pas connaître de problèmes de gouvernance. J'attends avec impatience votre plan d'action pour la rentrée.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Le **président**: Chers collègues, ceci clôture notre séance de questions d'actualité.

14 Regeling van de werkzaamheden

14 Ordre des travaux

14.01 Peter De Roover (N-VA): Mijnheer de voorzitter, ik heb van de Kamervoorzitster een brief gekregen in antwoord op een brief die ik haar stuurde. Het gaat over het incident dat collega Vandenput vorige week hier heeft gecreëerd. Hij citeerde uit een verslag van de Veiligheid van de Staat dat ons bezorgd was met beperkte verspreiding. Bovendien heeft hij hier en ook op sociale media een individueel asiëldossier bekendgemaakt. Daarvoor bestaat zelfs strafrechtelijke betoegeling. Bovendien, in de mate dat bepaalde informatie juist is, heeft hij ook nog foute gegevens verspreid.

De Kamervoorzitster berichtte mij dat de collega via een brief werd herinnerd aan de deontologische plicht de vertrouwelijkheid in acht te nemen. Dat noopt mij ertoe te betreuren dat zij vorige week niet heeft ingegrepen, op het ogenblik van de feiten. Dat had kunnen vermijden dat in het verslag wordt opgenomen hetgeen vandaag wordt opgenomen.

Terwijl het natuurlijk belangrijk is dat het geachte lid op de hoogte wordt gebracht van de deontologie die een parlementslid in acht dient te nemen, het toesturen van een brief klinkt niet meteen als een zware reactie. Daarom dring ik er bij u op aan om aan de voorzitter mijn vraag door te geven of zij nog verder gevolg zal geven aan die ernstige overtreding van de deontologie door een collega om te vermijden dat een en ander een glijdend, hellend vlak wordt waarvan in de toekomst nog meer misbruik zal worden gemaakt.

De **voorzitter**: Dank u wel, mijnheer De Roover. Zo zal geschieden.

Chers collègues, je ne siège comme président qu'à titre intérimaire, sans doute pour une raison d'ancienneté – après notre cher collègue M. Dewael.

Projets de loi et proposition de résolution

Wetsontwerpen en voorstel van resolutie

15 **Projet de loi relatif au transport d'hydrogène par canalisations (3077/1-10)**

15 **Wetsontwerp betreffende het vervoer van waterstof door middel van leidingen (3077/1-10)**

Discussion générale

Algemene bespreking

La discussion générale est ouverte.

De algemene bespreking is geopend.

Mevrouw Kim Buyst en de heren Samuel Cogolati en Kurt Ravyts, rapporteurs, verwijzen naar het schriftelijk verslag.

15.01 Bert Wollants (N-VA): Mijnheer de voorzitter, over het voorliggend wetsontwerp is al heel wat gezegd in de commissie, dus ik zal natuurlijk niet alles herhalen. Het hele verhaal heeft echter op zijn minst een opvallende evolutie gekend. Wij weten immers dat de minister absoluut de eerste wil zijn met haar waterstofwet, om daarmee te kunnen uitpakken, maar wij moeten vaststellen dat er toch nog losse eindjes aan zitten. Wij weten bijvoorbeeld dat men op Europees vlak volop aan het bekijken is hoe men waterstof zal reguleren. Het wetsontwerp is dus eigenlijk voor een stuk een voorafname. De minister erkent ook dat het mogelijk is dat men de waterstofwet opnieuw naar het Parlement zal moeten sturen om een aantal aanpassingen te doen, zodra het Europees verhaal is geland.

In de commissie hebben wij vastgesteld dat er wel overleg met de gewesten heeft plaatsgevonden, maar dat er over bepaalde elementen nooit een akkoord is bereikt. Aanvankelijk waren wij in de commissie trouwens aan het wachten op een gezamenlijk standpunt van de federale overheid en de gewesten over de bevoegdheidsverdeling inzake waterstof, want daarvoor moeten wij ons momenteel baseren op de bijzondere wetten van 1980 en 1988. Het staat mij voor dat de rol van waterstof daarin mogelijk wat onderbelicht is, om het zeer zacht uit te drukken.

Als er hierover geen akkoord te vinden is, dan is de vraag op welke manier wij met deze waterstofwet verder moeten gaan om tot resultaten te komen. De minister heeft duidelijk aangegeven dat er overleg was – dat vinkje kon worden gezet – maar het is ook duidelijk dat er geen akkoord is. Ik heb in de commissie verschillende opmerkingen gemaakt over de bevoegdheidsverdeling, die niet helemaal strookt met wat er in de bijzondere wet is opgenomen. In het wetsontwerp vindt de minister een nieuw criterium uit, namelijk het drukcriterium van 16 bar voor waterstof, iets wat in de wet nergens terug te vinden is.

Ik vrees ervoor dat dit opnieuw zo'n dossier is zoals wij er al een heel aantal hebben gehad. De minister legt namelijk een aantal krijtlijnen vast, vervolgens zeggen de gewesten dat zij daar niet akkoord mee gaan en dat er mogelijk stappen zullen worden gezet naar het Grondwettelijk Hof, en na enige tijd van bedenking keert het dossier hier terug in een aangepaste versie wanneer er wel een akkoord is. Dat wil zeggen dat wij op die manier continu in een sfeer zitten waarin teksten worden voorgelegd die onvoldoende overlegd en doorgesproken zijn, met als gevolg dat wat wij vandaag goedkeuren, binnenkort wellicht tot een nieuw dossier inzake waterstof zal leiden. Ik begrijp immers zeer goed dat als de gewesten niet akkoord gaan, zij daarin ook de nodige stappen zullen zetten, tenzij u ondertussen het akkoord van de gewesten wel hebt verworven, mevrouw de minister. Dan wil ik graag weten wat daarin staat, want dat is ook nieuws voor ons.

Tijdens de behandeling hiervan hebben wij trouwens moeten vaststellen dat er aan onze commissie verschillende brieven werden gestuurd door een private eigenaar van een waterstofgasnet, namelijk Air Liquide. Hoewel dit ons wel belangwekkend leek, aangezien die ene partij dreigde om juridische stappen te zetten, was het zelfs niet mogelijk om die partij in onze commissie te horen. Blijkbaar was het voor de meerderheid niet belangrijk genoeg om dat te doen, althans niet in de eerste twee zittingen.

Een derde element is dat we na de eerste en tweede lezing een unicum in dit Parlement hebben gezien, namelijk dat de minister niet bereid was om het hele dossier naar de plenaire vergadering te brengen, hoewel het in de commissie was goedgekeurd. Wat was de reden daarvoor? U raadt het nooit. Men moest alsnog inbinden op dat vlak en Air Liquide voor een deel gelijk geven.

De regering heeft dan een reeks amendementen geschreven, die aan de Raad van State werden voorgelegd, om elke verwijzing die Air Liquide voor het hoofd kon stoten eruit te halen. Dat is op zich een goede zaak, maar het lost het probleem fundamenteel niet op. Er blijven nog heel wat losse eindjes. De vraag is dan hoe dit nu verder moet worden toegepast.

Ik dank de minister wel omdat ze tijdens de tweede lezing ootmoedig heeft toegegeven dat de kwaliteit van het wetgevend werk voor verbetering vatbaar was. We hebben immers moeten vaststellen dat er uit de juridische nota die aan de diensten was gevraagd naar aanleiding van die tweede lezing meer opmerkingen zijn voortgevloeid dan het wetsontwerp artikelen telde en dat er op heel veel vlakken fouten uit de tekst

moesten worden gehaald.

Ik kan dat alleen betreuren. Ik begrijp dat het kabinet van de minister onder zware druk staat en stond door de energiecrisis, maar dat betekent niet dat hier dossiers moeten worden behandeld die onvoldoende zijn doorgesproken en afgewerkt. Ik dank de minister om toe te geven dat daar een stap in de juiste richting moet worden gezet en dat we met betere teksten moeten komen.

Ik denk dat in dit ontwerp de problematiek van Air Liquide gedeeltelijk is aangepakt. Door de verwijzingen te schrappen en naar een latere fase te verwijzen, is men een aantal zaken uit de weg gegaan en volgt er geen juridische procedure van die kant. Dat wil echter niet zeggen dat wij dat dossier niet vroeg of laat opnieuw zullen moeten opnemen om er gevolg aan te geven, om te bekijken wat er dan wel moet gebeuren.

Hetzelfde gaat in zekere zin op voor de Europese regelgeving, die momenteel nog vorm aan het krijgen is. De industrie in Vlaanderen geeft daaromtrent heel duidelijk aan dat dit dossier gewoon te vroeg komt. U legt allerlei zaken vast die u nadien zult moeten rechtekken.

Veel zorgen maak ik mij echter niet, want door de bezwaren van de gewesten zal dit dossier vroeg of laat terug op onze tafel belanden en zullen wij ons opnieuw moeten uitspreken. In dat opzicht zal de waterstofwet dus een voorlopig resultaat zijn. Men kan gaan lopen met de titel de eerste waterstofwet te hebben uitgevaardigd, maar het finaal resultaat zal iets anders zijn, want het dossier zal terugkomen naar de bevoegde commissie, zowel wanneer Europa zijn ei heeft gelegd als wanneer de gewesten hun bezwaren hebben geformuleerd. Vervolgens zullen wij ook in de plenaire vergadering opnieuw moeten samenkomen om te beslissen wat we ermee doen.

Om die reden kunnen wij de tekst zoals die nu voorligt niet aanvaarden. U herschrijft namelijk bevoegdheidsregels via een gewone wet. Mij lijkt het geen goed idee om dat op deze manier aan de Kamer voor te leggen. Ik vind het veel beter om verder te overleggen met de gewesten en ervoor te zorgen dat u tot een akkoord komt. De Kamer zal de voorliggende waterstofwet waarschijnlijk wel goedkeuren. Er zal dan nog een potje gebakkeleid worden over wat er exact in zou moeten staan en hoogstwaarschijnlijk komt het dossier nadien terug naar de Kamer, zoals dat volgens mij met twee andere energiedossiers op exact dezelfde manier is gebeurd. Tot mijn grote spijt kan mijn fractie dus geen goedkeuring hechten aan het dossier. Wij kijken al uit naar het vervolg.

15.02 Méliissa Hanus (PS): Madame la ministre, chers collègues, répondre au défi climatique et réduire nos émissions de CO₂, cela ne peut se faire sans valoriser le déploiement de technologies plus durables. Beaucoup de pays l'ont compris et soutiennent dès à présent le développement de nouveaux outils énergétiques.

Les différents projets engagés par ce gouvernement en attestent, notre pays doit être considéré comme un pays ambitieux, impliqué dans la transition, qui tient un rôle de premier plan sur la scène européenne.

Outre l'exploitation de nouveaux parcs éoliens en mer du Nord, dont la production d'électricité devrait tripler d'ici 2030, le gouvernement s'est montré particulièrement proactif sur la question de l'hydrogène. Ce vecteur énergétique et son application dans la chimie, la production d'acier, de ciment, d'aluminium, de céramique ou de verre par exemple constituent de véritables atouts pour réduire le recours aux énergies fossiles.

De nombreuses mesures sont prévues pour faire de la Belgique un pionnier et une plaque tournante de l'hydrogène en Europe.

Aujourd'hui, quantité d'entreprises et d'institutions belges sont déjà actives tout au long de la chaîne de valeur de l'hydrogène, que leurs activités relèvent du développement des technologies de production et de consommation, de leur intégration dans des solutions plus complexes ou leur exploitation. Je pense notamment à l'entreprise John Cockerill de Seraing dont les projets en matière d'hydrogène témoignent de compétences de haut vol, des compétences wallonnes qu'il s'agit de faire valoir. Ses activités constituent une véritable plus-value pour le déploiement et l'intégration de l'hydrogène dans notre pays.

La Belgique jouit d'ailleurs déjà d'un réseau d'hydrogène reliant les régions de Zeebruges, Gand, Anvers et Charleroi. Déjà l'un des plus avancés au monde, ce réseau devrait être renforcé de 100 à 160 kilomètres dans

le Hainaut, à Liège, Anvers, Gand et Bruxelles.

En outre, le gouvernement travaille à de nouveaux investissements dans les installations portuaires, dans le stockage, l'importation et la production d'hydrogène et dans la recherche.

À l'échelle internationale, plusieurs partenariats ont été engagés avec des pays du Sud dont les conditions climatiques et météorologiques sont favorables à la production d'hydrogène durable.

Bref, faisant face aux défis et opportunités de la transition énergétique, le gouvernement, on peut le dire, saisit la balle au bond pour garantir à notre pays une position de leader en matière d'hydrogène.

Le projet de loi qui nous occupe aujourd'hui participe pleinement de cette dynamique en mettant en place une base législative solide à l'encadrement de notre réseau de transport d'hydrogène. Il s'agit là d'une étape importante et particulièrement ambitieuse. La régulation et le balisage du transport proposé constitueraient une première européenne et maintiendraient l'avance qu'a prise notre pays.

Aussi, nous saluons ce projet de loi et nous réjouissons qu'après avoir été discuté à de nombreuses reprises en commission de l'Énergie, ce projet puisse être soumis à l'assentiment de notre assemblée plénière, et ce, à plus forte raison que notre groupe a soutenu sous cette législature une proposition visant à prévoir un véritable plan hydrogène, appel auquel répond en partie ce texte.

Pour ces raisons, notre groupe soutiendra ce projet de loi.

15.03 Reccino Van Lommel (VB): Mijnheer de voorzitter, collega's, herinner u het voorstel van resolutie dat ik in 2020 in de Kamer indiende en dat werd behandeld in de commissie, waarbij wij heel duidelijk vragende partij waren om een regelgevend kader te scheppen voor alles wat met waterstof te maken heeft. In de resolutie verwezen we naar het memorandum van de CREG, dat daar ook vragende partij voor was.

Eén van de punten uit de resolutie was dat het de bedoeling zou moeten zijn om in ruggenspraak met de gewestregeringen in dit land de nodige wetgevende initiatieven te nemen om een versnelde uitrol van waterstoftechnologie mogelijk te maken. We hebben in de resolutie ook gevraagd om voor waterstof een strategie op korte en lange termijn uit te werken. Tevens hebben we gevraagd om subsidiair te handelen, wat betekent initiatieven nemen los van de EU, juist om een concurrentieel voordeel uit te werken en ons land klaar te stomen voor de uitrol van de waterstoftechnologie. In die zin ben ik echt een believer in waterstof, omdat dit nu eenmaal veel mogelijkheden heeft. Ik denk daarbij aan de industrie, zwaar vervoer, de Antwerpse haven, die absoluut nood hebben aan waterstof, een nood die in de toekomst enkel zal toenemen.

Ik hoor dat sommige collega's het allemaal wat te vroeg vinden, maar uit de sector hoor ik andere geluiden. Enkele weken geleden zat ik met de sector rond de tafel en toen werd duidelijk gezegd dat die noodzaak er was. Het maakte hen de facto niet uit of het om grijze, blauwe of groene waterstof ging, er moest gewoon waterstof zijn.

Een andere mogelijkheid in de toekomst is de opslag van energie, die in de toekomst steeds belangrijker wordt. Ook daar zal waterstof een belangrijke rol in spelen. Dit is trouwens sowieso beter dan batterijopslag. Ik geloof niet in het verhaal van batterijopslag, waterstof leent zich daar veel beter toe. Eveneens in de toekomst zal waterstof ook kunnen worden gebruikt als verwarmingsbron, niet onbelangrijk.

We zijn het allemaal wel eens over de vele mogelijkheden die waterstof biedt. Ik wil me er echter wel voor hoeden de ene afhankelijkheid in te ruilen voor de andere. Ik verklaar me nader. We zijn nu heel erg afhankelijk van fossiele brandstoffen uit andere landen. Ik kan alleen maar hopen dat we in de toekomst geen nieuwe afhankelijkheid zullen creëren doordat we waterstof massaal zullen moeten importeren. We hebben immers te weinig energie om zelf voldoende waterstof te produceren.

In de debatten, ook in de vele debatten die we daarrond in de commissie hebben gehad, wordt heel vaak verwezen naar de bevoegdheidsverdeling. We zitten hier inderdaad in een grijze zone. We leven in een ingewikkeld land. In het kader van de uitklaring van de bevoegdheden zijn er wel nota's uitgewerkt, en die zijn ook richting de gewesten gegaan. Ze zijn echter nooit gevalideerd. Het is spijtig dat men daar niet tot een vergelijk is gekomen. Daardoor blijven we toch wel kritisch in dit voorstel ten opzichte van de bevoegdheden.

Hoe dan ook toont u met dit voorstel wel dat ons land de ambitie heeft om een leidende rol op te nemen in de uitrol van waterstof. Dat was ook de ambitie van de gewestregeringen. We moeten vooral niet wachten op Europese regelgeving. Die zal er natuurlijk wel komen, maar wat houdt ons tegen om de eerste te willen zijn? We moeten nu eenmaal durven uit te gaan van onze eigen sterkte en mogelijkheden. In die zin bedank ik u omdat u de pioniersrol wil opnemen inzake waterstof.

Dit wetsontwerp gaat toch wel uit van een aantal belangrijke invalshoeken waarnaar wij hebben verwezen in ons voorstel van resolutie. Dit wetsontwerp is een eerste stap in die zin om dat mogelijk te maken. We blijven natuurlijk kritisch ten opzichte van de bevoegdheidsverdeling. Zoals de tekst voorlag in de eerste lezing zouden wij hem niet hebben goedgekeurd. Er zijn dan een aantal amendementen ingediend die nadien terug in de commissie zijn behandeld. Daardoor zijn we uiteindelijk toch overgeheld naar een kritische voorstem. In die zin zullen wij het ontwerp vandaag steunen.

15.04 Thierry Warmoes (PVDA-PTB): Mevrouw de minister, beste collega's, dit is een belangrijk wetsontwerp over de oprichting van een nieuw energievervoersnet. Ik ben trouwens blij dat wij hier net op mijn verjaardag over stemmen. Ik heb er toch een aantal kritische bedenkingen bij. Dit is ook een goede gelegenheid om de visies van de PVDA inzake waterstof op een rijtje te zetten.

Voor ons kan waterstof in ons land effectief een essentiële rol spelen om bepaalde sectoren klimaatneutraal te maken waar elektrificatie niet haalbaar of economisch niet realistisch is. Waterstof kan zo een significante bijdrage leveren aan de realisatie van de Belgische en Europese klimaatambities. Daarover zijn wij het eens, mevrouw de minister.

Dit wetsontwerp over het transport van waterstof door pijpleidingen is dan ook nuttig en nodig. Groene waterstof, geproduceerd met hernieuwbare energie als wind en zon, is een cruciaal onderdeel voor het verduurzamen van onze industrie. Waterstof heeft een belangrijke rol te spelen in de duurzame energietransitie. Maar de algemene regel die geldt voor de transitie is: elektrificeren wat kan, waterstof enkel voor wat niet elektrisch kan. Zoals ik het begrepen heb, mevrouw de minister, zijn wij het daarover ook eens.

Het gebruik van waterstof voor auto's of gebouwenverwarming, bijvoorbeeld, is pure energieverspilling. Waterstof moet gereserveerd worden voor zware industrie en zwaar transport. De uitdaging is dan ook de voorafgaande ontwikkeling van hernieuwbare energie voor de productie van waterstof. De reden daarvoor is dat de productie van waterstof zeer energie-intensief is. Indien wij vandaag waterstof zouden produceren met elektriciteit van het net, zou dit onze CO₂-uitstoot verhogen. Dit is absoluut niet wenselijk. Groene waterstof kan enkel geproduceerd worden als er een overschot aan groene elektriciteit is, anders is het energetisch interessanter de schaarse groene elektriciteit rechtstreeks te gebruiken.

Ik kom tot de essentie, collega's. Ik kom stilaan met onze visie, die anders is dan de uwe, mevrouw de minister. Daarom moet de uitrol van waterstofproductie, en in extenso ook de uitrol van het waterstofvervoersnet, op een gecontroleerde, planmatige manier plaatsvinden.

Wij vonden het dus positief dat dit wetsontwerp orde wilde scheppen – ik zeg wel degelijk wilde, en niet wil; ik kom hier straks op terug – in een situatie waarin nu al honderden kilometers waterstofleiding eigendom zijn van privébedrijven, die deze natuurlijk volgens hun eigen noden en plannen ontwikkelen.

Omdat we enkel groene waterstof willen, geproduceerd op basis van wind- en zonne-energie, kunnen de *electrolysers* per definitie niet volcontinu werken, vermits wind- en zonne-energie *intermittent* zijn. Dat staat haaks op de private eigendom. Daarom gebeurt waterstofproductie het best ook in publieke handen. Op die manier spelen winstafwegingen geen rol en wordt waterstof enkel geproduceerd wanneer wenselijk, namelijk wanneer er voldoende hernieuwbare energie is.

Ik heb het hier vooral over de productie gehad, maar dit wetsontwerp gaat enkel over het transport van waterstof via pijpleidingen en niet over de productie ervan. Ook hier is een publieke planmatige aanpak echter nodig. Daarom moeten we de ontwikkeling van waterstofinfrastructuur als een strategische kwestie beschouwen en vinden wij dat de netbeheerder een publieke niet-commerciële entiteit moet zijn. We mogen niet de fouten herhalen die begin deze eeuw werden begaan met de liberalisering van de gas- en elektriciteitsmarkt. Alle andere partijen hebben onze amendementen om dat zo in de wet op te nemen jammer

genoeg verworpen.

We zien vandaag bij elektriciteitsnetbeheerder Elia dat er een fundamentele tegenstelling is tussen haar publieke rol als netbeheerder en haar private rol als beursgenoteerd bedrijf dat zoveel mogelijk winst wil maken. Het is al meermaals gebleken dat Elia, door haar karakter als privébedrijf, zoveel mogelijk kosten probeert af te schuiven naar de nettarieven en dus naar de consumenten. Elia heeft zelfs geprobeerd om snoepreispjes naar de Wereldtentoonstelling in Dubai door te rekenen in de tarieven. Gelukkig kijkt de CREG hier nauw op toe en is dat dus niet gepasseerd. Meer algemeen zien we bij Elia een terugkerend gebrek aan transparantie. Ook de regulator, de CREG, heeft dat al aangeklaagd.

Collega's, mevrouw de minister, wij zijn niet tegen de principes die in dit wetsontwerp naar voren worden geschoven – gelijke toegang tot het net, non-discriminatie, geregleerde tarieven, controle door een onafhankelijke regulator – maar we zijn ervan overtuigd dat de netbeheerder niet gedreven mag zijn door winstoverwegingen. Dat is nog veel belangrijker in het geval van waterstof, waarbij de uitrol, zoals ik al zei, op een gecontroleerde en afgemeten manier moet gebeuren, gezien de energie-intensiviteit van de waterstofproductie. Waterstof moet worden beschouwd als een schaarse waardevolle energiedrager die we enkel gebruiken indien elektrificatie niet mogelijk is. Dat betekent per definitie dat het waterstofnetwerk veel beperkter zal zijn. Een netbeheerder die commercieel belang heeft bij een zo groot mogelijke uitbouw van waterstofpijpleidingen of meer zelfs, bij de conversie van zijn bestaande aardgasnetwerken, staat haaks op het doel. Dat is nochtans wat het wetsontwerp toelaat.

Beste collega's, het wetsontwerp werd in tweede lezing reeds op 15 februari in de commissie aangenomen. Het had hier dus al lang in de plenaire vergadering aan de orde moeten zijn. Het stond begin maart al voor bespreking op de agenda, maar het werd er plots afgehaald. Dat was raar, maar voor ons niet helemaal onverwacht. Tijdens de werkzaamheden in de commissie – het werd hier al aangehaald – kregen we immers maar liefst twee brieven van een bedrijf, met name Air Liquide, niet toevallig de grootste eigenaar van de bestaande waterstofpijpleidingen in de Antwerpse haven. Air Liquide ging niet akkoord met het wetsontwerp, omdat het het beheer van zijn waterstofleidingen, weliswaar tegen vergoeding en binnen een bepaalde termijn, moest afstaan.

We zagen de bui al hangen toen het wetsontwerp van de agenda werd gehaald. Begin juni diende de regering inderdaad een reeks amendementen in. Zoals ik in de commissie al zei, technisch gezien zijn het amendementen van de regering, in de praktijk zijn het amendementen van Air Liquide, want ze zijn op maat van het bedrijf gemaakt.

Mevrouw de minister, u hebt daarover in de commissie wel mist gespuid, al kreeg u de woorden Air Liquide niet over de lippen. Het is echter voor iedereen wel zo klaar als een klontje. 2030 werd immers door de amendementen als einddatum van de overgangperiode geschrapt. Bestaande netten – lees: bestaande netten van Air Liquide – kunnen nu dus zonder einddatum uitgebreid worden, mits vergunning van de regering. Ook de onderhandelde nettoegang wordt weggelaten.

We hebben uiteraard tegen de amendementen gestemd, in tegenstelling tot collega's die hier daarnet het woord hebben gevoerd. Wij vinden het immers ongelooflijk dat de regering zo plat op de buik ging voor het lobbywerk en de dreigementen van een enkele onderneming. De hele regering en alle meerderheidspartijen zijn daarin betrokken, want de amendementen zijn tweemaal op de ministerraad besproken.

Ik herhaal het: voor ons mag er maar een enkele waterstofvervoersnetbeheerder zijn en dat moet een exclusief publiek bedrijf zijn.

Collega's, ik rond af.

Ondanks het schaamteloze gelobby van een enkel bedrijf, ondanks het feit dat de regering daaraan gevolg gaf – wij kunnen een bedrijf niet verwijten te lobbyen, maar het wel kwalijk nemen aan politici dat zij daaraan gevolg geven –, en ondanks onze andere visie betekent het wetsontwerp niettemin een vooruitgang, aangezien er voortaan wel een geregleerde waterstofnetbeheerder zal kunnen optreden.

Wij zullen ons dus bij de stemming onthouden: het had anders en beter gekund en dat moet het ook.

15.05 Christian Leysen (Open Vld): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, collega's, ik sluit mij aan bij de uiteenzettingen van voorgaande sprekers, die relevant zijn, ook al ben ik het niet altijd met hen eens.

We hebben inderdaad bij de eerste en tweede lezing onze bezorgdheid geuit over de coherentie met een Europese regeling die nog wordt uitgewerkt, en over de door de sector geformuleerde relevante opmerkingen.

Voor ons is de bevoegdheidsverdeling alleszins niet de hoofdzaak. Alleszins zijn we, in tegenstelling tot de voorgaande spreker, niet voor sluipende nationalisatie of monopolievorming in sectoren waar de concurrentie al kan spelen. Wij zijn er dan ook over tevreden dat dankzij het Parlement de regering haar tekst met een zes- tot zevental amendementen heeft aangepast, daarmee een antwoord biedend op sommige bezorgdheden. Het Parlement gaf hier het goede voorbeeld.

Collega's, men is zeer enthousiast over waterstof als energiebron en politici hebben er grote subsidies voor veil. Dat is goed, maar niet zonder gevaar. Uit mijn talrijke gesprekken met mensen uit de sector de voorbije weken en maanden heb ik geleerd dat er toch een waarschuwing past: het is niet omdat er subsidies beschikbaar zijn, dat alle innovatieprojecten en alle ideeën realistisch zijn. Laten wij ons er ook van bewust zijn dat de overschakeling van een gasnet naar een waterstofnet niet zomaar op een drafje kan. Er komt heel wat bij kijken.

Laten wij eerlijk zijn – ik volg nu even de vorige spreker –, het is bewezen dat de toegevoegde waarde van waterstof als kern van de decarbonisatie van onze industriële clusters in lokaal geproduceerde waterstof zit. Daar moeten wij dus zeker op inzetten. België zit op dat vlak trouwens goed, want grote havengebieden zijn onderling reeds verbonden met waterstofpijpleidingen.

Het dossier van opslag is complexer. Er moet goed worden afgewogen of vervoer versus productie van waterstof economisch, maatschappelijk en milieugewijs verantwoord is. Ik heb in dat verband samen met collega Verhaert een voorstel van resolutie ingediend, dat hopelijk binnenkort besproken kan worden. Welnu, een aspect van de koppeling van energie met waterstof moet toch nader worden onderzocht. Er zijn niet alleen financiële bedenkingen te maken bij het transport van waterstof; er wordt in dat geval ook een nieuwe geopolitieke afhankelijkheid gecreëerd.

Terwijl waterstof een grote rol in de decarbonisatie van een aantal industrietakken zal spelen, kan het zorgen voor een evenwicht bij de elektrificatie van ons energiesysteem. Het is evenwel niet de deus ex machina van de energietransitie. Dat moeten wij ook beseffen. Men moet ook los van subsidies en met een open blik aandacht blijven hebben voor economisch interessante, innoverende overgangstechnologieën, bijvoorbeeld nieuwe nucleaire toepassingen.

Beste collega's, op weg naar de langverwachte klimaatneutrale planeet hebben wij ook in het dossier met betrekking tot waterstof een gezonde dosis zakelijke nuchterheid nodig. Wij zullen onderhavig wetsontwerp goedkeuren.

15.06 Minister Tinne Van der Straeten: Mijnheer de voorzitter, ik zal enkele punten van antwoord geven.

Dit wetsontwerp is er gekomen omdat wij de wens hadden om een wetgevend kader uit te werken waarbinnen de waterstofbackbone ontwikkeld kan worden. Een waterstofbackbone is belangrijk om waterstof als grondstof in onze industriële centra te brengen. Het is ook de bedoeling om de industriële centra met elkaar te kunnen verbinden, niet alleen in eigen land, waarbij ik denk aan Antwerpen, Gent en Luik, maar ook met bijvoorbeeld het Rijngebied in Duitsland. Met Noordrijn-Westfalen hebben we daarover trouwens een memorandum of understanding ondertekend.

Tijdens de energiecrisis, de gascrisis, is het belang van de verbinding tussen België en Duitsland zeer duidelijk geworden. Op dit moment geldt dat voor gas, maar in de toekomst zal dat ook steeds meer voor waterstof het geval zijn, omdat de Duitse industriële clusters diezelfde grote vraag naar waterstof hebben.

Het is niet zo onlogisch dat wij een wetgevend initiatief voorleggen op het moment dat de regelgeving daarover op Europees niveau, waarnaar enkele sprekers hebben verwezen, nog niet is afgerond. De reden is dat wij al een sterk bestaand waterstofnetwerk hebben. Een tweede reden is de aanwezigheid in ons land van grote industrie en ook havens, Antwerpen, Brugge en Gent, die laatste tegenwoordig gefuseerd in North Sea Port.

Die verschillende havenclusters vormen een kern waar waterstof nodig is. De projecten zijn legio. In verschillende projecten zijn al beslissingen genomen, enkele projecten bevinden zich zelfs al in de fase van de laatste investeringsbeslissing. Ik vernoem een project bij ArcelorMittal om een DRI-oven te installeren, waarmee het bedrijf overschakelt van cokes op gas, maar het wil zo snel mogelijk overschakelen op waterstof. Om die waterstof tot op die site brengen, zijn vandaag ook al projecten lopende, namelijk het H2B-project. Ook in de Antwerpse haven bestaat een grote, sterke vraag naar waterstof in diverse industriële procedés. Bovendien mogen we niet vergeten dat ons land tevens een pionier is in waterstoftechnologie. De membranen die Agfa Gevaert in het Antwerpse maakt, worden bijna wereldwijd in elke *electrolyser* gebruikt. We zijn dus een pionier op veel vlakken.

Om die reden is het belangrijk om ook op wetgevend vlak voorop te lopen, zodat wij ons kunnen wapenen om te allen tijde over de toevoer van die molecule te kunnen beschikken. Net zoals wij na de Tweede Wereldoorlog de gastterminal hebben gebouwd, is het belangrijk om nu in te zetten op de waterstofbackbone.

In het kader daarvan hebben wij in de commissie opnieuw een zeer stevig debat gevoerd over de bevoegdheid. Mijnheer Wollants, u zegt dat wij iets hebben uitgevonden, maar wees gerust – ik denk dat u wel weet dat wat u zegt, niet klopt – dat wij niets hebben uitgevonden. Het ontwerp heeft een lange voorgeschiedenis van gesprekken, niet alleen met de verschillende gewesten van ons land, maar ook met de industrie en de netbeheerders. Om de juiste afbakening te vinden in de bevoegdheid – wanneer is iets transport en wanneer niet – hebben wij aan Synergrid, dat de verschillende netbeheerders vertegenwoordigt, om een advies gevraagd. Synergrid heeft dat naar voren geschoven, als netbeheerder en de netbeheerders in ons land hebben toch nog altijd bij uitstek de expertise om te kunnen aangeven wat de gewenste afbakening is. Het transportdruk criterium dat is uitgevaardigd in het kader van de bevoegdheidsafbakening is gebaseerd op de realiteit en op wat de netbeheerders, vertegenwoordigd door Synergrid, hebben meegedeeld; trouwens niet alleen aan ons, ook aan de gewesten.

Het klopt dat wij met de gewesten geen akkoord hebben gevonden over de bevoegdheid, maar er is zeer exhaustief overlegd geweest. Om een akkoord te kunnen maken, moet men natuurlijk met twee zijn. Ik heb als minister de keuze gemaakt om voort te gaan omwille van de industriële projecten die op tafel liggen. Er zijn immers industrieën en bedrijven die heel vaak naar mijn kabinet en mijn administratie komen, die ook hun stem laten horen in de verschillende sectorfederaties en die al heel lang vragende partij zijn voor een duidelijk wetgevend kader.

De manier om vooruit te gaan, was voor ons als volgt: wij wilden aan Synergrid vragen wat hun mening was en daarna het wetsontwerp voorleggen aan de Raad van State – dat moet uiteraard altijd – die ook naar de bevoegdheidsafbakening heeft gekeken en op dat punt geen opmerkingen had. Het is nooit de bedoeling om per se zaken te doen die de gewesten zouden kunnen doen. De bedoeling van het ontwerp is om een kader te creëren waarin een backbone, een waterstofsnelweg, kan worden aangelegd, waardoor industriële centra en de havens, binnen en buiten België, met elkaar kunnen worden verbonden. Wij kunnen de vraag ook omdraaien: in welke mate dragen de gewesten daaraan bij? Wat is het beleid van de gewesten ter zake? In plaats van de hete aardappel altijd naar elkaar door te schuiven, hebben wij dit ontwerp hier op basis van adviezen van de CREG, de netbeheerders en de Raad van State ingediend. Waarom hebben wij dat gedaan? Omdat het belangrijk is om dit kader te creëren.

Ik wil ook nog iets zeggen over de geopolitieke afhankelijkheid die uiteraard zeer belangrijk is en die bij elk initiatief top of mind moet zijn. Dat is precies de reden waarom wij in de afgelopen tijd onze waterstofstrategie hebben bijgesteld. Dat is in principe een importstrategie, omdat wij te weinig ruimte hebben om zelf waterstof in grote hoeveelheden te maken. We moeten dat dus kunnen importeren.

We hebben die verder verfijnd en daarvoor drie routes geïdentificeerd. Er is een Noordzeeroute, waar we met de landen rond de Noordzee werken aan de uitbouw van wind op zee. Een aantal van die landen kan zeer grote projecten realiseren en een overschot genereren. Zij hebben de intentie al geuit om dit in waterstof om te zetten. Ik denk dan aan Engeland, Ierland en Schotland. Dat is ook een ideale regio in Europa om België mee te verbinden en vandaar naar Duitsland te gaan. De tweede route is de zuidelijke route. Daarvoor heb ik onder meer met mijn Italiaanse collega gesproken, die ook verregaande plannen ter zake heeft. De derde route is de shippingroute, om derivaten, waaronder ammoniak, naar ons land te kunnen brengen.

Door in te zetten op diverse regio's, dichtbij en iets verder weg, brengen we redundantie in het systeem, om

inderdaad niet afhankelijk van één land, richting of netwerk te zijn. Dat hebben we immers gezien in Duitsland. Zij hebben hun netwerk aangelegd met alleen maar gas uit Rusland. Wij hebben in ons land een andere keuze gemaakt. Wij hebben ingezet op lng. Wij hebben met veel landen geïnterconnecteerd. We hebben ook een interconnectie met Noorwegen gemaakt. Dezelfde strategie willen we voor waterstof volgen, door uit verschillende richtingen naar onze industriële centra te komen, uit het noorden, uit het zuiden en over zee.

Zodra dit ontwerp gepubliceerd is, begint de procedure te lopen om de waterstofnetbeheerder aan te duiden. Die is er vandaag nog niet en we kunnen geen backbone aanleggen als we geen waterstofnetbeheerder hebben. Het is wel degelijk de bedoeling om een waterstofsnelweg aan te leggen die open en toegankelijk is voor iedereen. In afwachting van de Europese regelgeving ter zake, zullen we op dat ogenblik evalueren wat de overgangsperiode zal zijn voor de bestaande netten. Dat wil zeggen dat dit wetsontwerp de transitie zal versnellen.

Waterstof is cruciaal om onze zware industrie te decarboniseren. Het is cruciaal om onze zware industrie hier te kunnen verankeren. Het is dus ook cruciaal om nu duidelijkheid te verschaffen, zodat men investeringsbeslissingen kan nemen. Die keuze hebben we hier gemaakt. Het komende jaar zullen we daar verder versnelling in zien, met de waterstofnetbeheerder die zal worden aangeduid, met de investeringsplannen die zullen worden goedgekeurd, de investeringsplannen van de verschillende bedrijven en industrieën samen.

15.07 Bert Wollants (N-VA): Bedankt voor uw toelichting.

Het is natuurlijk wel een moeilijke zaak. U zegt dat u niks hebt uitgevonden, dat het een advies van Synergrid is. Synergrid is echter niet de partij die aangewezen is om de bevoegdheden in dit land uit elkaar te halen. Dat lijkt mij niet hun taak. Dan volgt men ook nog een redenering die men haalt uit de aardgasregelgeving, waar men eigenlijk weet dat waterstof omwille van de kleinere moleculen op hogere druk moet worden vervoerd. Dat maakt de situatie dus wel wat anders.

Ik zie ook de oproepen van bijvoorbeeld de Vlaamse regering aan uw adres om absoluut geen soloslim te spelen. Als u soloslim speelt en met een dergelijke piste eigenlijk een bevoegdheidsconflict uitlokt, zorgt dat er natuurlijk voor dat de transitie naar waterstof van de Vlaamse industrie net wordt vertraagd. De Vlaamse regering heeft u hier al een paar keer toe opgeroepen, maar u wenst daar geen gevolg aan te geven. Dat is natuurlijk uw eigen keuze, maar we zullen kijken hoe het dossier verder loopt en of we door deze stap te zetten sneller gaan dan een onderhandelde bevoegdheidsverdeling of niet. Dat zullen we in de toekomst weten.

Er zijn natuurlijk heel veel debatten te voeren over de rol van waterstof. Ik heb in het verleden ook al aangegeven dat, als we veel waterstof gaan importeren, we ons natuurlijk opnieuw blootstellen aan een afhankelijkheid die we misschien niet noodzakelijk moeten willen. Op een gegeven moment is in onze commissie bijna 100 % genoemd. De vraag is alleen hoe we waterstof in Europa zullen maken. Daarover kunnen de meningen ook uit elkaar lopen.

Ik hoor hier de dualiteit van opslaan in waterstof en opslaan in batterijen. Elk heeft zijn eigen rol. Enerzijds is waterstof niet de oplossing voor het opslaan van energie om daarmee het net te balanceren om aan *peakshaving* te doen en dergelijke. Die manier zal waarschijnlijk zeer energie-intensief blijken te zijn, omdat de omzettingen natuurlijk ook niet zonder verliezen zijn. Die verliezen kunnen voor bepaalde vormen van energieopslag met batterijen veel kleiner zijn. Anderzijds komen batterijen ook niet in aanmerking voor opslag tussen seizoenen. Het is dus een genuanceerd verhaal waarin we goed moeten bekijken hoe we het gaan doen. Het lijkt mij wel wat thuis te horen in de discussie en debatten rond flexibiliteit, die ongetwijfeld zullen volgen zodra we volgende week de hoorzitting hebben gehad met Elia, dat daar in haar ad- en flexstudie natuurlijk ook wel wat aandacht aan zal spenderen.

Het is volgens mij goed dat het Parlement een aantal krijtlijnen zet en op een technologie-neutrale manier bekijkt wat er binnenkort aan de orde zal zijn.

15.08 Thierry Warmoes (PVDA-PTB): Monsieur le président, à vrai dire, je ne savais pas trop quoi répliquer.

Mevrouw de minister, u hebt u enkel gericht tot de rechts-nationalistische partijen. Ik kan alleen maar zeggen dat onze visie is dat er één nationaal energiebeleid moet zijn. Dat is het meest efficiënte, zowel voor de

energiebevoorrading van ons land als voor de klimaatproblematiek. Op dat vlak ben ik dus eerder geneigd aan uw kant te staan.

Voor het overige, u hebt niet geantwoord op mijn uiteenzetting. U hebt het woord Air Liquide nog altijd niet over uw lippen gekregen. Het is niet de eerste keer dat we van visie verschillen over de energiesector. Het moet voor ons niet alleen nationaal zijn, maar ook publiek. Het geloof in de vrije markt delen wij niet, als enige partij denk ik, maar ik hoor in uiteenzettingen van andere collega's dat het daar niet over gaat.

Voilà une petite réplique improvisée, monsieur le président!

Le **président**: Merci, monsieur Warmoes, pour cette improvisation.

Quelqu'un demande-t-il encore la parole? (*Non*)
Vraagt nog iemand het woord? (*Nee*)

La discussion générale est close.
De algemene bespreking is gesloten.

Discussion des articles ***Bespreking van de artikelen***

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) **(3077/10)**
Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) **(3077/10)**

Le projet de loi compte 29 articles.
Het wetsontwerp telt 29 artikelen.

Aucun amendement n'a été déposé.
Er werden geen amendementen ingediend.

Les articles 1 à 29 sont adoptés article par article.
De artikelen 1 tot 29 worden artikel per artikel aangenomen.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.
De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

16 **Projet de loi modifiant des dispositions diverses concernant la modification de l'enregistrement du sexe (3356/1-3)**

16 **Wetsontwerp tot wijziging van diverse bepalingen over de aanpassing van de geslachtsregistratie (3356/1-3)**

Discussion générale ***Algemene bespreking***

La discussion générale est ouverte.
De algemene bespreking is geopend.

Mevrouw Marijke Dillen, rapporteur, verwijst naar het schriftelijk verslag.

16.01 **Christoph D'Haese** (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, ook al hadden we in de commissie voor Justitie een heel boeiende discussie over dit heel belangrijke onderwerp, veel vragen bleven nog onbeantwoord, reden waarom ik hier vandaag namens mijn fractie het woord voer.

Het is belangrijk om te weten waarover we spreken, dus ik geef de zaken even in getallen weer. Over hoeveel aanpassingen van registratie van geslacht spreken we? In de periode 2018-2022 werden er 2.796 veranderingen in de registratie van het geslacht opgetekend. In dezelfde vijf jaar waren er ook

acht personen die in acht dossiers opnieuw een aanpassing van de registratie van geslacht vroegen. Technisch heet dat een ET02, een gecorrigeerde code 5. De betrokkenen wilden dus terugkeren naar de registratie van het geslacht bij geboorte. In ons rijksregister is het momenteel niet mogelijk om het geslacht X te registreren. Daarover zijn dus geen cijfers beschikbaar. Vergeef mij de beeldspraak, maar het gaat vandaag dus niet over de mensen die uit de kast komen, maar over de mensen die weer in de kast kruipen. Dat zijn er dus eigenlijk acht. In een periode van vijf jaar waren er immers acht dossiers.

Ik hoor sommigen luidop denken *much ado about nothing*. Toch is dat helemaal niet het geval. Het is immers een bijzonder gevoelig debat, dat eigenlijk over iedereen van ons gaat. Het gaat immers niet enkel over trans- en intergenders, maar over iedereen. Ik zeg dat bij aanvang van de bespreking, omdat het van essentieel belang is dat wij als N-VA-fractie niet worden gestigmatiseerd alleen al omdat we tegen bepaalde dingen zijn.

Het gaat vandaag immers over de objectivering en concretisering van wat in onze hoogste wettelijke norm is vastgelegd, namelijk artikel 10 en 11, respectievelijk de gelijkheid en de niet-discriminatie. Het gaat ook over artikel 22 van de Grondwet en over artikel 8 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, namelijk de maximale eerbiediging van het privéleven. Het gaat erover om aan eenieder maximaal kansen te bieden om zich te ontplooiën tot wie hij of zij werkelijk is.

Voorliggend wetsontwerp houdt een dubbele aanpassing in naar aanleiding van het arrest van het Grondwettelijk Hof van 19 juni 2019.

De eerste aanpassing is de opheffing van de onherroepelijkheid van de procedure tot aanpassing van het geslacht. Wanneer die aanpassing wordt goedgekeurd, kan iemand dus één keer, vijf keer, honderd keer of driehonderd keer van inzicht veranderen. Hij of zij moet wel lang leven, maar het kan perfect. Dezelfde redenering wordt toegepast bij de aanpassing van de voornaam. Vroeger kon dat slechts één keer om transredenen worden aangepast. Nu kan dat ook één keer, vijf keer of honderd keer, wanneer iemand dat wil.

In 2017 keurde de Kamer, toen de dames Sleurs en vervolgens Demir staatssecretaris waren, een wet goed, waardoor het niet langer nodig was om aan bepaalde medische vereisten te voldoen voor de consecutieve aanpassing van het geregistreerd geslacht en de voornaam. De grenzen waren toen duidelijk. Er was een recht op fysieke integriteit en op lichamelijke autonomie. Dat werd met elkaar gecombineerd.

Het is goed de discussie over de versoepeling van de transgenderwet ook eens in een rechtsvergelijkend perspectief te plaatsen. Neem nu bijvoorbeeld Nederland. Nederland kan niet onmiddellijk worden gekwalificeerd als een conservatief land op het vlak van seksualiteitsbeleving. Het land neemt die rechten en vrijheden nogal goed op. Welnu, in Nederland is na drie jaar uitstel om aanpassingen te doen aan de transgenderwet, de discussie volledig beginnen te kantelen. Het voorstel staat er *hic et nunc* op losse schroeven. Ook bij ons leven ernstige bedenkingen in de maatschappij bij de praktische toepassing van een principe, een principe waar men niets op tegen kan hebben. Alleen wordt daar door de huidige meerderheid van vivaldipartijen niet of nog niet naar geluisterd. In Nederland wordt wel geluisterd.

Ik vertel dat, omdat de discussie een hele evolutie heeft ondergaan. Vroeger spraken wij over het begrip transseksueel, maar eigenlijk is dat een heel verouderd begrip, omdat het uitgaat van een binair denken: men is man of vrouw. Wie spreekt over een transseksueel, bedoelt steeds een persoon die medische aanpassingen laat uitvoeren aan alle fenotypische, dus uiterlijk waarneembare kenmerken. De combinatie van fenotypische en genotypische kenmerken maakt in de samenleving waarin we leven, of iemand man of vrouw wordt. Transseksueel is een verouderd begrip; daarover zijn we het hier allen eens. Wij zijn een moderne partij en houden niet vast aan die verouderde begrippen. We evolueren naar het begrip transgender.

Transgender is een paraplubegrip geworden in dit land. Het gaat daarbij zelfs om een bijzonder grote paraplu, want er staan heel veel mensen onder. Ik vernoem genderidentiteit, genderexpressie en biologisch geslacht. Dat laatste begrip wordt almaar minder gebruikt. Hoe dan ook hebben al die begrippen met gender te maken. Er zijn uiteenlopende vormen van seksualiteitsbeleving – dat is geen kritiek –, gaande van heteroseksualiteit, lesbische seksualiteit, biseksualiteit tot panseksualiteit en aseksualiteit. Sommige jongeren zijn dan weer queer, waarmee zij aangeven dat ze niet heteroseksueel zijn of niet voldoen aan de gendernormen. Daarnaast hebben we ook nog demiseksualiteit, litseksualiteit en autoseksualiteit. Ik zal u er niet verder over onderhouden, collega Liekens kan dat beter dan ik. Wel is het belangrijk dat u weet waarover u straks uw stem uitbrengt, over wat er onder die paraplu staat. Genderfluïde, dat is het generiek begrip. Alle termen worden

gebruikt door maatschappelijke bewegingen in een zoektocht naar vrijheid en gelijkheid.

In Nederland noemt men de discussie over de aanpassing van de transgenderwetgeving een giftig verhaal. Tegenstanders komen niet alleen uit conservatief-christelijke hoek, maar ook – u hoort het goed – uit feministische hoek. Dat verwondert u misschien. Ik hoor alvast graag het standpunt van mevrouw Schlitz, die op de sprekerslijst staat. Nu wil het geval dat socialisten, christendemocraten en liberalen in Nederland tegen zijn, maar wellicht zijn het in Nederland andere socialisten, andere christendemocraten en andere liberalen. Het gaat nochtans over zaken die vastliggen in de Grondwet en in het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens.

Waarom is er zoveel commotie over? Waarom is er zoveel maatschappelijke verontwaardiging over?

Dat heeft natuurlijk te maken met het feit dat, als u dit straks goedkeurt, u meer vragen zult creëren dan antwoorden geven. Ik geef een willekeurig aantal voorbeelden. Een elfjarige dochter kan plots een man tegenkomen in een kleedkamer. Men noemt dat in Nederland: het kleedkamerincident. Interessant om eens te bestuderen. Of een geval uit Schotland: de aanranding in een vrouwegevangenis door een transvrouw. U hoort het goed: de zaak-Isla Bryson, waarbij een man die veroordeeld was wegens zedenfeiten transvrouw werd en in de gevangenis mensen lastig viel. Dit is echt gebeurd. Wat zou u ervan denken, mocht een bekende mannelijke wielrenner meedoen aan alle vrouwenkoersen en vervolgens die koersen winnen? Dit kan perfect na de goedkeuring van dit ontwerp. Het kan nog erger. Ik geef een tip voor de partijen die het zich aantrekken. Iemand op de lijst van een politieke partij kan beginnen als vrouw en drie maanden later opnieuw man zijn wanneer de mandaten moeten worden verdeeld. Dit kan heel inspirerend werken. Maar ik meen niet dat dit echt de bedoeling is.

Kortom, het is meer dan een louter administratieve wijziging. Het gaat over een trend. Sommigen spreken zelfs over een mode. Moet M/V nog op de identiteitskaart? Daar is zoveel meer over te zeggen. Dat is de discussie die vandaag voorligt. U zult mij de saillante voorbeelden vergeven die ik zojuist gegeven heb.

Wat is de gemiste kans in het voorliggend ontwerp? Men heeft het arrest van het Grondwettelijk Hof, dat er al is sinds 2019, niet goed gelezen. Dat is spijtig. Men creëert nu een symboolwetgeving die uitermate fragmentarisch is, maar die eigenlijk weinig of geen belang zal dienen, zelfs niet in die acht dossiers waar ik daarjuist over sprak. Wij respecteren dat arrest. Wij vinden het goed dat er aanpassingen komen aan dat arrest. U zult echter ook gezien hebben dat er namens de ministerraad een advocaat werd aangesteld. En dat is toch niet de minste, namelijk professor Sottiaux, specialist in grondwettelijk recht. Hij heeft de belangen van de ministerraad verdedigd. Hij heeft een paar bijzonder interessante dingen in dat arrest laten optekenen.

Dit is eigenlijk de wetgeving van de gemiste kans. Ik heb de minister ondervraagd in de commissie. Ik heb gevraagd waarom hij geen geïntegreerde benadering doet, waarom hij de deskundigen niet hoorde. Dat was allemaal niet nodig, dat komt later. De realiteit is natuurlijk dat er geen politieke consensus is over de hervormingen die het Grondwettelijk Hof suggereert.

Wat staat er in dat arrest? Ik vat samen.

Er zijn gelijkenissen tussen intergenders en transgenders omdat bij beiden incongruenties bestaan tussen het geregistreerde geslacht en de genderidentiteit van de persoon. Er bestaan echter ook cruciale verschillen tussen beiden.

Het eerste cruciale verschil is dat om die ongelijkheid, die incongruentie weg te werken, heel andere en ingrijpendere aanpassingen van ons rechtssysteem nodig zijn voor intergenders dan voor transgenders. De aanpassingen die intergenders vragen, vergen een totale paradigmashift. Dat m/v-verhaal moet op de schop als men dat juridisch-technisch logisch wil doen. Men maakt dan geen traditionele indeling van de bevolking in mannen en vrouwen meer. De creatie van een derde geslachtsoptie of de afschaffing van de huidige officiële geslachtsregistratie heeft natuurlijk verregaande gevolgen voor heel het rechtssysteem. Dat blijkt eigenlijk de huidige wetgever niet te interesseren. U kijkt daar niet naar. U staat niet stil bij die gevolgen. Allerhande domeinen van het recht zullen moeten worden aangepast als de huidige geslachtsregistratie zou worden uitgebreid met een derde optie of zou worden afgeschaft. Bovendien brengen de vereiste aanpassingen ook allerlei niet-juridische moeilijkheden met zich mee en vereisen ze een totaal politiek debat dat tot op heden nog niet heeft plaatsgevonden. Dat debat hebben we nog niet gehad.

Het tweede verschil betreft de vaststelling dat er tot op heden nog geen sprake is van een mensenrechtelijke verplichting tot het doorbreken van dat registratiesysteem – ik wil daar niet te technisch over zijn – gebaseerd op de binaire sekscategorieën. Dat is er nog niet. Er zijn heel wat veroordelingen van het Europees Hof, maar er is nog niet iets dat zegt dat men dit moet afschaffen of laten varen. Het Europees Hof voor de Rechten van de Mens heeft nog geen uitspraken gedaan waarin expliciet wordt ingegaan op de erkenning van andere genderidentiteiten dan de mannelijke en de vrouwelijke.

Het derde belangrijke onderscheid is dat de incongruentie tussen het geregistreerde geboortegeslacht en de beleefde genderidentiteit per definitie volledig vrij is bij transgenders, maar vaak slechts gedeeltelijk bij intergenders.

Dat zijn drie belangrijke punten. Het mag niet te academisch klinken, maar over deze drie belangrijke punten is het debat niet gevoerd en eigenlijk worden die heel goed geobjectiveerd door een grondwetspecialist van wie honderden studenten de afgelopen maanden de cursus over de Grondwet hebben moeten leren: Sottiaux. Dat is de bron. Dat is wat aan alle studenten in de rechtsfaculteiten wordt geleerd. Ik lees geen cursus af, ik zeg u gewoon waar het staat.

Ik vat samen. Het verwondert mij dat iedereen meegaat in wat voorligt, zonder enige nuancering of debat. Het is puur partiële symboolwetgeving. Het is cosmetische wetgeving. Het is chaoswetgeving. Het is wetgeving die voor de galerij wordt gemaakt, maar die ten gronde niets essentieel en goed verandert.

De N-VA had wetgeving willen goedkeuren waarin de ontplooiing van elke persoonlijkheid centraal staat, maar die de M of V of X niet blootstelt aan gigantische maatschappelijke problemen, juridisch, sociaal en economisch, of zelfs relationeel.

Dat is de reden waarom wij dit wetsontwerp niet zullen goedkeuren.

Le **président**: J'ai sur ma liste d'intervenants Mme Schlitz, mais elle n'est pas présente en ce moment. Peut-être nous rejoindra-t-elle en cours de séance. Même chose pour M. Aouasti qui devrait, je l'espère, nous rejoindre avant la fin de la discussion générale.

Mevrouw Dillen is wel aanwezig, zij heeft dus het woord.

16.02 Marijke Dillen (VB): Mijnheer de minister, wij hebben in de commissie een uitvoerige discussie gehad over dit wetsontwerp. Wij hebben u belangrijke vragen gesteld, waarop u een aantal antwoorden hebt gegeven. Er bleven evenwel enkele vragen onbeantwoord.

Dit wetsontwerp komt gedeeltelijk tegemoet aan een arrest van het Grondwettelijk Hof waarin de wet van 25 juni 2017, de transgenderwet, deels ongrondwettig werd verklaard. Collega D'Haese is daar reeds uitvoerig op ingegaan. Het gaat hier slechts om een eerste fase en dat betreuren wij. Wij vinden het onbegrijpelijk dat u in fases werkt en de problematiek die door het Grondwettelijk Hof werd aangekaart niet in haar totaliteit benadert, maar ik kom daar straks nog op terug.

Er is een beperkt advies van de Raad van State. U hebt gezegd dat het normaal is dat het zich beperkt tot de rechtsgrond, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten. Er is geen enkele aanpassing gebeurd aan de tekst van het voorontwerp. Het was echter wenselijk geweest dat de Raad van State ook wat de artikelen zelf betreft een grondiger onderzoek had gedaan. Dit wetsontwerp kan in de praktijk immers aanleiding geven tot heel wat praktische bezwaren.

Tijdens de bespreking in de commissie hebben we al gewezen op bijvoorbeeld de gevolgen voor sportprestaties, of op een medisch spoedgeval waar bij controle van de identiteitskaart door de arts op het geslacht er problemen kunnen ontstaan als dat fysiek niet overeenstemt met bepaalde kenmerken. Dat zijn maar enkele voorbeelden. Collega D'Haese heeft zonet nog andere voorbeelden gegeven, zoals de samenstelling van de kieslijsten. Hoe ziet u dat? Daarbij moeten immers bepaalde regels worden gerespecteerd. Wat zullen de consequenties daarvan zijn?

Ik wil hierbij opmerken dat u zelfs anticipeert op een mogelijke ongrondwettigheidsverklaring van de

artikelen 135/1 en 370/7 van het oude Burgerlijk Wetboek, met andere woorden er is geen echte noodzaak.

Dit wetsontwerp gaat toch bijzonder ver in de aanpassing aan de kritiek van het Grondwettelijk Hof. U schrapt zonder enige vorm van beperking de volledige onherroepelijkheid van de aanpassing van de geslachtsregistratie en van de beperking tot voornaamsverandering om transredenen. In de toelichting lees ik dat het principe van het onherroepelijk karakter van de geslachtsregistratie niet redelijk verantwoord is. Dat kan misschien wel zijn en een tweede mogelijkheid kan wenselijk zijn. Die bestond in het verleden reeds via een procedure voor de familierechtbank, maar dan in heel uitzonderlijke omstandigheden. In de praktijk kan het natuurlijk dat sommige familierechtbanken die uitzonderlijke omstandigheden heel breed interpreteren en andere bijzonder strikt.

U gaat nu echter heel ver, mijnheer de minister. Wat hier op tafel ligt, vinden wij toch wel heel radicaal. De procedure wordt heel soepel. Ik heb de moeite gedaan om het arrest van het Grondwettelijk Hof grondig te lezen en daaruit blijkt dat het Hof geen onbeperkte aanpassingen vraagt. Het Grondwettelijk Hof heeft ook nergens gesteld dat er geen waarborgen mogen worden ingebouwd, bijvoorbeeld minimale voorwaarden, zoals een bedenktijd.

Wat hier voorligt, gaat kort door de bocht. Nogmaals, het Grondwettelijk Hof vraagt geen mogelijkheid tot onbeperkte aanpassingen. Het stelt alleen dat de onherroepelijkheid beperkt tot een wijziging niet grondwettelijk is.

Nu kan theoretisch iemand verschillende malen een wijziging vragen, met daaraan al dan niet gekoppeld de voornaamwijziging. Het inbouwen van minimale voorwaarden zou wenselijk en beter zijn.

Om daarover geen enkel misverstand te laten bestaan, wil ik het volgende uitdrukkelijk beklemtonen. Zonder afbreuk te willen doen aan de vele problemen waarmee echte transgenders kampen – ik wil die voor alle duidelijkheid niet minimaliseren – is het met het voorliggende wetsontwerp ook mogelijk dat labiele personen – er lopen zo wel wat mensen rond – met de regelmaat van de klok een aanpassing van de geslachtsregistratie kunnen vragen. Collega D'Haese sprak daarnet over 50, 100 keer, maar ik denk dat dat in de praktijk niet mogelijk is, want er is een termijn van zes maanden.

U hebt dat heel duidelijk in de commissie gezegd, maar ik denk dat we het er allebei toch over eens zijn dat zes maanden een heel korte periode is. Dat gaat heel vlug voorbij. Dat betekent in de praktijk dat er twee keer per jaar een wijziging mogelijk is. Op een aantal jaren kunnen mensen, die als vrij label worden gezien, die aanpassing vragen.

Collega's, ik heb toch de indruk dat u met dit wetsontwerp snel snel een wijziging aan de transgenderwet wilt aanbrengen, zonder na te denken hoe men daarop een antwoord kan geven.

Een andere bedenking is dat de ambtenaar van de burgerlijke stand opnieuw extra belast wordt met de toepassing van dit wetsontwerp in de praktijk.

Nog een bedenking. In de toelichting lees ik als argument dat voor personen met een fluïde genderidentiteit de procedure voor de familierechtbank te zwaar en te vergaand is. Ik heb daar toch mijn twijfels bij, want over zo veel dossiers gaat het niet. Ik heb u tijdens de bespreking in de commissie meer toelichting gevraagd, maar ik ben daar op mijn honger blijven zitten, mijnheer de minister. Misschien kunt u mij vandaag een antwoord geven. Misschien kon u ondertussen op het terrein nagaan wat deze procedure voor de familierechtbank inhoudt en waar de moeilijkheden liggen.

Ik lees voorts dat de twee procedures, enerzijds de voornaamswijziging en anderzijds de aanpassing van het geslacht volledig los van elkaar moeten worden gezien. Dat is een terechte opmerking. Een voornaam kan dus worden aangepast, los van een eventuele aanpassing van het geslacht en de registratie. Dat betekent concreet dat iedereen zijn voornaam kan en mag laten wijzigen door een verklaring voor de ambtenaar van de burgerlijke stand. Dan heb ik toch wel ernstige vragen vanuit het gelijkheidsbeginsel, mijnheer de minister. Bij een voornaamswijziging bij de ambtenaar van de burgerlijke stand, die betalend is, geldt – dat hebt u verklaard in de commissie, dat zult u straks misschien nog verduidelijken – een verminderd tarief voor transgenders. Ik heb het verslag nog eens nagelezen. Dat hebt u uitdrukkelijk beklemtoond. Mijnheer de minister, dat is een regelrechte discriminatie. Waarom krijgen transgenders een verminderd tarief en waarom

moeten andere personen die ook hun voornaam willen veranderen meer betalen? Ik ben ervan overtuigd dat dit de toets van het Grondwettelijk Hof opnieuw niet zal doorstaan. Er mag geen onderscheid worden gemaakt tussen transgenders en andere personen. Ook hier moet het principe gelden dat iedereen gelijk is voor de wet, mijnheer de minister.

Er is nog een andere vraag waarop u slechts gedeeltelijk hebt geantwoord. Wat zal er gebeuren met de lopende procedures of de procedures die nog worden ingeleid voor de inwerkingtreding van deze wet? Bij de bespreking in de commissie heb ik al gezegd dat er geen overgangsbepalingen voorzien zijn. Zal deze wet op deze procedures onmiddellijk van toepassing zijn, zodat alle hangende procedures vervallen? De cijfers zijn relatief beperkt, maar ik wil wel een duidelijk antwoord op deze vraag. Het zou misschien wel nuttig zijn in gerechtelijke arrondissementen waar dergelijke procedures lang aanslepen. Blijft misschien de oude wetgeving hierop van toepassing?

Tijdens de bespreking in de commissie hebt u geantwoord dat personen die een gerechtelijke procedure hebben aanhangig gemaakt deze *kunnen* stopzetten en zich *kunnen* wenden tot de ambtenaar van de burgerlijke stand. Zal dit een automatisme worden? Zullen deze allemaal automatisch worden beëindigd of ligt het initiatief bij de aanvrager? Kan u daar wat meer duidelijkheid over verschaffen?

Dit wetsontwerp is slechts een eerste fase om de wetgeving aan te passen aan de kritiek van het Grondwettelijk Hof. De mogelijkheid voor de erkenning van non-binaire personen wordt uitgesteld met als argument dat dit een dieper onderzoek vergt met alle actoren. U hebt zich geëngageerd om dit bijkomende onderzoek te voeren. In de toelichting wordt het niet meer registreren van het geslacht in de geboorteakte van een kind geopperd. Ik wil u hiervoor waarschuwen. Dit vraagt een heel diepgaande analyse. Dit kan immers zeer verregaande gevolgen hebben, zoals het afstammingsrecht. Daarnaast is er in ons land meer wetgeving waar het biologische aspect belangrijk is. Analyseer dit zeer grondig.

Wat is hierbij de timing? U hebt immers nog heel veel werk op de plank liggen, als we al uw aankondigingen mogen geloven. Zal dat nog voor deze legislatuur zijn? Zult u garanderen dat hiervoor een grondig parlementair debat zal worden gevoerd waarbij alle aspecten van deze problematiek aan bod zullen komen? In elk geval is dit geen dossier dat snel snel door de commissie en door het Parlement mag worden gejaagd.

Ook al komt u met dit wetsontwerp tegemoet aan datgene waartoe u verplicht bent ten gevolge van het arrest van het Grondwettelijk Hof, wij hebben toch nog een aantal fundamentele bedenkingen en vragen waar geen antwoord op gekomen is. Onze fractie zal dit ontwerp dan ook niet goedkeuren.

Le président: Chers collègues, les services me demandent de rappeler qu'un scrutin secret se tient à la salle 3. J'invite donc les collègues qui n'ont pas encore eu l'occasion d'aller voter de le faire jusqu'à 18 h 00. Il reste 11 minutes avant la clôture du vote.

Je vois que M. Aouasti est arrivé. Je lui donne donc la parole.

16.03 Khalil Aouasti (PS): Monsieur le président, monsieur le ministre, chers collègues, je commencerai mon intervention en indiquant que, normalement, c'est Mme Zanchetta qui défend ce dossier. Comme elle est malheureusement souffrante, je lui adresse mes vœux de prompt rétablissement.

Mon groupe et moi-même nous réjouissons de voter ce projet qui constitue une avancée pour les personnes transgenres dans leur droit à l'autodétermination. En effet, bien qu'ayant constitué un progrès à l'époque, la loi du 25 juin 2017 a très vite montré certaines lacunes. Plusieurs recours ont été introduits devant la Cour constitutionnelle, qui a annulé certaines dispositions qui rendaient en principe irrévocable la modification de l'enregistrement du sexe et ne permettaient un changement de prénom pour des raisons de transidentité qu'à une seule reprise. Cette loi était discriminante pour les personnes dont l'identité de genre évolue dans le temps. C'est ce qu'a indiqué la Cour constitutionnelle.

Le présent projet de loi vient donc combler cette lacune et répondre partiellement à l'arrêt de la Cour constitutionnelle en supprimant le principe de l'irrévocabilité du changement de sexe, l'obligation de choisir un prénom en adéquation avec l'identité de genre et, enfin, la limitation à une seule fois du changement de prénom pour des raisons de transidentité, y compris pour les mineurs non émancipés.

Si ces modifications, évidemment bienvenues, s'inscrivent pleinement dans le respect des droits des personnes transgenres, nous regrettons que le projet n'apporte qu'une réparation partielle à l'arrêt de la Cour constitutionnelle, qui précise que, pour les personnes dont l'identité de genre est non binaire, une possibilité d'adapter leur enregistrement de sexe doit être prévue. En effet, dans l'acte de naissance, celui-ci est pour le moment limité aux catégories binaires. On ne peut obliger des personnes - et cette question se pose - à devoir arrêter un choix ne correspondant pas à leur identité de genre intimement vécue.

Pour le reste, mon groupe et moi soutiendrons bien évidemment ce projet de loi, en espérant que des solutions en discussion au Parlement pourront rapidement aboutir en vue d'apporter une réponse complète à ces personnes et mettre ainsi fin à cette inconstitutionnalité. Je vous remercie de votre attention.

16.04 Vanessa Matz (Les Engagés): Monsieur le président, chers collègues, c'est évidemment pour nous, Les Engagés, une avancée significative que nous soutiendrons sans réserve. En effet, la Cour constitutionnelle a considéré qu'il doit être possible de modifier à plusieurs reprises l'enregistrement du sexe dans l'acte de naissance suivant la même procédure que celle applicable à une première modification. C'est une avancée significative et c'est aussi une demande des personnes transgenres.

À l'instar de mon collègue Aouasti, nous avons rappelé en commission, monsieur le ministre, que si cette première partie est une conséquence de l'arrêt de la Cour constitutionnelle, il reste évidemment une seconde partie qui est très importante. Vous avez, à ce titre, rappelé que cette seconde partie était confiée à l'Université de Gand pour tenter de trouver une solution juridique. En effet, plusieurs chemins juridiques pourraient être empruntés pour faire droit à la demande de la Cour constitutionnelle.

J'entends par ailleurs, et je pense que c'est M. D'Haese qui l'a rappelé, que cette demande juridique, si elle est nécessaire, cacherait l'absence d'accord au sein de la majorité pour mettre en œuvre la deuxième partie de l'arrêt de la Cour constitutionnelle, pourtant essentielle. Évidemment, la Cour constitutionnelle ne se substitue pas au législateur pour indiquer la manière d'y arriver, mais précise que l'absence dans la législation d'une possibilité d'adapter l'enregistrement du sexe sur la base d'une identité de genre non binaire doit évidemment être prévue, sous peine d'inconstitutionnalité ou de discrimination.

Je réitère donc ma demande. Pensez-vous que, lors de cette législature, votre majorité pourra aboutir sur cette deuxième partie essentielle, pour être en adéquation non seulement avec la demande des personnes transgenres, mais aussi avec l'arrêt de la Cour constitutionnelle?

Il y avait une deuxième demande qui portait sur l'obligation d'avoir l'avis d'un pédopsychiatre, pour les mineurs, à chaque changement. Vous avez dit que réfléchir à la suppression de cet avis à chaque demande était une éventualité. Pourriez-vous nous confirmer que cela pourrait être intégré dans la deuxième partie que nous attendons de pied ferme, même si nous sommes bien conscients que le chemin juridique pour y arriver ne sera pas facile?

16.05 Sophie Rohonyi (DéFI): Monsieur le président, monsieur le ministre, les discriminations dont font l'objet les personnes transgenres et intersexes sont nombreuses. Je pense de manière non exhaustive à l'exclusion sur le marché du travail et sur le marché du logement, aux violences physiques et verbales, en passant par l'exclusion de certaines salles de sport ou encore de certains soins de santé. Les personnes transgenres et intersexes sont également confrontées à des tracasseries administratives qui leur compliquent la vie, mais aussi et surtout qui peuvent entraîner une certaine frustration, voire un mal-être lié à l'impossibilité de voir son identité reconnue.

Lorsque l'État ne veut pas reconnaître l'identité de genre d'une personne, c'est finalement cette personne et toute son histoire que l'on invisibilise. En supprimant le caractère irrévocable du changement de sexe et de prénom, mais aussi le choix d'un prénom qui soit en adéquation avec l'identité de genre, le projet de loi à l'examen répond à la nécessité de respecter le droit à l'autodétermination.

Malgré ces avancées que mon groupe salue, force est de constater que ce projet est incomplet notamment au regard des personnes non binaires. Je fais ici référence au fameux arrêt qui a été explicité par certains de mes collègues, à savoir l'arrêt rendu le 19 juin 2019 par la Cour constitutionnelle qui avait jugé que la loi transgenre de 2017 ne pouvait pas limiter l'enregistrement du sexe dans l'acte de naissance aux catégories uniquement homme ou femme.

En novembre 2021, la Vivaldi affichait son ambition de se conformer à cet arrêt. Comment? En supprimant la mention de sexe sur la carte d'identité. Toutefois, cette ambition a finalement été expurgée de ce projet de loi.

Monsieur le ministre, j'ai interrogé votre collègue, la secrétaire d'État à l'Égalité des chances, et je lui ai demandé quelles étaient les raisons de ce changement soudain de cap. Elle m'a alors expliqué qu'elle travaillait à l'élaboration de solutions. De votre côté, en commission, vous avez affirmé que ce projet ne consistait qu'en une première phase de modification législative envisagée à la suite de ce fameux arrêt de la Cour constitutionnelle. Cela signifie-t-il concrètement qu'il y aura, encore sous cette législature, une deuxième phase de modifications législatives qui prévoira cette fois, comme vous vous y étiez engagé initialement, la suppression du genre sur la carte d'identité? Je pense sincèrement que l'on peut tout à fait aller vers cette mesure tout en continuant à collecter les précieuses données liées au genre et en prévoyant la lecture de ces données via la puce de la carte d'identité par une personne qui serait, bien évidemment alors, légalement habilitée à le faire.

Outre cet aspect pour lequel nous restons sur notre faim, monsieur le ministre, mon groupe soutiendra ce projet de loi parce qu'il est indéniablement positif.

Le **président**: Monsieur le ministre, puis-je vous inviter à réagir aux interventions de nos collègues?

16.06 Minister **Vincent Van Quickenborne**: Mijnheer de voorzitter, collega's, de voorliggende wet schrijft zich in een lange traditie in, die is gestart begin jaren 90 op initiatief van de toenmalige senatoren Lucienne Herman-Michielsens en Roger Lallemand. Toen hebben wij in ons land abortus erkend. U weet doorheen welke turbulente periode wij zijn gegaan. Sindsdien is ons land een voorloper op het vlak van de vrije keuzes die burgers kunnen maken over hun leven, over de dood en over hun huwelijkspartner. Ik ben daar trots op. Toen ik in 1999 in het Parlement kwam, heb ik met veel overtuiging die belangrijke ethische dossiers mee mogen goedkeuren. Dat was voor mij een voorrecht.

De wet die vandaag voorligt, is opnieuw een belangrijke stap om de rechten van transpersonen te waarborgen en hen de vrijheid te geven de genderidentiteit te erkennen. De wet bouwt voort op voorzichtige stappen die zijn gezet in een nog niet zo ver verleden.

Ik ga even terug in de tijd. In 2007 was er een wet betreffende de transseksualiteit die ervoor zorgde dat men het geslacht kon aanpassen bij een ambtenaar van de burgerlijke stand in plaats van via een gerechtelijke procedure. In 2017 is de wet aangepast, omdat personen nog altijd medisch van geslacht moesten wijzigen om ook de identiteit te kunnen wijzigen. Dat gebeurde onder de vorige regering in 2017 via de wet van 25 juni. Mijnheer D'haese, toen is de vereiste van een medische aanpassing afgeschaft. Toen is de band doorgesneden met het feit dat personen om van genderidentiteit te kunnen veranderen hun geslacht moesten laten wijzigen. Toen is die fundamentele keuze gemaakt. Er zijn toen wel een aantal waarborgen ingeschreven. Het zijn echter precies die waarborgen die nu zijn vernietigd door het Grondwettelijk Hof. Het Grondwettelijk Hof heeft bepaald dat de wet discriminerend is en heeft expliciet gesteld dat de onherroepelijkheid, zijnde het feit dat personen slechts één keer van geslacht kunnen wijzigen, uit de wet moet worden gehaald.

Mevrouw Dillen, het Grondwettelijk Hof heeft gesteld dat de wetgever zich niet kan beperken tot één wijziging of twee, drie of vier wijzigingen. Het is immers net voor genderfluïden dat deze onherroepelijkheid moet worden geschrapt.

Collega's, wij zetten het arrest van het Grondwettelijk Hof om, niet meer en ook niet minder. De Raad van State is in zijn advies glashelder en dat is omdat hij – terecht – oordeelt dat wij het Grondwettelijk Hof respecteren.

Er wordt in onze wet wel degelijk in waarborgen voorzien om lichtzinnige wijzigingen te vermijden. Er is een advies nodig van het parket en ook de ambtenaar van de burgerlijke stand kan de aanpassing weigeren bij de beoordeling van de aanvraag. Er zijn dus wel degelijk controlemechanismen ingebouwd om misbruik tegen te gaan. Er werd ook verwezen naar de wachtperiode, die wettelijk is verankerd.

Collega Dillen, de regeling met betrekking tot voornaamswijziging waarnaar u verwijst, is voorzien in de wet uit 2010 en werd niet vernietigd door het Grondwettelijk Hof. Daar houden wij aan vast.

Het is juist dat dit een eerste stap is. Het Grondwettelijk Hof had in zijn arrest van 19 juni 2019 ook vastgesteld dat de afwezigheid van enige erkenning van personen met een non-binaire genderidentiteit ook het gelijkheidsbeginsel schond. Ook dat moet worden geremedieerd. Dat is natuurlijk moeilijker werk dan het werk dat wij nu verrichten met dit wetsontwerp.

Daarom hebben wij aan het UZ Gent, onder leiding van professor Guy T'Sjoen, en aan het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen een advies gevraagd, om alle opties, met de voor- en nadelen, te bekijken. Er zijn hieraan immers inderdaad verregaande implicaties verbonden. Wij bekijken of het mogelijk is om het geslacht niet meer in de geboorteakte te vermelden, niet meer in het Rijksregister en/of niet meer op de identiteitskaart te vermelden. Dat is belangrijk omdat het samengaat met de keuze voor een neutraal afstammingsrecht. De collega's van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen hebben in dit dossier de lead.

Collega's, ik heb de indruk dat sommigen het debat aanvatten of voerden met enige schroom. Laat die schroom los. Dit is een open debat. Mensen hebben het recht om voor te zijn en mensen hebben ook het recht om tegen te zijn. Er waren destijds, in 1991, ook mensen tegen abortus. In 2000 waren er ook mensen tegen het homohuwelijk. Er waren ook mensen tegen homoadoptie. Er zijn vandaag nog steeds mensen in het Parlement die daar problemen mee hebben. Nietwaar, mevrouw Sneppe? U zei het zelf nog en knikt bevestigend. Dat is een keuze die mensen maken. Dit is een vrij Parlement en mensen moeten zich hierover vrij kunnen uitspreken. Dat is hun goed recht. Daarvoor hebben wij een democratie. Als u hiertegen bent, moet u het echter wel duidelijk zeggen en u niet verstoppen, u niet in de kast verstoppen. Dan moet u daar voor uitkomen.

Deze regering is heel uitdrukkelijk voor deze belangrijke stap voorwaarts.

Il est vrai, madame Matz, qu'un deuxième changement doit se faire. Je vous remercie, ainsi que Mme Rohonyi, pour le soutien de l'opposition.

Ce sont les collègues de l'Intérieur et de l'Égalité des chances qui ont le *lead* pour ce qui va suivre. Bien évidemment, je voudrais aussi que ce changement ait lieu encore sous cette législature.

16.07 Christoph D'Haese (N-VA): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord.

Ik heb heel duidelijk geargumenteed dat ik niets heb tegen het terecht geponeerde principe van het zelfbeschikkingsrecht, zoals het Grondwettelijk Hof dat heeft vertaald in het arrest en dat een vertaalslag krijgt. Laat daar niet de minste twijfel over bestaan.

U zegt echter dat er voldoende administratieve waarborgen zijn om dat te garanderen. Dat is net de kern van de zaak. Het principe wordt niet in vraag gesteld, maar wel de manier waarop u dat principe beveiligt om fraude en misbruiken tegen te gaan. We hebben dat in 2007 en 2017 gesteund. Dat is het punt niet, het geniet zeker onze steun, maar het gaat over de collaterale voorwaarden om misbruiken en willekeur tegen te gaan.

Het gaat ook over een geïntegreerde en volledige benadering. Verschillende collega's hebben dat gezegd. Het zou veel beter zijn geweest dat we uit dat universitair onderzoek de nodige deducties hadden kunnen maken en daar goede wetgeving uit kon voortkomen. Dat is er nu niet, dus de kans is reëel dat we deze wetgeving zullen moeten vergrendelen, aanpassen of verstrengen.

Dat dit een stap voorwaarts is, daarmee kan ik leven, maar het tegengaan van misbruiken en willekeur wordt nu niet op een correcte manier gewaarborgd

16.08 Marijke Dillen (VB): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord.

Ik sluit mij aan bij de opmerkingen van collega D'Haese. Ik zal niet in herhaling vallen, maar ik had toch graag een duidelijk antwoord gehad op mijn vraag over de voornaamswijziging. Ik heb geen kritiek gegeven op de voornaamswijziging en ik weet dat de wetgeving ter zake hetzelfde blijft. Ik vind alleen dat het niet kan dat bij een voornaamswijziging, waarvoor – terecht – moet worden betaald, transgenders een verminderd tarief krijgen. Ik vind dat hetzelfde tarief voor iedereen moet gelden. Dat was mijn punt van kritiek en ik had daarover van u toch graag een duidelijk antwoord gekregen. Ik zie niet in waarom zij minder moeten betalen.

16.09 Minister **Vincent Van Quickenborne**: (...)

16.10 **Marijke Dillen** (VB): Dan moet die wet worden gewijzigd.

U bent een groot voorstander van iedereen gelijk voor de wet. Dat horen we te pas en te onpas. Dit is misschien wel een theoretische discussie, ik heb momenteel geen zicht op de tarieven maar het zal waarschijnlijk niet over fortuinen gaan. Het gaat mij echter om het principe dat iedereen gelijk is voor de wet. Een transgender mag geen verminderd tarief krijgen in vergelijking met iemand die gewoon de voornaam wil laten wijzigen. Dat is mijn opmerking. Zorg er dan ook voor dat dat in het praktijk het geval zal zijn.

16.11 Minister **Vincent Van Quickenborne**: Die beslissing is genomen in 2010. Het Grondwettelijk Hof heeft echter nooit gezegd dat dat discriminerend is. Er is immers sprake van discriminatie wanneer men mensen in gelijke situaties op een andere manier behandelt. De voornaamswijziging van een transgender is echter een andere situatie dan die van iemand die gewoon de voornaam wijzigt. Dat is de overweging die de wetgever in 2010 ertoe genoopt heeft om dit op een andere manier te behandelen. Dat was de keuze in 2010 en deze wetgeving verandert daaraan niets.

16.12 **Marijke Dillen** (VB): Mijnheer de voorzitter, ik zal de discussie niet langer rekken.

Mijnheer de minister, het kan perfect mogelijk zijn dat men geboren wordt met een werkelijk absurde of belachelijke voornaam. Men kan daarmee dan worden uitgelachen op school of in sportverenigingen. Dat kan dan een reden zijn om de voornaam te laten wijzigen. Ik heb het niet over mensen die vandaag Peter heten en morgen Vincent willen heten omdat ze dat een mooiere naam vinden. Mensen met een belachelijke voornaam hebben echter psychologisch gezien ook een echte reden om de voornaam te veranderen. Dat moet dan ook kunnen aan hetzelfde tarief.

Le **président**: Quelqu'un demande-t-il encore la parole? (*Non*)
Vraagt nog iemand het woord? (*Nee*)

La discussion générale est close.
De algemene bespreking is gesloten.

Discussion des articles ***Bespreking van de artikelen***

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion.
(Rgt 85, 4) **(3356/3)**

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) **(3356/3)**

Le projet de loi compte 8 articles.
Het wetsontwerp telt 8 artikelen.

Aucun amendement n'a été déposé.
Er werden geen amendementen ingediend.

Les articles 1 à 8 sont adoptés article par article.
De artikelen 1 tot 8 worden artikel per artikel aangenomen.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.
De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

17 **Projet de loi transposant la directive 2019/713 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 concernant la lutte contre la fraude et la contrefaçon des moyens de paiement autres que les espèces et remplaçant la décision-cadre 2001/413/JAI du Conseil (3408/1-3)**

17 **Wetsontwerp tot omzetting van Richtlijn 2019/713 van het Europees Parlement en de Raad van 17 april 2019 betreffende de bestrijding van fraude met en vervalsing van niet-contante betaalmiddelen en ter vervanging van Kaderbesluit 2001/413/JBZ van de Raad (3408/1-3)**

Discussion générale

Algemene bespreking

La discussion générale est ouverte.
De algemene bespreking is geopend.

Le rapporteur, M. Khalil Aouasti, se réfère au rapport écrit.

Quelqu'un demande-t-il la parole? (*Non*)
Vraagt iemand het woord? (*Nee*)

La discussion générale est close.
De algemene bespreking is gesloten.

Discussion des articles

Bespreking van de artikelen

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion.
(Rgt 85, 4) **(3408/3)**

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) **(3408/3)**

L'intitulé a été modifié par la commission en "projet de loi transposant la directive (UE) 2019/713 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 concernant la lutte contre la fraude et la contrefaçon des moyens de paiement autres que les espèces et remplaçant la décision-cadre 2001/413/JAI du Conseil".

Het opschrift werd door de commissie gewijzigd in "wetsontwerp tot omzetting van Richtlijn (EU) 2019/713 van het Europees Parlement en de Raad van 17 april 2019 betreffende de bestrijding van fraude met en vervalsing van niet-contante betaalmiddelen en ter vervanging van Kaderbesluit 2001/413/JBZ van de Raad".

Le projet de loi compte 17 articles.
Het wetsontwerp telt 17 artikelen.

Aucun amendement n'a été déposé.
Er werden geen amendementen ingediend.

Les articles 1 à 17 sont adoptés article par article.
De artikelen 1 tot 17 worden artikel per artikel aangenomen.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.
De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

18 **Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de santé (3346/1-10)**

18 **Wetsontwerp houdende diverse bepalingen inzake gezondheid (3346/1-10)**

Discussion générale

Algemene bespreking

La discussion générale est ouverte.
De algemene bespreking is geopend.

De heer Robby De Caluwé, rapporteur, verwijst naar het schriftelijk verslag.

18.01 Kathleen Depoorter (N-VA): Mijnheer de minister, aan het wetsontwerp houdende diverse bepalingen hebben wij twee uitvoerige lezingen in commissie gewijd. Waarom was dat nodig? Dat was omdat de tekst in hetzelfde bedje ziek was: aangezien u de tekst, die toch vrij substantieel is, pas heel laat in onze mailbox bezorgde, was het onmogelijk nog de verschillende stakeholders te consulteren en er een degelijke opinie over te vormen. Maar eind goed, al goed: we zijn door de tekst geraakt.

Desalniettemin hebben we toch enkele opmerkingen.

Mijnheer de minister, de werking van de overheidsdiensten waarvoor u bevoegd bent, was tijdens de covidcrisis niet optimaal. Ik heb dat al vaker gezegd en moet dat uitspreken herhalen, zopas nog tijdens het vragenuurtje.

Wij van de N-VA-fractie blijven achter onze eis staan dat er een audit wordt uitgevoerd van onder andere het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten (FAGG), waaraan u in voorliggende tekst opnieuw een aantal bevoegdheden toekent. U argumenteert dat het niet om extra bevoegdheden gaat, maar dat zijn taken worden verwijnd. Ik kan enkel vaststellen dat het budget voor het personeel van het FAGG in de begroting 2023 met zo'n 50 % is toegenomen ten opzichte van het budget bij uw aantreden als minister van Volksgezondheid. Ik mag dus hopen dat daar, in tegenstelling tot wat u zegt, toch extra taken aan gekoppeld zijn. Het gaat hier tenslotte over de gehele legislatuur toch over een serieuze som van ongeveer 20 miljoen. Daar kan men al iets mee doen.

Wij kunnen de voorliggende tekst niet goedkeuren en zullen ons onthouden, omdat u, voordat u een organisatie extra middelen toebedeelt, eerst moet onderzoeken welke structuren in de organisatie ervoor zorgen dat ze niet optimaal functioneert. Dus eerst evalueren en dan doneren, iets wat we al vaker hebben bepleit.

U gaat er prat op een stap vooruit te zetten om te remediëren aan het probleem van de ontbrekende geneesmiddelen. Ik heb de indruk dat u altijd één stap vooruit en twee achteruit zet, zoals ik afgelopen week nog moest opmerken. U zult nu een proefproject starten, maar dat had al eerder gekund, mocht mijn voorstel over de ontbrekende geneesmiddelen zijn goedgekeurd. U had toen al actie kunnen ondernemen. U zult in het proefproject een lijst van bepaalde medicijnen monitoren, zowel in de apotheek en de ziekenhuisapotheek als bij de groothandelaar en de vergunninghouder, maar het blijft toch altijd een proefproject. In Duitsland werd elektronisch stockbeheer wettelijk opgelegd en dan rijst de vraag of u met uw pilootproject de administratieve last niet te zeer verhoogt en of u wel oplossingen kunt bieden voor de ontbrekende geneesmiddelen.

Vandaag ontbreken er maar liefst vijfhonderd. Dat blijft een pak geneesmiddelen. In de lijst staat onder andere Augmentin en Amoxicilline met clavulaanzuur is al jaren een probleem. Ik betwijfel of u met die ene stap vooruit de problemen zult oplossen. U geeft ook toe dat het maar een klein stapje is; u had misschien een grotere stap kunnen zetten.

Sinds 1 juli is het voor de huisapotheker veel moeilijker geworden om de niet afgehaalde geneesmiddelen uit het Recip-ebestand te halen, wat ervoor zorgt dat patiënten veel moeilijker hun recept kunnen bestellen bij de huisapotheker. Dan moet er opnieuw een ad-hocoplossing worden gezocht en dat is niet bevorderlijk.

U hebt in de tekst evenmin een regeling opgenomen waar ik intussen al drie jaar op wacht en waarvan u telkens sust dat eraan wordt gewerkt, namelijk de compensatie voor patiënten die een duurder geneesmiddel moeten aankopen, omdat het goedkoper geneesmiddel ontbreekt.

Dat een geneesmiddel niet voorradig is, zorgt voor heel wat ongerustheid bij de patiënt en bij de zorgverstreker. Vandaag verneem ik van mijn apothekeressen dat Hydrea, dat wij via het buitenland besteld hebben, aangekomen is. Veel van mijn patiënten vertrekken voor langere tijd naar het buitenland. Als ze morgen pas vertrekken, kunnen ze het nog meenemen. Was hun vlucht gisteren, dan hangen ze af van de goodwill en kan het geneesmiddel eventueel opgestuurd worden. Het gaat niet over snoepjes, wel over medicijnen die invloed hebben op het leven van de patiënt. Daarmee moet naar mijn mening zorgvuldiger omgesprongen worden.

Ik maak van de gelegenheid gebruik om de problematiek rond Budesonide aan te kaarten. Er is nog altijd geen

derogatie voor de ampullen, ook al liggen ze in een hangar te wachten. U argumenteert dat het middel te veel voorgeschreven wordt, maar de artsen en de patiënten die het nodig hebben, geraken er niet eens aan en uw FAGG onderneemt maar geen actie. Dan heb ik het nog niet over het dossier in verband met Ledertrexate en de derogatie. Ik begrijp dat het FAGG heel veel inspanningen levert en dat de taskforce Shortages heel hard aan oplossingen werkt, maar u bent er nog niet. Met dat klein pilootproject, dat wel groots wordt aangekondigd, zullen we onze patiënten niet voldoende kunnen helpen. Dat is absoluut jammerlijk.

Ik ben tevreden over de maatregel in verband met de fantasienamen voor medicijnen, maar u moet ook de knoop doorhakken wat nu medische hulpmiddelen zijn dan wel geneesmiddelen. Het is inderdaad belangrijk voor de patiënt om te weten of men een geneesmiddel dan wel een medisch hulpmiddel neemt en of onder andere de registratie en de controle wel adequaat genoeg zijn. U moet ter zake actie ondernemen; u ging daar trouwens min of meer mee akkoord. Het EMA moet kunnen beslissen of een product een geneesmiddel of een medisch hulpmiddel is. De bepaling van de naam van de medische hulpmiddelen is net zo belangrijk als die van de geneesmiddelen, want voor de patiënt is er vaak niet veel verschil, zeker wanneer het om een middel in de vorm van een capsule gaat.

U hebt in uw uiteenzetting gezegd dat u een aantal bepalingen rond medisch begeleide voortplanting zal invoeren. Wij hebben ons amendement inzake de depseudonimisering aangehouden. We vinden het een stap in de verkeerde richting. Mijn collega, Valerie Van Peel, heeft al heel veel werk verricht voor de donorkinderen en de traceerbaarheid van hun genetika. Ik vind dat u hiermee echt een stap achteruit zet. Dat is heel jammer.

Bijzonder vind ik wel dat ik in uw wetsontwerp lees dat de bepalingen inzake de snelle antigeentesten en hun afname in de apotheek eindelijk wettelijk geregeld worden. De collega van cd&v zei in haar uiteenzetting in de commissie dat apothekers en ook die snelle antigeentesten zeer belangrijk zijn. Ik vind dat wel een beetje cynisch als ik dan vorig week de korte berichten van mijn apothekersgild in mijn mailbox krijg, waarin staat dat de terugbetaling van de snelle antigeentesten wordt stopgezet. Hoe rijmt u het feit dat de apotheker een essentiële rol speelt bij de tracering van covid met het feit dat de snelle antigeentesten die door de apotheker worden afgenomen niet meer worden terugbetaald?

Het is waar dat dit in het kader van een reis nooit wordt terugbetaald en vandaag wordt het inderdaad vaak in het kader van een reis gevraagd, maar bent u zo zeker dat het in het najaar niet meer noodzakelijk zal zijn om op covid te testen en dat ook terug te betalen? Er zijn ook snelle antigeentesten die covid en influenza combineren. Hebt u daar niet aan gedacht? Zou dat geen meerwaarde kunnen zijn, zeker in drukke periodes waarin de huisartsenpraktijken overlopen van het werk? Wij hebben heel vaak gezien dat de huisarts de patiënt eerst naar de apotheek stuurde om daar de triage te doen en dan pas een afspraak voor een consult gaf. Ik snap niet goed waarom u de terugbetaling stopzet. Tegelijkertijd blijft u de sneltesten terugbetalen. U gaat er wellicht vanuit dat iedereen een sneltest zal uitvoeren. Ik kan u zeggen dat patiënten niet per definitie zelf die sneltesten gaan doen. Met antigeentesten gaat men ook iets dieper in de neus. Het is toch iets preciezer. Graag een woordje duiding hierover, mijnheer de minister.

Ook wat de bewaring van de neveneffecten van de covidvaccins betreft, zal ik het amendement dat ik heb ingediend aanhouden. U geeft aan dat tien jaar na de stopzetting van de vergunning van het vaccin voldoende is om bijwerkingen bij te houden. Ik zou toch willen herhalen wat ik hierover in de commissie heb gezegd. Er zijn mRNA-vaccins die voor het hele leven in het lichaam blijven. Door een bepaald medicijn te nemen, kan men ze heractiveren. Tien jaar na de stopzetting van de vergunning is niet lang, mijnheer de minister. In de US loopt er op dit moment een vrij groot onderzoek naar de neveneffecten van de vaccins. Dat is normaal, want elk medicijn kan neveneffecten hebben, maar het is aan ons om de data daarover heel goed te verzamelen en om heel goed te traceren wat er met bepaalde patiënten kan gebeuren. Meten is weten. Ik herhaal dat altijd, maar in de volksgezondheid is dat des te belangrijker. In de publieke opinie voelen wij ook dat mensen er nood aan hebben dat wij nagaan wat de eventuele neveneffecten zijn van de vaccins die wij allemaal – godzijdank – hebben gekregen en die ons hebben beschermd tegen covid. Ik nodig u dan ook uit om dat amendement dat de N-VA-fractie aanhoudt, te overwegen. Men kan maar voorzichtig zijn. Het is onze taak om voorzichtig te blijven.

Ten slotte ga ik even in op het pilootproject rond de ontbrekende geneesmiddelen. U hebt mij gezegd dat u hieromtrent initiatieven zult nemen als u voorzitter van de Raad Werkgelegenheid, Sociaal Beleid, Volksgezondheid en Consumentenzaken zult zijn en dat u aan het overleggen bent met ministers van verschillende deelstaten. Ik neem ook aan dat een depot van geneesmiddelen moeilijk te organiseren is per

land, maar ik zou nog eens willen pleiten voor het Nederlandse voorbeeld, met een strategische stock die aanwezig is bij de vergunninghouder en bij de groothandelaar-verdeler. Desnoods moet dat Europees worden bepaald, zodat wij klaar zijn mochten er nog crisissen komen en dat wij ook bepaalde voorbereidingen kunnen treffen voor gevaren die ons tegemoetkomen. Alertheid is essentieel, mijnheer de minister.

Ik kijk uit naar uw antwoorden.

18.02 **Sofie Merckx** (PVDA-PTB): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, zoals mevrouw Depoorter aangaf, hebben wij het in twee lezingen uitgebreid gehad over het voorliggende wetsontwerp. Niettemin zou ik graag nog een toelichting geven bij een aantal punten.

Ten eerste, het verbod op fantasienamen van geneesmiddelen dat zal worden ingevoerd opdat er geen verwarring zou ontstaan met andere geneesmiddelen, medische hulpmiddelen of voedingssupplementen. Op zich is dat een positief punt, wij steunen dat. Farmaceutische firma's gebruiken immers wel vaker namen die de patiënt misleiden. Wij zullen echter ook ons amendement aanhouden dat ervoor zorgt dat de bepaling ook op huidige geneesmiddelen kan worden toegepast. Zoals u immers meegaf, is het een soort compromis geworden dat met de sector is besproken. Dat gebeurt wel vaker. U hebt ter zake beslist de bepaling enkel voor de toekomst toe te passen.

Er zijn nochtans een groot aantal voorbeelden. Ik zal er eentje geven. Onder andere Testaankoop klaagde dat voorbeeld al aan. In Canada werden ook maatregelen getroffen, waardoor medicijnen die op de markt waren, van naam moesten veranderen omdat de naamgeving verwarrend was. Een sprekend voorbeeld, dat heel veel mensen kennen, is waarschijnlijk Perdo femina, dat wordt verkocht in de apotheken waardoor vrouwen van mening zijn dat het een wondermedicijn is voor pijnlijke maandstonden. Het middel is echter niets anders dan Ibuprofen met een andere naam. De prijs is er ook naar, namelijk 9,50 euro voor 30 pilletjes, terwijl mensen 100 pilletjes kunnen krijgen voor de prijs van 8,50 euro. Indien de betrokkene een voorschrift daarvoor vraagt aan zijn of haar arts, betaalt hij of zij slechts 1,16 euro voor 100 pilletjes. Dat is de patiënt en in dit geval vooral jonge vrouwen misleiden. Dat verbod moet dus ook vandaag kunnen worden toegepast. U antwoordde dat een en ander voor enige verwarring kan zorgen, indien dat verbod nu zou worden toegepast. Dat argument gaat echter niet helemaal op. Een keer zal iemand nog naar Perdo femina vragen, waarop de apotheker echter kan uitleggen dat het gewoon om Ibuprofen gaat en niets anders, waarna hij Ibuprofen kan meegeven aan de patiënt. Dat is dus niet echt een probleem.

Een tweede punt waarover ik het even wil hebben, zijn de artikelen 16 en volgende, die over het bloedplasma gaan en over de openbare aanbesteding voor de bloedplasmamarkt, die nu niet enkel voor intraveneus gebruik maar ook voor subcutaan gebruik zal gebeuren. Dat is op zich een positief.

Toch is het ongelooflijk om naar aanleiding van dit wetsontwerp te ontdekken dat in 1993 Europa de bloedplasmamarkt liberaliseerde. Niet enkel de energiemarkt is geliberaliseerd, maar dus ook de bloedplasmamarkt, met alle gevolgen van dien. De Europese markt is dan ook overspoeld door commercieel bloed. Daarrond is een heel grote commercie ontstaan, die er dan ook nog eens voor zorgde dat er niet alleen problemen met prijzen waren, maar ook met beschikbaarheid. Vandaag wordt het bloedplasma, dat mensen vrijwillig geven aan het Rode Kruis om andere mensen te helpen, commercieel verwerkt. Weinig mensen weten dat. Het Rode Kruis verkoopt dit voor 110 euro per liter aan farmagiganten, zowel Takeda, een grote speler goed voor 4 miljard euro winst in 2022, als CSL. Zij verwerken het bloedplasma dat verkocht wordt door het Rode Kruis. De kosten zijn voor hen ongeveer 1.890 euro per liter. Zij verkopen die dan door aan de ziekenhuizen, die het aan de patiënten geven voor 2.780 euro per liter. Per liter plasma wordt er met andere worden 780 euro winst gemaakt, ofwel een winstmarge van 28 %.

Hier wordt een kleine stap genomen om de liberalisering een beetje tegen te gaan, zoals u hebt gezegd. Welke stappen zal u verder zetten om de liberalisering tegen te gaan? Zult u ook tegemoetkomen aan het Rode Kruis? Dat zegt vandaag dat die 110 euro per liter, waartegen zij het plasma verkoopt, eigenlijk amper de kosten dekt. Dat is toch ook wel gek, 28 % winstmarge op bloedplasma is zeer stevig. In welke maatregelen voorziet u nog?

Het laatste waar ik het nog over wilde hebben, is het gebrek aan geneesmiddelen en de vele stockbreuken. Ook daar zien we dat het systeem niet werkt. We wonen in West-Europa, we hebben een vrije markt en wat zien we? We zijn niet in staat om te verzekeren dat essentiële geneesmiddelen op de markt beschikbaar zijn.

Waarom is dat? Vaak omdat ze niet rendabel genoeg zijn.

Ik was uitgenodigd op een conferentie, waar huisartsen zich grote zorgen maken. Niet alleen apothekers verliezen enorm veel tijd met het zoeken naar medicijnen die niet beschikbaar zijn, ook heel veel artsen willen hun patiënten medicijnen voorschrijven en kunnen dat niet. Deze winter zaten we zelfs zonder zetpillen van Perdolan, simpele koortswerende middelen. Onlangs waren heel courante medicijnen, zoals Daktozinzalf voor baby's, Aldactone, Budesonide en Xylocaine, dat dient om iemand te verdoven of een infiltratie te geven, niet beschikbaar. Dit loopt de spuigaten uit.

U neemt hier een volgende maatregel. U start een aantal proefprojecten op waarmee u inzage wil krijgen in de stock. U zult het ermee eens zijn dat dit het verschil niet zal maken. Het beleid van de laatste jaren in verband met de stockproblemen is ernaar kijken. De mensen en de artsen zijn beter geïnformeerd over de stockbreuken, maar echte oplossingen zijn er niet, dus het probleem blijft groeien. Ik blijf daar op mijn honger zitten. U voorziet in sancties voor wie geen inzage verleent in zijn stock, maar zult u die sancties wel toepassen? Vandaag bestaan er sancties voor de firma's die medicijnen niet beschikbaar stellen, maar die worden nooit toegepast. Ook daar heb ik dezelfde vraag. Wanneer zult u eindelijk die sancties uitvoeren ten aanzien van die firma's?

Wat de oplossingen betreft, heb ik uw opinie een aantal dagen geleden in *De Morgen* gelezen. U zei daarin dat u dat probleem Europees zou aanpakken en oplossen. Op zich is dat een positief idee. U stelt voor om medicijnen Europees uit te wisselen. Vandaag is er immers heel wat import en export, waardoor er vaak tekorten zijn. Wanneer een medicijn duurder is in een buurland, zijn er daar immers geen stockproblemen, maar hier wel. U wilt ook de aanvoerkits in kaart brengen en een lijst maken van kritieke medicijnen, die er dus echt moeten zijn. U wilt de farmaceutische industrie daarna stimuleren om ofwel de productie naar hier te halen ofwel bevoorradingszekerheid te hebben. U stelt dus de afhankelijkheid van de productie in Azië in vraag. U stelt echter de afhankelijkheid van de farmaceutische firma's niet in vraag, terwijl zij wel de productie naar China gebracht hebben. Dat is dus eigenlijk de afhankelijkheid die u in vraag moet stellen.

Volgens ons moeten we het over een andere boeg gooien. We moeten evolueren naar een publieke medicijnproductie in Europa. We moeten dat publiek doen zodat we zeker zijn dat de medicijnen die nodig zijn ook effectief voorhanden zullen zijn. We moeten niet meer vertrouwen op de farmaceutische firma's, maar het zelf in handen nemen. Daarvoor zijn heel wat interessante initiatieven lopende. Er is bijvoorbeeld een initiatief van non-profitorganisaties in de Verenigde Staten, waar de liberalisering, en dus de stockbreuken, van goedkope, essentiële medicijnen nog veel erger is. Daar is een ngo opgericht die meer dan 50 generische geneesmiddelen produceert en beschikbaar stelt met langetermijncontracten voor de patiënten. Wij denken dat we dus ook de richting moeten uitgaan van een publieke medicijnproductie.

18.03 Gitta Vanpeborgh (Vooruit): Mijnheer de voorzitter, collega's, het wetsontwerp dat hier vandaag ter stemming voorligt, brengt fundamentele wijzigingen aan in diverse wetgevingen waarvoor het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten bevoegd is. Het gaat om fundamentele wijzigingen die ons inziens niet alleen noodzakelijk zijn, maar die – eens uitgerold, want een aantal moet nog verder worden uitgerold – ook de gezondheidszorg van de patiënten ongetwijfeld ten goede zullen komen.

Ik kom graag terug op enkele van deze fundamentele wijzigingen.

Ten eerste, met dit wetsontwerp wordt, dankzij de ontwikkeling van een informatie-uitwisselingssysteem tussen fertiliteitscentra in België en elders, een strakkere controle op de naleving van de zogenaamde zesvrouwenregel bij gedoneerde embryo's mogelijk. Dat is toch wel een belangrijk stap vooruit.

Ten tweede, met dit wetsontwerp wordt, dankzij de uitbreiding van de plasmatender, de verwerking van altruïstisch gedoneerd bloedplasma in onze eigen bloedcentra, mevrouw Merckx, tot plasmaderivaten zekerder, zowel wat betreft de bevoorradingsnood – dat kunnen wij niet ontkennen – als wat betreft een redelijke prijszetting. Dat maakt ons met andere woorden minder afhankelijk van een instabiele internationale markt, met zeer dure producten. Dat hebben wij ook ondervonden. Ook dat is een stap vooruit.

Ten derde, met dit wetsontwerp wordt ook de vernieuwde rol van de apothekers terecht nogmaals bevestigd, aangezien ze hier gemachtigd worden om snelle antigeentesten af te nemen en te interpreteren. Los van de terugbetaling is dat op zich is een belangrijk gegeven.

Ten vierde, met dit wetsontwerp wordt ook het geneesmiddelenbeleid wat logischer, veiliger en zekerder. Ik geef hierbij een aantal voorbeelden. Voortaan worden groepsvoorschriften expliciet mogelijk naast individuele voorschriften. Dat is een belangrijk gegeven. Denk maar aan de woon-zorgcentra, daar ontbrak een basis. Verder wordt voortaan de strafmaat voor het al dan niet bewust en bedrieglijk verkeerd etiketteren van gevaarlijke stoffen terecht verzwaaard. Ook worden voortaan allerhande fantasienamen voor geneesmiddelen die al dan niet bewust verwarring kunnen veroorzaken met bestaande geneesmiddelen, medische hulpmiddelen of voedingssupplementen, of die foutieve verwachtingen kunnen scheppen, aan banden gelegd.

Ten vijfde, er komt een fundamentele wijziging inzake de voorraadopvolging van de schaarse geneesmiddelen. Mevrouw Depoorter en mevrouw Merckx, ik hoorde u zeggen dat het enkel over een proefproject gaat. Ik meen echter dat het belangrijk is te erkennen dat hier een wettelijke basis wordt gelegd om alle actoren voortaan te kunnen verplichten inzage te verschaffen in hun stock. Dat is meer dan ooit aangewezen. Die stockmonitoring moet het mogelijk maken om voorraden en bewegingen van voorraden bij apothekers, maar ook bij vergunninghouders, de industrie en groothandelaars, strakker op te volgen en sneller in te grijpen wanneer er een tekort aan een kritiek geneesmiddel dreigt. Er is inderdaad eerst een proefproject maar het is de bedoeling dit proefproject verder uit te rollen. Ik meen dat het logisch is dat men begint met een proefproject.

Voorts is het een positieve zaak dat voortaan niet alleen apothekers maar ook groothandelaars onbeschikbare geneesmiddelen kunnen invoeren uit een ander Europees land. In dit opzicht is een Europees beleid inderdaad een belangrijke en allicht de enige weg om dit verder opgelost te krijgen. Wij mogen toch niet ontkennen dat wij op een internationale markt zitten en dat men minstens Europees de handen in elkaar moet slaan.

Mevrouw Depoorter, ik heb u ook iets horen zeggen over het FAGG. Het ging heel vaak over het FAGG. Niet alleen over het FAGG, ook over de FOD Volksgezondheid en over Sciensano. U had het over de auditkwestie. Wij hebben het daar dinsdagochtend in de commissie nog eens over gehad. U kent onze standpunten. De organisatie van die overheidsinstantie en van de ambtenarij is in principe, en terecht, een regeringsbevoegdheid. Als er al een audit moet komen, dan lijkt ons dat in eerste instantie de Federale Interne Audit om advies gevraagd moet worden. U wilt absoluut voor een beperkt aantal overheidsinstanties – ik hoor het alleen maar voor die drie – een externe, commerciële audit. We weten dat dit erg in trek is bij u. Wij zijn benieuwd of de Raad van State uw visie daarin later zal volgen.

In ieder geval betekent dit wetsontwerp voor ons niet één stap vooruit en twee achteruit, maar opnieuw enkele stappen vooruit, zowel voor de organisatie en de betaalbaarheid van onze gezondheidszorg, als voor de zekerheid en de veiligheid van onze patiënten.

We zullen dit wetsontwerp vandaag dan ook goedkeuren.

18.04 Catherine Fonck (Les Engagés): Monsieur le ministre, pour ce qui est de ce projet de loi dispositions diverses, reconnaissons que pour un certain nombre de sujets, avoir un projet de loi en tant que tel aurait été mérité.

Transversalement, nous pouvons soutenir plusieurs dispositions. Mais il y a aussi ce que contient le projet de loi et ce qu'il ne contient pas. Je m'y arrête un instant. En effet, si nous soutenons certaines dispositions, d'autres suscitent nos interrogations et des questions. J'annonce dès lors immédiatement que, lors du vote, nous nous abstiendrons sur ce texte pour les raisons qui suivent.

D'abord parce que nous ne verrons clair qu'une fois les arrêtés pris vu les nombreuses délégations au Roi. Nous préférons dès lors à ce stade rester attentifs pour voir la manière avec laquelle vous comptez rendre certains dispositifs opérationnels.

Par ailleurs, nous voulons également attirer l'attention sur le monitoring des stocks, en ce sens que nous ne voulons pas rajouter de la lourdeur administrative aux officines. Depuis le début de la législature et de manière transversale pour les soignants, malgré les annonces d'une volonté de diminuer les charges administratives, reconnaissons qu'on en a rajouté aux couches existantes. Nous verrons dès lors ce qu'il en sera pour le projet pilote de monitoring des stocks.

L'importation des médicaments de l'étranger est vue positivement. Je vous ai d'ailleurs pourchassé à ce sujet depuis des mois si pas des années. Par contre, s'il est positif, le contenu du projet de loi à ce sujet reste vague. De plus, il n'évoque pas un point fondamental: l'obligation de prévoir le mécanisme permettant d'éviter que les patients pour lesquels il y a importation de médicaments se retrouvent exposés à des frais importants – et il en va de même pour le pharmacien.

Voorzitter: Eliane Tillieux, voorzitter.

Président: Eliane Tillieux, présidente.

Ce n'est donc pas prévu dans ce dispositif. Même si vous m'avez répondu que vous seriez attentif, il me faut autre chose que des mots. J'aurais besoin de textes et de dispositifs pour nous assurer que, tant du côté du patient que du côté du pharmacien, les choses seront en ordre.

Pour ce qui concerne le don de sang HSH, c'est positif. Nous soutenons la mesure de diminution de la période d'abstinence de douze à quatre mois. Toutefois, il faut reconnaître que, sur le plan scientifique, si le Conseil Supérieur de la Santé envisageait deux options, il envisageait, d'entrée de jeu, l'option de lever complètement le critère HSH, permettant ainsi à un homme homosexuel de transmettre son sang. Le Conseil Supérieur de la Santé considérerait que la levée du critère était envisageable à court terme, évidemment avec un certain nombre de conditions (concertation avec les acteurs du secteur, organisation professionnelle, pour les adaptations nécessaires, mais aussi pour garantir la sécurité transfusionnelle, la mise en place du dépistage génomique en format individuel par l'ensemble des établissements de transfusion sanguine belges.

Pour qu'il soit possible de lever cette restriction aujourd'hui, y compris la levée complète de la période d'abstinence, il s'agit donc clairement d'avoir des moyens en ressources humaines et budgétaires suffisants sur le dépistage génomique en format individuel. Vous ne faites pas ce choix. Nous avons déposé un amendement en commission que nous redéposons aujourd'hui afin d'encourager les différents partenaires de la majorité à avancer en ce sens.

Concernant les compléments alimentaires, je vous ai pourchassé aussi pendant de nombreux mois au sujet de ce fameux complément alimentaire qu'est l'Akkermansia qui comporte encore et toujours des allégations de santé mensongères. C'est véritablement une arnaque en termes de communication par rapport aux patients et à un coût qui est tout sauf négligeable. C'est donc aussi une forme d'arnaque pour le portefeuille des patients.

Aux multiples questions que je vous ai posées, vous m'avez répondu qu'il s'agissait d'une compétence de l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire (AFSCA). Or il s'agit en pratique d'une compétence de l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé (AFMPS), puisqu'il s'agit bien de compléments alimentaires qui ne sont disponibles et vendus que dans les officines et non pas dans les parapharmacies.

J'ai donc déposé un amendement parce que je pense que ce flou juridique à propos de qui est compétent en quelle matière pose aujourd'hui problème et peut être exploité comme une faille dans les dispositions légales. Certains compléments alimentaires pourraient ne pas respecter l'obligation de l'interdiction des allégations de santé mensongères, tout simplement faute de contrôle effectif et efficace. En effet, les deux structures se regardent un peu l'une l'autre, se disant que cela ne relève ni de l'une ni de l'autre. Il existe donc un vide juridique pour le contrôle et l'inspection, ce qui pose un problème en matière de protection des patients.

Sur le plan des données personnelles, dans le cadre du registre des donneurs de gamètes, vous avez, suite à mes observations, présenté un amendement de majorité. Celui-ci reste problématique à mes yeux quant au risque pour la confidentialité des données fragiles. Ce sont des données de santé qui pourraient passer par un sous-traitant qui ne serait pas digne de confiance. À travers l'amendement de votre majorité, vous n'identifiez pas le sous-traitant chargé de la pseudonymisation des données, à savoir la plate-forme eHealth. La question de la sous-traitance des traitements de données reste problématique selon nous.

Enfin, il me reste un point sur lequel je voudrais intervenir. Nous appuierons l'amendement de la collègue Depoorter sur le renforcement de la pharmacovigilance pour toutes les données concernant le vaccin Covid-19. Rappelons que nous sommes dans un contexte particulier, avec une mise sur le marché qui était extrêmement importante. Nous n'allons pas détricoter ce qui a été fait parce qu'il fallait absolument le faire, mais en même temps, je pense que dans ce cadre, la responsabilité des pouvoirs publics devrait pousser au

renforcement de la pharmacovigilance. Je trouve que le fait de conserver les données pendant 30 ans, c'est-à-dire d'augmenter la durée de conservation des données, est un élément qui va dans le sens d'un renforcement de la pharmacovigilance. Nous soutiendrons donc cet amendement.

Je suis désolée d'évoquer autant de sujets, c'est toujours la difficulté d'un texte portant des dispositions diverses en matière de santé, mais il m'a semblé utile de rappeler ici de manière rapide et synthétique les éléments qui justifient à la fois notre abstention et notre vigilance ainsi que notre attention pour les mois à venir. Je vous remercie.

18.05 **Sophie Rohonyi** (DéFI): Monsieur le ministre, chers collègues, le présent projet de loi constitue donc un nouveau projet de loi "pot-pourri" comme on aimait l'appeler sous la Suédoise, autrement dit un texte long et technique dans lequel se confondent des bonnes mesures mais aussi d'autres qui le sont beaucoup moins. Je me concentrerai sur les points qui me paraissent les plus importants, à commencer par ceux qui concernent la disponibilité des médicaments et des stocks.

Monsieur le ministre, je vous ai interrogé à plusieurs reprises sur cette question, sur la pénurie de médicaments qui contraint aujourd'hui certains patients à parcourir des dizaines de kilomètres pour pouvoir mettre enfin la main sur un médicament pour lequel ils disposent d'une prescription, mais qui constitue parfois un traitement nécessaire pour leur survie. C'est le cas, par exemple, du Creon ou de l'Antabuse, qui sont administrés respectivement en cas de mucoviscidose ou d'alcoolisme.

Cette situation est tout simplement inacceptable, et qui n'est en rien arrangée par le détournement de certains de ces traitements à d'autres fins. Je pense par exemple à l'utilisation de l'Ozempic pour la perte de poids, alors que des milliers de diabétiques en ont besoin pour vivre un tant soit peu normalement. L'obligation de contrôle des stocks et la possibilité d'importer des médicaments indisponibles en plus grandes quantités, qui sont prévues dans votre projet de loi, constituent ainsi de bonnes mesures.

J'ai néanmoins encore quelques questions, en particulier pour ce qui concerne le contrôle des stocks. Quel délai sera-t-il nécessaire pour que les patients puissent accéder à leur traitement?

L'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé disposera-t-elle de moyens financiers et humains supplémentaires pour répondre à ces nouvelles responsabilités? Pouvez-vous également nous garantir que cela n'aura pas pour conséquence d'alourdir davantage le travail administratif des officines?

Enfin, qu'en est-il de l'avancement de ce fameux projet pilote et de l'arrêté royal que vous avez évoqués en commission, arrêté qui consacrera cette nouvelle obligation? Disposez-vous déjà d'une date butoir concernant ces deux points?

En tout cas, cela aurait dû être précisé, au mieux, dans le dispositif de votre projet de loi, au pire, dans l'exposé des motifs.

Par ailleurs, en ce qui concerne le don de sang, le projet de loi offre une base juridique à l'extension de l'appel d'offres pour le fractionnement du plasma afin de fabriquer des hémoglobines. Là aussi, c'est évidemment une très bonne nouvelle pour les hôpitaux qui doivent actuellement acheter 50 % d'immunoglobuline intraveineuse auprès de l'entreprise concernée en exécution de l'appel d'offres et se procurer de la même manière 100 % d'albumine. Force est de constater que cela reste insuffisant au regard de la pénurie de sang qui nous pend au nez depuis plusieurs mois et à cause de laquelle, le 14 juin dernier, la Croix-Rouge a lancé un énième appel à l'aide aux donateurs.

Du reste, monsieur le ministre, je vous ai à nouveau interrogé à ce sujet pas plus tard que ce mardi. À cette occasion, vous aviez énuméré plusieurs mesures visant à mieux lutter contre cette pénurie. Toutefois, que valent-elles si, dans le même temps, vous alimentez cette pénurie en excluant purement et simplement toute une partie de la population? Je fais évidemment allusion ici aux hommes homosexuels ou bisexuels qui entretiennent des relations sexuelles avec d'autres hommes. Vous m'aviez alors laissé entendre que cette suppression de la période d'abstinence sexuelle, qui n'est requise qu'à leur rencontre, ne figurait pas dans vos projets – en tout cas, pas actuellement et, du moins l'ai-je ainsi compris, pas sous cette législature. La raison que vous avez invoquée est qu'il fallait attendre plusieurs années avant de connaître l'impact de la suppression de la période d'abstinence sexuelle requise auprès des seuls HSH, tant sur la qualité du sang que sur la

disponibilité des poches de sang dans les très nombreux pays qui l'ont décidée. Comme notre collègue Fonck vient de le rappeler, c'est quelque chose d'incompréhensible. Et c'est la raison pour laquelle je ne cesse de vous interroger, vous et la secrétaire d'État à l'Égalité des chances.

En effet, l'avis du Conseil Supérieur de la Santé qui avait été rendu à propos de votre projet de loi y relatif permettait d'avancer sous cette législature, puisque quatre des experts indiquaient très clairement que l'on pouvait lever ce critère à court terme, en modifiant les questionnaires antérieurs au don et en mobilisant un budget à cette fin.

En tout cas, les conditions ne me semblaient pas insurmontables et il y avait vraiment une porte qu'il convenait d'ouvrir, porte que vous avez refermée malheureusement assez sèchement ce mardi.

Vous dites que l'objectif de ce projet de loi n'est pas de prendre de nouvelles mesures en matière de période d'attente et de critères d'exclusion. Je pense au contraire que ce projet de loi était l'occasion parfaite pour faire avancer les choses et sortir la Vivaldi de l'hypocrisie en la matière. Dans le cadre du projet de loi précédent, le ministre de la Justice se targuait d'une loi progressiste, garantissant le droit à l'autodétermination des personnes LGBTQIA+. Sauf qu'ici, notre pays est très clairement à la traîne.

Nous soutiendrons donc avec beaucoup d'enthousiasme l'amendement de notre collègue Fonck visant à supprimer cette période d'abstinence sexuelle.

Enfin, votre projet de loi prévoit aussi que l'Agence fédérale des médicaments pourra sous-traiter le traitement effectif des données à caractère personnel, qui sera donc fait via eHealth. C'est une avancée mais je continue toutefois à penser que cette disposition reste beaucoup trop large. Il aurait fallu préciser que cette sous-traitance serait réalisée exclusivement avec eHealth. Cela pose problème notamment quant à l'interprétation que pourrait en faire le fameux Comité de sécurité de l'information, sans garde-fou correct en termes de protection des données à caractère personnel, mais aussi parce que le gouvernement pourra seul fixer les modalités de cette sous-traitance. Il en ressort que la sécurité que requiert le traitement de ces données sensibles n'est pas garantie en l'état.

Monsieur le ministre, pour ces raisons, nous sommes contraints de nous abstenir sur ce projet de loi.

18.06 Karin Jiroflée (Vooruit): Mevrouw de voorzitter, sta me toe kort in te gaan op de medisch begeleide voortplanting, die ook in onderhavig ontwerp aan bod komt.

Eindelijk wordt een kader gecreëerd – ik vind dit een grote stap vooruit – waarbij de Koning een besluit kan nemen om de databank van verzameld zaad voor de medisch begeleide voortplanting zodanig te modelleren dat de zesvrouwenregel toegepast kan worden.

Aansluitend op de verklaring van mevrouw Depoorter over depseudonimisering, verduidelijk ik graag dat ook Vooruit gewonnen is voor de opheffing van de anonimiteit van donoren. Helaas zijn we nog niet zover dat we wetsbepalingen met het oog op de anonimiteit van donoren in de Kamer kunnen bespreken, laat staan ze goedkeuren. Elke discussie bleef vooralsnog zonder resultaat. De tekst die nu voorligt, creëert het kader dat nodig is om de vigerende wet toe te passen. Daarom stellen we voor om het amendement niet goed te keuren.

18.07 Minister Frank Vandenbroucke: Mevrouw de voorzitter, collega's, we hebben in de commissie uitvoerig over het ontwerp gediscussieerd en sta me toe om, in de plaats van alle punctuele opmerkingen, die natuurlijk volkomen legitiem zijn, opnieuw een voor een te beantwoorden, in te gaan op een paar grote elementen.

Ik neem een punt uit het betoog van mevrouw Depoorter, die een opmerking maakte over het wegvallen van de terugbetaling van de antigeentesten. Dat klopt. Mevrouw Vanpeborgh heeft ook dat onderscheid gemaakt. Natuurlijk is een wettelijk kader belangrijk, ook voor de toekomst, maar de vraag of men antigeentesten op grote schaal moet terugbetalen, moet samen met de deelstaten worden besproken in het kader van onze teststrategie voor covid. Wij denken dat het op dit moment niet aangewezen is om mensen op grote schaal te vragen om zich in een aantal omstandigheden te laten testen voor covid en dat terug te betalen. Als wij weer in een opgaande golf terecht komen – laten we hopen van niet –, kunnen we daarin opnieuw anders beslissen. Wij hebben vanuit gezondheidseconomische overwegingen samen met de deelstaten beslist dat we, in de

huidige fase van de epidemie, de bevolking niet op grote schaal laten testen en we zullen dat ook niet op grote schaal terugbetalen. Daarom voorzien wij wel in de mogelijkheid, maar doen wij nu geen terugbetaling.

Ik stel voor dat we het debat over de teststrategie hier niet opentrekken, hoewel ik dat een belangrijk debat vind. We baseren ons met de deelstaten in de IMC op een soort barometer van de epidemiologische situatie en stemmen de teststrategie daarop af, waarin de terugbetaling van de antigeentesten al dan niet opgenomen wordt. Dat is een belangrijk debat op zich. Dank om dat even aan te stippen.

Ten tweede, ik denk dat wij nu iets dichter bij elkaar staan dan in het commissiedebat, mevrouw Merckx, maar ik zou nog heel kort willen herhalen dat wat wij voorzien inzake tendering, geen liberalisering is. Een tender uitschrijven als overheid is geen liberalisering. Wij doen gewoon een beroep op producenten. Het ontwerp maakt een verstrakking mogelijk van wat de tender doet. De tender zorgt ervoor dat de bewerking van het plasma kan gebeuren tegen een prijs die lager ligt dan de prijs in een vrije, commerciële markt. Ik denk dat u dat nu ook zo hebt gezegd. U zegt ook dat wij veel verder zouden moeten gaan, maar ik vind dat wij inzake tendering een belangrijke stap vooruitzetten.

U hebt een aantal elementen aangehaald, zoals de winsten van Takeda, maar zij hebben niet rechtstreeks met de tendering te maken. Hetzelfde geldt met betrekking tot de fantasienamen. U hebt het voorbeeld van Perdofermina ook in de commissie gegeven. Dat is inderdaad een goed voorbeeld van een commerciële strategie. Ik loop daar helemaal niet warm voor en u nog minder, denk ik, maar dat is niet het soort commerciële strategie waartegen wij willen ingaan als wij zeggen om op te letten met fantasienamen. Wij willen vooral ingaan tegen een verwarring over producten die verschillend zijn, maar waarvan de indruk wordt gewekt dat zij hetzelfde zijn. Hier gaat het over ibuprofen, maar om marketing- en prijszettingsredenen – ik denk dat u gelijk hebt – kleeft men op hetzelfde product een andere naam. Dat is toch iets anders dan wat voorligt. U hebt gezegd dat u verder wilt gaan dan wat voorligt, door dit als het ware met terugwerkende kracht ook toepasbaar te maken op medicijnen die reeds op de markt zijn. Dat vinden we een stuk moeilijker en daar zit een stuk pragmatisme in. We gaan niet voor een medicijn dat reeds op de markt is een bedrijf verplichten de naam te veranderen. We doen het eigenlijk met het oog op nieuwe introducties, als ik me zo mag uitdrukken. Ik denk toch dat dit een van de kleine maatregelen is die we moeten nemen met het oog op meer duidelijkheid voor de patiënt.

Ik kom tot de periode waarin de farmacovigilantie moet kunnen spelen op basis van data.

Madame Fonck, je comprends que vous reveniez sur ce point. Mais je pense qu'en tout cas, au début de la commission, il y a eu un léger malentendu: le délai intervient après que l'Autorité de mise sur le marché ait échoué.

Het gaat dus over een periode nadat het product zijn vergunningen is verloren om op de markt te worden gebracht. Dat is nog een zeer lange periode waarin we de neveneffecten kunnen onderzoeken van vele miljoenen injecties die gezet zijn met deze generatie vaccins. Dat nuanceert de zaak wel wat. Wat we hier voorzien is voldoende, gelet op het feit dat het gaat over een periode nadat de vergunning vervallen is, gelet op het feit dat we nu eigenlijk honderden miljoenen injecties hebben waarvan we de resultaten en gegevens kunnen onderzoeken. We kunnen daarover natuurlijk van mening verschillen.

Ik kom bij het belangrijke, gevoelige en zeer actuele debat over de tekorten aan geneesmiddelen.

We zijn op dat vlak in België beter af geweest dan andere landen in de voorbije jaren. Dat is toegewezen aan het feit dat wij nogal wat reglementering hebben. Dat is niet mijn verdienste, maar een bestaand gegeven. We worden steeds meer gevat door situaties die zeer vervelend zijn voor apothekers, zeer vervelend, pijnlijk voor patiënten, vervelend voor artsen. Iedereen is het ermee eens dat we hier een omvattende strategie nodig hebben in ons land, Europees en internationaal. Ik heb dat zeer sterk en met succes op de agenda gezet van de Europese Unie, met steun van meer dan 20 andere lidstaten. Mevrouw Merckx verwees naar het korte stuk in *De Morgen* daarover.

We zijn echt vooruitgang aan het boeken. Op de Europese Raad vorige week is een passage goedgekeurd waarbij een van onze essentiële voorstellen weerhouden wordt op het allerhoogste Europese niveau, namelijk dat we een lijst van kritische geneesmiddelen moeten hebben die we opvolgen, alsook dat we moeten zorgen voor strategische autonomie op Europees vlak voor de productie van essentiële farmaceutische ingrediënten.

Op relatief korte tijd is een klein landje als België erin geslaagd om, boven ons gewicht boksende, dat al te laten doordringen op het niveau van de Europese Raad. Dan zijn we goed aan het werk. Maar wij zijn er nog lang niet, laat ons wel wezen. Ik zeg dat omdat men inderdaad op alle niveaus actie moet voeren, zelfs boven het Europese niveau. Ik ben vandaag in OESO-verband achter de schermen bezig met dat punt ook op de OESO-agenda te krijgen.

Ik kom even terug bij die stockmonitoring. Ik vind dat men hier een beetje te licht gaat over het belang daarvan. Men zegt dat het een 'pilootprojectje' is. Het is natuurlijk een pilootproject, want het is inderdaad redelijk complex. Men moet de software testen, men moet testen hoe dat werkt. Stockmonitoring is essentieel. Dat is wat wij ook op Europees vlak willen, met die lijst van kritische medicijnen. Mevrouw Merckx, dat betekent dat men een doorkijkrecht krijgt in dingen die vele actoren in de private sector liever voor zich houden. Het is interessant als men zijn voorraad kent en daarmee kan spelen in heel Europa. Dat is interessant. Wij willen dat ook weten. Stockmonitoring is echt wel belangrijk.

Dan kom ik aan het punt van wat wij vandaag willen realiseren.

Mevrouw Depoorter, u gaf een aantal voorbeelden van moeilijke situaties door medicijntekorten. Er zijn absoluut moeilijke situaties. Ik wil echter ook iets positiefs zeggen. Het heeft onder meer te maken met stockmonitoring en met Europese solidariteit. Het FAGG dat hier steeds kritisch onder de loep wordt genomen, heeft hele positieve commentaren gekregen vorige week voor zijn actie rond trombolitica. Al is het probleem daarmee niet helemaal opgelost. Het FAGG heeft van artsen-specialisten op het terrein heel lovende commentaren gekregen in de pers over wat het gedaan heeft met betrekking tot trombolitica. Dat is onder meer omdat men een *hands on approach* heeft, zeer praktisch en zeer pragmatisch, met het opvolgen van stocks, met het contacteren van alle bedrijven en betrokkenen, met Europese actie en Europese solidariteit die er hier ook zijn geweest. Wat betreft die pragmatische acties, zoals voorraden opvolgen, onmiddellijk hands-on kijken waar de kritieke punten zitten en wat kunnen we ondernemen, denk ik dat het FAGG daar toch wel iets presteert. Dat mag toch ook worden gezegd. Nogmaals, we zullen fundamentele zaken moeten doen, waarbij we inderdaad de vrije markt een beetje moeten structureren en oriënteren. Ik ben het daar helemaal mee eens.

Wat betreft het probleem van de prijzen die de mensen moeten betalen, dat heeft heel lang geduurd, mevrouw Depoorter. U hebt gelijk, maar ik hoop daar nu toch stilaan knopen te kunnen doorhakken en beslissingen te kunnen laten nemen.

Ik kom ten slotte bij de donoren. Ik wil herhalen wat mevrouw Vanpeborgh en vooral mevrouw Jiroflée al hebben gezegd. Wat in dit ontwerp zit, is belangrijk. Het doet helemaal geen afbreuk aan de fundamentele discussie over de al dan niet anonimiteit en de voorwaarden waaronder die anonimiteit al dan niet kan worden opgeheven bij donatie. Dat is een fundamenteel debat. U weet dat de regering dat aan het Parlement laat, maar ik wil toch ten persoonlijke titel zeggen dat ik echt hoop dat het Parlement daarin een consensus kan vinden om vooruit te gaan.

Wat hier voorligt, doet daar niets aan af. Zoals mevrouw Jiroflée heeft gezegd, is het inderdaad een principe van bewaking invoeren in het huidige wettelijke kader. Bovenop wat zij heeft gezegd, denk ik dat zelfs als men de anonimiteit heeft opgeheven, men nog een systeem moet hebben om die zesvrouwenregel te bewaken. Men gaat toch niet veronderstellen dat mensen individueel gaan kijken, lijsten doornemen en bellen naar vrienden en kennissen? Zo zal dat niet gaan. Wat we zullen moeten hebben, is een bewakingssysteem, ook als de anonimiteit is opgeheven. Dat zal er anders uitzien, want nu moeten wij op basis van anonieme donatie gegevens verzamelen. Mevrouw Jiroflée heeft gelijk, dit is een oplossing in het huidige wettelijke kader, maar ook als op zekere dag de anonimiteit van de donatie opgeheven is, zullen wij toch een bewakingssysteem voor de zesvrouwenregel moeten hebben.

Dan wil ik toch zeggen dat ik blij ben dat wij zover zijn. Dit lag daar al 16 jaar maar te liggen, 16 jaar! Wij zouden met zijn allen een klein beetje gegeneerd moeten zijn. Met zijn allen, want in die periode zijn er regeringen geweest met allerlei partijen. Ongeveer elke partij – niet de PVDA en het Vlaams Belang natuurlijk – heeft er ooit deel van uitgemaakt. Deze zesvrouwenregel, die een bescherming is van mensen tegen ernstige problemen die kunnen optreden bij donatie, dateert van 2007, 16 jaar geleden.

Ik ben blij dat dit op deze heuglijke dag in juli 2023 eindelijk geregeld en toepasbaar gemaakt wordt. Weer is

de stilstand doorbroken. Dank u wel daarvoor.

18.08 Kathleen Depoorter (N-VA): Mijnheer de minister, u bent meester in het communiceren en verzwijgen van wat u wilt verzwijgen. U noemt het vandaag een heugelijke dag en dat is goed. U stelt dat een aantal onder ons gegeneerd zouden moeten zijn. Ik zou dat in uw plaats ook zijn, maar niet wat het laatste deel van uw betoog betreft.

Ik kom even terug op enkele discussiepunten.

Collega Vanpeborgh, u gaat er kennelijk mee akkoord dat de Federale Interne Audit het FAGG zal auditeren. Dat is een goede zaak. Wij willen ook graag een externe audit. U verwijt ons dat we externe consultants verkiezen. Ik herinner u aan de 9,5 miljoen euro aan consultancykosten van enkel tijdens de coronacrisis waarvan de minister nog niet tot op 600.000 euro precies weet hoeveel het is. Hij gaf mij immers een ander antwoord dan collega Gijbels. Alle precieze kosten zijn daarin ook nog niet verrekend en ik wacht nog steeds op het antwoord op mijn schriftelijke vraag die ik al meer dan een maand geleden heb ingediend. Maar goed, dat terzijde.

Mijnheer de minister, u gaat voor interne controle, zegt u. Ik verwijs naar mijn publicatie in maart waarin ik uitleg dat de FOD Volksgezondheid al vier jaar niet rapporteert over de interne controle. Als u dan toch zo'n voorstander bent van interne controles, zegt dat alles goed loopt en dat we de interne auditeur al ter beschikking hebben, spoort u uw diensten misschien beter aan opdat die controle ook effectief gebeurt. Dat is ook het geval met het RIZIV, dat door het Rekenhof elke keer op de vingers wordt getikt. Zo had het niet correct gerapporteerd over 36 miljard euro. Ik denk dus echt dat er nog werk aan de winkel is.

Collega Jiroflée, ik zal doorgeven aan mijn collega Van Peel dat u haar voorstel zult steunen. U zult wel tot een akkoord komen. Ze zal verheugd zijn.

Wat de terugbetaling van de testen betreft, het is gemakkelijk om de lof te zwaaien aan de apothekers die u heel belangrijk noemt voor de beheersing van een pandemie of een epidemie, maar nu zet u wel de terugbetaling on hold. U zegt dat de terugbetaling gebeurde in het kader van de covidpandemie in overleg met de deelstaten. Maar antigeentesten kunnen perfect op kosten van het RIZIV in het kader van een epidemie. We hebben het niet meer over een pandemie, maar over een jaarlijks terugkerende seizoensziekte zoals de griep, die covid stilaan wordt. Daarin zou de apotheker een rol kunnen spelen. U zegt dat we in de zomer niet massaal zullen testen, maar er wordt ook niet massaal getest. Als u Farmastatus consulteert, ziet u dat de uitgevoerde testen voor reisdoeleinden zijn en die worden niet terugbetaald. Waar ik me wel zorgen over maak, is hoe u er tegen het najaar voor zult zorgen dat de druk op de huisartspraktijken niet opnieuw extreem hoog wordt.

Mijnheer de minister, u bent verheugd over onderhavig wetsontwerp houdende diverse bepalingen en toevallig hadden we daarstraks een discussietje over de wet op de openbaarheid van bestuur. U wees erop dat de volledige regering er unaniem mee akkoord ging om het advies van de commissie betreffende de toegankelijkheid bestuursdocumenten nog niet dwingend te maken en dat zowel minister Verlinden als de eerste minister daarvan op de hoogte was.

Geneert u zich dan niet over de bepalingen in het Europese *Rapport 2023 sur l'État de droit en Belgique*, gisteren gepubliceerd op de site van de Europese Commissie? In dat rapport wordt aangegeven dat de procedures voor het verkrijgen van informatie te lang duren, mogelijk tot negen maanden. De staat wordt op de vingers getikt omdat het koninklijk besluit over de benoeming van de leden niet tijdig was verlengd.

Ik citeer even wat het antwoord is van de Staat België bij monde van de eerste minister: "Verschillende parlementsleden hebben in 2021 een wetsvoorstel ingediend om de kwestie van publieke toegang tot documenten aan te pakken. De minister van Binnenlandse Zaken overweegt een eigen initiatief en heeft daartoe vragen gesteld aan het Federaal Instituut voor de bescherming en de bevordering van de rechten van de mens. Hoewel deze ontwikkelingen nog aan de gang zijn, zouden zij de kwestie aanpakken van de omvorming van de CTB-CADA tot een orgaan dat bevoegd is om bindende besluiten te nemen."

Het rapport besluit: "Aangezien er initiatieven lopen om de CTB-CADA om te vormen tot een orgaan dat bevoegd is om bindende besluiten te nemen, wordt geconcludeerd dat er enige vooruitgang geboekt is met

betrekking tot de aanbeveling in het verslag van 2022."

Mijnheer de minister, kunt u uitleggen wat er effectief gecommuniceerd is, wat er effectief besproken is in de regering? Klopt het dat de eerste minister achter de beslissing staat? Ik zie dat u het hoofd schudt. Het is natuurlijk een vervelende vraag voor u. Eigenlijk staat in dat rapport dat u een loopje hebt genomen met de waarheid. Ondertussen klopt u zichzelf op de borst en stelt u dat u goed bezig bent, terwijl u een voorstel van de parlementsleden van Groen zelfs tegenhoudt. Bent u daarover niet gegeneerd? Daar krijg ik graag nog een reactie op.

18.09 Minister **Frank Vandenbroucke**: Mevrouw Depoorter, dit maakt geen voorwerp uit van het debat, maar ik zal toch een antwoord geven.

U vraagt of het klopt dat de eerste minister achter een wetsontwerp staat dat door de ministerraad is goedgekeurd en ingediend is in het Parlement. Het weinig originele en verrassende antwoord is natuurlijk: ja.

18.10 **Kathleen Depoorter** (N-VA): Hoongelach, mijnheer de minister. U bent echt de krak van de regering; dat weten wij allemaal. U staat ook boven de deontologische code die de regering heeft goedgekeurd, maar u weet heel goed dat u deze middag de eerste minister hebt meegetrokken in een bad dat eigenlijk niet koosjer is. U hebt verwezen naar de unanimiteit in de regering over het wetsontwerp dat woensdag ter stemming komt en waarin u de afdwingbaarheid van de adviezen van de Commissie voor de toegang tot bestuursdocumenten blokkeert. Tegelijkertijd verklaart de regering in een officieel rapport dat zij toch werk gaat maken van het bindend karakter daarvan. Dat rijmt niet. Het is echt fantasie à la Vandenbroucke, mijnheer de minister.

Ofwel hebt u hier gelogen en onwaarheden verteld, ofwel hebt u tegen de Europese rapporteur gelogen. Het is een van de twee. Ik stel vast dat u vandaag niet wilt antwoorden. Het is altijd makkelijk om alles in het belachelijke te trekken, maar maak u geen zorgen, want ik ben dat al gewoon. Het duurt al vier jaar, dus op den duur went dat wel een beetje. U hebt nog een paar dagen voor de commissievergadering plaatsvindt. Ik stel voor dat u hierover eens met uw regeringspartners overlegt.

18.11 Minister **Frank Vandenbroucke**: Dit is een beetje onwaarschijnlijk. Ik heb vanmiddag op de mondelinge vragen geantwoord dat de regering van in het begin, op initiatief van de minister van Binnenlandse Zaken, heeft gekozen voor een aantal amendementen in de wetgeving op de openbaarheid van bestuur die quick wins waren en daarnaast een meer fundamentele hervorming, waarin mogelijkerwijze het bindend maken van dit advies zou zitten. Ik heb tot nu toe niet gehoord dat iemand van de regering daar principieel tegen is. Ik ben daar niet principieel tegen, maar dat vraagt een breder kader. De budgettaire mogelijkheden moeten worden afgewogen. Dat heb ik vanmiddag allemaal gezegd. Ik kan dat alleen maar herhalen.

De regering redeneert in fases. Wat nu voorligt, is een eerste snelle fase, een aantal quick wins, zaken die moesten gebeuren, ook door het GRECO-rapport, als ik dat goed citeer uit mijn hoofd. U moet het daarmee niet eens zijn, maar u moet niet proberen iets anders te zeggen dan wat ik heb gezegd.

Mevrouw de voorzitter, ik ga niet meer reageren, want men gaat opnieuw in op een mondelinge vraag. Dit heeft niets met dit ontwerp te maken.

Mevrouw Depoorter, uit een zekere hoffelijkheid wil ik reageren, maar wat vertelt u hier nu eigenlijk? Dat er een ontwerp is ingediend waarmee de eerste minister het niet eens is, dat er wordt gelogen, want de eerste minister is het niet eens met dat ontwerp. Komaan, we proberen een beetje orde in ons hoofd te houden.

Ik heb dit vanmiddag al uitgelegd bij de mondelinge vragen. U moet het daar inhoudelijk niet mee eens zijn, maar probeer dat even te vatten, als het gaat.

18.12 **Sofie Merckx** (PVDA-PTB): Mijnheer de minister, nu we het toch even hebben over wat er vanmiddag is gezegd, als u er niet tegen bent dat het advies dwingend is, waarom legt u het advies dat werd gegeven naast u neer? Waarom gaat u er dan niet gewoon op in en geeft u die mails vrij? U zegt dat er unanimiteit in de regering is. Wij weten ook dat er een partij is, Groen genaamd, die een wetsvoorstel heeft ingediend om dit bindend te maken en dat daarover toch enige spanning bestaat.

Dan kom ik terug op het wetontwerp diverse bepalingen.

Of het nu om fantasienamen gaat, met Perdo femina bijvoorbeeld, om de patiënten te misleiden om andere, duurdere producten te kopen, of om de openbare aanbestedingen en de geliberaliseerde markt van bloedplasma, waarin u enige correctie probeert aan te brengen, of om de tekorten aan medicijnen; één zaak is duidelijk in die drie dossiers en dat is dat winst en gezondheid niet samengaan. De maatschappij moet daar toch anders naar kijken, in plaats van alles door de vrije markt te laten organiseren.

U bent er wel steeds bij geweest. De socialisten, de sociaaldemocraten waren steeds betrokken bij de liberalisering. Het gaat nu over de energiemarkt, maar ik veronderstel dat toen het ging over de bloedplasmamarkt, u er ook reeds bij was.

Ik ben toch blij om te zien dat er enig voortschrijdend inzicht is. U zegt dat wij daar anders naar moeten kijken. Het probleem blijft echter dat u de kantjes ervan af wilt lopen. U wilt het een beetje structureren en heroriënteren. Wij vinden dat wij echt fundamenteel anders moeten omgaan met bijvoorbeeld onze medicijnmarkt, de ontwikkeling en de productie van medicijnen. Wij moeten echt gaan naar een publieke productie.

18.13 Kathleen Depoorter (N-VA): Mijnheer de minister, orde in het hoofd betekent ook orde in de antwoorden.

Hebt u de Europese rapporteur gewezen op het feit dat u het wetsvoorstel van Groen, waarnaar u verwijst in het rapport, niet gaat uitvoeren? Dat zou de nette manier van werken zijn. Of pimpt u graag wat u doet?

La **présidente**: Quelqu'un demande-t-il encore la parole? (*Non*)
Vraagt nog iemand het woord? (*Nee*)

La discussion générale est close.
De algemene bespreking is gesloten.

Discussion des articles **Bespreking van de artikelen**

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) **(3346/9)**

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) **(3346/9)**

Le projet de loi compte 100 articles.
Het wetsontwerp telt 100 artikelen.

* * * * *

Amendements déposés:

Ingediende amendementen:

Art. 6

- 34 – *Sofie Merckx (3346/10)*

Art. 10

- 33 – *Catherine Fonck (3346/10)*

Art. 11/1(n)

- 27 – *Catherine Fonck (3346/10)*

Art. 11/2(n)

- 28 – *Catherine Fonck (3346/10)*

Art. 11/3(n)

- 29 – *Catherine Fonck (3346/10)*

Art. 11/4(n)

- 30 – *Catherine Fonck (3346/10)*

Art. 20/1(n)

- 31 – *Catherine Fonck (3346/10)*

Art. 20/2(n)

• 32 – Catherine Fonck (3346/10)

Art. 32

• 23 – Kathleen Depoorter cs (3346/10)

Art. 34

• 24 – Kathleen Depoorter cs (3346/10)

Art. 35

• 25 – Kathleen Depoorter cs (3346/10)

Art. 92

• 26 – Kathleen Depoorter cs (3346/10)

* * * * *

Conclusion de la discussion des articles:

Besluit van de artikelsgewijze bespreking:

Réservés: les amendements et les articles 6, 10, 32, 34, 35 et 92.

Aangehouden: de amendementen en de artikelen 6, 10, 32, 34, 35 en 92.

Adoptés article par article: les articles 1 à 5, 7 à 9, 11 à 31, 33, 36 à 91, 93 à 100.

Artikel per artikel aangenomen: de artikelen 1 tot 5, 7 tot 9, 11 tot 31, 33, 36 tot 91, 93 tot 100.

* * * * *

La discussion des articles est close. Le vote sur les amendements et les articles réservés ainsi que sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over de aangehouden amendementen, de aangehouden artikelen en over het geheel zal later plaatsvinden.

19 **Projet de loi modifiant la loi du 6 janvier 2014 portant création d'une Commission fédérale de déontologie et contenant le Code de déontologie des mandataires publics (3421/1-5)**

19 **Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 6 januari 2014 houdende de oprichting van een Federale Deontologische Commissie en houdende de Deontologische Code voor de openbare mandatarissen (3421/1-5)**

Discussion générale

Algemene bespreking

La discussion générale est ouverte.

De algemene bespreking is geopend.

M. Mathieu Bihet, rapporteur, s'en réfère à son rapport écrit.

19.01 **Raoul Hedebouw** (PVDA-PTB): Beste collega's, we gaan het vandaag hebben over een wetsvoorstel over de deontologie van de kabinetten. Ik zou graag wat tijd willen nemen voor de fundamentele analyse van de historische rol van de kabinetten en van wat ze vandaag in onze maatschappij betekenen.

Chers collègues, je suis déjà intervenu à l'occasion d'un précédent débat sur la question de la société de classe dans laquelle nous vivons aujourd'hui: l'État est-il un instrument neutre au-dessus de la société, ou plutôt le vecteur d'une classe au service de laquelle il travaille? Ce n'est pas Raoul Hedebouw qui a fait cette analyse tout à fait pertinente, mais Karl Marx et Friedrich Engels.

Je voudrais aller plus loin dans cette analyse marxiste en analysant la question complexe du mécanisme de la grande bourgeoisie qui influence directement l'État créé à son image.

Wat zijn die mechanismen die maken dat de staat, die neutraal zou moeten zijn, eigenlijk niet neutraal is maar ten dienste staat van een grote burgerij?

Eén van die mechanismen die wij vandaag zullen bespreken in dit wetsvoorstel is de kwestie van de kabinetten. De kabinetten vormen een van de schakels waardoor onze staat, onze regering, ten dienste staat van de hogere sociale klasse, met name de grote burgerij. Ik zal dit woord gebruiken in mijn uiteenzetting vandaag, de 1 % of 2 % rijksten, diegenen die de productie-instrumenten in handen hebben.

Dans cette analyse des cabinets, puisqu'aujourd'hui on veut avancer dans la déontologie des cabinets, notre service d'étude... Et je voudrais rendre hommage à mon collègue et camarade surtout, Marco Van Hees, qui a un peu analysé la composition sociale, la composition de capital, l'influence capitale directe dans les cabinets belges. Je fais un peu référence à son étude. Je ne citerai pas de nom car c'est le processus des classes qui est intéressant. Ce n'est pas la question des personnes. C'est la question des mécanismes de classe.

Sur l'analyse des États démocratiques bourgeois, comme on les connaît aujourd'hui, je me permets de citer Marx et Engels qui ont bien synthétisé, je trouve, la pensée du marxisme sur la question de l'État: "La toute-puissance de la richesse est plus sûre parce qu'elle ne dépend pas des défauts de l'enveloppe politique du capitalisme." Quel que soit le personnel, il y a une stabilité pro-bourgeoise qui est garantie. C'est la force de nos États démocratiques bourgeois. C'est une petite explication que je rajoute moi-même. "Le capital assoit son pouvoir si solidement, si sûrement, que celui-ci ne peut être ébranlé par aucun changement de personnes, d'institutions ou de partis dans la république démocratique bourgeoise." C'est vraiment intéressant, c'est-à-dire que, même si le personnel politique change, il reste un ascendant, un contrôle de la classe bourgeoise sur l'État par des mécanismes multiples.

Aujourd'hui, je ne vais pas vous faire l'offense de parler de l'ensemble de ces mécanismes multiples. Je ne crois pas que ce soit le propos. J'analyserai un seul de ces mécanismes, celui des cabinets.

Wij hebben een analyse gemaakt, een overzicht van de mensen in de kabinetten, waar zij vandaan komen en wat hun links zijn met de grote bedrijven en de multinationals. Ik zal geen namen noemen omdat het over de processen gaat, niet over namen.

Nous avons classé selon les différents groupes capitalistiques. Il faut en effet un peu de méthode et de pédagogie pour voir ensemble chaque groupe de multinationales exerçant une influence sur les cabinets.

Ik moet erbij zeggen dat dit natuurlijk niet alleen het geval is met deze regering, het is een traditie die al een eeuw bestaat in de burgerlijke staat België. Ik wil dus echt niet alleen Vivaldi aankaarten. Mevrouw De Block, een van de medewerkers in uw kabinet onderhandelde rechtstreeks met big pharma. Na de onderhandelingen is hij direct overgestapt. Dat gebeurde toen al en onder de regering-Michel was dat ook zo. Een minister van Defensie onderhandelde met Lockheed Martin over de F-35. Toen dat afgehandeld was, is hij daar gewoon gaan werken. Die draaieurpolitiek is natuurlijk geen monopolie van Vivaldi. Het is nu echter eenmaal een ontwerp van de vivaldicoalitie dus ik moet de analyse toepassen op die regering.

D'abord les organisations patronales.

Nous avons le directeur adjoint et chef économiste au cabinet d'Alexander De Croo: lui, carrément de 2006 à 2014, il était économiste en chef de la Fédération des entreprises de Belgique (FEB). Pour ceux qui ne sont pas belges et qui écouteront nos débats, la FEB est un peu l'organisation patronale belge du grand patronat belge. Donc de la FEB au cabinet du premier ministre.

De speciaal aangeworven cel Algemeen Beleid van het kabinet-Van Quickenborne komt rechtstreeks van Voka en van Pharma.be.

Ik geef nog wat voorbeelden – ik zal hier geen namen noemen, ik geef alleen algemene voorbeelden.

Le conseiller au cabinet de Thomas Dermine a commencé sa carrière auprès de Louis Michel. Passer du cabinet des libéraux à celui de Thomas Dermine ne pose pas de vrai problème! Non, parce que la politique, c'est gauche, c'est droite... Bref, c'est cabinets. Pas de problème. Il travaillait avant chez Itinera, un grand *think tank* de gauche comme vous le savez.

Nous avons un attaché de M. Clarinval. Il n'est pas là? Mince alors. J'avais préparé ceci tout spécialement pour lui.

Dans son cabinet, on a une spécialiste des portes tournantes. De 2005 à 2013, elle est au cabinet de Sabine Laruelle. Elle devient ensuite secrétaire générale de l'Union des Classes Moyennes (UCM) qui est un peu l'Union du patronat de la classe moyenne. Puis elle est présidente du Conseil Supérieur des Indépendants

et des PME (CSIPME), et file ensuite chez Willy Borsus, Denis Ducarme et David Clarinval. Elle est passée chez Claeys & Engels qui, comme vous le savez, est un des grands bureaux d'avocats pro-patronaux organisé au niveau mondial.

Pour rappel, pour ceux qui suivent l'exposé, j'explique comment la bourgeoisie a une influence directe auprès des cabinets des différents gouvernements.

Een ander voorbeeld is de adviseur fiscale zaken op het kabinet-Van Quickenborne, die bij UNIZO heeft gewerkt en bij het consultancybureau PwC.

PwC, vous connaissez, une grande multinationale de la consultance.

Dan hebben we de kabinetschef van mevrouw Van der Straeten. Die heeft gewerkt als marketingdirecteur bij handelsfederatie Comeos, le grand patronat du commerce. Hij ging rechtstreeks naar het kabinet-Van der Straeten. Tot daar de directe invloed van de werkgeversorganisatie, het grootkapitaal.

On en arrive aux multinationales de l'énergie.

C'est intéressant aussi. La même personne qui travaille au cabinet Van der Straeten, qui vient de chez Comeos, a travaillé entre 2010 et 2017 pour une grande multinationale en production énergétique.

Nous avons aussi le directeur adjoint du cabinet de Mme Van der Straeten qui est passé par le centre d'études de l'énergie nucléaire SCK-CEN, Enervalis, Stone Fund et qui a travaillé entre 2010 et 2014 comme conseiller au fonds d'investissement du milliardaire Jef Colruyt.

Aangezien het over Energie gaat, waar dus altijd wat meer mag, heeft het kabinet-Van der Straeten nog iemand anders in dienst. De adjunct-directeur voor duurzame energie heeft namelijk bij Siemens Windpower gewerkt, ze was daar CEO. Siemens is een van de grote multinationals, bekend voor zijn greenwashing en kapitalisme. Beste collega's, in het kabinet-Van der Straeten werken ook nog mensen die werkzaam waren bij Eneco en ENGIE. Iedereen is daar dus even langsgedaan.

Cerise sur le gâteau! En matière de grande bourgeoisie, nous avons le baron Jean-Pierre Hansen, qui est conseiller chez le ministre Georges Gilkinet, dans la cellule stratégique. Je vous lis quelque peu le CV de M. Hansen, qui a travaillé chez Distrigaz, Fluxys, Arcelor, SOCOFE, Nethys, Banque nationale, Fabricom, AGBAR, Arcelor, CNP, Delhaize, KBC, Ergon Capital, Integrale. Ce n'est pas mal! Et il travaille dans le cabinet d'un ministre Ecolo. Il n'y a pas de problème. C'est la manière.

Si je suis grand bourgeois, je fais comme cela. Comment vais-je influencer l'État? En mettant tout de suite des gars à moi dans les cabinets, comme ça ils décident sur place. C'est un mécanisme assez intéressant de mainmise du capital sur notre État qui, je vous le rappelle, n'est pas une institution neutre au-dessus des classes, mais fait partie évidemment d'un mécanisme d'oppression.

J'en viens au monde des assurances, chers collègues. Il y en aura pour tout le monde!

Un expert au cabinet de Pierre-Yves Dermagne est passé successivement par Akkermans & Partners, Expertise (...), Delta Lloyd, P&V. Travaille pour Insert, le centre de formation d'Assuralia. Assuralia, ce sont les représentants des assureurs privés. Il est dans le cabinet! C'est incroyable.

Autre conseiller au cabinet Dermagne depuis octobre 2021: la compagnie AXA. Tout ce que je vous dis aujourd'hui, c'est le travail que cette loi aurait dû reprendre. On a repris sur le site du gouvernement, tout simplement, tous les noms des membres des cabinets, et on a fait une recherche. Souvent, c'est sur LinkedIn. On a été chercher ce que ces gens ont fait. On pourrait publier tout cela pour les citoyens eux-mêmes, pour qu'il y ait un peu de transparence.

Transparantie is er echter niet, dus heeft de PVDA het zelf maar uitgezocht. Wij geven vandaag gratis informatie aan het volk. Leer er gerust zelf uit. Ik ga gewoon door.

Le monde des assurances; le monde des sociétés de conseil et d'audit. Nos amis français qui nous écoutent

peut-être aujourd'hui en savent quelque chose. Les McKinsey boys, par exemple; McKinsey qui a la mainmise sur l'État français – rappelez-vous le scandale de M. Macron, qui a sous-traité l'ensemble de sa politique à McKinsey. Je trouve qu'il s'agit d'un mécanisme intéressant de privatisation de la politique.

Dat is gewoon crazy. Wij waren tegen de privatisering van openbare diensten, zoals transport, energie en de bankensector. Nu kan het kapitaal echter ook de politiek zelf privatiseren, door het uit te besteden aan privébedrijven. Dat is gewoon crazy. Wij hebben dat ook gezien in het Vlaams Parlement en bij de Vlaamse regering. Het is gewoon uitbesteding. Speciale grote bedrijven, multinationals, hebben meer kennis dan alle regeringen samen. Bij die regeringen heerst er altijd paniek. Tijdens de covidcrisis wisten ze niet wat te doen en dus belden ze naar McKinsey om. Er werd voorgesteld om gewoon wat politiek advies te kopen voor 200.000 euro.

La politique devient une marchandise. C'est quand même fou! Marx n'aurait jamais pu l'imaginer. Elle devient une marchandise, à savoir une force de travail concentrée qui est vendue sur le marché. Tu veux de la politique, je t'en donne. Combien de kilos de politique veux-tu? Je te les vends. Il n'y a pas de problème.

Le secrétaire d'État socialiste Thomas Dermine vient évidemment de McKinsey. Il a eu un éphémère chef de cabinet dont je ne citerai pas le nom ici qui dirige maintenant un certain Institut Émile Vandervelde – le centre d'études du PS, je crois... – qui vient de chez McKinsey.

Un conseiller du ministre Pierre-Yves Dermagne a passé 12 ans chez McKinsey, après avoir été conseiller à la Commission européenne pour un certain président, à savoir José Manuel Barroso qui est évidemment un expert en porte tournante. Il a eu un lumbago. Il tournait sans arrêt. Il est passé du monde bancaire à la Commission, etc.

Un autre conseiller du cabinet Dermine était consultant au Boston Consulting Group, après avoir travaillé chez McKinsey.

Un consultant spécialisé en santé a travaillé au Boston Consulting Group avant de devenir conseiller au cabinet de Mme De Block, présente dans la salle.

Chez M. Alexander De Croo, le directeur de la Cellule de coordination générale de la politique a travaillé pour un ensemble de libéraux, mais surtout pour la société de conseil *Egon Zehnder*, numéro 1 mondial des chasseurs de tête.

De grootste multinational wat betreft headhunting. Fantastisch. Hop, in het kabinet.

Van Peteghem, dan. Zijn kabinetschef heeft gewerkt voor Vandeurzen, Vanackere, De Crem, Peeters, Beke, Geens, Muylle, Van Peteghem. Negen ministers van cd&v. Wat was hij daarvoor? Hij heeft voor IBM gewerkt, een vzw'tie dat u allemaal kent in de wereld.

Madame la présidente, je sais que vous avez envie que je continue.

La **présidente**: Puisque vous m'interpellez, monsieur Hedebeuw, permettez-moi quand même de me demander l'apport de votre citation et énumération à tout ce débat parlementaire sur la déontologie.

Très sincèrement, pourquoi énumérez-vous des personnes qui peuvent être ciblées, puisque vous les appelez non pas par leur nom mais par leur fonction en détaillant leur CV? Je ne vois pas du tout comment vous essayez d'induire un potentiel conflit d'intérêts ou autre, une idée générale de la composition des cabinets. En quoi est-ce en lien avec le débat sur le Code de déontologie?

Ceci étant dit, je vous permets de poursuivre.

19.02 Raoul Hedebeuw (PVDA-PTB): J'ai effectivement une présidente d'Assemblée socialiste qui me demande, à moi, s'il y a un lien entre la déontologie et le fait que beaucoup de cabinets ont des liens forts avec le monde des multinationales.

Pour moi, en tant que député marxiste de gauche, j'ai envie de répondre oui. Il y a un lien avec cette

déontologie. Le premier lien, c'est la transparence. Je pense effectivement que la plupart des membres des cabinets ont un pouvoir fort.

Kabinetten zijn nu eenmaal in de Belgische politiek, maar ook in heel Europa, plaatsen waar er heel veel macht is, veel meer macht dan in het Parlement. Het Parlement doet veel, maar beslist niets. Die kabinetten beslissen over veel. De invloed van al die multinationals, van hun denkgoed, van hoe de besluitvorming gebeurt, is een essentiële oorzaak waarom het algemeen belang hier niet wordt verdedigd.

Het wetsontwerp gaat in de goede richting, maar er zijn daar heel veel mankementen aan. We hebben vandaag amendementen ingediend.

Ten eerste, wij stellen een afkoelingsperiode van vijf jaar voor. Vanaf wanneer mag iemand vanuit de privésector naar een kabinet of van een kabinet naar de privésector? Wij stellen vijf jaar voor. Dat lijkt ons het minimum. Het is toch niet logisch dat iemand die de F-35 heeft onderhandeld al na twee weken bij Lockheed Martin kan gaan werken?

Ten tweede, er is in geen enkel sanctiemechanisme voorzien voor inbreuken op de deontologische code. Dat is wat de GRECO ons trouwens vraagt. Daarom dienen wij een tweede amendement in.

Ten derde, we willen ervoor zorgen dat een functie binnen een beleidsorgaan onverenigbaar wordt met bepaalde functies, zoals lid van de raad van bestuur van een multinational. Dat is immers een probleem. Zo zitten bijvoorbeeld Open Vld'ers, zoals Verhofstadt, in de raden van bestuur van multinationals. Dat gaat niet in de politiek. Dat zijn problemen en die moeten we kunnen oplossen.

Chers collègues, et tous ceux qui nous écoutent ici aujourd'hui, je pense qu'une des leçons à tirer, c'est qu'il existe de nombreux mécanismes qui font que des groupes d'intérêts qui ont beaucoup de pouvoir et que j'ai qualifiés de "grande bourgeoisie", les 1 ou 2 % les plus riches, ont une influence très forte sur notre vie politique et sur les décisions qui sont prises.

La conscience de ces mécanismes puissants de classe, qui existent depuis déjà plus d'un siècle, doit nous amener à prendre des mesures beaucoup plus radicales, des mesures qui, selon moi, sont démocratiquement anticapitalistes, parce qu'il est effectivement problématique que ces personnes qui représentent 1 % de la société aient beaucoup trop de pouvoir et prennent l'essentiel des décisions politiques de notre pays.

J'espère que vous allez soutenir nos amendements et j'espère que vous aurez aimé ce débat, cet exposé qui a pour objectif de vous donner un aperçu critique de la composition de nos cabinets. Je vous remercie.

19.03 Catherine Fonck (Les Engagés): Madame la présidente, si vous me le permettez, je commencerai dans un tout autre style – et pas seulement sur le plan du paraître – que celui de mon prédécesseur.

Monsieur Hedebouw, vous avez dressé de façon caricaturale la liste d'une série de personnes que ni lui ni moi ne connaissons. Vous les avez étiquetées sur la base de leur parcours professionnel qui, d'après vos dires, a pu être pluriel. Je trouve que cela pose un véritable problème éthique quant à la manière de se comporter au Parlement! (*Applaudissements sur plusieurs bancs*)

On peut toujours faire la leçon aux autres et à tout le monde, mais il faut d'abord oser se remettre en question quant à ses propres pratiques – moi la première, mais vous aussi!

Oui, nous avons besoin de plus de transparence dans les cabinets et dans la politique. En effet, comme député, vous avez peut-être parfois aussi des contacts qui peuvent – tout comme votre comportement – susciter des questions d'un point de vue déontologique. Quand on est adulte, chacun doit aussi pouvoir se remettre en question sur le plan personnel.

Ce projet de loi accomplit certainement un pas dans la bonne direction. Par conséquent, comme je l'ai dit en commission, nous le soutiendrons. Certes, ce n'est pas non plus une révolution et d'autres pas devront sans doute être franchis. Je pense à la composition des cabinets. D'une manière différente de M. Hedebouw, je considère que cette question doit se poser en vue de restituer plus de place et de responsabilité aux administrations. Cela suppose sans doute des cabinets moins nombreux.

Par ailleurs, à l'avenir, la déontologie ne devra pas s'appliquer uniquement aux cabinets, mais également aux consultants – qui peuvent jouer un rôle non négligeable. Pour prendre un exemple et sans vouloir jeter l'opprobre de manière caricaturale et simpliste sur qui que ce soit, les cabinets de consultants ont beaucoup été sollicités dans la crise covid. En la matière, il me semble également fondamental que tous ces experts internes et externes du cabinet respectent des règles claires et s'abstiennent de participer aux décisions s'il y a de potentiels conflits d'intérêts.

Nous soutiendrons ce texte. J'ose espérer que ce sera le cas de l'ensemble des collègues car chaque pas dans une bonne direction est un pas supplémentaire.

19.04 François De Smet (DéFI): Madame la présidente, chers collègues, je ne dis pas que tout va bien dans les cabinets ministériels et qu'il n'y a pas un certain nombre de conflits d'intérêts à régler – et ce texte est un pas dans la bonne direction – mais je pense qu'il y avait mieux à dire sur ce sujet que d'égrener des listes de quasi-dénonciations, comme si les gens qui travaillaient dans des cabinets étaient d'office coupables d'avoir vécu avant.

Ceci étant, ce n'est pas un mauvais projet mais il ne va pas assez loin. Si on revient aux sources, l'adoption d'un code de déontologie à l'attention des ministres figurait déjà dans les recommandations du GRECO (recommandation n° 18). Il avait été ainsi recommandé d'adopter un code de déontologie à l'attention des ministres et de s'assurer que les membres des organes stratégiques et de cabinets bénéficient d'un cadre déontologique clair et harmonisé et que ces codes soient assortis d'un mécanisme de supervision et de sanctions.

Nous saluons donc la modification du gouvernement visant à enfin rendre applicable ce code de déontologie à tous les membres de cabinets et non plus aux seuls chefs de cabinet et chefs de cabinet adjoints. Par ailleurs, l'adoption d'une circulaire visant à rassembler l'ensemble des règles de déontologie s'inscrit parfaitement dans la recommandation du GRECO.

Il y a un bémol, la problématique du pantoufflage et des éventuels conflits d'intérêts n'est toujours pas abordée dans le présent texte et, *in fine*...

(...): (...)

19.05 François De Smet (DéFI): Avec vous, le problème n'est pas toujours le fond, c'est la manière. C'est la manière de poser des débats et c'est la manière de dire, en posant des listes, que les gens n'auraient pas eu le droit d'avoir eu une vie avant. Vous ne devez pas punir les gens, vous devez voir dans quel cadre cela s'inscrit et comment limiter la taille des cabinets. Je terminerai là-dessus.

Le ministre a rappelé que l'avis 2023/3 de la Commission fédérale de déontologie portant sur la mobilité entre le secteur public et le secteur privé afin d'éviter des conflits d'intérêts est assez récent et n'a donc pas pu être intégré tout en précisant que "la législation existante sur les conflits d'intérêts doit empêcher qu'un éventuel pantoufflage puisse être préjudiciable. Cette question a récemment été débattue en Conseil des ministres et des propositions seront faites à ce sujet."

On va donc attendre la majorité au tournant sur ce sujet. Je pense aussi que le fond de la question sur les cabinets, c'est surtout leur taille. Si nous avons des cabinets de trop grande taille, c'est notoirement parce que les ministres essayent de se protéger et d'agir avec des administrations ultra-politisées.

Si vous voulez arriver à réduire les cabinets à la scandinave – nous plaçons, par exemple, pour des cabinets d'un maximum de 20 personnes –, vous devez aussi parvenir à dépolitiser complètement l'administration. Vous n'arriverez pas à faire l'un sans l'autre.

19.06 Minister Annelies Verlinden: Mijnheer Hedeboom, ik heb best bewondering voor uw retorisch talent, maar ik kan minder smaken dat u een intellectueel oneerlijke voorstelling van de feiten geeft. Dat is jammer, omdat ik denk dat wij zo niet tot een echt debat kunnen komen.

U mag best van mening verschillen over de gewenste grootte van de kabinetten en over hoe

beleidsvoorbereidende adviezen tot stand moeten komen, maar door er een karikatuur van te maken, alsof iedereen die ooit maar gedurfd heeft om ergens in een winstgevende multinationale onderneming te werken op voorhand besmet is als hij of zij nadien een steentje bijdraagt aan het algemeen belang, draagt u niet bij tot een ernstig debat. Door er zo'n karikatuur van te maken, is het onmogelijk om elkaar de hand te reiken. Volgens mij helpt dat niet bij de voorstelling van de zaken.

Ik denk ook – ik sluit me hieromtrent aan bij de voorzitter – dat het echt niet helpt om van al die mensen na te gaan waar ze gewerkt hebben en voor welke verschillende kabinetten of bedrijven ze gewerkt hebben. Dat lijkt mij niet nodig voor dit debat. Bovendien gaat het debat niet over de oprichting of de samenstelling van kabinetten, wel over hoe kabinetsleden zich best gedragen. (*Protest van de heer Boukili*)

Neen, mijnheer Boukili, het is niet omdat men ooit gewerkt heeft voor een multinational, dat men als kabinetslid niet kan functioneren in het algemeen belang. Die rechtstreekse link is door u niet bewezen en die kan ook nergens worden aangetoond. Door enkel iemands cv te overlopen, kunt u niet besluiten dat iemand zich later niet meer kan inzetten voor het algemeen belang. Doordat u dat laat uitschijnen, vergroot u het wantrouwen tussen de politiek en de burgers. Ik neem echter aan dat wij met zijn allen net moeten proberen om het vertrouwen te herstellen. Uw karikatuur wijs ik dus absoluut af.

Het wetsontwerp gaat erover hoe kabinetsleden zich, met gezond verstand, met rede en met waardigheid, moeten gedragen.

Bovendien schrijft de Europese Commissie in haar verslag over de rechtsstaat, gepubliceerd op 5 juli, dat België in vergelijking met 2022 aanzienlijke vooruitgang heeft geboekt op het vlak van de versterking van het integriteitskader door de uitbreiding van de bestaande deontologische code tot alle leden van de ministeriële kabinetten. U kunt inbrengen dat bij de Europese Commissie allicht ook mensen werkzaam zijn die ooit gewerkt hebben voor een winstgevend bedrijf; hoe dan ook, de Europese Commissie schrijft dat toch maar in haar rapport. Tot het tegendeel is bewezen, denk ik dat de Commissie daarmee een belangrijke aanname maakt. We hebben dus vooruitgang geboekt.

Voorts wijs ik u erop dat er al een clause in de code voor de openbare mandatarissen over het fenomeen van de draaideuren is opgenomen. Na afloop van het mandaat moeten openbare mandatarissen de eerlijkheid en de kiesheid inzake de aanvaarding van bepaalde ambten of voordelen blijven nastreven. Dat is een algemene regel.

U zult het echter met mij eens zijn dat men onmogelijk elke concrete situatie in regeltjes kan gieten. Wat dat betreft, ga ik liever uit van vertrouwen dan van wantrouwen. Het betreft een algemene gedragsregel die een toetsingskader biedt voor wat onder andere kabinetsleden en openbare mandatarissen na hun mandaat kunnen doen.

Bovendien gaat, zoals ik al opmerkte in commissie – ik zal dat hele debat hier niet overdoen –, het recent advies van de Federale Deontologische Commissie breder dan alleen het fenomeen van de draaideuren voor kabinetsleden. Het debat is daarover zeker niet afgelopen. We kunnen later nog debatteren over de toepassing van dat advies op alle openbare mandatarissen en niet enkel op de kabinetsleden. De Federale Deontologische Commissie heeft overigens geen opmerkingen gemaakt bij het wetsontwerp wat die kwestie betreft.

Uiteraard kunnen we ernstig van gedachten wisselen over uw pleidooi voor een algemene update van de deontologische codes, maar dat was niet het voorwerp van de tekst. Hier gaat het immers over de uitbreiding van de deontologische code naar alle kabinetsleden, dus ruimer dan enkel de adjunct-kabinetschefs, wat een goede zaak is. Ik probeer het te begrijpen, maar snap het niet waarom u de voorgestelde stap in de goede richting zo afschieten.

Er is vandaag niet in voorzien dat de Federale Deontologische Commissie sancties kan opleggen, maar ze kan wel adviezen geven, die publiek zullen worden gemaakt. Zoals alles wat publiek gemaakt wordt, zal dat vervolgens de toetssteen of norm uitmaken waaraan bepaald gedrag zal worden beoordeeld. Van de adviesverlening zal dus zeker ook een vorm van controle uitgaan.

Daarenboven valt, zoals in de recente deontologische code voor de minister, de naleving van de

deontologische code van de kabinetsleden onder de verantwoordelijkheid van de minister. Hij zal verantwoordelijk zijn voor het gedrag van zijn kabinetsleden. Ik twijfel er niet aan dat u de ministers tot de orde zult roepen, als blijkt dat bepaalde kabinetsleden zich niet volgens de deontologische code gedragen hebben, de algemene normen van kiesheid en rechtvaardigheid niet nageleefd hebben of niet in het algemeen belang zijn opgetreden.

Overigens, mochten bepaalde beslissingen moeten worden genomen ten aanzien van kabinetsleden die zich mogelijk niet aan de deontologische code houden, dan vormt de deontologische code een kader op basis waarvan de beslissingen beter kunnen worden gemotiveerd. Ook dat is een voordeel van de tekst. Voorheen waren er uiteraard de algemene beginselen, maar niet gedetailleerd of gepreciseerd. Hierin kan men nu een toetsingskader vinden, op basis waarvan men eventuele beslissingen kan nemen of motiveren.

Pour ce qui concerne les commentaires de M. De Smet sur le pantouflage, ce n'est pas vrai qu'il n'y a rien dans le Code. Il comprend déjà des règles déontologiques pour les comportements après les mandats des mandataires publics. Comme je viens de le dire, la Commission fédérale de déontologie a soumis un avis concernant le pantouflage, et cet avis s'étend à d'autres personnes que les membres du cabinet.

Comme je l'ai dit en commission, il faut à présent évaluer et analyser les étapes à franchir pour mieux organiser et entourer cette discussion sur le pantouflage.

Madame la présidente, je pense avoir répondu aux thématiques mentionnées par les collègues.

La **présidente**: Monsieur Hedeboom, je vous donne la parole pour une brève intervention.

19.07 Raoul Hedeboom (PVDA-PTB): Eerst en vooral, ik heb geprobeerd te laten verstaan dat het juist niet persoonlijk bedoeld was. Het ging over het systeem en de invloed op de maatschappij en was niet aan personen gelinkt. Daarom heb ik ook geen namen genoemd, behalve baron Hansen, maar die is al vaak in de media geweest op dat punt. In onze maatschappij zijn er groepen die veel kennis hebben en die dus veel in de kabinetten komen. Hoe komen ze in de kabinetten? Omdat ze kennis hebben. Die privégroepen hebben een monopolie op de kennis van het beleid dat wordt gevoerd.

C'est vraiment important. Le scandale McKinsey en France, c'est cela. Quand je parle d'externalisation de la politique, je veux dire qu'il y a une connaissance de la gestion de la question publique qui est multinationalisée. Pour moi, ce n'est pas lié à des individus, justement. J'ai vu la polémique hier au Parlement flamand, mais ce n'est pas celle que j'ai voulu soulever. On a plutôt fait la liste générale.

Dan kom ik aan transparantie. Ik vind dat het op de website van de Kamer zou moeten staan. Wij hebben de namen van de leden van de kabinetten, maar we hebben ook hun cv nodig. Dat is het abc op het vlak van transparantie voor de mensen. Trouwens, veel journalisten doen dat werk zelf. Wij hebben echt niet het monopolie op het uitspitten. Dat is belangrijke informatie, zeker als er grote dossiers op komst zijn. Ik zie het dus juist niet persoonlijk.

Het tweede punt is dat wij voorliggend wetsontwerp steunen. Het is immers een stap in de goede richting. Hierin zijn wij wel constructief. Wij mogen echter toch wel een radicale opvatting hebben? U bent geëindigd met te stellen dat we kunnen discussiëren over het aantal mensen in de kabinetten. Wij vinden echter dat kabinetten niet goed zijn in een democratie. Hoe gebeurt die samenstelling? Welk macht krijgen ze? Men zou veel beter met de administratie samenwerken. Wij hebben in België ook heel grote kabinetten. Dat is niet in alle landen zo.

Ce n'est pas dans tous les pays que l'on trouve de grands cabinets comme ceux-là. Je crois qu'il est logique d'avoir ce débat. Mais, madame la ministre, comme nous l'avons dit en commission, nous allons soutenir ce projet de loi. Ce n'est pas parce qu'il y a des amendements que nous n'allons pas le soutenir. S'ils passent, tant mieux pour nous. S'ils ne passent pas, nous le soutiendrons quand même, parce que c'est un pas dans la bonne direction.

La **présidente**: Quelqu'un demande-t-il encore la parole? (*Non*)
Vraagt nog iemand het woord? (*Nee*)

La discussion générale est close.
De algemene bespreking is gesloten.

Discussion des articles
Bespreking van de artikelen

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion.
(Rgt 85, 4) **(3421/4)**
Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) **(3421/4)**

L'intitulé en néerlandais a été modifié par la commission en "wetsontwerp tot wijziging van de wet van 6 januari 2014 houdende oprichting van een Federale Deontologische Commissie en houdende de Deontologische Code voor de openbare mandatarissen".
Het opschrift in het Nederlands werd door de commissie gewijzigd in "wetsontwerp tot wijziging van de wet van 6 januari 2014 houdende oprichting van een Federale Deontologische Commissie en houdende de Deontologische Code voor de openbare mandatarissen".

Le projet de loi compte 2 articles.
Het wetsontwerp telt 2 artikelen.

* * * * *

Amendements déposés:
Ingediende amendementen:

Art. 3(n)
• 4 – *Sofie Merckx* (3421/5)
Art. 4(n)
• 5 – *Sofie Merckx* (3421/5)
Art. 5(n)
• 6 – *Sofie Merckx* (3421/5)
* * * * *

Conclusion de la discussion des articles:
Besluit van de artikelsgewijze bespreking:

Réservés: les amendements.
Aangehouden: de amendementen.

Adoptés article par article: les articles 1 et 2.
Artikel per artikel aangenomen: de artikelen 1 en 2.
* * * * *

La discussion des articles est close. Le vote sur les amendements réservés ainsi que sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.
De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over de aangehouden amendementen en over het geheel zal later plaatsvinden.

20 Proposition de résolution visant à instaurer un moratoire sur l'exploitation des fonds marins (3260/1-3)
20 Voorstel van resolutie over het instellen van een moratorium op diepzeemijnbouw (3260/1-3)

Proposition déposée par:
Voorstel ingediend door:
Maxime Prévot, Georges Dallemagne, Catherine Fonck, Vanessa Matz, Josy Arens, Sophie Rohonyi, Greet Daems.

La commission de l'Énergie, de l'Environnement et du Climat propose de rejeter cette proposition de résolution. **(3260/2)**

De commissie voor Energie, Leefmilieu en Klimaat stelt voor dit voorstel van resolutie te verwerpen. **(3260/2)**

Conformément à l'article 88 du Règlement, l'assemblée plénière se prononcera sur cette proposition de rejet après avoir entendu le rapporteur et, éventuellement, l'auteur.

Overeenkomstig artikel 88 van het Reglement spreekt de plenaire vergadering zich uit over dit voorstel tot verwerping, na de rapporteur en eventueel de indiener te hebben gehoord.

20.01 **Maxime Prévot** (Les Engagés): Madame la présidente, chers collègues, mon groupe s'est exprimé à de nombreuses reprises sur l'importance de la protection des fonds marins.

Je sais que certains de mes collègues dans cette Assemblée, y compris de la majorité, partagent notre sentiment d'urgence à agir et comprennent le caractère irrémédiable et catastrophique d'une exploitation qui commencerait dans les jours à venir.

Notre texte vise à demander l'adoption d'un moratoire de minimum dix ans. Ce moratoire doit permettre, d'une part, que des recherches scientifiques suffisantes soient menées pour évaluer l'atteinte portée au patrimoine commun de l'humanité par les activités d'exploitation des fonds marins. D'autre part, il doit permettre aux États membres de l'Autorité internationale des fonds marins d'entreprendre les réformes organisationnelles et structurelles nécessaires pour assurer une totale transparence afin que ladite Autorité internationale des fonds marins respecte son obligation d'agir au nom de l'humanité dans son ensemble.

Ce texte a été rejeté par mes collègues de la majorité, au motif qu'ils ont abouti à un compromis qu'ils jugent à la hauteur de l'enjeu et qui prend la forme d'une proposition de résolution déposée par le Parti Socialiste. Cela ne nous convainc nullement. En effet, la proposition du PS demande au gouvernement de soutenir l'interdiction de toute activité d'exploitation minière non réglementée des fonds marins uniquement dans la zone de Clarion-Clipperton, tant qu'un consensus scientifique sur l'absence de risque n'est pas établi et que l'engagement de protection de 30 % des zones terrestres, des eaux intérieures, des zones côtières et marines et de leur biodiversité n'est pas rendu effectif.

Nous avons exprimé nos doutes et nous avons posé des questions à plusieurs reprises sans jamais recevoir de réponse. Je souhaite donc à nouveau rappeler pourquoi ce compromis n'est pas à la hauteur de l'enjeu.

Premièrement, l'objectif de la COP15 est effectivement un objectif important. Beaucoup reste encore à faire pour atteindre les 30 %. Mais nous savons aussi que certaines activités destructrices, notamment les chalutages sont encore autorisés dans des zones dites protégées. Si nous fixons ce critère comme condition à l'exploitation minière, nous ne pouvons pas écarter le risque que les États se lancent dans une course aux kilomètres carrés d'espaces protégés avec des niveaux de protection faibles à l'approche de 2030.

Deuxièmement, le PS demande l'interdiction des activités d'exploitation minière non réglementées. C'est-à-dire? Je me pose cette question car, dans quelque jours, le délai accordé à l'Autorité internationale des fonds marins pour examiner la demande d'exploitation de l'État de Nauru expire.

Une fois ce délai expiré, l'Autorité évaluera en toute légalité cette demande et les suivantes. Depuis deux ans, c'est le sprint pour élaborer une réglementation qui, malgré toutes les incertitudes scientifiques, montre un semblant d'encadrement. Nous ne sommes toujours pas sûrs que cette réglementation aboutira. Si c'est le cas, nous ne pouvons que douter de la solidité de l'encadrement proposé au regard des délais très courts et de la pression exercée par les industriels.

Je vous le demande, chers collègues, quelle sera, dans quelques jours, votre position au sein de cette Autorité internationale quand, en toute légalité, on étudiera la demande de l'État de Nauru sans avoir eu le temps de se doter d'une réglementation qui repose sur des certitudes scientifiques?

Dans ce cas de figure, estimerez-vous qu'il s'agit d'une exploitation minière réglementée?

Enfin, la demande d'interdiction se concentre sur la seule zone de Clarion-Clipperton. Aujourd'hui, seule cette zone est concernée. Mais qu'en sera-t-il demain? Qu'en est-il des fonds marins situés en dehors de cette zone? Ce point nous inquiète d'autant plus qu'il y a quelques jours, la Norvège a annoncé sa volonté d'ouvrir ses eaux à l'exploitation minière des grands fonds marins.

Nous avons lu l'avis du ministre Van Quickenborne et cela me rend encore plus inquiet quant au compromis trouvé par la majorité, particulièrement quand je lis que, pour le ministre, subordonner l'autorisation de l'exploitation minière des fonds marins à un consensus scientifique sur l'impact de ces activités est un pas de trop. Pour le ministre, c'est aller trop loin que de rechercher un consensus scientifique avant le démarrage de cette activité destructrice de notre environnement.

Chers collègues, arrêtez de vous leurrer! L'adoption d'un moratoire ne nous empêche pas de participer aux discussions internationales, comme le suggèrent le ministre et certains représentants libéraux. Seize autres États, dont la France et plus récemment la Suisse, se sont dotés d'un tel moratoire. Devons-nous croire que tous ces États ont choisi de s'exclure des discussions internationales? Non, bien sûr!

À l'instar de ces États, la Belgique peut encore choisir d'affirmer une autre position claire et responsable. Je vous invite à faire en sorte que la Belgique soit un *blue leader*, celui que nous méritons d'être. Nous ne sommes pas contraints de céder à la pression des industriels qui se sont engouffrés dans les brèches de la réglementation internationale.

Chers collègues, je vous invite à un sursaut: revoyez votre jugement et veillez à ne pas brader, à la faveur du rejet de ce moratoire, les enjeux environnementaux, ceux de notre planète et ceux de notre humanité. Je vous remercie.

La **présidente**: Plus personne ne peut prendre la parole.
Geen andere spreker mag het woord nemen.

Le vote sur la proposition de rejet de cette proposition de résolution aura lieu ultérieurement.
De stemming over het voorstel tot verwerping van dit voorstel van resolutie zal later plaatsvinden.

Communications

Mededelingen

21 Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de sécurité (Comité R) – Second membre suppléant francophone – Appel à candidats

21 Vast Comité van Toezicht op de inlichtingen- en veiligheidsdiensten (Comité I) – Franstalig tweede plaatsvervangend lid – Oproep tot kandidaten

Conformément à la décision de la séance plénière du 27 avril 2023, un deuxième appel à candidats a été publié au *Moniteur belge* du 26 mai 2023 pour le mandat de second membre suppléant francophone pour le Comité R.

Overeenkomstig de beslissing van de plenaire vergadering van 27 april 2023 werd een tweede oproep tot kandidaten voor het mandaat van tweede plaatsvervangend lid voor het Comité I in het *Belgisch Staatsblad* van 26 mei 2023 bekendgemaakt.

Aucune candidature n'a été introduite.
Er werden geen kandidaturen ingediend.

Conformément à l'avis de la Conférence des présidents du 5 juillet 2023, je vous propose de publier au *Moniteur belge* un troisième appel à candidats pour ce mandat.

Overeenkomstig het advies van de Conferentie van voorzitters van 5 juli 2023 stel ik u voor een derde oproep tot kandidaten in het *Belgisch Staatsblad* bekend te maken voor dit mandaat.

Pas d'observation ? (*Non*)
Il en sera ainsi.

Geen bezwaar? (*Nee*)
Aldus wordt besloten.

22 Conseil disciplinaire de la CREG – Renouvellement de la composition du Conseil disciplinaire
22 Tuchtraad van de CREG – Vernieuwing van de samenstelling van de Tuchtraad

En vertu de la loi du 29 mai 2023 modifiant l'article 24, § 2^{ter}, de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, la composition et les conditions de nomination de la CREG ont été modifiées. Bij wet van 29 mei 2023 tot wijziging van artikel 24, § 2^{ter}, van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt werden de samenstelling en de benoemingsvoorwaarden van de CREG gewijzigd.

Le Conseil disciplinaire se compose désormais d'un président et de deux membres, tous magistrats, anciens magistrats ou magistrats suppléants.

De Tuchtraad bestaat voortaan uit een voorzitter en twee leden, allen magistraten, gewezen magistraten of plaatsvervangende magistraten.

Le président du Conseil disciplinaire doit amener la preuve de sa connaissance du français et du néerlandais. De voorzitter van de Tuchtraad dient zijn kennis van het Nederlands en van het Frans te bewijzen.

Un des membres est francophone, l'autre néerlandophone.
Het ene lid is Nederlandstalig en het andere Franstalig.

Le secrétariat du Conseil disciplinaire est assuré par un greffier francophone et un greffier néerlandophone, tous deux magistrats, anciens magistrats, magistrats suppléants ou greffiers de l'ordre judiciaire justifiant d'une expérience de dix ans.

Het secretariaat van de Tuchtraad wordt waargenomen door een Nederlandstalige en een Franstalige griffier. De griffiers zijn magistraten, gewezen magistraten, plaatsvervangende magistraten of griffiers van de rechterlijke orde met tien jaar beroepservaring.

Le greffier francophone a été nommé au cours de la séance plénière du 7 juillet 2022.
De Franstalige griffier werd benoemd tijdens de plenaire vergadering van 7 juli 2022.

Les membres effectifs et suppléants ont été nommés pour une période de six ans au cours de la séance plénière du 24 mai 2017, et le président effectif au cours de la séance plénière du 20 juillet 2017. De effectieve en de plaatsvervangende leden werden voor een termijn van zes jaar benoemd tijdens de plenaire vergadering van 24 mei 2017, de effectieve voorzitter tijdens de plenaire vergadering van 20 juli 2017.

Par conséquent le mandat des membres effectifs et suppléants est arrivé à échéance le 23 mai 2023. Bijgevolg verstreek het mandaat van de effectieve en plaatsvervangende leden op 23 mei 2023.

Le mandat du président effectif échoira le 19 juillet 2023.
Het mandaat van de effectieve voorzitter zal verstrijken op 19 juli 2023.

Les mandats de suppléants du président et des membres du Conseil disciplinaire ont été supprimés et ne doivent dès lors plus être renouvelés.

De mandaten van plaatsvervangers van de voorzitter en van de leden van de Tuchtraad werden afgeschaft en hoeven als gevolg van de nieuwe wet niet meer te worden hernieuwd.

Conformément à la décision de la Conférence des présidents du 5 juillet 2023, je vous propose de publier au *Moniteur belge* un appel à candidats pour les mandats de président, de membres francophone et néerlandophone et de greffier néerlandophone.

Overeenkomstig het advies van de Conferentie van voorzitters van 5 juli 2023, stel ik u voor om een oproep tot kandidaten voor de mandaten van voorzitter, Nederlandstalig en Franstalig lid, en van Nederlandstalige griffier in het *Belgisch Staatsblad* bekend te maken.

Pas d'observation? (*Non*)
Il en sera ainsi.

Geen bezwaar? (*Nee*)
Aldus zal geschieden.

23 Organe de contrôle de l'information policière – Démission d'un membre et titre honorifique

23 Controleorgaan op de politionele informatie – Ontslag van een lid en eretitel

Par lettre du 26 juin 2023, M. Koen Gorissen, membre (expert) de l'Organe de contrôle de l'information policière (COC), communique sa démission et demande, conformément à l'article 11 du règlement d'ordre intérieur de l'Organe de contrôle, de pouvoir porter le titre honorifique de sa fonction à partir de cette date.

Bij brief van 26 juni 2023 deelt de heer Koen Gorissen zijn ontslag mede als lid (expert) van het Controleorgaan op de politionele informatie (COC), en vraagt om, overeenkomstig artikel 11 van het huishoudelijk reglement van het Controleorgaan, de eretitel van zijn ambt vanaf die datum te mogen dragen.

Conformément à l'avis de la Conférence des présidents du 5 juillet 2023, je vous propose de faire droit à cette requête.

Overeenkomstig het advies van de Conferentie van voorzitters van 5 juli 2023 stel ik u voor op dit verzoek in te gaan.

Je vous propose également d'accorder à M. Philippe Arnould, ancien président de l'Organe de contrôle, le titre honorifique de sa fonction, vu sa lettre du 5 décembre 2022 où il demande de pouvoir porter le titre honorifique. Ik stel u tevens voor aan de heer Philippe Arnould, gewezen voorzitter van het Controleorgaan, de eretitel van zijn functie toe te kennen gelet op zijn brief van 5 december 2022 waarin hij vraagt om de eretitel te mogen dragen.

Pas d'observation? (*Non*)

Il en sera ainsi.

Geen bezwaar? (*Nee*)

Aldus wordt besloten.

24 Commissions de nomination pour le notariat – Renouvellement de la moitié des mandats – Candidatures introduites et appel à candidatures

24 Benoemingscommissies voor het notariaat – Hernieuwing van de helft van de mandaten – Ingediende kandidaturen en oproep tot kandidaten

Conformément à la décision des séances plénières des 10 novembre 2022, 9 mars et 11 mai 2023, trois appels à candidats ont été publiés au *Moniteur belge* respectivement les 25 janvier, 30 mars et 16 mai 2023 pour le renouvellement de la moitié des mandats des Commissions de nomination pour le notariat.

Overeenkomstig de beslissingen van de plenaire vergaderingen van 10 november 2022, 9 maart en 11 mei 2023 werden in het *Belgisch Staatsblad* van respectievelijk 25 januari, 30 maart en 16 mei 2023 drie oproepen tot kandidaten bekendgemaakt voor de hernieuwing van de helft van de mandaten van de Benoemingscommissies voor het notariaat.

À la suite de la démission d'un membre, et conformément à la décision de la séance plénière du 25 mai 2023, un appel à candidats a également été publié au *Moniteur belge* du 31 mai 2023 pour le mandat de membre suppléant néerlandophone pour la catégorie 'magistrat'.

Als gevolg van het ontslag van een lid en overeenkomstig de beslissing van de plenaire vergadering van 25 mei 2023 werd eveneens een oproep tot kandidaten in het *Belgisch Staatsblad* van 31 mei 2023 bekendgemaakt voor het mandaat van Nederlandstalig plaatsvervangend lid voor de categorie 'magistraat'.

Les mandats suivants des Commissions de nomination doivent être renouvelés:

De volgende mandaten van de Benoemingscommissies dienen te worden hernieuwd:

Membres effectifs:

deux magistrats (1F + 1N)

deux membres externes (1F + 1N)

Werkende leden:

twee magistraten (1N + 1F)

twee externe leden (1N + 1F)

Membres suppléants:

deux professeurs/chargés de cours (1F + 1N)

deux membres externes (1F + 1N)

un magistrat (1N)

Plaatsvervangende leden:

twee hoogleraren/docenten (1N + 1F)

twee externe leden (1N + 1F)

één magistraat (1N)

Suite aux différents appels à candidats au *Moniteur belge*, les candidatures suivantes ont été introduites pour les mandats de membres effectif et suppléant:

Naar aanleiding van de verschillende oproepen tot kandidaten in het *Belgisch Staatsblad* werden de volgende kandidaturen ingediend voor de mandaten van werkend en plaatsvervangend lid:

Membres effectifs:

Magistrat

Candidats néerlandophones:

M. Geert Jocqué, président de section à la Cour de cassation

M. Philippe Moens, conseiller à la cour d'appel de Gand

M. Michael Traest, conseiller à la cour d'appel de Gand

Candidats francophones:

Mme Margueritte Crasson, juge auprès du tribunal de première instance de Liège

M. Philippe-David Morandini, premier président de la cour d'appel de Mons

M. Jean-Hwan Tasset, juge de paix au canton de Molenbeek-Saint-Jean

Membre externe

Candidats néerlandophones:

M. David Baele, médiateur fédéral

M. Michiel Beek, conseiller-juriste à la police fédérale

Mme Janne Devolder, avocate

Mme Pascale Lauwereys, avocate

M. Dirk Minnebo, entrepreneur indépendant dans la gestion des actifs

Candidats francophones:

Mme Isabelle De Ruydts, ancienne présidente de chambre à la cour d'appel de Bruxelles et juge suppléante à la cour d'appel de Bruxelles

M. Alexandre Gillain, avocat au barreau de Charleroi

M. Eric Méganck, inspecteur général f.f. au SPW Finances

M. Luc Vandenhoeck, expert-comptable indépendant et conseiller social auprès de la cour du travail de Bruxelles

Werkende leden:

Magistraat

Nederlandstalige kandidaten:

de heer Geert Jocqué, sectievoorzitter bij het Hof van Cassatie

de heer Philippe Moens, raadsheer bij het hof van beroep te Gent

de heer Michael Traest, raadsheer bij het hof van beroep te Gent

Franstalige kandidaten:

mevrouw Margueritte Crasson, rechter bij de rechtbank van eerste aanleg van Luik

de heer Philippe-David Morandini, eerste voorzitter van het hof van beroep van Bergen

de heer Jean-Hwan Tasset, vrederechter in het kanton van Sint-Jans-Molenbeek

Extern lid

Nederlandstalige kandidaten:

de heer David Baele, Federale Ombudsman
de heer Michiel Beek, adviseur-jurist bij de federale politie
mevrouw Janne Devolder, advocaat
mevrouw Pascale Lauwereys, advocaat
de heer Dirk Minnebo, zelfstandig ondernemer in vermogensbeheer

Franstalige kandidaten:

mevrouw Isabelle De Ruydts, gewezen kamervoorzitter bij het hof van beroep van Brussel en plaatsvervangend rechter bij het hof van beroep van Brussel
de heer Alexandre Gillain, advocaat bij de balie van Charleroi
de heer Eric Méganck, dienstdoend inspecteur-generaal bij de 'SPW Finances'
de heer Luc Vandenhoeck, zelfstandig financieel expert en raadsheer in sociale zaken bij het arbeidshof van Brussel

Membres suppléants:

Professeur/Chargé de cours en droit

Candidats néerlandophones: aucune candidature introduite.

Candidats francophones:

Mme Isabelle Richelle, professeur à l'Université de Liège

Magistrat

Candidats néerlandophones:

Mme Ilse Cardoen, juge de paix à Ninove

M. Philippe Moens, conseiller à la cour d'appel de Gand

Membre externe

Candidats néerlandophones:

M. Michiel Beek, conseiller-juriste à la police fédérale

M. Dirk Minnebo, entrepreneur indépendant dans la gestion des actifs

Candidats francophones:

Mme Margueritte Crasson, juge auprès du tribunal de première instance de Liège

Mme Isabelle De Ruydts, ancienne présidente de chambre à la cour d'appel de Bruxelles et juge suppléante à la cour d'appel de Bruxelles

M. Etienne Gengler, maître-assistant en droit à HENALLUX (Haute École de Namur-Liège-Luxembourg).

M. Alexandre Gillain, avocat au barreau de Charleroi

M. Jean-Hwan Tasset, juge de paix au canton de Molenbeek-Saint-Jean

M. Luc Vandenhoeck, expert-comptable indépendant et conseiller social auprès de la cour du travail de Bruxelles

Plaatsvervangende leden:

Hoogleraar/Docent in de rechten

Nederlandstalige kandidaten: geen kandidatuur ingediend.

Franstalige kandidaten:

mevrouw Isabelle Richelle, hoogleraar aan de Université de Liège

Magistraat

Nederlandstalige kandidaten:

mevrouw Ilse Cardoen, vrederechter te Ninove

de heer Philippe Moens, raadsheer bij het hof van beroep te Gent

Extern lid

Nederlandstalige kandidaten:

de heer Michiel Beek, adviseur-jurist bij de federale politie

de heer Dirk Minnebo, zelfstandig ondernemer in vermogensbeheer

Franstalige kandidaten:

mevrouw Margueritte Crasson, rechter bij de rechtbank van eerste aanleg van Luik

mevrouw Isabelle De Ruydts, gewezen kamervoorzitter bij het hof van beroep van Brussel en plaatsvervangend rechter bij het hof van beroep van Brussel

de heer Etienne Gengler, docent in de rechten aan de Hogeschool HENALLUX (Haute École de Namur-Liège-Luxembourg)

de heer Alexandre Gillain, advocaat bij de balie van Charleroi

de heer Jean-Hwan Tasset, vrederechter in het kanton van Sint-Jans-Molenbeek

de heer Luc Vandenhoeck, zelfstandig financieel expert en raadsheer in sociale zaken bij het arbeidshof van Brussel

Les candidatures ont été introduites en nombre suffisant pour tous les mandats, excepté pour celui de membre suppléant néerlandophone pour la catégorie 'professeur/chargé de cours en droit'.

Er werden voldoende kandidaturen ingediend voor alle mandaten, uitgezonderd voor het mandaat van Nederlandstalig plaatsvervangend lid voor de categorie 'hoogleraar/docent in de rechten'.

Conformément à l'avis de la Conférence des présidents du 5 juillet 2023, je vous propose de procéder au renouvellement des mandats pour lesquels les candidatures ont été introduites en nombre suffisant en envoyant les cv des candidats aux groupes politiques et de publier un nouvel appel à candidats au *Moniteur belge* pour le mandat de membre suppléant néerlandophone pour la catégorie 'professeur/chargé de cours en droit'.

Overeenkomstig het advies van de Conferentie van voorzitters van 5 juli 2023, stel ik u voor om over te gaan tot de hernieuwing van de mandaten waarvoor er voldoende kandidaturen werden ingediend, de cv's van de kandidaten aan de politieke fracties over te zenden en om een nieuwe oproep tot kandidaten in het *Belgisch Staatsblad* bekend te maken voor het mandaat van Nederlandstalig plaatsvervangend lid voor de categorie 'hoogleraar/docent in de rechten'.

Pas d'observation? (*Non*)

Il en sera ainsi.

Geen bezwaar? (*Nee*)

Aldus zal geschieden.

Scrutin secret (continuation)

Geheime stemming (voortzetting)

25 Autorité de protection des données – Centre de connaissances – Nomination d'un membre francophone – Résultat du scrutin secret

25 Gegevensbeschermingsautoriteit – Kenniscentrum – Benoeming van een Franstalig lid – Uitslag van de geheime stemming

Votants	90	Stemmen
Blancs ou nuls	0	Blanco of ongeldig
Valables	90	Geldig
Majorité absolue	46	Volstreekte meerderheid

Mme Margaux Coquet a obtenu 1 voix.

Mevrouw Margaux Coquet heeft 1 stem gekregen.

Mme Juline Deschuyteneer a obtenu 79 voix.

Mevrouw Juline Deschuyteneer heeft 79 stemmen gekregen.

M. Franck Dumortier a obtenu 10 voix.

De heer Franck Dumortier heeft 10 stemmen gekregen.

Mme Juline Deschuyteneer ayant obtenu 79 voix, soit la majorité absolue, est proclamée membre du Centre de connaissances de l'Autorité de protection des données.

Aangezien mevrouw Juline Deschuyteneer 79 stemmen heeft gekregen, dit is de volstreckte meerderheid, is zij benoemd tot lid van het Kenniscentrum van de Gegevensbeschermingsautoriteit.

26 Demandes d'urgence émanant du gouvernement

26 Urgentieverzoeken van de regering

Le gouvernement a demandé l'urgence conformément à l'article 51 du Règlement lors du dépôt du projet de loi modifiant les articles VII.2, VII.3, VII.100, VII.148, VII.150, VII.153 et VII.154 du Code de droit économique, n° 3459/1.

De regering heeft de urgentieverklaring gevraagd met toepassing van artikel 51 van het Reglement, bij de indiening van het wetsontwerp tot wijziging van de artikelen VII.2, VII.3, VII.100, VII.148, VII.150, VII.153 en VII.154 van het Wetboek van economisch recht, nr. 3459/1.

Je passe la parole au gouvernement pour développer la demande d'urgence.

Ik geef het woord aan de regering om de vraag tot urgentieverklaring toe te lichten.

26.01 Annelies Verlinden, ministre: Madame la présidente, ce projet d'adaptation de la loi relative à la Centrale des crédits aux particuliers nécessite l'intégration d'un nombre élevé de nouveaux contrats de crédit précédemment enregistrés dans le fichier des enregistrements non régis ainsi que la communication de données supplémentaires. Afin d'optimiser l'intégration de ces nouvelles dispositions légales, ces adaptations ont été couplées avec la refonte complète de l'application informatique gérée par la Banque nationale de Belgique, application qui sera obsolète à partir de 2024.

Un tel changement nécessite en particulier de nombreux tests en conditions réelles, qui ne pourront être réalisés qu'une fois la loi adoptée et avant son entrée en vigueur. Actuellement, la période de test en conditions réelles est de quatre mois et débutera donc le 1^{er} septembre 2023. Tout report au-delà de cette date réduira cette période de test et accroîtra d'autant les risques opérationnels.

La **présidente**: Je vous propose de nous prononcer sur cette demande.

Ik stel u voor om ons over deze vraag uit te spreken.

L'urgence est adoptée par assis et levé.

De urgentie wordt aangenomen bij zitten en opstaan.

Le gouvernement a également demandé l'urgence conformément à l'article 51 du Règlement lors du dépôt du projet de loi modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, n° 3464/1.

De regering heeft eveneens de urgentieverklaring gevraagd met toepassing van artikel 51 van het Reglement, bij de indiening van het wetsontwerp tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, nr. 3464/1.

Je passe la parole au gouvernement pour développer la demande d'urgence.

Ik geef het woord aan de regering om de vraag tot urgentieverklaring toe te lichten.

26.02 Minister **Annelies Verlinden**: Mevrouw de voorzitter, dit wetsontwerp heeft tot doel om artikel 62 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven aan te passen. Daarin wordt de toekenning van een winstdeling aan de werknemers van Proximus gedefinieerd. De aanpassing heeft tot doel het variabel verloningsbeleid te kaderen in het breder kader van de wijziging van het evaluatiebeleid, de combinatie van een complex en minder transparant individueel en collectief bonussysteem te vervangen door een nieuw helder collectief bonussysteem en het verruimen van de collectieve doelstellingen die de basis vormen van variabele verloning van puur financiële naar meer operationele doelstellingen die de reële maatschappelijke en duurzame objectieven van de organisatie beter weerspiegelen.

Om ervoor te zorgen dat Proximus de tijd heeft voor de voorafgaande technische, operationele en administratieve implementatie van het nieuwe systeem, moet de wet zo snel mogelijk worden gepubliceerd.

Om deze reden wordt de urgentie gevraagd, opdat het wetsontwerp nog kan worden behandeld voor het reces.

26.03 Peter De Roover (N-VA): Mevrouw de voorzitter, eergisteren is dit in eerste lezing goedgekeurd. Dat betekent dat we eigenlijk tijdens de procedure de urgentie gaan invoeren. Kan dit technisch wel? De procedure is immers opgestart.

De **voorzitter**: Het is mogelijk en het is ook belangrijk voor het verslag.

Je vous propose de nous prononcer sur cette demande.

Ik stel u voor om ons over deze vraag uit te spreken.

L'urgence est adoptée par assis et levé.

De urgentie wordt aangenomen bij zitten en opstaan.

Le gouvernement a également demandé l'urgence conformément à l'article 51 du Règlement lors du dépôt du projet de loi portant modification de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques n° 3469/1. De regering heeft eveneens de urgentieverklaring gevraagd met toepassing van artikel 51 van het Reglement, bij de indiening van het wetsontwerp houdende wijziging van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie nr. 3469/1.

Je passe la parole au gouvernement pour développer la demande d'urgence.

Ik geef het woord aan de regering om de vraag tot urgentieverklaring toe te lichten.

26.04 Minister Annelies Verlinden: Mevrouw de voorzitter, dit ontwerp van wet heeft tot doel om de uitzonderingen op het beginsel van het algemeen verbod op het veroorzaken van schadelijke storing uit te breiden om het gebruik van stoorzenders tegen drones door de geïntegreerde politie of door Defensie toe te staan, zodat een incident met kwaadwillige drones kan worden voorkomen. Gezien de huidige geopolitieke situatie wordt voor dit wetsontwerp de hoogdringendheid gevraagd.

La **présidente**: Je vous propose de nous prononcer sur cette demande.

Ik stel u voor om ons over deze vraag uit te spreken.

L'urgence est adoptée par assis et levé.

De urgentie wordt aangenomen bij zitten en opstaan.

27 Inoverwegingneming van voorstellen

27 Prise en considération de propositions

In de laatst rondgedeelde agenda komt een lijst van voorstellen voor waarvan de inoverwegingneming is gevraagd.

Vous avez pris connaissance dans l'ordre du jour qui vous a été distribué de la liste des propositions dont la prise en considération est demandée.

Indien er geen bezwaar is, beschouw ik deze als aangenomen; overeenkomstig het Reglement worden die voorstellen naar de bevoegde commissies verzonden.

S'il n'y a pas d'observations à ce sujet, je considérerai la prise en considération comme acquise et je renvoie les propositions aux commissions compétentes conformément au Règlement.

Geen bezwaar? (*Nee*)

Aldus wordt besloten.

Pas d'observation? (*Non*)

Il en sera ainsi.

Urgentieverzoeken

Demandes d'urgence

Een eerste urgentieverzoek betreft een voorstel van resolutie betreffende de hervorming van het sociaal tarief

voor energie (nr. 3478/1).

27.01 Reccino Van Lommel (VB): Mevrouw de voorzitter, collega's, het is genoegzaam geweten dat sinds 1 juli het uitgebreid sociaal tarief is afgelopen. Er werd een hervorming beloofd die naadloos zou aansluiten bij het oude, tijdelijke systeem. Omdat er binnen de regering geen akkoord kon worden gevonden, zal deze hervorming pas later gebeuren. De minister heeft aangekondigd dat het nieuwe systeem pas zal ingaan op 1 januari van volgend jaar. Zo wordt er een gat van zes maanden geslagen. Ondertussen zeggen de voorspellingen dat de prijzen deze winter opnieuw zullen stijgen, wat maakt dat dit problematisch kan zijn omdat het uitgebreid sociaal tarief niet meer van toepassing is. Omdat wij van mening zijn dat een hervorming niet meer op zich kan laten wachten, hebben wij zelf een voorstel ingediend en vragen wij daarvoor de prioritaire behandeling.

La **présidente**: Je vous propose de nous prononcer sur cette demande.
Ik stel u voor om ons over deze vraag uit te spreken.

*L'urgence est rejetée par assis et levé.
De urgentie wordt verworpen bij zitten en opstaan.*

27.02 Peter Mertens (PVDA-PTB): Mevrouw de voorzitter, ik vraag de urgentie voor het wetsvoorstel nr. 3479/1 teneinde energie betaalbaar te maken.

Mevrouw de voorzitter, het gaat over hetzelfde onderwerp, namelijk energie en de betaalbaarheid ervan. Er zijn twee visies over hoe die dure energie dit jaar zal evolueren. Blijkbaar is er een visie die stelt dat de prijzen op een of andere magische manier zullen dalen en dat het allemaal betaalbaar gaat worden voor de mensen. Aan de andere kant van de maatschappij zijn er echter heel wat mensen die nog steeds met die hoge energierekeningen geconfronteerd worden.

Wij hebben nu 20 jaar liberalisering van de energiemarkt achter ons. Daarom hebben wij vorige week een petitie ingediend bij het kabinet van de minister, met 100.000 handtekeningen, om energie betaalbaar te maken. Ons voorstel is om die wet aan te nemen. Wij willen dit urgent behandelen, zodat de mensen dit najaar de mogelijkheid hebben om betaalbare energie te krijgen.

Het goede nieuws is dat als u dit steunt, u gewoon moet opstaan. Het is heel eenvoudig: wie voor betaalbare energie en prijsblokkering is moet gewoon opstaan. Dat is heel eenvoudig.

La **présidente**: Je vous propose de nous prononcer sur cette demande.
Ik stel u voor om ons over deze vraag uit te spreken.

*L'urgence est rejetée par assis et levé.
De urgentie wordt verworpen bij zitten en opstaan.*

Votes nominatifs

Naamstemmingen

27.03 Sofie Merckx (PVDA-PTB): Madame la présidente, étant donné que M. Senesael est toujours souffrant, M. Van Hees adaptera ses votes en fonction. M. Flahaut étant empêché, M. Boukili assurera le pairage. Enfin, M. De Vuyst paire avec M. Ben Achour, qui est également empêché.

27.04 Catherine Fonck (Les Engagés): Madame la présidente, chers collègues, nous assurerons un pairage pour la collègue Laurence Zanchetta qui est absente pour raisons médicales. C'est Josy Arens qui adaptera son vote. Nous opérerons également un pairage pour Els Van Hoof qui est absente pour des raisons familiales. C'est Georges Dallemagne qui adaptera son vote.

27.05 Sophie Rohonyi (DéFI): Madame la présidente, chers collègues, notre collègue, Chanelle Bonaventure, ne pouvait malheureusement pas être des nôtres ce soir. C'est la raison pour laquelle

j'effectuerai un pairage avec elle.

La **présidente**: Merci, chères collègues.

28 **Motions déposées en conclusion de l'interpellation de Mme Yngvild Ingels sur "des situations intolérables liées à l'adoption d'enfants sud-coréens et le rôle des autorités belges" (n° 422)**

28 **Moties ingediend tot besluit van de interpellatie van mevrouw Yngvild Ingels over "wantoestanden bij de adoptie van Zuid-Koreaanse kinderen en de rol van de Belgische overheid" (nr. 422)**

Cette interpellation a été développée en réunion publique de la commission des Relations extérieures du 28 juin 2023.

Deze interpellatie werd gehouden in de openbare vergadering van de commissie voor Buitenlandse Betrekkingen van 28 juni 2023.

Deux motions ont été déposées (MOT n° 422/1):

- une motion de recommandation a été déposée par Mme Yngvild Ingels;
- une motion pure et simple a été déposée par M. Christophe Bombled.

Twee moties werden ingediend (MOT nr. 422/1):

- een motie van aanbeveling werd ingediend door mevrouw Yngvild Ingels;
- een eenvoudige motie werd ingediend door de heer Christophe Bombled.

La motion pure et simple ayant la priorité de droit, je mets cette motion aux voix.

Daar de eenvoudige motie van rechtswege voorrang heeft, breng ik deze motie in stemming.

Quelqu'un demande-t-il la parole pour une déclaration avant le vote?

Vraagt iemand het woord voor een stemverklaring?

28.01 **Yngvild Ingels (N-VA)**: Collega's mag ik twee minuten van uw aandacht?

U herinnert zich waarschijnlijk nog dat hier vorig jaar op 9 juli, in de aanwezigheid van heel wat slachtoffers van illegale adoptie, unaniem een resolutie is goedgekeurd die vroeg een administratief onderzoek te voeren naar alles wat fout gelopen is sinds 1950, en naar hoe de processen die het mogelijk maakten dat illegale adoptie van ontvoerde, gesmokkelde, kinderen door de diverse betrokken actoren, waaronder de overheid, werden goedgekeurd, gelegaliseerd en geautoriseerd. Dit rapport moest eigenlijk voor 21 juli, dus over twee weken, aan de Kamer worden voorgelegd.

Uit verschillende parlementaire vragen, niet alleen van mijzelf, maar ook van collega Reynaert, collega Van Hoof, en collega De Maegd blijkt dat daar nog helemaal niets voor gebeurd is. Ik lieg een beetje, minister Van Quickenborne heeft al een paar keer mensen ontvangen, maar dit is dan ook het enige. Mevrouw Lahbib heeft telkens opnieuw verwezen naar minister Van Quickenborne, terwijl ook zij een verantwoordelijkheid heeft. Dan gaat het over informatie bij Buitenlandse Zaken, informatie bij de consulaten en informatie bij de ambassades.

Eind mei verscheen er een artikel in *De Morgen* dat specifiek over Zuid-Korea gaat. In Zuid-Korea is een waarheidscommissie opgericht. In verschillende Europese landen staat men al heel ver in het onderzoeken van wat er toen gebeurd is. Er zijn zelfs al verontschuldiging gekomen van Zweden, Denemarken, Zwitserland, Nederland, Frankrijk. De lijst is eindeloos. Alleen hier doet men niets.

Ook in de herkomstlanden is men wakker aan het worden inzake de horribele dingen die daar gebeurd zijn, ook jegens de geboortelouder. In Zuid-Korea is er een waarheidscommissie opgestart. Die waarheidscommissie werd ook gevolgd door Belgische kinderen die vanuit Zuid-Korea geadopteerd zijn. Tijdens de werkzaamheden hebben zij informatie gekregen.

Een van de slachtoffers heeft gevraagd te mogen kijken in de archieven van Buitenlandse Zaken. Zij is in de leeszaal ontvangen en heeft dit soort documenten gekregen (*de spreker toont de documenten*), waarvan minister Lahbib niet één keer maar twee keer gezegd heeft dat zij niet bestaan. Dit gaat alleen nog maar over Zuid-Korea.

In mijn interpellatie heb ik dus gevraagd dat, als er documenten bestaan over Zuid-Korea, er misschien ook

documenten bestaan over andere landen. Moeten die dan niet naar buiten gebracht worden? Nee, er was niets, zei men. Collega Bombled heeft gisteren de vraag opnieuw gesteld. Ik dacht dat er nu misschien een genuanceerder antwoord zou komen, maar opnieuw heeft minister Lahbib gezegd dat er niets is. "Misschien heeft men in die waarheidscommissie wel iets gekregen, maar sowieso niet via ons." Collega's, het tegendeel is waar: ik heb hier de bewijzen *(de spreker toont nogmaals de documenten)*.

Wat mij nog het meeste stoort, is dat het initiatief voor die resolutie kwam van de MR. De hoorzittingen kwamen er op vraag van de MR. Heel het proces is ingesteld omdat Michel De Maegd ervan overtuigd was dat wij iets moesten doen voor die mensen. Het is echter net de MR die een eenvoudige motie heeft ingediend die tegen hun eigen resolutie ingaat. Het enige wat ik in mijn motie van aanbeveling immers vraag is nu eindelijk eens over te gaan tot dat onderzoek en de archieven open te stellen.

Collega's van de meerderheid, u hebt dit goedgekeurd en ik vraag u om hier voor een keer niet in mee te gaan.

La **présidente**: Début du vote / Begin van de stemming.

Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote? / Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken?

Fin du vote / Einde van de stemming.

Résultat du vote / Uitslag van de stemming.

<i>(Stemming/vote 1)</i>		
Ja	69	Oui
Nee	50	Non
Onthoudingen	5	Abstentions
Totaal	124	Total

La motion pure et simple est adoptée. Par conséquent, la motion de recommandation est caduque.
De eenvoudige motie is aangenomen. Bijgevolg vervalt de motie van aanbeveling.

29 **Projet de loi relatif au transport d'hydrogène par canalisations (3077/10)**

29 **Wetsontwerp betreffende het vervoer van waterstof door middel van leidingen (3077/10)**

Quelqu'un demande-t-il la parole pour une déclaration avant le vote? *(Non)*

Vraagt iemand het woord voor een stemverklaring? *(Nee)*

Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?

Einde van de stemming / Fin du vote.

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

<i>(Stemming/vote 2)</i>		
Ja	98	Oui
Nee	22	Non
Onthoudingen	10	Abstentions
Totaal	130	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale **(3077/11)**.

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd **(3077/11)**.

Raison d'abstention? *(Non)*

Reden van onthouding? *(Nee)*

30 **Projet de loi modifiant des dispositions diverses concernant la modification de l'enregistrement du sexe (3356/3)**

30 **Wetsontwerp tot wijziging van diverse bepalingen over de aanpassing van de geslachtsregistratie (3356/3)**

Quelqu'un demande-t-il la parole pour une déclaration avant le vote? *(Non)*

Vraagt iemand het woord voor een stemverklaring? (*Nee*)

Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?

Einde van de stemming / Fin du vote.

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

(Stemming/vote 3)		
Ja	93	Oui
Nee	36	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	129	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale **(3356/4)**.

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd **(3356/4)**.

31 **Projet de loi transposant la directive (UE) 2019/713 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 concernant la lutte contre la fraude et la contrefaçon des moyens de paiement autres que les espèces et remplaçant la décision-cadre 2001/413/JAI du Conseil (nouvel intitulé) (3408/3)**

31 **Wetsontwerp tot omzetting van Richtlijn (EU) 2019/713 van het Europees Parlement en de Raad van 17 april 2019 betreffende de bestrijding van fraude met en vervalsing van niet-contante betaalmiddelen en ter vervanging van Kaderbesluit 2001/413/JBZ van de Raad (nieuw opschrift) (3408/3)**

Quelqu'un demande-t-il la parole pour une déclaration avant le vote? (*Non*)

Vraagt iemand het woord voor een stemverklaring? (*Nee*)

Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?

Einde van de stemming / Fin du vote.

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

(Stemming/vote 4)		
Ja	131	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	131	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale **(3408/4)**.

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd **(3408/4)**.

32 **Amendements et articles réservés du projet de loi portant des dispositions diverses en matière de santé (3346/1-10)**

32 **Aangehouden amendementen en artikelen van het wetsontwerp houdende diverse bepalingen inzake gezondheid (3346/1-10)**

Vote sur l'amendement n° 34 de Sofie Merckx à l'article 6. **(3346/10)**

Stemming over amendement nr. 34 van Sofie Merckx op artikel 6. **(3346/10)**

Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?

Einde van de stemming / Fin du vote.

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

<i>(Stemming/vote 5)</i>		
Ja	23	Oui
Nee	105	Non
Onthoudingen	3	Abstentions
Totaal	131	Total

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 6 est adopté.
Bijgevolg is het amendement verworpen en is artikel 6 aangenomen.

Vote sur l'amendement n° 33 de Catherine Fonck à l'article 10 **(3346/10)**
Stemming over amendement nr. 33 van Catherine Fonck op artikel 10 **(3346/10)**

Begin van de stemming / Début du vote.
Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?
Einde van de stemming / Fin du vote.
Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

<i>(Stemming/vote 6)</i>		
Ja	47	Oui
Nee	74	Non
Onthoudingen	5	Abstentions
Totaal	126	Total

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 10 est adopté.
Bijgevolg is het amendement verworpen en is artikel 10 aangenomen.

Vote sur l'amendement n° 27 de Catherine Fonck tendant à insérer un article 11/1(n) **(3346/10)**
Stemming over amendement nr. 27 van Catherine Fonck tot invoeging van een artikel 11/1(n) **(3346/10)**

Begin van de stemming / Début du vote.
Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?
Einde van de stemming / Fin du vote.
Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

<i>(Stemming/vote 7)</i>		
Ja	31	Oui
Nee	76	Non
Onthoudingen	21	Abstentions
Totaal	128	Total

En conséquence, l'amendement est rejeté.
Bijgevolg is het amendement verworpen.

Vote sur l'amendement n° 28 de Catherine Fonck tendant à insérer un article 11/2(n) **(3346/10)**
Stemming over amendement nr. 28 van Catherine Fonck tot invoeging van een artikel 11/2(n) **(3346/10)**

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (*Oui*)
Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(Stemming/vote 7)

En conséquence, l'amendement est rejeté.
Bijgevolg is het amendement verworpen.

Vote sur l'amendement n° 29 de Catherine Fonck tendant à insérer un article 11/3(n) **(3346/10)**
Stemming over amendement nr. 29 van Catherine Fonck tot invoeging van een artikel 11/3(n) **(3346/10)**

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (*Oui*)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (Ja)

(Stemming/vote 7)

En conséquence, l'amendement est rejeté.
Bijgevolg is het amendement verworpen.

Vote sur l'amendement n° 30 de Catherine Fonck tendant à insérer un article 11/4(n) **(3346/10)**
Stemming over amendement nr. 30 van Catherine Fonck tot invoeging van een artikel 11/4(n) **(3346/10)**

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (Oui)
Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (Ja)

(Stemming/vote 7)

En conséquence, l'amendement est rejeté.
Bijgevolg is het amendement verworpen.

Vote sur l'amendement n° 31 de Catherine Fonck tendant à insérer un article 20/1(n) **(3346/10)**
Stemming over amendement nr. 31 van Catherine Fonck tot invoeging van een artikel 20/1(n) **(3346/10)**

Begin van de stemming / Début du vote.
Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?
Einde van de stemming / Fin du vote.
Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

(Stemming/vote 8)		
Ja	11	Oui
Nee	112	Non
Onthoudingen	6	Abstentions
Totaal	129	Total

En conséquence, l'amendement est rejeté.
Bijgevolg is het amendement verworpen.

Vote sur l'amendement n° 32 de Catherine Fonck tendant à insérer un article 20/2(n) **(3346/10)**
Stemming over amendement nr. 32 van Catherine Fonck tot invoeging van een artikel 20/2(n) **(3346/10)**

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (Oui)
Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (Ja)

(Stemming/vote 8)

En conséquence, l'amendement est rejeté.
Bijgevolg is het amendement verworpen.

Vote sur l'amendement n° 23 de Kathleen Depoorter cs à l'article 32 **(3346/10)**
Stemming over amendement nr. 23 van Kathleen Depoorter cs op artikel 32 **(3346/10)**

Begin van de stemming / Début du vote.
Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?
Einde van de stemming / Fin du vote.
Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

<i>(Stemming/vote 9)</i>		
Ja	30	Oui
Nee	81	Non
Onthoudingen	19	Abstentions
Totaal	130	Total

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 32 est adopté.
Bijgevolg is het amendement verworpen en is artikel 32 aangenomen.

Vote sur l'amendement n° 24 de Kathleen Depoorter cs à l'article 34 **(3346/10)**
Stemming over amendement nr. 24 van Kathleen Depoorter cs op artikel 34 **(3346/10)**

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (*Oui*)
Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(Stemming/vote 9)

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 34 est adopté.
Bijgevolg is het amendement verworpen en is artikel 34 aangenomen.

Vote sur l'amendement n° 25 de Kathleen Depoorter cs visant à supprimer l'article 35 **(3346/10)**
Stemming over amendement nr. 25 van Kathleen Depoorter cs tot weglating van artikel 35 **(3346/10)**

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (*Oui*)
Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(Stemming/vote 9)

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 35 est adopté.
Bijgevolg is het amendement verworpen en is artikel 35 aangenomen.

Vote sur l'amendement n° 26 de Kathleen Depoorter cs à l'article 92 **(3346/10)**
Stemming over amendement nr. 26 van Kathleen Depoorter cs op artikel 92 **(3346/10)**

Begin van de stemming / Début du vote.
Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?
Einde van de stemming / Fin du vote.
Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

<i>(Stemming/vote 10)</i>		
Ja	47	Oui
Nee	76	Non
Onthoudingen	7	Abstentions
Totaal	130	Total

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 92 est adopté.
Bijgevolg is het amendement verworpen en is artikel 92 aangenomen.

33 Ensemble du projet de loi portant des dispositions diverses en matière de santé (3346/9)
33 Geheel van het wetsontwerp houdende diverse bepalingen inzake gezondheid (3346/9)

Quelqu'un demande-t-il la parole pour une déclaration avant le vote? (*Non*)
Vraagt iemand het woord voor een stemverklaring? (*Nee*)

Begin van de stemming / Début du vote.
Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?
Einde van de stemming / Fin du vote.
Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

<i>(Stemming/vote 11)</i>		
Ja	75	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	54	Abstentions
Totaal	129	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale. **(3346/11)**
 Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.
(3346/11)

Raison d'abstention? *(Non)*
 Reden van onthouding? *(Nee)*

(Mme Mélissa Hanus a voté comme son groupe.)

34 Amendements réservés au projet de loi modifiant la loi du 6 janvier 2014 portant création d'une Commission fédérale de déontologie et contenant le Code de déontologie des mandataires publics (3421/1-5)

34 Aangehouden amendementen op het wetsontwerp tot wijziging van de wet van 6 januari 2014 houdende oprichting van een Federale Deontologische Commissie en houdende de Deontologische Code voor de openbare mandatarissen (nieuw opschrift) (3421/1-5)

Vote sur l'amendement n° 4 de Sofie Merckx tendant à insérer un article 3(n) **(3421/5)**
 Stemming over amendement nr. 4 van Sofie Merckx tot invoeging van een artikel 3(n) **(3421/5)**

Begin van de stemming / Début du vote.
 Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?
 Einde van de stemming / Fin du vote.
 Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

<i>(Stemming/vote 12)</i>		
Ja	7	Oui
Nee	120	Non
Onthoudingen	3	Abstentions
Totaal	130	Total

En conséquence, l'amendement est rejeté.
 Bijgevolg is het amendement verworpen.

Vote sur l'amendement n° 5 de Sofie Merckx tendant à insérer un article 4(n) **(3421/5)**
 Stemming over amendement nr. 5 van Sofie Merckx tot invoeging van een artikel 4(n) **(3421/5)**

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? *(Oui)*
 Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? *(Ja)*

(Stemming/vote 12)

En conséquence, l'amendement est rejeté.
 Bijgevolg is het amendement verworpen.

Vote sur l'amendement n° 6 de Sofie Merckx tendant à insérer un article 5(n) **(3421/5)**
 Stemming over amendement nr. 6 van Sofie Merckx tot invoeging van een artikel 5(n) **(3421/5)**

Begin van de stemming / Début du vote.
 Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?
 Einde van de stemming / Fin du vote.
 Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

<i>(Stemming/vote 13)</i>		
Ja	6	Oui
Nee	115	Non
Onthoudingen	8	Abstentions
Totaal	129	Total

En conséquence, l'amendement est rejeté.
Bijgevolg is het amendement verworpen.

35 Ensemble du projet de loi modifiant la loi du 6 janvier 2014 portant création d'une Commission fédérale de déontologie et contenant le Code de déontologie des mandataires publics (3421/4)

35 Geheel van het wetsontwerp tot wijziging van de wet van 6 januari 2014 houdende oprichting van een Federale Deontologische Commissie en houdende de Deontologische Code voor de openbare mandatarissen (nieuw opschrift) (3421/4)

Quelqu'un demande-t-il la parole pour une déclaration avant le vote? (*Non*)
Vraagt iemand het woord voor een stemverklaring? (*Nee*)

Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?

Einde van de stemming / Fin du vote.

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

<i>(Stemming/vote 14)</i>		
Ja	130	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	130	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd (**3421/6**).

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale (**3421/6**).

35.01 Peter De Roover (N-VA): Mevrouw de voorzitter, misschien was dat ook bij andere stemmingen het geval, maar zeker bij de stemming na het betoog van collega Ingels, die hier en daar terecht wel wat indruk heeft gemaakt, meen ik dat een aantal collega's zich heeft onthouden om deel te nemen aan de stemming. Zij hebben niet gestemd. Artikelen 58 en 60 van het Kamerreglement zeggen dat dat niet mogelijk is als men aanwezig is.

Ik zou willen vragen om hier het Kamerreglement op toe te passen en te vragen wie welke stem heeft uitgebracht en waarom, want wat er is gebeurd, is niet reglementair.

La **présidente**: Je n'ai pas relevé quel était l'éventuel vote manquant. Si vous avez plus d'explications, donnez-les moi. Cela sera vérifié dans le compte rendu intégral.

35.02 Peter De Roover (N-VA): Mevrouw de voorzitter, artikel 60 zegt het volgende: "Ieder lid dat in de Kamer aanwezig is terwijl een vraagpunt in stemming wordt gebracht en dat zich bij die stemming onthoudt, wordt na de naamafroeping of de naamstemming door de voorzitter verzocht de beweegredenen te doen kennen die hem nopen niet aan de stemming deel te nemen." Het is dus aan u om de vraag te stellen aan de betrokkenen waarom zij, hoewel aanwezig in de zaal, niet aan de stemming hebben deelgenomen. Ik lees alleen artikel 60 voor. Ik vind niks uit. Dat is bij meerdere Kamerleden gebeurd.

35.03 Servais Verherstraeten (cd&v): De heer De Roover citeert het artikel en vergeet natuurlijk de voetnoot onder het artikel. Die zal ik citeren: "Volgens het verslag over de wijziging van het artikel de dato 6 februari 1956 moet dit als volgt worden verstaan: alle leden die op het ogenblik van de stemming aanwezig zijn en die niet stemmen, worden geacht een blanco stem te hebben uitgebracht." Ze zijn met andere woorden wel reglementair geweest.

35.04 Peter De Roover (N-VA): Uiteraard betwist ik de voetnoot niet, maar onverminderd de vaststelling dat zij zich onthouden hebben, is er natuurlijk wel het punt dat de vraag moet worden gesteld door u waarom ze dat gedaan hebben.

La **présidente**: Il existe effectivement une mention selon laquelle les membres qui se sont abstenus sont invités à faire connaître le motif de leur abstention. C'est une invitation.

Dès lors, je me réfère à l'usage et j'invite les membres qui se sont abstenus à faire part du motif de leur abstention.

Raison d'abstention?
Reden van onthouding?

35.05 Vicky Reynaert (Vooruit): Mevrouw de voorzitter, ik heb te laat gestemd.

35.06 Peter De Roover (N-VA): Mijn interventie is bijzonder nuttig geweest. Men had kunnen denken dat mevrouw Reynaert haar geweten had gevolgd, terwijl nu blijkt dat ze gewoon te laat had gestemd. Dat is dan bij dezen rechtgezet.

Ik ging er eigenlijk van uit dat de leden van de meerderheid die niet stemden, dat deden vanuit gêne. Vandaar dat ik dit punt heb aangesneden. We hebben nu duidelijkheid voor één collega. Ik dank de niet-stemmers daarvoor. Ik had gewild dat meer mensen de moed van hun overtuiging hadden. Het is een gereserveerde moed, dat geef ik toe, maar we kennen allemaal de geplogenheden van het Huis. Ze hadden tenminste de moed om niet mee te stemmen met de eenvoudige motie. Ik dank hun daarvoor. Het feit dat ze hier zwijgen, is veelbetekenend. Ik beschouw dat als morele steun aan de vraag van collega Ingels. Die verdient ze ten volle.

La **présidente**: Merci, monsieur De Roover.

Je propose de poursuivre le vote.

36 Proposition de rejet faite par la commission de l'Énergie, de l'Environnement et du Climat de la proposition de résolution visant à instaurer un moratoire sur l'exploitation des fonds marins (3260/1-2)

36 Voorstel tot verwerping door de commissie voor Energie, Leefmilieu en Klimaat van het voorstel van resolutie over het instellen van een moratorium op diepzeemijnbouw (3260/1-2)

Quelqu'un demande-t-il la parole pour une déclaration avant le vote?
Vraagt iemand het woord voor een stemverklaring?

36.01 Thierry Warmoes (PVDA-PTB): Merci, madame la présidente.

Je tenais seulement à faire une déclaration au sujet de cette proposition de résolution relative à l'exploitation destructrice des fonds marins.

Tout d'abord, je tenais à saluer la campagne que mène le mouvement environnemental – Greenpeace, WWF et le collectif Look Down – depuis des années. Grâce à eux, ce point bien que complexe est inscrit depuis longtemps à l'agenda politique. Je salue donc leur ténacité et remercie Les Engagés d'avoir ouvert à la signature leur proposition de résolution. Nous en avons en effet introduit une dès 2019, qui demandait également un moratoire sur l'exploitation minière des fonds marins.

Malheureusement, nous avons dû constater que seuls nous et DéFI – concrètement, Greet Daems et Mme Rohonyi – avons signé ce texte des Engagés, mais pas les députés écologistes et socialistes qui sont pourtant en parole en faveur du moratoire. Ils n'ont pas voulu signer ni soutenir cette motion.

Pour nous, chers collègues, la biodiversité, la préservation du climat mais aussi la transition vers une économie circulaire pèsent bien plus que les intérêts d'une grosse multinationale belge qui, apparemment, a le bras très long. Je me réfère à ce qui a été antérieurement dit par mon camarade Hedebouw. La multinationale en

question a le bras long, puisqu'elle est représentée jusqu'au sein du gouvernement.

Comme déjà indiqué, d'autres pays tels que la France, l'Allemagne, le Canada, la Nouvelle-Zélande – qui ne sont quand même pas minuscules – soutiennent le moratoire, mais pas la Belgique bien qu'elle s'affiche comme *blue leader*.

Par souci de cohérence, nous allons voter contre le rejet de cette proposition de résolution, puisque nous avons voté pour elle en commission. Nous espérons, bien sûr, un sursaut des partis ou des députés qui, oralement ou dans les manifestations, nous expliquent être en faveur du moratoire et qui ont voté autre chose en commission. Je vous remercie de votre attention.

De **voorzitter**: Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?

Einde van de stemming / Fin du vote.

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

(Stemming/vote 15)			
Oui	92		Ja
Non	12		Nee
Abstentions	25	Onthoudingen	
Total	129	Totaal	

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de rejet. La proposition de résolution n° 3260/1 est donc rejetée.

Bijgevolg neemt de Kamer het voorstel tot verwerping aan. Het voorstel van resolutie nr. 3260/1 is dus verworpen.

Reden van onthouding? (*Nee*)

Raison d'abstention? (*Non*)

37 Adoption de l'ordre du jour

37 Goedkeuring van de agenda

Nous devons procéder à l'approbation de l'ordre du jour de la séance de la semaine prochaine. Wij moeten overgaan tot de goedkeuring van de agenda voor de vergadering van volgende week.

Y a-t-il une observation à ce sujet? (*Non*)

Zijn er dienaangaande opmerkingen? (*Nee*)

En conséquence, l'ordre du jour est adopté.

Bijgevolg is de agenda aangenomen.

La séance est levée. Prochaine séance le jeudi 13 juillet 2023 à 14 h 15.

De vergadering wordt gesloten. Volgende vergadering donderdag 13 juli 2023 om 14.15 uur.

La séance est levée à 20 h 46.

De vergadering wordt gesloten om 20.46 uur.

*L'annexe est reprise dans une brochure séparée, portant le numéro CRIV 55 PLEN 253 annexe.
De bijlage is opgenomen in een aparte brochure met nummer CRIV 55 PLEN 253 bijlage.*

L'annexe est reprise dans une brochure séparée, portant le numéro CRIV 55 PLEN 253 annexe.

De bijlage is opgenomen in een aparte brochure met nummer CRIV 55 PLEN 253 bijlage.

DETAIL DES VOTES NOMINATIFS**DETAIL VAN DE NAAMSTEMMINGEN**

Vote nominatif - Naamstemming: 001

Oui	069	Ja
-----	-----	----

Aouasti Khalil, Bacquelaine Daniel, Bayet Hugues, Beke Wouter, Bihet Mathieu, Bombled Christophe, Burton Emmanuel, Calvo Kristof, Cogolati Samuel, Cornet Cécile, Creemers Barbara, De Block Maggie, De Caluwé Robby, Defossé Guillaume, De Jonge Tania, de Laveleye Séverine, Delizée Jean-Marc, Depraetere Melissa, De Vriendt Wouter, Dewael Patrick, Ducarme Denis, Farih Nawal, Gabriëls Katja, Goffin Philippe, Hanus Mélissa, Hennuy Laurence, Hugon Claire, Jiroflée Karin, Kir Emir, Kitir Meryame, Laaouej Ahmed, Lachaert Egbert, Lacroix Christophe, Lanjri Nahima, Leoni Leslie, Leysen Christian, Liekens Goedeke, Marghem Marie-Christine, Mariage Louis, Moutquin Simon, Özen Özlem, Piedboeuf Benoît, Pillen Jasper, Pisman Kathleen, Pivin Philippe, Platteau Eva, Prévot Patrick, Reuter Florence, Rigot Hervé, Scourneau Vincent, Segers Ben, Taquin Caroline, Thémont Sophie, Thiébaud Eric, Tillieux Eliane, Vajda Olivier, Vanbesien Dieter, Van den Bergh Jef, Vandenbroucke Joris, Vanden Burre Gilles, Vandenput Tim, Van Hecke Stefaan, Vanpeborgh Gitta, Vanrobaeys Anja, Verduyck Kris, Verhelst Kathleen, Verherstraeten Servais, Vicaire Albert, Wilmès Sophie

Non	050	Nee
-----	-----	-----

Anseeuw Björn, Briers Jan, Buysrogge Peter, Claes Mieke, Colebunders Gaby, Creyelman Steven, Dallemagne Georges, D'Amico Roberto, Dedecker Jean-Marie, Depoorter Kathleen, Depoortere Ortwin, De Roover Peter, De Smet François, De Spiegeleer Pieter, De Vriendt Joris, De Wit Sophie, Dewulf Nathalie, D'Haese Christoph, Dillen Marijke, Fonck Catherine, Francken Theo, Goethals Sigrid, Hedebouw Raoul, Houtmeyers Katrien, Ingels Yngvild, Loones Sander, Matz Vanessa, Merckx Sofie, Mertens Peter, Metsu Koen, Moscufo Nadia, Pas Barbara, Ponthier Annick, Prévot Maxime, Raskin Wouter, Ravyts Kurt, Roggeman Tomas, Safai Darya, Sneppe Dominiek, Troosters Frank, Van Bossuyt Anneleen, Van der Donckt Wim, Van Grieken Tom, Van Lommel Reccino, Van Peel Valerie, Van Vaerenbergh Kristien, Vermeersch Wouter, Verreyt Hans, Warmoes Thierry, Wollants Bert

Abstentions	005	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Arens Josy, Boukili Nabil, De Vuyst Steven, Rohonyi Sophie, Van Hees Marco

Vote nominatif - Naamstemming: 002

Oui	098	Ja
-----	-----	----

Aouasti Khalil, Arens Josy, Bacquelaine Daniel, Bayet Hugues, Beke Wouter, Bihet Mathieu, Bombled Christophe, Briers Jan, Burton Emmanuel, Buyst Kim, Calvo Kristof, Cogolati Samuel, Cornet Cécile, Creemers Barbara, Creyelman Steven, Dallemagne Georges, De Block Maggie, De Caluwé Robby, Defossé Guillaume, De Jonge Tania, de Laveleye Séverine, Delizée Jean-Marc, Depoortere Ortwin, Depraetere Melissa, De Smet François, De Spiegeleer Pieter, De Vriendt Wouter, De Vriendt Joris, Dewael Patrick, Dewulf Nathalie, Dillen Marijke, Ducarme Denis, Farih Nawal, Fonck Catherine, Gabriëls Katja, Geens Koen, Goffin Philippe, Hanus Mélissa, Hennuy Laurence, Hugon Claire, Jiroflée Karin, Kir Emir, Kitir Meryame, Laaouej Ahmed, Lachaert Egbert, Lacroix Christophe, Lanjri Nahima, Leoni Leslie, Leysen Christian, Liekens Goedeke, Marghem Marie-Christine, Mariage Louis, Matz Vanessa, Moutquin Simon, Muylle Nathalie, Özen Özlem, Pas Barbara, Piedboeuf Benoît, Pillen Jasper, Pisman Kathleen, Pivin Philippe, Platteau Eva, Ponthier Annick, Prévot Maxime, Prévot Patrick, Ravyts Kurt, Reuter Florence, Reynaert Vicky, Rigot Hervé, Rohonyi Sophie, Schlitz Sarah, Scourneau

Vincent, Segers Ben, Sneppe Dominiek, Taquin Caroline, Thémont Sophie, Thiébaud Eric, Tillieux Eliane, Troosters Frank, Vajda Olivier, Vanbesien Dieter, Van den Bergh Jef, Vandenbroucke Joris, Vanden Burre Gilles, Vandenput Tim, Van Grieken Tom, Van Hecke Stefaan, Van Lommel Reccino, Vanpeborgh Gitta, Vanrobaeys Anja, Verduyckt Kris, Verhaert Marianne, Verhelst Kathleen, Verherstraeten Servais, Vermeersch Wouter, Verreyt Hans, Vicaire Albert, Wilmès Sophie

Non	022	Nee
-----	-----	-----

Anseeuw Björn, Buysrogge Peter, Claes Mieke, Dedecker Jean-Marie, Depoorter Kathleen, De Roover Peter, De Wit Sophie, D'Haese Christoph, Francken Theo, Goethals Sigrid, Houtmeyers Katrien, Ingels Yngvild, Loones Sander, Metsu Koen, Raskin Wouter, Roggeman Tomas, Safai Darya, Van Bossuyt Anneleen, Van der Donckt Wim, Van Peel Valerie, Van Vaerenbergh Kristien, Wollants Bert

Abstentions	010	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Boukili Nabil, Colebunders Gaby, D'Amico Roberto, De Vuyst Steven, Hedebouw Raoul, Merckx Sofie, Mertens Peter, Moscufo Nadia, Van Hees Marco, Warmoes Thierry

Vote nominatif - Naamstemming: 003

Oui	093	Ja
-----	-----	----

Aouasti Khalil, Arens Josy, Bacquelaïne Daniel, Bayet Hugues, Beke Wouter, Bihet Mathieu, Bombled Christophe, Boukili Nabil, Briers Jan, Burton Emmanuel, Buyst Kim, Calvo Kristof, Cogolati Samuel, Colebunders Gaby, Cornet Cécile, Creemers Barbara, Dallemagne Georges, D'Amico Roberto, De Block Maggie, De Caluwé Robby, Defossé Guillaume, De Jonge Tania, de Laveleye Séverine, Delizée Jean-Marc, Depraetere Melissa, De Smet François, De Vriendt Wouter, De Vuyst Steven, Dewael Patrick, Dierick Leen, Ducarme Denis, Farih Nawal, Fonck Catherine, Gabriëls Katja, Geens Koen, Goffin Philippe, Hanus Mélissa, Hedebouw Raoul, Hennuy Laurence, Hugon Claire, Jiroflée Karin, Kir Emir, Kitir Meryame, Laaouej Ahmed, Lachaert Egbert, Lacroix Christophe, Lanjri Nahima, Leoni Leslie, Leysen Christian, Liekens Goedeke, Marghem Marie-Christine, Mariage Louis, Matz Vanessa, Merckx Sofie, Mertens Peter, Moscufo Nadia, Moutquin Simon, Muylle Nathalie, Özen Özlem, Piedboeuf Benoît, Pillen Jasper, Pisman Kathleen, Pivin Philippe, Platteau Eva, Prévot Maxime, Prévot Patrick, Reuter Florence, Reynaert Vicky, Rigot Hervé, Rohonyi Sophie, Schlitz Sarah, Scourneau Vincent, Segers Ben, Taquin Caroline, Thémont Sophie, Thiébaud Eric, Tillieux Eliane, Vajda Olivier, Vanbesien Dieter, Vandenbroucke Joris, Vanden Burre Gilles, Vandenput Tim, Van Hecke Stefaan, Van Hees Marco, Vanpeborgh Gitta, Vanrobaeys Anja, Verduyckt Kris, Verhaert Marianne, Verhelst Kathleen, Verherstraeten Servais, Vicaire Albert, Warmoes Thierry, Wilmès Sophie

Non	036	Nee
-----	-----	-----

Anseeuw Björn, Buysrogge Peter, Claes Mieke, Creyelman Steven, Dedecker Jean-Marie, Depoorter Kathleen, Depoortere Ortwin, De Roover Peter, De Spiegeleer Pieter, De Vriendt Joris, De Wit Sophie, Dewulf Nathalie, D'Haese Christoph, Dillen Marijke, Goethals Sigrid, Houtmeyers Katrien, Ingels Yngvild, Loones Sander, Metsu Koen, Pas Barbara, Ponthier Annick, Raskin Wouter, Ravyts Kurt, Roggeman Tomas, Safai Darya, Sneppe Dominiek, Troosters Frank, Van Bossuyt Anneleen, Van der Donckt Wim, Van Grieken Tom, Van Lommel Reccino, Van Peel Valerie, Van Vaerenbergh Kristien, Vermeersch Wouter, Verreyt Hans, Wollants Bert

Abstentions	000	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Vote nominatif - Naamstemming: 004

Oui	131	Ja
-----	-----	----

Anseeuw Björn, Aouasti Khalil, Arens Josy, Bacquelaine Daniel, Bayet Hugues, Beke Wouter, Bihet Mathieu, Bombled Christophe, Boukili Nabil, Briers Jan, Burton Emmanuel, Buysrogge Peter, Buyst Kim, Calvo Kristof, Claes Mieke, Cogolati Samuel, Colebunders Gaby, Cornet Cécile, Creemers Barbara, Creyelman Steven, Dallemagne Georges, D'Amico Roberto, De Block Maggie, De Caluwé Robby, Dedecker Jean-Marie, Defossé Guillaume, De Jonge Tania, de Laveleye Séverine, Delizée Jean-Marc, Depoorter Kathleen, Depoortere Ortwin, Depraetere Melissa, De Roover Peter, De Smet François, De Spiegeleer Pieter, De Vriendt Wouter, De Vriendt Joris, De Vuyst Steven, Dewael Patrick, De Wit Sophie, Dewulf Nathalie, D'Haese Christoph, Dierick Leen, Dillen Marijke, Ducarme Denis, Farih Nawal, Fonck Catherine, Francken Theo, Gabriëls Katja, Geens Koen, Goethals Sigrid, Goffin Philippe, Hanus Mélissa, Hedebouw Raoul, Hennuy Laurence, Houtmeyers Katrien, Hugon Claire, Ingels Yngvild, Jiroflée Karin, Kir Emir, Kitir Meryame, Laaouej Ahmed, Lachaert Egbert, Lacroix Christophe, Lanjri Nahima, Leoni Leslie, Leysen Christian, Liekens Goedeke, Loones Sander, Marghem Marie-Christine, Mariage Louis, Matz Vanessa, Merckx Sofie, Mertens Peter, Metsu Koen, Moscufo Nadia, Moutquin Simon, Muylle Nathalie, Özen Özlem, Pas Barbara, Piedboeuf Benoît, Pillen Jasper, Pisman Kathleen, Pivin Philippe, Platteau Eva, Ponthier Annick, Prévot Maxime, Prévot Patrick, Raskin Wouter, Ravyts Kurt, Reuter Florence, Reynaert Vicky, Rigot Hervé, Roggeman Tomas, Rohonyi Sophie, Safai Darya, Schlitz Sarah, Scourneau Vincent, Segers Ben, Sneppe Dominiek, Taquin Caroline, Thémont Sophie, Thiébaud Eric, Tillieux Eliane, Troosters Frank, Vajda Olivier, Vanbesien Dieter, Van Bossuyt Anneleen, Van den Bergh Jef, Vandenbroucke Joris, Vanden Burre Gilles, Vandenput Tim, Van der Donckt Wim, Van Grieken Tom, Van Hecke Stefaan, Van Hees Marco, Van Lommel Reccino, Vanpeborgh Gitta, Van Peel Valerie, Vanrobaeys Anja, Van Vaerenbergh Kristien, Verduyck Kris, Verhaert Marianne, Verhelst Kathleen, Verherstraeten Servais, Vermeersch Wouter, Verreyt Hans, Vicaire Albert, Warmoes Thierry, Wilmès Sophie, Wollants Bert

Non	000	Nee
-----	-----	-----

Abstentions	000	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Vote nominatif - Naamstemming: 005

Oui	023	Ja
-----	-----	----

Colebunders Gaby, Creyelman Steven, D'Amico Roberto, Depoortere Ortwin, De Smet François, De Spiegeleer Pieter, De Vriendt Joris, Dewulf Nathalie, Dillen Marijke, Hedebouw Raoul, Merckx Sofie, Mertens Peter, Moscufo Nadia, Pas Barbara, Ponthier Annick, Ravyts Kurt, Sneppe Dominiek, Troosters Frank, Van Grieken Tom, Van Lommel Reccino, Vermeersch Wouter, Verreyt Hans, Warmoes Thierry

Non	105	Nee
-----	-----	-----

Anseeuw Björn, Aouasti Khalil, Arens Josy, Bacquelaine Daniel, Bayet Hugues, Beke Wouter, Bihet Mathieu, Bombled Christophe, Briers Jan, Burton Emmanuel, Buysrogge Peter, Buyst Kim, Calvo

Kristof, Claes Mieke, Cogolati Samuel, Cornet Cécile, Creemers Barbara, Dallemagne Georges, De Block Maggie, De Caluwé Robby, Dedecker Jean-Marie, Defossé Guillaume, De Jonge Tania, de Laveleye Séverine, Delizée Jean-Marc, Depoorter Kathleen, Depraetere Melissa, De Roover Peter, De Vriendt Wouter, Dewael Patrick, De Wit Sophie, D'Haese Christoph, Dierick Leen, Ducarme Denis, Farih Nawal, Fonck Catherine, Francken Theo, Gabriëls Katja, Geens Koen, Goethals Sigrid, Goffin Philippe, Hanus Mélissa, Hennuy Laurence, Houtmeyers Katrien, Hugon Claire, Ingels Yngvild, Jiroflée Karin, Kir Emir, Kitir Meryame, Laaouej Ahmed, Lachaert Egbert, Lacroix Christophe, Lanjri Nahima, Leoni Leslie, Leysen Christian, Liekens Goedeke, Loones Sander, Marghem Marie-Christine, Mariage Louis, Matz Vanessa, Metsu Koen, Moutquin Simon, Muylle Nathalie, Özen Özlem, Piedboeuf Benoît, Pillen Jasper, Pisman Kathleen, Pivin Philippe, Platteau Eva, Prévot Maxime, Prévot Patrick, Raskin Wouter, Reuter Florence, Reynaert Vicky, Rigot Hervé, Roggeman Tomas, Rohonyi Sophie, Safai Darya, Schlitz Sarah, Scourneau Vincent, Segers Ben, Taquin Caroline, Thémont Sophie, Thiébaud Eric, Tillieux Eliane, Vajda Olivier, Vanbesien Dieter, Van Bossuyt Anneleen, Van den Bergh Jef, Vandenbroucke Joris, Vanden Burre Gilles, Vandenput Tim, Van der Donckt Wim, Van Hecke Stefaan, Vanpeborgh Gitta, Van Peel Valerie, Vanrobaeys Anja, Van Vaerenbergh Kristien, Verduyck Kris, Verhaert Marianne, Verhelst Kathleen, Verherstraeten Servais, Vicaire Albert, Wilmès Sophie, Wollants Bert

Abstentions	003	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Boukili Nabil, De Vuyst Steven, Van Hees Marco

Vote nominatif - Naamstemming: 006

Oui	047	Ja
-----	-----	----

Anseeuw Björn, Buysrogge Peter, Claes Mieke, Colebunders Gaby, Creyelman Steven, D'Amico Roberto, Dedecker Jean-Marie, Depoorter Kathleen, Depoortere Ortwin, De Roover Peter, De Spiegeleer Pieter, De Vriendt Joris, De Wit Sophie, Dewulf Nathalie, D'Haese Christoph, Dillen Marijke, Fonck Catherine, Francken Theo, Goethals Sigrid, Hedeboom Raoul, Houtmeyers Katrien, Ingels Yngvild, Loones Sander, Matz Vanessa, Merckx Sofie, Mertens Peter, Metsu Koen, Moscufo Nadia, Pas Barbara, Ponthier Annick, Prévot Maxime, Raskin Wouter, Ravyts Kurt, Roggeman Tomas, Safai Darya, Sneepe Dominiek, Troosters Frank, Van Bossuyt Anneleen, Van der Donckt Wim, Van Grieken Tom, Van Lommel Reccino, Van Peel Valerie, Van Vaerenbergh Kristien, Vermeersch Wouter, Verreyt Hans, Warmoes Thierry, Wollants Bert

Non	074	Nee
-----	-----	-----

Aouasti Khalil, Bacquelaine Daniel, Bayet Hugues, Beke Wouter, Bihet Mathieu, Bombled Christophe, Briers Jan, Burton Emmanuel, Buyst Kim, Calvo Kristof, Cogolati Samuel, Cornet Cécile, Creemers Barbara, De Block Maggie, De Caluwé Robby, Defossé Guillaume, De Jonge Tania, de Laveleye Séverine, Delizée Jean-Marc, Depraetere Melissa, De Vriendt Wouter, Dewael Patrick, Dierick Leen, Ducarme Denis, Farih Nawal, Geens Koen, Goffin Philippe, Hanus Mélissa, Hennuy Laurence, Hugon Claire, Jiroflée Karin, Kir Emir, Kitir Meryame, Laaouej Ahmed, Lachaert Egbert, Lacroix Christophe, Lanjri Nahima, Leoni Leslie, Liekens Goedeke, Marghem Marie-Christine, Mariage Louis, Muylle Nathalie, Özen Özlem, Piedboeuf Benoît, Pillen Jasper, Pisman Kathleen, Pivin Philippe, Platteau Eva, Prévot Patrick, Reuter Florence, Reynaert Vicky, Rigot Hervé, Schlitz Sarah, Scourneau Vincent, Segers Ben, Taquin Caroline, Thémont Sophie, Thiébaud Eric, Tillieux Eliane, Vajda Olivier, Vanbesien Dieter, Van den Bergh Jef, Vandenbroucke Joris, Vanden Burre Gilles, Vandenput Tim, Van Hecke Stefaan, Vanpeborgh Gitta, Vanrobaeys Anja, Verduyck Kris, Verhaert Marianne, Verhelst Kathleen, Verherstraeten Servais, Vicaire Albert, Wilmès Sophie

Abstentions	005	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Arens Josy, Boukili Nabil, Dallemagne Georges, De Vuyst Steven, Van Hees Marco

Vote nominatif - Naamstemming: 007

Oui	031	Ja
-----	-----	----

Anseeuw Björn, Buysrogge Peter, Claes Mieke, Colebunders Gaby, D'Amico Roberto, Dedecker Jean-Marie, Depoorter Kathleen, De Roover Peter, De Smet François, De Wit Sophie, D'Haese Christoph, Fonck Catherine, Francken Theo, Goethals Sigrid, Hedebouw Raoul, Houtmeyers Katrien, Ingels Yngvild, Loones Sander, Matz Vanessa, Merckx Sofie, Mertens Peter, Metsu Koen, Prévot Maxime, Raskin Wouter, Roggeman Tomas, Safai Darya, Van Bossuyt Anneleen, Van der Donckt Wim, Van Peel Valerie, Van Vaerenbergh Kristien, Warmoes Thierry

Non	076	Nee
-----	-----	-----

Aouasti Khalil, Bacquelaine Daniel, Bayet Hugues, Beke Wouter, Bihet Mathieu, Bombled Christophe, Briers Jan, Burton Emmanuel, Buyst Kim, Calvo Kristof, Cogolati Samuel, Cornet Cécile, Creemers Barbara, De Block Maggie, De Caluwé Robby, Defossé Guillaume, De Jonge Tania, de Laveleye Séverine, Delizée Jean-Marc, Depraetere Melissa, De Vriendt Wouter, Dewael Patrick, Dierick Leen, Ducarme Denis, Farih Nawal, Gabriëls Katja, Geens Koen, Goffin Philippe, Hanus Mélissa, Hennuy Laurence, Hugon Claire, Jiroflée Karin, Kir Emir, Kitir Meryame, Laaouej Ahmed, Lachaert Egbert, Lacroix Christophe, Lanjri Nahima, Leoni Leslie, Leysen Christian, Liekens Goedeke, Marghem Marie-Christine, Mariage Louis, Muylle Nathalie, Özen Özlem, Piedboeuf Benoît, Pillen Jasper, Pisman Kathleen, Pivin Philippe, Platteau Eva, Prévot Patrick, Reuter Florence, Reynaert Vicky, Rigot Hervé, Schlitz Sarah, Scourneau Vincent, Segers Ben, Taquin Caroline, Thémont Sophie, Thiébaud Eric, Tillieux Eliane, Vajda Olivier, Vanbesien Dieter, Van den Bergh Jef, Vandenbroucke Joris, Vanden Burre Gilles, Vandenput Tim, Van Hecke Stefaan, Vanpeborgh Gitta, Vanrobaeys Anja, Verduyck Kris, Verhaert Marianne, Verhelst Kathleen, Verherstraeten Servais, Vicaire Albert, Wilmès Sophie

Abstentions	021	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Arens Josy, Boukili Nabil, Creyelman Steven, Dallemagne Georges, Depoortere Ortwin, De Spiegeleer Pieter, De Vriendt Joris, De Vuyst Steven, Dewulf Nathalie, Dillen Marijke, Pas Barbara, Ponthier Annick, Ravyts Kurt, Rohonyi Sophie, Sneppe Dominiek, Troosters Frank, Van Grieken Tom, Van Hees Marco, Van Lommel Reccino, Vermeersch Wouter, Verreyt Hans

Vote nominatif - Naamstemming: 008

Oui	011	Ja
-----	-----	----

Colebunders Gaby, D'Amico Roberto, De Smet François, Fonck Catherine, Hedebouw Raoul, Matz Vanessa, Merckx Sofie, Mertens Peter, Moscufo Nadia, Prévot Maxime, Warmoes Thierry

Non	112	Nee
-----	-----	-----

Anseeuw Björn, Aouasti Khalil, Bacquelaine Daniel, Bayet Hugues, Beke Wouter, Bihet Mathieu, Bombled Christophe, Briers Jan, Burton Emmanuel, Buysrogge Peter, Buyst Kim, Claes Mieke, Cogolati Samuel, Cornet Cécile, Creemers Barbara, Creyelman Steven, De Block Maggie, De Caluwé Robby, Dedecker Jean-Marie, Defossé Guillaume, De Jonge Tania, de Laveleye Séverine, Delizée Jean-Marc, Depoorter Kathleen, Depoortere Ortwin, Depraetere Melissa, De Roover Peter, De Spiegeleer Pieter, De Vriendt Wouter, De Vriendt Joris, Dewael Patrick, De Wit Sophie, Dewulf

Nathalie, D'Haese Christoph, Dierick Leen, Dillen Marijke, Ducarme Denis, Farih Nawal, Francken Theo, Gabriëls Katja, Geens Koen, Goethals Sigrid, Goffin Philippe, Hanus Mélissa, Hennuy Laurence, Houtmeyers Katrien, Hugon Claire, Ingels Yngvild, Jiroflée Karin, Kir Emir, Kitir Meryame, Laaouej Ahmed, Lachaert Egbert, Lacroix Christophe, Lanjri Nahima, Leoni Leslie, Leysen Christian, Liekens Goedeke, Loones Sander, Marghem Marie-Christine, Mariage Louis, Metsu Koen, Muylle Nathalie, Özen Özlem, Pas Barbara, Piedboeuf Benoît, Pillen Jasper, Pisman Kathleen, Pivin Philippe, Platteau Eva, Ponthier Annick, Prévot Patrick, Raskin Wouter, Ravyts Kurt, Reuter Florence, Reynaert Vicky, Rigot Hervé, Roggeman Tomas, Safai Darya, Schlitz Sarah, Scourneau Vincent, Segers Ben, Sneppe Dominiek, Taquin Caroline, Thémont Sophie, Thiébaud Eric, Tillieux Eliane, Troosters Frank, Vajda Olivier, Vanbesien Dieter, Van Bossuyt Anneleen, Van den Bergh Jef, Vandenbroucke Joris, Vanden Burre Gilles, Vandenput Tim, Van der Donckt Wim, Van Grieken Tom, Van Hecke Stefaan, Van Lommel Reccino, Vanpeborgh Gitta, Van Peel Valerie, Vanrobaeys Anja, Van Vaerenbergh Kristien, Verduyck Kris, Verhaert Marianne, Verhelst Kathleen, Verherstraeten Servais, Vermeersch Wouter, Verreyt Hans, Vicaire Albert, Wilmès Sophie, Wollants Bert

Abstentions	006	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Arens Josy, Boukili Nabil, Dallemagne Georges, De Vuyst Steven, Rohonyi Sophie, Van Hees Marco

Vote nominatif - Naamstemming: 009

Oui	030	Ja
-----	-----	----

Anseeuw Björn, Buysrogge Peter, Claes Mieke, Colebunders Gaby, D'Amico Roberto, Dedecker Jean-Marie, Depoorter Kathleen, De Roover Peter, De Smet François, De Wit Sophie, D'Haese Christoph, Francken Theo, Goethals Sigrid, Hedeboom Raoul, Houtmeyers Katrien, Ingels Yngvild, Loones Sander, Merckx Sofie, Mertens Peter, Metsu Koen, Moscufo Nadia, Raskin Wouter, Roggeman Tomas, Safai Darya, Van Bossuyt Anneleen, Van der Donckt Wim, Van Peel Valerie, Van Vaerenbergh Kristien, Warmoes Thierry, Wollants Bert

Non	081	Nee
-----	-----	-----

Aouasti Khalil, Arens Josy, Bacquelaïne Daniel, Bayet Hugues, Beke Wouter, Bihet Mathieu, Bombled Christophe, Briers Jan, Burton Emmanuel, Buyst Kim, Calvo Kristof, Cogolati Samuel, Cornet Cécile, Creemers Barbara, Dallemagne Georges, De Block Maggie, De Caluwé Robby, Defossé Guillaume, De Jonge Tania, de Laveleye Séverine, Delizée Jean-Marc, Depraetere Melissa, De Vriendt Wouter, Dewael Patrick, Dierick Leen, Ducarme Denis, Farih Nawal, Fonck Catherine, Gabriëls Katja, Geens Koen, Goffin Philippe, Hanus Mélissa, Hennuy Laurence, Hugon Claire, Jiroflée Karin, Kir Emir, Kitir Meryame, Laaouej Ahmed, Lachaert Egbert, Lacroix Christophe, Lanjri Nahima, Leoni Leslie, Leysen Christian, Liekens Goedeke, Marghem Marie-Christine, Mariage Louis, Matz Vanessa, Muylle Nathalie, Özen Özlem, Piedboeuf Benoît, Pillen Jasper, Pisman Kathleen, Pivin Philippe, Platteau Eva, Prévot Maxime, Prévot Patrick, Reuter Florence, Reynaert Vicky, Rigot Hervé, Schlitz Sarah, Scourneau Vincent, Segers Ben, Taquin Caroline, Thémont Sophie, Thiébaud Eric, Tillieux Eliane, Vajda Olivier, Vanbesien Dieter, Van den Bergh Jef, Vandenbroucke Joris, Vanden Burre Gilles, Vandenput Tim, Van Hecke Stefaan, Vanpeborgh Gitta, Vanrobaeys Anja, Verduyck Kris, Verhaert Marianne, Verhelst Kathleen, Verherstraeten Servais, Vicaire Albert, Wilmès Sophie

Abstentions	019	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Boukili Nabil, Creyelman Steven, Depoortere Ortwin, De Spiegeleer Pieter, De Vriendt Joris, De Vuyst Steven, Dewulf Nathalie, Dillen Marijke, Pas Barbara, Ponthier Annick, Ravyts Kurt, Rohonyi Sophie, Sneppe Dominiek, Troosters Frank, Van Grieken Tom, Van Hees Marco, Van Lommel Reccino, Vermeersch Wouter, Verreyt Hans

Vote nominatif - Naamstemming: 010

Oui	047	Ja
-----	-----	----

Anseeuw Björn, Buysrogge Peter, Claes Mieke, Colebunders Gaby, Creyelman Steven, D'Amico Roberto, Dedecker Jean-Marie, Depoorter Kathleen, Depoortere Ortwin, De Roover Peter, De Spiegeleer Pieter, De Vriendt Joris, De Wit Sophie, Dewulf Nathalie, D'Haese Christoph, Dillen Marijke, Fonck Catherine, Francken Theo, Goethals Sigrid, Hedebouw Raoul, Houtmeyers Katrien, Ingels Yngvild, Loones Sander, Matz Vanessa, Merckx Sofie, Mertens Peter, Metsu Koen, Moscufo Nadia, Pas Barbara, Ponthier Annick, Prévot Maxime, Raskin Wouter, Ravyts Kurt, Roggeman Tomas, Safai Darya, Sneppe Dominiek, Troosters Frank, Van Bossuyt Anneleen, Van der Donckt Wim, Van Grieken Tom, Van Lommel Reccino, Van Peel Valerie, Van Vaerenbergh Kristien, Vermeersch Wouter, Verreyt Hans, Warmoes Thierry, Wollants Bert

Non	076	Nee
-----	-----	-----

Aouasti Khalil, Bacquelaïne Daniel, Bayet Hugues, Beke Wouter, Bihet Mathieu, Bombled Christophe, Briers Jan, Burton Emmanuel, Buyst Kim, Calvo Kristof, Cogolati Samuel, Cornet Cécile, Creemers Barbara, De Block Maggie, De Caluwé Robby, Defossé Guillaume, De Jonge Tania, de Laveleye Séverine, Delizée Jean-Marc, Depraetere Melissa, De Vriendt Wouter, Dewael Patrick, Dierick Leen, Ducarme Denis, Farih Nawal, Gabriëls Katja, Geens Koen, Goffin Philippe, Hanus Mélissa, Hennuy Laurence, Hugon Claire, Jiroflée Karin, Kir Emir, Kitir Meryame, Laaouej Ahmed, Lachaert Egbert, Lacroix Christophe, Lanjri Nahima, Leoni Leslie, Leysen Christian, Liekens Goedeke, Marghem Marie-Christine, Mariage Louis, Muylle Nathalie, Özen Özlem, Piedboeuf Benoît, Pillen Jasper, Pisman Kathleen, Pivin Philippe, Platteau Eva, Prévot Patrick, Reuter Florence, Reynaert Vicky, Rigot Hervé, Schlitz Sarah, Scourneau Vincent, Segers Ben, Taquin Caroline, Thémont Sophie, Thiébaud Eric, Tillieux Eliane, Vajda Olivier, Vanbesien Dieter, Van den Bergh Jef, Vandenbroucke Joris, Vanden Burre Gilles, Vandenput Tim, Van Hecke Stefaan, Vanpeborgh Gitta, Vanrobaeys Anja, Verduyck Kris, Verhaert Marianne, Verhelst Kathleen, Verherstraeten Servais, Vicaire Albert, Wilmès Sophie

Abstentions	007	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Arens Josy, Boukili Nabil, Dallemagne Georges, De Smet François, De Vuyst Steven, Rohonyi Sophie, Van Hees Marco

Vote nominatif - Naamstemming: 011

Oui	075	Ja
-----	-----	----

Aouasti Khalil, Bacquelaïne Daniel, Bayet Hugues, Beke Wouter, Bihet Mathieu, Bombled Christophe, Briers Jan, Burton Emmanuel, Buyst Kim, Calvo Kristof, Cogolati Samuel, Cornet Cécile, Creemers Barbara, De Block Maggie, De Caluwé Robby, Defossé Guillaume, De Jonge Tania, de Laveleye Séverine, Delizée Jean-Marc, Depraetere Melissa, De Vriendt Wouter, Dewael Patrick, Dierick Leen, Ducarme Denis, Farih Nawal, Gabriëls Katja, Geens Koen, Goffin Philippe, Hennuy Laurence, Hugon Claire, Jiroflée Karin, Kir Emir, Kitir Meryame, Laaouej Ahmed, Lachaert Egbert, Lacroix Christophe, Lanjri Nahima, Leoni Leslie, Leysen Christian, Liekens Goedeke, Marghem Marie-Christine, Mariage Louis, Muylle Nathalie, Özen Özlem, Piedboeuf Benoît, Pillen Jasper, Pisman Kathleen, Pivin Philippe, Platteau Eva, Prévot Patrick, Reuter Florence, Reynaert Vicky, Rigot Hervé, Schlitz Sarah, Scourneau Vincent, Segers Ben, Taquin Caroline, Thémont Sophie, Thiébaud Eric, Tillieux Eliane, Vajda Olivier, Vanbesien Dieter, Van den Bergh Jef, Vandenbroucke Joris, Vanden Burre Gilles, Vandenput Tim, Van Hecke Stefaan, Vanpeborgh Gitta, Vanrobaeys Anja, Verduyck Kris, Verhaert Marianne, Verhelst Kathleen, Verherstraeten Servais, Vicaire Albert, Wilmès Sophie

Non	000	Nee
-----	-----	-----

Abstentions	054	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Anseeuw Björn, Arens Josy, Boukili Nabil, Buysrogge Peter, Claes Mieke, Colebunders Gaby, Creyelman Steven, Dallemagne Georges, D'Amico Roberto, Dedecker Jean-Marie, Depoorter Kathleen, Depoortere Ortwin, De Roover Peter, De Smet François, De Spiegeleer Pieter, De Vriendt Joris, De Vuyst Steven, De Wit Sophie, Dewulf Nathalie, D'Haese Christoph, Dillen Marijke, Fonck Catherine, Francken Theo, Goethals Sigrid, Hedebouw Raoul, Houtmeyers Katrien, Ingels Yngvild, Loones Sander, Matz Vanessa, Merckx Sofie, Mertens Peter, Metsu Koen, Moscufo Nadia, Pas Barbara, Ponthier Annick, Prévot Maxime, Raskin Wouter, Ravyts Kurt, Roggeman Tomas, Rohonyi Sophie, Safai Darya, Sneppe Dominiek, Troosters Frank, Van Bossuyt Anneleen, Van der Donckt Wim, Van Grieken Tom, Van Hees Marco, Van Lommel Reccino, Van Peel Valerie, Van Vaerenbergh Kristien, Vermeersch Wouter, Verreyt Hans, Warmoes Thierry, Wollants Bert

Vote nominatif - Naamstemming: 012

Oui	007	Ja
-----	-----	----

Colebunders Gaby, D'Amico Roberto, Hedebouw Raoul, Merckx Sofie, Mertens Peter, Moscufo Nadia, Warmoes Thierry

Non	120	Nee
-----	-----	-----

Anseeuw Björn, Aouasti Khalil, Arens Josy, Bacquelaïne Daniel, Beke Wouter, Bihet Mathieu, Bombled Christophe, Briers Jan, Burton Emmanuel, Buysrogge Peter, Buyst Kim, Calvo Kristof, Claes Mieke, Cogolati Samuel, Cornet Cécile, Creemers Barbara, Creyelman Steven, Dallemagne Georges, De Block Maggie, De Caluwé Robby, Dedecker Jean-Marie, Defossé Guillaume, De Jonge Tania, de Laveleye Séverine, Delizée Jean-Marc, Depoorter Kathleen, Depoortere Ortwin, Depraetere Melissa, De Roover Peter, De Smet François, De Spiegeleer Pieter, De Vriendt Wouter, De Vriendt Joris, Dewael Patrick, De Wit Sophie, Dewulf Nathalie, D'Haese Christoph, Dierick Leen, Dillen Marijke, Ducarme Denis, Farih Nawal, Fonck Catherine, Francken Theo, Gabriëls Katja, Geens Koen, Goethals Sigrid, Goffin Philippe, Hanus Mélissa, Hennuy Laurence, Houtmeyers Katrien, Hugon Claire, Ingels Yngvild, Jiroflée Karin, Kir Emir, Kitir Meryame, Laaouej Ahmed, Lachaert Egbert, Lacroix Christophe, Lanjri Nahima, Leoni Leslie, Leysen Christian, Liekens Goedele, Loones Sander, Marghem Marie-Christine, Mariage Louis, Matz Vanessa, Metsu Koen, Moutquin Simon, Muylle Nathalie, Özen Özlem, Pas Barbara, Piedboeuf Benoît, Pillen Jasper, Pisman Kathleen, Pivin Philippe, Platteau Eva, Ponthier Annick, Prévot Maxime, Prévot Patrick, Raskin Wouter, Ravyts Kurt, Reuter Florence, Reynaert Vicky, Rigot Hervé, Roggeman Tomas, Rohonyi Sophie, Safai Darya, Schlitz Sarah, Scourneau Vincent, Segers Ben, Sneppe Dominiek, Taquin Caroline, Thémont Sophie, Thiébaud Eric, Tillieux Eliane, Troosters Frank, Vajda Olivier, Vanbesien Dieter, Van Bossuyt Anneleen, Van den Bergh Jef, Vandenbroucke Joris, Vanden Burre Gilles, Vandenput Tim, Van der Donckt Wim, Van Grieken Tom, Van Hecke Stefaan, Van Lommel Reccino, Vanpeborgh Gitta, Van Peel Valerie, Vanrobaeys Anja, Van Vaerenbergh Kristien, Verduyck Kris, Verhaert Marianne, Verhelst Kathleen, Verherstraeten Servais, Vermeersch Wouter, Verreyt Hans, Vicaire Albert, Wilmès Sophie, Wollants Bert

Abstentions	003	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Boukili Nabil, De Vuyst Steven, Van Hees Marco

Vote nominatif - Naamstemming: 013

Oui	006	Ja
-----	-----	----

D'Amico Roberto, Hedeboom Raoul, Merckx Sofie, Mertens Peter, Moscufo Nadia, Warmoes Thierry

Non	115	Nee
-----	-----	-----

Anseeuw Björn, Aouasti Khalil, Bacquelaine Daniel, Bayet Hugues, Beke Wouter, Bihet Mathieu, Bombled Christophe, Briers Jan, Burton Emmanuel, Buysrogge Peter, Buyst Kim, Calvo Kristof, Claes Mieke, Cogolati Samuel, Cornet Cécile, Creemers Barbara, Creyelman Steven, De Block Maggie, De Caluwé Robby, Dedecker Jean-Marie, Defossé Guillaume, De Jonge Tania, de Laveleye Séverine, Delizée Jean-Marc, Depoorter Kathleen, Depoortere Ortwin, Depraetere Melissa, De Roover Peter, De Smet François, De Spiegeleer Pieter, De Vriendt Wouter, De Vriendt Joris, Dewael Patrick, De Wit Sophie, Dewulf Nathalie, D'Haese Christoph, Dierick Leen, Dillen Marijke, Ducarme Denis, Farih Nawal, Francken Theo, Gabriëls Katja, Geens Koen, Goethals Sigrid, Goffin Philippe, Hanus Mélissa, Hennuy Laurence, Houtmeyers Katrien, Hugon Claire, Ingels Yngvild, Jiroflée Karin, Kir Emir, Kitir Meryame, Laaouej Ahmed, Lachaert Egbert, Lacroix Christophe, Lanjri Nahima, Leoni Leslie, Leysen Christian, Liekens Goedeke, Marghem Marie-Christine, Mariage Louis, Metsu Koen, Moutquin Simon, Muylle Nathalie, Özen Özlem, Pas Barbara, Piedboeuf Benoît, Pillen Jasper, Pisman Kathleen, Pivin Philippe, Platteau Eva, Ponthier Annick, Prévot Patrick, Raskin Wouter, Ravyts Kurt, Reuter Florence, Reynaert Vicky, Rigot Hervé, Roggeman Tomas, Rohonyi Sophie, Safai Darya, Schlitz Sarah, Scourneau Vincent, Segers Ben, Sneppe Dominiek, Taquin Caroline, Thémont Sophie, Thiébaud Eric, Tillieux Eliane, Troosters Frank, Vajda Olivier, Vanbesien Dieter, Van Bossuyt Anneleen, Van den Bergh Jef, Vandenbroucke Joris, Vanden Burre Gilles, Vandenput Tim, Van der Donckt Wim, Van Grieken Tom, Van Hecke Stefaan, Van Lommel Reccino, Vanpeborgh Gitta, Van Peel Valerie, Vanrobaeys Anja, Van Vaerenbergh Kristien, Verduyck Kris, Verhaert Marianne, Verhelst Kathleen, Verherstraeten Servais, Vermeersch Wouter, Verreyt Hans, Vicaire Albert, Wilmès Sophie, Wollants Bert

Abstentions	008	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Arens Josy, Boukili Nabil, Dallemagne Georges, De Vuyst Steven, Fonck Catherine, Matz Vanessa, Prévot Maxime, Van Hees Marco

Vote nominatif - Naamstemming: 014

Oui	130	Ja
-----	-----	----

Anseeuw Björn, Aouasti Khalil, Arens Josy, Bacquelaine Daniel, Bayet Hugues, Beke Wouter, Bihet Mathieu, Bombled Christophe, Boukili Nabil, Briers Jan, Burton Emmanuel, Buysrogge Peter, Buyst Kim, Calvo Kristof, Claes Mieke, Cogolati Samuel, Colebunders Gaby, Cornet Cécile, Creemers Barbara, Creyelman Steven, Dallemagne Georges, D'Amico Roberto, De Block Maggie, De Caluwé Robby, Dedecker Jean-Marie, Defossé Guillaume, De Jonge Tania, de Laveleye Séverine, Delizée Jean-Marc, Depoorter Kathleen, Depoortere Ortwin, Depraetere Melissa, De Roover Peter, De Smet François, De Spiegeleer Pieter, De Vriendt Wouter, De Vriendt Joris, De Vuyst Steven, Dewael Patrick, De Wit Sophie, Dewulf Nathalie, D'Haese Christoph, Dierick Leen, Dillen Marijke, Ducarme Denis, Farih Nawal, Fonck Catherine, Francken Theo, Gabriëls Katja, Geens Koen, Goethals Sigrid, Goffin Philippe, Hanus Mélissa, Hedeboom Raoul, Hennuy Laurence, Houtmeyers Katrien, Hugon Claire, Ingels Yngvild, Jiroflée Karin, Kir Emir, Kitir Meryame, Laaouej Ahmed, Lachaert Egbert, Lacroix Christophe, Lanjri Nahima, Leoni Leslie, Leysen Christian, Liekens Goedeke, Loones Sander, Marghem Marie-Christine, Mariage Louis, Matz Vanessa, Merckx Sofie, Mertens Peter, Metsu Koen, Moscufo Nadia, Moutquin Simon, Muylle Nathalie, Özen Özlem, Pas Barbara, Piedboeuf Benoît, Pillen Jasper, Pisman Kathleen, Pivin Philippe, Platteau Eva, Ponthier Annick, Prévot Maxime, Prévot Patrick, Raskin Wouter,

Ravyts Kurt, Reuter Florence, Reynaert Vicky, Rigot Hervé, Roggeman Tomas, Rohonyi Sophie, Safai Darya, Schlitz Sarah, Scourneau Vincent, Segers Ben, Sneppe Dominiek, Taquin Caroline, Thémont Sophie, Thiébaud Eric, Tillieux Eliane, Troosters Frank, Vajda Olivier, Vanbesien Dieter, Van Bossuyt Anneleen, Van den Bergh Jef, Vandenbroucke Joris, Vanden Burre Gilles, Vandenput Tim, Van der Donckt Wim, Van Grieken Tom, Van Hecke Stefaan, Van Hees Marco, Van Lommel Reccino, Vanpeborgh Gitta, Van Peel Valerie, Vanrobaeys Anja, Verduyckt Kris, Verhaert Marianne, Verhelst Kathleen, Verherstraeten Servais, Vermeersch Wouter, Verreyt Hans, Vicaire Albert, Warmoes Thierry, Wilmès Sophie, Wollants Bert

Non	000	Nee
-----	-----	-----

Abstentions	000	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Vote nominatif - Naamstemming: 015

Oui	092	Ja
-----	-----	----

Aouasti Khalil, Bacquellaine Daniel, Bayet Hugues, Beke Wouter, Bihet Mathieu, Bombled Christophe, Briers Jan, Burton Emmanuel, Buyst Kim, Calvo Kristof, Cogolati Samuel, Cornet Cécile, Creemers Barbara, Creyelman Steven, De Block Maggie, De Caluwé Robby, Defossé Guillaume, De Jonge Tania, de Laveleye Séverine, Delizée Jean-Marc, Depoortere Ortwin, Depraetere Melissa, De Spiegeleer Pieter, De Vriendt Wouter, De Vriendt Joris, Dewael Patrick, Dewulf Nathalie, Dierick Leen, Dillen Marijke, Ducarme Denis, Farih Nawal, Gabriëls Katja, Geens Koen, Goffin Philippe, Hanus Mélissa, Hennuy Laurence, Hugon Claire, Jiroflée Karin, Kir Emir, Kitir Meryame, Laaouej Ahmed, Lachaert Egbert, Lacroix Christophe, Lanjri Nahima, Leoni Leslie, Leysen Christian, Liekens Goedeke, Marghem Marie-Christine, Mariage Louis, Moutquin Simon, Muylle Nathalie, Özen Özlem, Pas Barbara, Piedboeuf Benoît, Pillen Jasper, Pisman Kathleen, Pivin Philippe, Platteau Eva, Ponthier Annick, Prévot Patrick, Ravyts Kurt, Reuter Florence, Reynaert Vicky, Rigot Hervé, Schlitz Sarah, Scourneau Vincent, Segers Ben, Sneppe Dominiek, Taquin Caroline, Thémont Sophie, Thiébaud Eric, Tillieux Eliane, Troosters Frank, Vajda Olivier, Vanbesien Dieter, Van den Bergh Jef, Vandenbroucke Joris, Vanden Burre Gilles, Vandenput Tim, Van Grieken Tom, Van Hecke Stefaan, Van Lommel Reccino, Vanpeborgh Gitta, Vanrobaeys Anja, Verduyckt Kris, Verhaert Marianne, Verhelst Kathleen, Verherstraeten Servais, Vermeersch Wouter, Verreyt Hans, Vicaire Albert, Wilmès Sophie

Non	012	Nee
-----	-----	-----

Colebunders Gaby, Dallemagne Georges, D'Amico Roberto, De Smet François, Fonck Catherine, Hedeboom Raoul, Matz Vanessa, Merckx Sofie, Mertens Peter, Moscufo Nadia, Prévot Maxime, Warmoes Thierry

Abstentions	025	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Anseeuw Björn, Arens Josy, Boukili Nabil, Buysrogge Peter, Claes Mieke, Dedecker Jean-Marie, Depoorter Kathleen, De Roover Peter, De Vuyst Steven, De Wit Sophie, D'Haese Christoph, Francken Theo, Goethals Sigrid, Houtmeyers Katrien, Loones Sander, Metsu Koen, Raskin Wouter, Roggeman Tomas, Rohonyi Sophie, Safai Darya, Van Bossuyt Anneleen, Van Hees Marco, Van Peel Valerie, Van Vaerenbergh Kristien, Wollants Bert

--